

# Promesse tenue

## À nos actionnaires

Ce 186<sup>e</sup> Rapport annuel rend compte des résultats financiers que nous avons atteints en 2003, des codes de déontologie qui régissent nos activités et des critères d'évaluation de notre rendement. Il rend compte, surtout, de l'efficacité du juste équilibre de nos priorités : être à la **hauteur** des attentes des investisseurs, conserver la **confiance** de nos employés et des collectivités que nous servons, et créer de la **valeur** pour nos clients. Les pages suivantes décrivent ce que nous avons fait pour y parvenir.

# À propos de BMO Groupe financier

BMO Groupe financier (NYSE, TSX : BMO) est l'un des plus importants fournisseurs de services financiers d'Amérique du Nord. Fort d'un actif de 256 milliards de dollars au 31 octobre 2003 et de 34 000 employés, BMO offre une vaste gamme de produits et de solutions dans les domaines des services bancaires de détail, de la gestion de patrimoine et des services d'investissement.

BMO répond aux besoins de ses clients canadiens par l'entremise de BMO Banque de Montréal, sa société de services bancaires aux particuliers et aux entreprises, et de BMO Nesbitt Burns, l'une des plus importantes sociétés de conseils en placement à service complet et de gestion de patrimoine du Canada. Aux États-Unis, BMO offre ses services par l'entremise de la Harris Bank, un important fournisseur de services financiers dans le Midwest américain, qui possède un réseau de banques locales dans la région de Chicago, de bureaux de gestion de patrimoine dans l'ensemble des États-Unis et de Harris Nesbitt, une banque d'investissement de premier plan sur le marché des moyennes entreprises.

Nous aidons nos clients à gérer leurs affaires en leur donnant accès à la gamme la plus complète de services financiers à un seul et même point de contact. Nos spécialistes des services financiers sont en mesure d'offrir aux clients tous les produits et services disponibles à l'échelle de l'organisation. BMO Groupe financier est composé de trois groupes clients : le groupe Particuliers et entreprises, le groupe Gestion privée et le groupe Services d'investissement.

## Aperçu historique

Le 3 novembre 1817, la Banque de Montréal a ouvert ses portes en tant que première banque à charte du Canada. Elle a donné au Canada sa première monnaie solide et elle a joué un rôle déterminant dans le développement du pays, en participant au financement du premier chemin de fer transcontinental dans les années 1880. La Banque a pris part à la création de la Confédération canadienne en 1867 et a servi de banque centrale au Canada jusqu'en 1935. Favorisant toujours l'expansion, elle a été la première banque canadienne à ouvrir des succursales en Europe, en Amérique latine, en Asie et aux États-Unis.

## Vision

- BMO Groupe financier vise à être le meilleur fournisseur de services financiers dans tous les marchés où il décide d'être présent.

## Valeurs

- Nous nous soucions de nos clients, de nos actionnaires, de nos collectivités et de nos collègues.
- Nous tirons notre force de la diversité de notre personnel et de nos secteurs d'activité.
- Nous préconisons le respect mutuel et encourageons tout le monde à exprimer son opinion.
- Nous tenons nos promesses et assumons la responsabilité de chacun de nos actes.
- Nous partageons l'information, apprenons et innovons, afin de toujours mieux servir nos clients.

## Stratégie de croissance

- Continuer à investir pour consolider nos activités de base au Canada tout en atteignant une vaste expansion sélective aux États-Unis.

## Priorités stratégiques pour 2004

- Améliorer la productivité.
- Poursuivre nos acquisitions aux États-Unis.
- Accroître notre part de portefeuille et la fidélisation de la clientèle.
- Demeurer un employeur de choix.
- Créer une culture axée sur des rendements élevés soutenus.

## Table des matières

<b>2<sup>C</sup></b>	<b>BMO Groupe financier en bref</b>	<b>19</b>	Évolution de la situation économique et des services financiers	<b>69</b>	<b>Déclaration de la responsabilité de la direction à l'égard des renseignements financiers</b>
<b>1</b>	<b>Faits saillants</b>	<b>20</b>	Analyse des résultats financiers	<b>69</b>	<b>Rapport des vérificateurs aux actionnaires</b>
<b>2</b>	<b>Message du président du conseil aux actionnaires</b>	<b>27</b>	Analyse des résultats des groupes d'exploitation	<b>70</b>	<b>États financiers consolidés</b>
<b>4</b>	<b>Rétrospective de l'année : des résultats supérieurs</b>	<b>28</b>	Groupe Particuliers et entreprises	<b>70</b>	Bilan consolidé
<b>5</b>	<b>Promesse tenue : leadership responsable</b>	<b>33</b>	Groupe Gestion privée	<b>71</b>	État consolidé des résultats
<b>8</b>	<b>Promesse tenue : service à la clientèle</b>	<b>36</b>	Groupe Services d'investissement	<b>72</b>	État consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires
<b>10</b>	<b>Résultats financiers et situation financière en bref</b>	<b>40</b>	Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	<b>73</b>	État consolidé des flux de trésorerie
<b>13</b>	<b>Analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière</b>	<b>41</b>	Analyse de la situation financière	<b>74</b>	Notes afférentes aux états financiers consolidés
<b>13</b>	Mise en garde concernant les déclarations prévisionnelles	<b>43</b>	Gestion globale du capital	<b>101</b>	<b>Filiales de la Banque</b>
<b>14</b>	Objectifs, cibles et mesures de nature financière	<b>44</b>	Conventions comptables particulièrement importantes	<b>102</b>	<b>Membres et membres honoraires du Conseil d'administration</b>
<b>15</b>	Mesures de la valeur de l'avoir des actionnaires	<b>45</b>	Gestion globale des risques	<b>103</b>	<b>Membres du Conseil de gestion</b>
<b>18</b>	Gestion stratégique globale	<b>53</b>	Rétrospective des résultats financiers de 2002	<b>104</b>	<b>Glossaire de termes financiers</b>
		<b>54</b>	Données complémentaires	<b>3<sup>C</sup></b>	<b>Sommaire à l'intention des actionnaires</b>

# BMO Groupe financier en bref

## Description

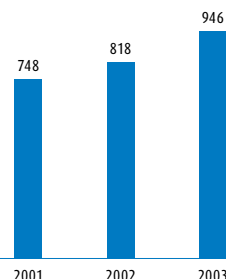
### Groupe Particuliers et entreprises

BMO  Banque de Montréal

 HARRIS BANK

Le groupe Particuliers et entreprises offre à plus de huit millions et demi de particuliers et d'entreprises à l'échelle du Canada et aux États-Unis des solutions bancaires entièrement intégrées, comprenant des comptes de dépôt, des prêts et des cartes de crédit, des fonds d'investissement et des CPG, des produits d'assurance, et des placements tels que les REER, REEE et FERR. La prestation des services est assurée par une équipe hautement qualifiée répartie dans plus de 1 142 succursales de BMO Banque de Montréal et de la Harris Bank, ainsi que par l'entremise des services bancaires par téléphone et en ligne, et d'un réseau de plus de 2 290 guichets automatiques.

**Revenu net**  
(en millions de dollars canadiens)



### Groupe Gestion privée

BMO  Groupe Gestion privée™

 THE HARRIS

BMO  Banque privée Harris™

 HARRIS PRIVATE BANK

BMO  Nesbitt Burns™

 HARRIS ADVANTEDGE INVESTING

BMO  Ligne d'action™

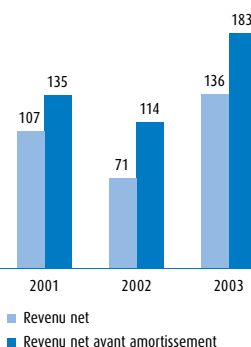
 HARRISdirect

BMO  Fonds d'investissement™

 HARRIS INSIGHT FUNDS

Le groupe Gestion privée offre aux clients une gamme complète de produits et services de gestion de patrimoine, comprenant des services d'investissement traditionnels et en direct, des services de gestion bancaire privée et des produits de placement. Notre équipe de professionnels hautement qualifiés a pour mandat de répondre aux besoins des clients et de leur permettre d'atteindre leurs objectifs en les aidant à se constituer un actif financier, à le préserver et à le faire croître. L'actif sous gestion et sous administration et les dépôts à terme du groupe Gestion privée, qui opère sous les marques BMO Groupe Gestion privée au Canada et The Harris<sup>MOI</sup> aux États-Unis, totalisent 282 milliards de dollars.

**Revenu net et revenu net avant amortissement**  
(en millions de dollars canadiens)



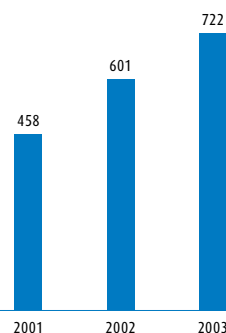
### Groupe Services d'investissement

BMO  Nesbitt Burns

 HARRIS NESBITT

Sous les marques BMO Nesbitt Burns au Canada et Harris Nesbitt<sup>MOI</sup> aux États-Unis, le groupe Services d'investissement offre à ses clients des secteurs des grandes entreprises, des institutions et des administrations publiques des services financiers clés en main, notamment en matière de conseils, de mobilisation de fonds, d'investissement et d'exploitation. Appuyé par un service de recherche de premier ordre, notre groupe Services d'investissement est un chef de file en matière de fusions et acquisitions, de conseils, de prise ferme de titres d'emprunt et de participation, d'opérations sur titres de participation institutionnels, de titrisation, de financement à l'exportation, de vente et de négociation.

**Revenu net**  
(en millions de dollars canadiens)



## Principales initiatives en 2003

- Croissance des revenus tirés des opérations au Canada et aux États-Unis combinés de 5,4 % malgré l'intensification de la concurrence.

### Au Canada :

- Amélioration de la productivité, le ratio des frais au revenu s'étant amélioré de 142 points de base pour s'établir à 60,3 %.
- Achèvement de la mise en œuvre de la plate-forme technologique améliorée de vente et de service Connexion Pathway<sup>™</sup>, dans nos succursales à l'échelle du Canada.
- Augmentation de la croissance du revenu du groupe Moyennes entreprises – qui répond aux besoins des moyennes entreprises de couche supérieure – atteignant environ le double du taux prévu de croissance générale du marché, établi à 6 %.
- Consolidation de notre classement au deuxième rang sur le marché des prêts de moins de 5 millions de dollars aux PME.
- Amélioration et expansion de nos services bancaires en ligne à partir de la rétroaction obtenue auprès de nombreux clients. Nous offrons maintenant un service de virement de fonds par courriel, ainsi que la possibilité d'établir plusieurs règlements postdatés de factures à la fois ou d'ouvrir un compte en ligne, et des options accrues pour les transactions en dollars US.

### Aux États-Unis :

- Amélioration de la productivité de 210 points de base pour un ratio de 76,4 %.
- Ouverture de neuf nouvelles succursales dans la région de Chicago.

- Croissance du revenu net de 93 % et amélioration de la productivité, le ratio des frais au revenu s'étant amélioré de 500 points de base malgré l'incertitude générale régnant sur les marchés et la prudence des investisseurs au cours de la presque totalité de l'exercice 2003.
- Classement de BMO Ligne d'action<sup>™</sup> au premier rang des firmes de courtage en direct par Gómez Canada, pour la troisième fois de suite, et dans le rapport du quotidien *The Globe and Mail*, pour la quatrième fois d'affilée.
- Acquisition de certains actifs de myCFO, Inc., société ayant son siège social en Californie et offrant des services-conseils et des services de placement personnalisés aux clients à valeur nette très élevée.
- Acquisition de Sullivan, Bruyette, Speros & Blayney Inc., société ayant son siège social en Virginie et offrant des services de planification financière libre-accès dans le cadre d'une relation d'affaires, établissant ainsi une présence dans la région à potentiel élevé de Washington, DC.
- Réduction significative des coûts de Harrisdirect par une compression de l'effectif et l'optimisation des locaux des centres d'appel et des succursales.

- Amélioration de la productivité, le ratio des frais au revenu s'étant amélioré de 410 points de base pour s'établir à 51,5 %.
- Classement au premier rang en fusions et acquisitions au Canada pour des transactions d'une valeur totale supérieure à 18 milliards de dollars.
- Participation à 617 transactions de souscription de titres d'emprunt et de participation pour le compte d'entreprises canadiennes, mobilisant 67 milliards de dollars.
- Classement de nos services de recherche en tête de liste du rapport Brendan Wood International, pour la 23<sup>e</sup> année de suite, et classement au premier rang dans ce même rapport, pour la qualité générale de nos services de vente.
- Classement au premier rang de notre équipe Titrisation au Canada quant à la part de marché des effets de commerce adossés à des créances mobilières, détenus dans une entité à détenteurs de droits variables.
- Acquisition de Gerard Klauer Mattison, ajoutant ainsi une solide plate-forme de recherche, de vente et de négociation à la gamme de services que nous offrons aux États-Unis, sous la bannière Harris Nesbitt Gerard.
- Élargissement de la base de clientèle des moyennes entreprises américaines dans les secteurs suivants : services aux entreprises, consommation, médias et divertissement, technologie et télécommunications, et santé.

## Orientation pour 2004

### Au Canada :

- Continuer à mettre l'accent sur la croissance des revenus et l'amélioration de l'efficacité opérationnelle, tout en renforçant nos circuits de distribution.
- Accroître la fidélisation de nos clients des marchés des particuliers et des PME.
- Augmenter notre part du marché de la PME plus rapidement que nos principaux concurrents.
- Accroître notre part du marché des services bancaires aux particuliers par rapport à nos principaux concurrents.

### Aux États-Unis :

- Poursuivre l'expansion de notre réseau de succursales dans la région de Chicago.
- Distinguer la Harris Bank de ses concurrents en continuant à améliorer notre modèle de services bancaires à la collectivité.

- Saisir les occasions qui nous permettront d'élargir les relations d'affaires avec les clients et de continuer sur notre lancée dans le segment à potentiel élevé des clients fortunés.
- Maximiser les relations établies au sein du groupe Gestion privée et à l'échelle de BMO Groupe financier pour offrir un service à la clientèle et une gamme intégrée de produits et services de qualité exceptionnelle.
- Améliorer nos modèles de gestion en continuant à accroître notre productivité et en poursuivant nos investissements dans les secteurs à potentiel de croissance élevé.

- Maintenir notre leadership dans le marché canadien des services rémunérés et très rentables des fusions et acquisitions, de la souscription de titres de participation et d'emprunt, et de la titrisation.
- Accélérer la croissance en poursuivant l'intégration de nos activités aux États-Unis et en misant sur l'accroissement de la proportion des revenus de commissions.
- Intensifier et accroître nos relations d'affaires avec des clients ciblés en tirant profit de toute l'étendue de nos capacités transfrontalières, notamment par l'amélioration de notre offre de produits grâce à l'intégration complète de Harris Nesbitt Gerard.
- Maintenir une approche rigoureuse de la gestion des coûts et du capital.

# Faits saillants

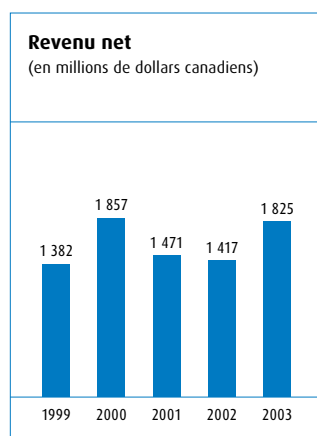
pour l'exercice terminé le 31 octobre ou à cette date, selon le cas

	2003	2002	2001	2000	1999
<b>Points saillants de l'état des résultats</b> (en millions de dollars canadiens)					
Revenu total (bic) a)	9 271	8 859	8 863	8 664	7 928
Provision pour créances irrécouvrables (PCI)	455	820	980	358	320
Frais autres que d'intérêts	6 087	6 030	5 671	5 258	5 288
Revenu net	1 825	1 417	1 471	1 857	1 382
<b>Données relatives aux actions ordinaires</b> (en dollars canadiens)					
Cours de clôture d'une action	49,33	38,10	33,86	35,25	28,33
Résultat par action b)	3,44	2,68	2,66	3,25	2,34
Dividende déclaré par action	1,34	1,20	1,12	1,00	0,94
<b>Principales mesures financières</b> (%)					
Rendement total de l'avoir des actionnaires, annualisé sur cinq ans	12,9	7,9	14,3	22,9	22,0
Croissance du résultat par action	28,4	0,8	(18,2)	38,9	2,2
Rendement de l'avoir des actionnaires	16,4	13,4	13,8	18,0	14,1
Croissance du revenu	4,7	–	2,3	9,3	9,0
PCI en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations	0,30	0,56	0,66	0,25	0,22
Ratio du capital de première catégorie	9,55	8,80	8,15	8,83	7,72

Tous les ratios figurant dans ce rapport ont été établis d'après des chiffres non arrondis.

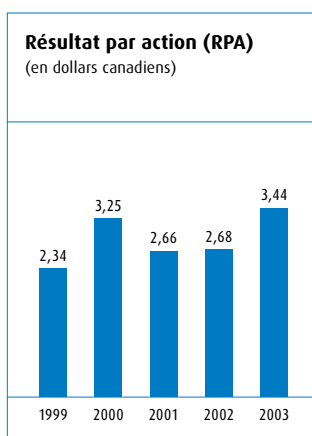
a) Sur une base d'imposition comparable (bic). Consultez les pages 20 et 22.

b) Toutes les mesures relatives au résultat par action (RPA) figurant dans ce rapport renvoient au RPA dilué, sauf indication contraire.



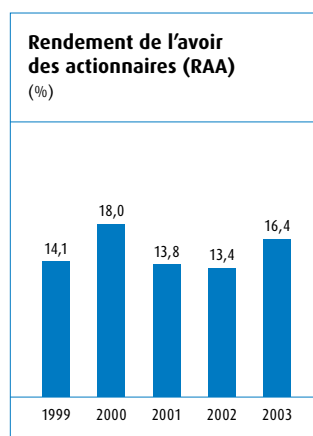
## Revenu net

Le revenu net s'est accru de 408 millions de dollars, ou de 29 %, grâce à la réduction de la provision pour créances irrécouvrables, à l'augmentation du revenu de chacun de nos groupes d'exploitation et à la diminution des pertes sur titres de placement.



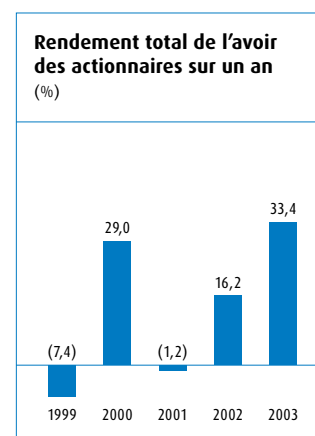
## Résultat par action

Le résultat par action s'est accru de 0,76 \$, pour atteindre le chiffre record de 3,44 \$. Il s'agit d'une progression de 28 %, alors que nous visions une croissance de 10 % à 15 %.



## Rendement de l'avoir des actionnaires

Le rendement de l'avoir des actionnaires s'est accru de 3,0 points de pourcentage pour atteindre 16,4 %. Nous visions un RAA de 14 % à 15 %.



## Rendement total de l'avoir des actionnaires sur un an

Le rendement total d'un investissement dans les actions de BMO en 2003 a été de 33,4 %. Ce rendement est supérieur au rendement total des indices TSX composé et S&P 500 (pour la troisième année de suite).

# Promesse tenue : nous avons offert de solides résultats à nos actionnaires, gagné la confiance des parties intéressées et créé de la valeur pour nos clients

## À nos actionnaires

Quand, voilà quatre ans, j'ai accepté les responsabilités de président du conseil et chef de la direction, nous avons entrepris un vaste repositionnement de BMO Groupe financier afin d'améliorer le rendement offert aux investisseurs et d'assurer la rentabilité future de l'organisation. Aujourd'hui, à l'heure de dresser un bilan révélant que BMO a atteint toutes ses cibles financières, je suis heureux de vous annoncer que nous avons tenu notre promesse.

**Avec un rendement en hausse de ses trois groupes d'exploitation en 2003, BMO affiche une croissance du résultat par action de 28,4 %.**

Depuis 1999, nous avons eu à faire des choix difficiles. Nous avons cessé certaines activités peu rentables ou à faible portée, notamment dans le domaine des services fiduciaires aux grandes entreprises, de la gestion internationale de titres et des cartes de crédit aux États-Unis. Nous avons très fortement réduit la part d'actifs pondérés en fonction du risque au sein de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises non gérés dans le cadre d'une relation d'affaires. Nous avons aussi vendu 84 succursales à plus faible croissance, en préservant toutefois, grâce à des ententes novatrices, les emplois et l'accès des clients aux succursales. Durant cette même période, nous avons mis en œuvre notre stratégie de croissance canado-américaine avec cohérence et constance, et fait des investissements importants en vue de créer une nouvelle plate-forme technologique pour nos services aux particuliers et aux entreprises au Canada, en plus de réaliser des acquisitions dans les secteurs du courtage en direct, de la gestion bancaire privée et des services bancaires aux particuliers et aux entreprises aux États-Unis.

Cette importante réorientation de nos ressources vers des investissements à fort potentiel de croissance a mis la patience des actionnaires à rude épreuve. Nous avons en effet dû temporairement sacrifier des revenus de plus de 600 millions de dollars par année pour ouvrir la voie à la croissance. Cette patience est aujourd'hui récompensée. Avec un rendement en hausse de ses trois groupes d'exploitation en 2003, BMO affiche une croissance du résultat par action de 28,4 %. De plus, la hausse de 16,7 % du dividende trimestriel au cours de l'exercice démontre que nous croyons à la croissance durable de notre revenu net. Les investisseurs se sont réjouis de ces efforts, le rendement total de l'avoiron des actionnaires ayant atteint 33 % pour l'exercice.

Cibles pour 2003	Résultats de 2003
Atteindre une croissance de 10 % à 15 % du RPA	28,4 % (voir page 16)
Atteindre un RAA de 14 % à 15 %	16,4 % (voir page 17)
Maintenir la provision pour créances irrécouvrables au niveau de 2002 (820 millions de dollars) ou au-dessous	455 millions de dollars (voir page 24)
Maintenir un ratio de capital de première catégorie d'au moins 8,0 %	9,55 % (voir page 43)

Tandis que s'opère la transformation de BMO en une institution financière transnationale de premier plan dont les activités s'étendent à l'échelle du Canada et dans d'importants secteurs d'activité ciblés aux États-Unis, notre stratégie de croissance demeure inchangée. Nous ciblons des clients qui apprécient le service personnalisé et misons sur la convergence de nos énergies pour assurer l'efficacité, la rationalité et la rentabilité de nos activités. Nous entendons continuer à investir pour consolider nos activités de base au Canada tout en atteignant une vaste expansion sélective aux États-Unis, auprès des particuliers, des PME et des moyennes entreprises, ainsi que dans le marché des services de placement aux particuliers.

**Notre principale priorité, tout comme l'an dernier, est d'améliorer la productivité en éliminant les pratiques non efficaces.**

Notre principale priorité, tout comme l'an dernier, est d'améliorer la productivité en éliminant les pratiques non efficaces et en instaurant une culture d'entreprise axée sur la production constante de rendements élevés. En 2003, nous avons amélioré le ratio des frais au revenu de 240 points de base, nous hissant du quatrième au troisième rang parmi les grandes banques canadiennes en regard de cette mesure clé, et divers programmes sont déjà en voie de réalisation pour nous aider à gagner encore de 150 à 200 points de base en 2004 et au cours des exercices suivants. Cela ne nous empêchera pas de maintenir notre leadership de longue date en matière de gestion du risque de crédit, de la même façon que nous allons effectuer les investissements et prendre les



Message aux actionnaires  
de la part du président du conseil  
et chef de la direction,  
**Tony Comper**

mesures nécessaires pour accélérer la croissance du revenu sans relâcher notre contrôle sur les coûts, l'objectif consistant à *assurer* et non à hypothéquer notre avenir.

Pour améliorer la variable «revenu» dans l'équation de la productivité, nous avons mis au point une approche à multiples facettes visant à accroître et à consolider la fidélité des clients de manière à obtenir une plus grande part de leurs affaires bancaires. Il s'agit du plus important défi que nous ayons à relever au Canada. Pour y parvenir, nous avons beaucoup investi dans la technologie et dans notre force de vente ces dernières années. Nous continuons d'ailleurs à investir dans le personnel de première ligne, les outils de vente, et l'amélioration des processus et mesures incitatives afin de mieux servir nos clients.

#### Stratégie de croissance canado-américaine

Assurer l'efficacité, la rationalité et la rentabilité de nos activités en :

- continuant à investir pour consolider nos activités de base au Canada
- atteignant une vaste expansion sélective aux États-Unis, auprès des particuliers, des PME et des moyennes entreprises, ainsi que dans le marché des services de placement aux particuliers.

Aux États-Unis, l'un de nos principaux défis consiste à étendre le réseau de succursales de la Harris Bank et à accroître notre part de marché en dépit de l'arrivée de nouveaux concurrents. Pour relever ce défi, nous devons nous distinguer par une capacité à mieux satisfaire et fidéliser la clientèle. Les solides relations établies avec les clients et l'application uniforme de notre modèle de services bancaires à la collectivité sont autant d'atouts pour accroître les ventes aux clients actuels et nous aider, en nous faisant reconnaître comme un acquéreur favorable aux actionnaires, à réaliser l'expansion de notre réseau de succursales à Chicago, de même qu'ailleurs en Illinois et dans les États voisins.

Ceci m'amène au cœur de mon message concernant notre avenir. Le rapport qui suit vous convaincra que BMO Groupe financier s'emploie plus que jamais à créer de la valeur pour ses clients de façon à gagner et à conserver leur confiance. Comme je l'avais écrit dans ces mêmes pages il y a quatre ans, nous adhérons à un principe directeur clair : il n'y a qu'un moyen de satisfaire nos clients et nos actionnaires, et c'est de bien faire les choses pour nos employés d'abord. Si nous fournissons à notre personnel

le milieu de travail, les outils et les mesures incitatives dont ils ont besoin pour fidéliser nos clients, ceux-ci feront davantage affaire avec nous et nous amèneront d'autres clients, contribuant ainsi à augmenter les rendements offerts à nos actionnaires.

### Il n'y a qu'un moyen de satisfaire nos clients et nos actionnaires, et c'est de bien faire les choses pour nos employés d'abord.

J'étais persuadé à l'époque que la clé de la réussite résidait dans l'adoption de cette orientation axée sur les personnes et j'en suis plus que jamais convaincu aujourd'hui. Je tiens à remercier mes 34 000 collègues de BMO, pour leur profond engagement et leurs efforts soutenus. C'est en grande partie grâce à eux qu'en 2003, nous avons pu tenir la promesse faite à nos actionnaires.

Enfin, en ma qualité de gestionnaire de la première banque établie au Canada, une institution promise à un brillant avenir transnational, je tiens aussi à vous remercier, vous, nos actionnaires, pour votre appui pendant ces années de repositionnement. Au nom de toute l'équipe de BMO, je vous promets que nous allons persévérer dans nos efforts pour continuer à mériter votre confiance et votre soutien.

Le président du conseil  
et chef de la direction,

Tony Comper

# Rétrospective de l'année

Des résultats supérieurs grâce à

l'amélioration des ratios de **productivité**

et à **l'atteinte** de toutes les **cibles** financières



**Karen E. Maidment**

Première vice-présidente à la direction et chef des finances  
BMO Groupe financier

« Nous entendons maintenir notre leadership en matière de présentation complète, claire et équilibrée de l'information. C'est en présentant nos résultats, tant positifs que négatifs, de manière ouverte et honnête que nous gagnons la confiance des investisseurs à long terme. Notre intégrité ne tient pas uniquement au respect des lois, des règlements et des normes. Il tient surtout au caractère propre de nos employés et à la qualité de nos processus. »

Revenu net de

**1 825** millions de dollars  
– une augmentation de 29 %

Rendement total de  
l'avoir des actionnaires de

**33 %**

RPA de

**3,44 \$**  
– une hausse de 28 %

RAA de

**16,4 %**  
– comparativement à 13,4 % en 2002

Nous avons atteint toutes nos cibles financières de l'exercice 2003. Cette réussite et l'amélioration des ratios de productivité ont contribué à la hausse du cours de l'action de BMO Groupe financier et porté le rendement total de l'avoir de nos actionnaires à 33 %. La priorité que nous accordons à l'accroissement continu de la productivité nous permet d'utiliser nos ressources de façon optimale dans le meilleur intérêt de nos clients et, en définitive, de nos actionnaires. Cela signifie que nous ne dépensons que ce qui est nécessaire pour accroître nos ventes, tout en contrôlant rigoureusement nos coûts. Lorsque nos ratios de productivité s'améliorent, nous sommes en bonne voie d'atteindre un juste équilibre entre la rentabilité à court terme et la croissance future.

En 2003, tous les groupes d'exploitation ont amélioré leur ratio de productivité avant amortissement de plus de 150 points de base, le revenu ayant progressé de 5 % pendant que les frais n'augmentaient que de 1 %.

Notre revenu net pour l'exercice 2003 se chiffre à 1 825 millions de dollars, soit une augmentation de 408 millions de dollars, ou de 29 %, par rapport à l'exercice précédent, et notre résultat par action (RPA) s'élève à 3,44 \$, en hausse de 28 %. La progression du revenu net et du RPA s'explique principalement par la réduction des provisions pour créances irrécouvrables (qui sont passées de 820 millions de dollars l'an dernier à 455 millions cette année), la diminution des pertes nettes sur titres de placement et la forte croissance du revenu.

Tous les groupes d'exploitation ont contribué à la progression de 412 millions de dollars, ou de 5 %, inscrite au chapitre du revenu. Le volume d'affaires du groupe Particuliers et entreprises a poursuivi sa croissance dans l'ensemble de ses secteurs d'activité, tandis que le revenu du groupe Gestion privée progressait grâce au redressement des facteurs fondamentaux du marché et à l'amélioration des résultats des services de placement traditionnels et en direct et des produits de placement. Quant au groupe Services d'investissement, il a amélioré ses résultats grâce à la progression des revenus provenant de la création de fiducies de revenu et à la hausse des gains sur les activités de négociation.



# Promesse tenue : notre leadership responsable tient compte de la personne et des intérêts financiers



**J. Blair MacAulay**  
Administrateur principal  
Banque de Montréal

« Une saine gouvernance et un leadership responsable ne reposent jamais sur un seul élément. Ils exigent l'adhésion à un ensemble de principes moraux et la mise en place d'une équipe de direction capable de veiller à ce que l'organisation soit gérée selon ces principes. Cela signifie se conformer à des normes élevées, pouvant être soumises à un contrôle indépendant, et ne jamais rien tenir pour acquis. »

Les dirigeants servent d'exemple à l'ensemble de l'organisation. À BMO Groupe financier, nous croyons que la saine gouvernance et le leadership responsable doivent d'abord s'appliquer au Conseil d'administration. Ce dernier a le devoir de s'assurer que chaque membre de la haute direction répond de ses actions devant nos actionnaires, nos clients, nos employés et les collectivités que nous servons.

Nous tenons le Conseil responsable du respect de normes claires et vérifiables. BMO a établi une liste des attentes à l'endroit des administrateurs qui précise les responsabilités qui leur incombent, ainsi que les qualités personnelles et professionnelles qu'on attend de chacun d'eux. Pour assurer l'adhésion au principe de responsabilité, le Conseil d'administration confie chaque année à des conseillers externes le soin de mesurer son efficacité sur tous les plans.

Le Conseil supervise en outre un sondage annuel faisant appel à la rétroaction des pairs. Ce sondage, mené par un conseiller externe pour en assurer la confidentialité, exige que chaque administrateur mesure l'apport de chacun de ses pairs en fonction de critères comme les valeurs morales, l'intuition

stratégique, l'expertise financière et le jugement en affaires. Des renseignements complets sur la gouvernance et le rôle du Conseil d'administration sont présentés dans *l'Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations*.

À BMO, nous croyons que chaque personne de notre organisation doit accorder à la saine gouvernance et à l'adhésion à des normes morales élevées toute l'attention et l'importance que lui dicte le sens du devoir. Nous travaillons fort pour nous assurer que nos principes moraux sont appliqués au quotidien et qu'ils ont dépassé le stade des idées abstraites.

À cette fin, nous avons communiqué à tous nos employés un modèle de conduite et de prise de décisions répondant aux règles d'éthique, qui fait partie intégrante de leur travail. Nous demandons chaque année à tous nos administrateurs et à tous nos employés de lire notre code de conduite et d'administration des affaires, intitulé *Principes fondamentaux*, et de signer une attestation à cet effet. Ce document leur rappelle ce qu'on attend d'eux et ce qu'ils doivent faire quand ils sont appelés à prendre une décision de nature éthique.

Ce code incite les employés à se poser trois questions avant d'agir : Est-ce juste? Est-ce bien? Est-ce permis par la loi? En plaçant ces trois questions au cœur de notre démarche, nous nous assurons que toutes nos décisions sont honnêtes et intègres, et qu'elles répondent à des normes morales bien définies.

### **Principes fondamentaux – Notre code de conduite et d'administration des affaires**

- Agir avec justice, honnêteté et éthique
- Respecter les droits d'autrui
- Observer la lettre et l'esprit de la loi
- Assurer la confidentialité et la protection des renseignements personnels
- Traiter les conflits d'intérêts
- Se conduire de façon irréprochable

### **Responsabilité et présentation de l'information**

L'équipe de direction de BMO Groupe financier est personnellement responsable des résultats atteints et des moyens mis en œuvre pour les atteindre. Chaque trimestre, les hauts dirigeants rencontrent le chef de la direction, Tony Comper, pour attester de l'authenticité et de l'exactitude des résultats liés à leur sphère de responsabilité. Cette responsabilisation se reflète à tous les échelons de l'organisation, les hauts dirigeants étant eux-mêmes tenus d'appliquer les mêmes normes rigoureuses à l'égard de leurs subordonnés.

Nous avons l'obligation de rendre compte aux organismes de réglementation, à nos actionnaires, à nos clients et à nos employés. Et comme nos actions ordinaires sont également inscrites à la bourse aux États-Unis, nous avons adopté des normes et des méthodes pour répondre aux exigences de la loi Sarbanes-Oxley.

En outre, le président du conseil et chef de la direction, Tony Comper, et la chef des finances, Karen Maidment, certifient l'exactitude et l'exhaustivité des résultats financiers présentés à la Securities and Exchange Commission.

En plus des *Principes fondamentaux*, le chef de la direction et les hauts dirigeants des finances sont assujettis à un autre code de déontologie. Nous sommes allés encore plus loin en nommant un responsable de la gouvernance dont la tâche consiste à superviser toutes les questions liées à la gouvernance et au comportement éthique.

Nous croyons qu'en matière d'information financière, on ne doit pas se contenter de se conformer aux exigences. Il faut déployer des efforts constants pour insuffler un élan à l'organisation, créer de la valeur pour nos clients et augmenter les rendements offerts à nos actionnaires de façon à mériter leur confiance.

### **Nos employés**

Nous nous efforçons d'offrir à nos employés un milieu de travail équitable et positif. Il y a plus de 20 ans que nous tenons un sondage annuel auprès du personnel. Chaque année, nous demandons à nos employés, dont le nombre atteint 34 000, de nous évaluer. Les réponses, soumises de façon anonyme, nous fournissent une précieuse rétroaction. Cette année, le taux de participation était de plus de 75 %, soit le taux le plus élevé jamais atteint. Grâce à ce

### **Rémunération des cadres**

La rémunération des hauts dirigeants est directement liée au rendement, surtout en ce qui a trait aux options d'achat d'actions. Les hauts dirigeants peuvent exercer 33 % de leurs options lorsque le cours de l'action de BMO a augmenté de 50 %; une autre tranche de 34 % des options peut être exercée lorsque le cours s'est accru de 100 %. De cette façon, les cadres supérieurs sont récompensés seulement quand tous les actionnaires ont réalisé des gains similaires.

sondage, les employés ont pu se rendre compte non seulement que nous écoutons leurs suggestions mais que nous y donnons suite.

Pour la première fois cette année, les employés ont été invités à donner leur opinion sur le respect de nos valeurs d'entreprise. Les réponses ont été très encourageantes et ont posé un important jalon pour l'avenir. La responsabilité de voir à ce que nos valeurs d'entreprise soient exprimées clairement et à ce que des discussions sur des questions comme la diversité soient entamées avec notre personnel incombe au Conseil du président du conseil sur l'égalité en milieu de travail qui peut, à son tour, compter sur le soutien des conseils de la Diversité des groupes d'affinité de BMO.

Ces conseils consultatifs, qui sont au nombre de huit au Canada et de 16 aux États-Unis, sont composés d'employés de tous les échelons de BMO. Ils jouent un rôle important au niveau local en recueillant et en diffusant de l'information, en sensibilisant les gens et en conseillant les décideurs de haut rang en matière de diversité. Il existe également de nombreux autres groupes à l'échelle de l'organisation qui s'occupent de promouvoir la diversité, de régler les problèmes en milieu de travail et d'instaurer des changements au sein de leur secteur. Ces groupes comprennent des forums autochtones, de même que divers groupes d'affinité, aux États-Unis, offrant du mentorat et du soutien en orientation de carrière aux Américains d'origine africaine, asiatique et hispanique, des réseaux d'employés sourds ou malentendants et un groupe transnational de gais, lesbiennes, bisexuels et transgenres.

BMO Groupe financier a accompli des progrès marqués en vue de la création d'un milieu de travail équitable, positif et diversifié. En 1990, seulement 9 % des cadres supérieurs étaient des femmes. Aujourd'hui, ce taux atteint 32,8 %. Les représentants des minorités visibles comptaient pour 12,5 % de notre personnel en 1991, alors qu'ils en représentent aujourd'hui 19,8 %. Depuis 1992, le pourcentage d'autochtones est passé de seulement 0,5 % de notre personnel à 1,3 % et celui des personnes handicapées, de 1,8 % à 3,0 %. Nous sommes fiers de ces progrès et, parallèlement à notre stratégie consistant à attirer et à conserver les employés les plus compétents et les plus performants, nous poursuivons nos efforts en vue de constituer un effectif reflétant la diversité des collectivités que nous servons.

### **Formation et perfectionnement**

L'Académie de BMO, notre université d'entreprise, aura bientôt dix ans. Au cours de ces dix années, des dizaines de milliers d'employés sont venus y suivre des programmes professionnels de formation et de perfectionnement. Nos cours sont orientés vers le

comportement éthique et nos valeurs d'entreprise, aussi bien que sur l'acquisition de compétences pratiques dans les domaines des ventes et du service, de la gestion des risques, de la technologie de l'information et du leadership de gestion. Au cours des dix dernières années, nous avons consacré plus d'un demi-milliard de dollars au perfectionnement et à la formation.

Notre engagement en matière d'apprentissage continu et les efforts que nous avons déployés pour assurer l'adéquation des compétences acquises à nos objectifs stratégiques ont valu à BMO d'être classé par le magazine américain *Training* en 29<sup>e</sup> position parmi les 100 meilleures entreprises à ce chapitre à l'échelle nord-américaine en 2003. Pour la deuxième année de suite, nous devançons toutes les autres sociétés canadiennes dans ce domaine.

### Rendre à nos collectivités ce qu'elles nous donnent

La confiance est le fondement de notre réussite. L'une des méthodes que nous favorisons pour établir un lien de confiance consiste à nouer des relations étroites avec les collectivités dans lesquelles nous faisons des affaires. Nous soutenons l'engagement de nos employés au sein de leur collectivité – et leur engagement s'avère généreux des deux côtés de la frontière. Au Canada, nos employés et nos retraités gèrent leur propre fondation caritative, BMO Fontaine d'espoir<sup>™</sup>, qui leur permet de faire du bénévolat tout en recueillant des millions de dollars chaque année. Et comme BMO couvre tous les frais administratifs, la totalité des fonds amassés est directement distribuée à des organismes de charité de différentes collectivités du pays. En 2003, BMO Fontaine d'espoir a recueilli 5,8 millions de dollars.

BMO Groupe financier prend ses responsabilités sociales très au sérieux et c'est pourquoi, en plus d'appuyer les efforts admirables de nos employés, nous nous employons activement à rendre à nos collectivités ce qu'elles nous donnent.

Aux États-Unis, la Harris Bank est socialement active dans la région de Chicago depuis 1882. Son principal engagement consiste à trouver des logements abordables pour les familles à faible et moyen revenu. Nous offrons notre soutien à cette cause et à bien d'autres initiatives à caractère communautaire dans le cadre de partenariats avec des organismes locaux et à but non lucratif et au moyen de dons, de commandites et de projets d'action sociale.

En 2003, nous avons versé 36,1 millions de dollars à des organismes de charité et à but non lucratif. Nous sommes l'une des plus importantes entreprises donatrices au Canada. Nous contribuons à des organismes de toutes tailles dans des domaines aussi variés que l'éducation, la santé, les arts et la culture, et les activités sportives et l'athlétisme. Nous favorisons tout particulièrement les initiatives axées sur l'acquisition du savoir. Nous croyons en effet que c'est le meilleur moyen de faire avancer les collectivités et d'assurer l'avenir.

Les collectivités peuvent également compter sur nous en cas d'épreuve. Qu'il s'agisse d'aider Toronto à faire face aux conséquences du SRAS, de soutenir les agriculteurs de l'Ouest aux prises avec la sécheresse ou d'épauler les collectivités ravagées par les feux de forêt, BMO est toujours prêt à offrir son soutien par le biais de dons et de programmes d'assistance aux clients. Pour obtenir des renseignements détaillés ainsi que des exemples concrets de notre engagement envers les collectivités au Canada, nous vous invitons à consulter notre Déclaration annuelle 2003, accessible en ligne à [www.bmo.com/community](http://www.bmo.com/community).

Prix et récompenses en 2003	Décernés par
<b>Classement parmi les 100 meilleurs employeurs au Canada</b>	Pour la deuxième année d'affilée, BMO Groupe financier a été classé par le magazine <i>Maclean's</i> et <i>Mediacorp</i> parmi les 100 meilleurs employeurs au Canada. Nous avons été sélectionnés parmi 51 000 entreprises pour la qualité de notre processus d'évaluation des employés, nos politiques en matière d'avantages sociaux et de vacances et pour notre capacité à attirer et à conserver les employés. BMO est la seule banque au pays à figurer à ce palmarès.
<b>Classement parmi les 50 entreprises les plus soucieuses de leurs responsabilités sociales</b>	BMO Groupe financier a été reconnu par <i>Corporate Knights</i> comme l'une des 50 entreprises les plus soucieuses de leurs responsabilités sociales. BMO a également reçu une médaille d'or pour l'excellence de ses pratiques en gestion des ressources humaines et une médaille d'argent pour son engagement au sein de la collectivité.
<b>Prix Ovation</b>	L'Association internationale des professionnels de la communication a souligné la qualité exceptionnelle du site intranet Exploration carrière dans le domaine des communications avec les employés.
<b>Classement parmi les 100 meilleures entreprises au chapitre de la formation</b>	Pour la deuxième année de suite, le magazine américain <i>Training</i> a classé BMO Groupe financier en tête de toutes les entreprises canadiennes et parmi les 100 meilleures entreprises à l'échelle nord-américaine au chapitre de la formation, soulignant notre engagement en matière d'apprentissage et de perfectionnement.
<b>Commission canadienne des droits de la personne – Vérification de conformité à la Loi sur l'équité en matière d'emploi</b>	BMO a été la première banque canadienne jugée conforme aux 12 exigences de la loi, dès la vérification initiale, sans avoir à signer d'engagement à respecter la loi.

# Promesse tenue : nous offrons aux clients un service et des solutions personnalisés à chaque point de contact



BMO Groupe financier a pris l'engagement d'offrir un service hautement personnalisé et des solutions financières adaptées aux besoins de ses clients. Quel que soit le mode d'accès choisi par le client – services bancaires en ligne ou par téléphone, guichet automatique ou transactions en personne –, notre objectif est de nous distinguer par une prestation supérieure. Chaque jour, notre personnel chevronné s'emploie à faire de cet engagement une réalité concrète puisque c'est dans la qualité de notre service que réside notre avantage concurrentiel.

## Répondre aux besoins de nos clients

Dans les secteurs des services bancaires aux particuliers et aux entreprises du Canada, nous avons entrepris des initiatives pour devenir la seule banque dont les clients aient besoin. Nous avons achevé en 2003 la mise en œuvre de notre nouvelle plate-forme technologique de vente et service. Connexion Pathway nous permet d'offrir un meilleur service en donnant à nos employés un accès rapide à l'information pertinente sur les clients. Nous avons aussi lancé un logiciel perfectionné de données clientèle et de soutien à la décision grâce auquel nos employés peuvent anticiper les besoins des clients et leur offrir des solutions personnalisées, quel que soit le circuit de distribution qu'ils utilisent.

La carte MasterCard<sup>®</sup> Mosaik<sup>™</sup> illustre bien ce que nous entendons par un service financier hautement personnalisé. Le client peut en effet opter pour le programme de récompense, le programme de taux d'intérêt et les options d'assurance-voyage de son choix. C'est même lui qui décide de l'apparence de la carte. Nous croyons que les clients doivent avoir la possibilité de modifier les caractéristiques de leur carte à mesure que leurs besoins évoluent sans avoir à demander une nouvelle carte.

Nous avons ouvert dix nouveaux points de vente à l'intérieur de magasins Sobeys<sup>®</sup>, Safeway<sup>®</sup> et A&P<sup>®</sup>, portant à 102 le nombre de succursales en magasin. Les familles et les gens occupés apprécient le service personnalisé, la commodité et les heures prolongées qu'elles offrent. La preuve en est que plus de 50 % des utilisateurs de nos services bancaires en magasin sont de nouveaux clients.

## Soutien aux clients dans les bons et les mauvais moments

L'année 2003 a été difficile pour un grand nombre de nos clients, victimes des incendies puis des inondations qui ont frappé la Colombie-Britannique, des répercussions de l'encéphalopathie spongiforme bovine (communément appelée « maladie de la vache folle ») et de la sécheresse dans les Prairies, des dommages causés par l'ouragan dans les Maritimes, et des pertes économiques entraînées par le SRAS et la panne d'électricité en Ontario. Dans chaque cas, BMO a créé un programme d'assistance spécial pour leur venir en aide.

À mesure que la situation financière de nos clients évolue, nous leur proposons des produits et services adaptés à leurs nouveaux besoins. Depuis 2000, nous avons déployé 580 planificateurs financiers dans les succursales de BMO Banque de Montréal, facilitant ainsi aux clients la prise de décisions éclairées en matière de gestion financière. L'accès à des professionnels compétents en succursale s'inscrit dans notre engagement à offrir à nos clients les services financiers personnalisés dont ils ont besoin.

## Offrir au client une expérience bancaire supérieure exige la prestation d'un service de première qualité là où le client se trouve.

Dans le secteur des services bancaires aux entreprises, nous continuons à aider les PME à progresser, dans les bonnes périodes comme dans les moments plus difficiles, entre autres en maintenant des conditions d'octroi de crédit prévisibles. Cette constance et cette fiabilité nous ont permis de doubler notre part de marché au cours de la dernière décennie. Nous nous rapprochons du premier rang visé dans le marché des prêts de 5 millions de dollars et moins.



**William A. Downe**

Président du conseil délégué, BMO Groupe financier  
Chef de la direction, BMO Nesbitt Burns

« Chaque contact avec un client représente une occasion de montrer ce que BMO et Harris peuvent faire de mieux. Nos employés chevronnés souhaitent par-dessus tout offrir au client des solutions individuelles pertinentes. Nous voulons être le fournisseur de services financiers sur lequel nos clients peuvent compter. »

### Comprendre les besoins bancaires de la collectivité

Aux États-Unis, la valeur des services de la Harris Bank est reconnue. Pour la troisième année d'affilée, la Harris Bank s'est classée au premier rang, dans un sondage mené par un journal local, pour la qualité de son service dans le sud-est de la région de Chicago. Les employés de notre centre d'appel Harris de Buffalo Grove ont, de leur propre initiative, répertorié leurs compétences linguistiques de sorte qu'ils offrent maintenant des services dans 13 langues.

Notre but est d'ajouter 50 nouvelles succursales à notre réseau actuel dans la région de Chicago qui compte huit millions d'habitants et dont le produit national brut représente plus du tiers de celui du Canada. Cette année, nous avons ouvert neuf nouvelles succursales, portant le nombre total de succursales à 153 et nous poursuivons avec vigueur notre programme d'acquisition et d'expansion. Nous voulons continuer à croître pour offrir à nos clients plus de choix, plus de commodité et plus de service.

### Offrir des solutions sur mesure

Notre groupe Gestion privée a comme objectif d'aider nos clients à protéger et à accroître leurs ressources financières. Que le client fasse affaire avec nous en personne ou en ligne – ou les deux –, nous continuons à lui offrir de nouveaux produits et services.

Au Canada, nous avons élargi la gamme des possibilités offertes aux utilisateurs des services de placement en direct qui peuvent désormais faire des transactions de change et obtenir de l'information détaillée sur les options. Cette année encore, l'excellence de notre service à la clientèle a valu à notre service BMO Ligne d'action d'être reconnu numéro un au Canada par *The Globe and Mail* et Gómez Canada qui ont tout spécialement souligné l'étendue de nos outils et services de placement. Par l'intermédiaire de BMO Banque privée Harris, nous avons ajouté des services-conseils en philanthropie aux personnes et aux familles fortunées à notre gamme de services de planification financière, de gestion de placements et de planification successorale.

Aux États-Unis, l'acquisition de Sullivan, Bruyette, Speros & Blayney vient consolider la position déjà bien établie de Harris Private Bank. De plus, les fonds philanthropiques sur mesure de myCFO offrent aux clients un véhicule pratique pour effectuer des dons.

### Apprendre en écoutant

La meilleure façon de nous améliorer est d'écouter nos clients. Nous avons restructuré nos sites Web cette année pour leur faciliter l'accès à nos services. La plupart des améliorations ont été apportées en réponse aux commentaires de nos clients. Nous croyons que c'est à nous de nous adapter aux préférences et aux

besoins des clients et non l'inverse. Nous croyons aussi qu'il faut demander aux clients ce qu'ils pensent de nos services. Un récent sondage mené auprès des clients de BMO Nesbitt Burns a révélé que leur taux de satisfaction était très élevé, et a mis en lumière d'autres moyens d'offrir un service encore meilleur.

### Des idées novatrices au service de nos clients

Notre groupe Services d'investissement a la responsabilité de servir les grandes entreprises, les clients institutionnels et les administrations publiques. Au Canada, sous la bannière BMO Nesbitt Burns, nous répondons aux besoins d'une base de clientèle composée de grandes entreprises et d'institutions œuvrant dans une diversité de secteurs d'activité. Aux États-Unis, c'est sous la marque Harris Nesbitt que nous servons des moyennes entreprises et des clients institutionnels dans des secteurs choisis. Nous comptons également parmi nos clients des institutions et des administrations publiques au Royaume-Uni, en Europe et en Asie.

Notre engagement en matière de service commence par la connaissance des besoins de nos clients et une compréhension approfondie du secteur d'activité dans lequel ils œuvrent. Les services de recherche que nous offrons à nos clients sont largement reconnus comme les meilleurs sur le marché. Pour la 23<sup>e</sup> année d'affilée, nos services de recherche sur les actions canadiennes se classent en tête de liste du rapport Brendan Wood International. Nos recherches aident les clients à mieux comprendre les options et les occasions d'affaires qui s'offrent à eux.

Aux États-Unis, nous concentrons nos efforts sur le marché des moyennes entreprises ouvertes ou fermées. En 2003, nous avons acquis la firme new-yorkaise Gerard Klauer Mattison qui fonctionne maintenant sous la bannière Harris Nesbitt Gerard. Cette acquisition nous a permis d'étendre notre base de clientèle de moyennes entreprises aux secteurs des services aux entreprises, de la consommation, des médias et du divertissement, de la technologie et des télécommunications, et de la santé. Nous avons également élargi la gamme de produits que nous offrons aux États-Unis pour inclure la vente et la négociation d'actions. De plus, la portée de nos recherches sur les sociétés américaines a triplé, passant de 100 à 300 entreprises. L'acquisition de Gerard Klauer Mattison a permis d'accroître la gamme de produits clés offerts aux utilisateurs de nos services d'investissement et de nos services bancaires aux grandes entreprises.

Quel que soit l'avoir de nos clients et qu'il s'agisse de particuliers ou d'entreprises, notre objectif est de leur offrir un service hautement personnalisé et des solutions financières parfaitement adaptées à leur situation, par l'intermédiaire d'une équipe de professionnels compétente et dynamique.

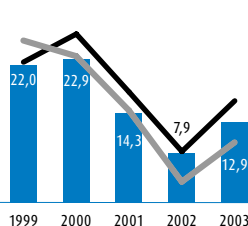
# Résultats financiers et situation financière en bref

## Nos résultats\*

### Rendement total de l'avoir des actionnaires (RTAA)

- Le RTAA annualisé sur cinq ans de BMO s'élève à 12,9 %, alors qu'il était de 7,9 % un an plus tôt. Il est supérieur aux indices composés TSX et S&P, et comparable au sous-indice des services financiers du TSX.
- Le RTAA sur un an de BMO, qui est de 33,4 %, est supérieur aux indices TSX et S&P, mais légèrement inférieur au sous-indice des services financiers du TSX, que nous avons surpassé de 18 points de pourcentage en 2002.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 15.



## Comparaison avec nos groupes de référence\*

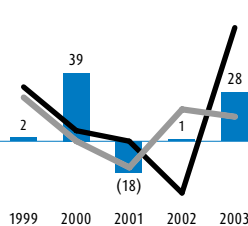
### Rendement total de l'avoir des actionnaires (RTAA) annualisé sur cinq ans (%)

- Le RTAA annualisé sur cinq ans de BMO, qui est de 12,9 %, est supérieur à la moyenne du groupe de référence de l'Amérique du Nord, qui est de 9,6 %, mais inférieur à la moyenne du groupe de référence du Canada, qui est de 16,3 %.
- Les résultats comparatifs plus récents sont meilleurs, puisque pour les RTAA annualisés sur deux et trois ans, BMO se classe au troisième rang des six grandes banques canadiennes.

### Croissance du résultat par action (RPA)

- Le RPA a progressé de 28 % pour atteindre le niveau record de 3,44 \$, alors qu'il avait progressé de 1 % l'an dernier. Cette progression s'explique par la diminution de la provision pour créances irrécouvrables, la croissance du volume d'affaires de tous les groupes d'exploitation et le recul des pertes nettes sur titres de placement.
- Cette croissance de 28 % du RPA est supérieure à notre cible pour 2003, qui était de 10 % à 15 %.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 16.



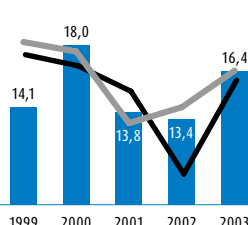
### Croissance du résultat par action (RPA) (%)

- La croissance du RPA de BMO, qui est de 28,4 % en 2003, est supérieure à la croissance moyenne de 14,0 % des 17 grandes banques de l'Amérique du Nord, mais inférieure à la croissance moyenne de 64,9 % du groupe de référence du Canada.
- La croissance moyenne du groupe de référence du Canada a été exceptionnellement forte, car certains membres de ce groupe avaient inscrit un faible revenu net en 2002.

### Rendement de l'avoir des actionnaires (RAA)

- Le RAA s'est établi à 16,4 %, ce qui est supérieur au rendement de 13,4 % obtenu en 2002 et à notre cible pour 2003, qui était de 14 % à 15 %.
- BMO a obtenu un RAA de plus de 13 % pour chacun des 14 derniers exercices. Aucune autre grande banque nord-américaine n'a fait preuve d'une telle constance dans ses résultats.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 17.



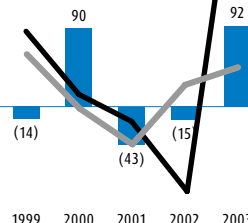
### Rendement de l'avoir des actionnaires (RAA) (%)

- Le RAA de 16,4 % en 2003 est supérieur au rendement moyen de 15,8 % du groupe de référence du Canada et égal à celui du groupe de référence de l'Amérique du Nord.

### Croissance du profit économique net (PEN)

- Le PEN, qui est une mesure de la valeur économique ajoutée, a augmenté de 92 % pour s'établir à 703 millions de dollars, alors qu'il avait diminué en 2002.
- Environ les trois quarts de notre PEN proviennent du groupe Particuliers et entreprises. Le groupe Services d'investissement a contribué dans une proportion d'environ 50 % à la croissance du PEN.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 17.



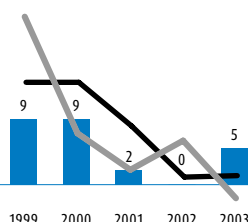
### Croissance du profit économique net (PEN) (%)

- La croissance du PEN, qui a atteint 92 % en 2003, est supérieure à la croissance moyenne de 45 % du groupe de référence de l'Amérique du Nord, mais inférieure à la moyenne du groupe de référence du Canada.
- Le taux moyen de croissance du groupe de référence du Canada s'élève à près de 3 000 %, parce que deux de ses membres avaient subi des pertes économiques nettes en 2002.

### Croissance du revenu

- Le revenu a augmenté de 412 millions de dollars, ou de 5 %, en 2003 et il a progressé dans chacun de nos groupes clients.
- L'affaiblissement du dollar américain a retranché 3 points de pourcentage à la croissance du revenu en 2003, tandis que l'effet différentiel des entreprises acquises lui ajoutait 1,4 point de pourcentage.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 22.



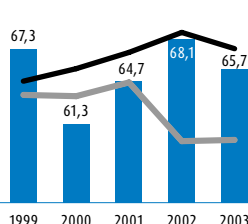
### Croissance du revenu (%)

- La croissance du revenu, qui est de 4,7 % en 2003, est supérieure à la moyenne de 1,2 % du groupe de référence du Canada et à la moyenne négative de 1,9 % du groupe de référence de l'Amérique du Nord.
- La croissance du revenu de BMO est supérieure à la moyenne du groupe de référence du Canada pour la première fois depuis 1995.

### Ratio des frais au revenu<sup>a)</sup> (ou ratio de productivité)

- Le ratio de productivité s'est amélioré de 240 points de base et s'établit à 65,7 % pour 2003.
- Chacun de nos groupes clients a amélioré son ratio de productivité avant amortissement de plus de 150 points de base. En outre, dans chacun de ces groupes, l'augmentation du revenu a été supérieure à celle des frais, tant en chiffres absolus qu'en pourcentage.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 25.



### Ratio des frais au revenu (%)

- Le ratio de productivité de BMO, qui est de 65,7 %, est meilleur que le ratio moyen du groupe de référence du Canada, qui est de 67,3 %, mais plus élevé que le ratio moyen de 60,0 % du groupe de référence de l'Amérique du Nord.
- L'accroissement de la productivité était l'objectif prioritaire de BMO en 2003.

- BMO Groupe financier
- Moyenne du groupe de référence du Canada
- Moyenne du groupe de référence de l'Amérique du Nord

Se reporter à la page 12 pour de plus amples commentaires sur les comparaisons avec nos groupes de référence.

\* Les rajustements effectués pour convertir les résultats obtenus selon les PCGR en résultats et mesures avant amortissement et en d'autres résultats et mesures non conformes aux PCGR, y compris le rajustement du revenu sur une base d'imposition comparable (bic), sont présentés à la page 20.

a) Aux fins de comparaison avec nos groupes de référence, les ratios des frais autres que d'intérêts aux revenus, de BMO et des groupes de référence, indiqués dans les graphiques pour les exercices 1999 à 2001, comprennent l'amortissement des écarts d'acquisition.

## Nos résultats

### Risque de crédit

- La provision pour créances irrécouvrables s'est établie à 455 millions de dollars, ou 30 points de base par rapport au solde net moyen des prêts et acceptations, alors qu'elle s'était élevée à 820 millions de dollars ou 56 points de base en 2002.
- La provision a été nettement inférieure à notre cible pour 2003, qui était une provision égale ou inférieure à 820 millions de dollars.

De plus amples renseignements sont présentés aux pages 24 et 47.

### Prêts douteux

- Le solde brut des prêts et acceptations douteux est de 1 918 millions de dollars, alors qu'il atteignait 2 337 millions en 2002, et il représente 12,2 % du total de l'avoir des actionnaires et des réserves pour créances irrécouvrables, comparativement à 15,2 % l'an dernier.
- Le solde des nouveaux prêts et acceptations douteux s'établit à 1 303 millions de dollars, alors qu'il s'élevait à 1 945 millions en 2002.

De plus amples renseignements sont présentés aux pages 24 et 47.

### Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total

- Le ratio de l'encaisse et des valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total est passé de 24,9 % en 2002 à 29,1 % en 2003, en raison de positions de négociation accrues.
- Les liquidités demeurent adéquates, étant toujours soutenues par la grande diversité des dépôts.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 50.

### Suffisance du capital

- Le ratio du capital de première catégorie s'établit à 9,55 %, en hausse par rapport au ratio de 8,80 % de l'exercice précédent.
- Le ratio du capital total s'établit à 12,09 %, en baisse par rapport au ratio de 12,23 % de 2002, car nous avons choisi de racheter deux émissions de notre dette subordonnée afin d'élever notre niveau de capital.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 43.

### Cote de crédit (Standard & Poor's)

- Notre cote de crédit, attribuée par Standard & Poor's<sup>MOIS</sup> (S&P) sur les créances prioritaires, demeure inchangée (AA-). Cette cote, que BMO partage avec une de ses concurrentes, est la meilleure des cotes attribuées aux grandes banques canadiennes.
- Au quatrième trimestre de 2003, S&P a rehaussé sa perception de BMO, la faisant passer de négative à stable.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 43.

### Cote de crédit (Moody's)

- Notre cote de crédit, attribuée par Moody's<sup>MOIS</sup> sur les créances prioritaires, demeure inchangée (Aa3). Elle est légèrement inférieure à celle de la banque canadienne la mieux cotée et égale à celle de la banque qui a obtenu la cote la plus élevée parmi les autres grandes banques canadiennes.
- Au deuxième trimestre de 2003, Moody's a rehaussé sa perception de BMO, la faisant passer de négative à stable.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 43.

## Comparaison avec nos groupes de référence

### Provision pour créances irrécouvrables en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations

- La provision pour créances irrécouvrables de BMO s'est établie à 0,30 % du solde net moyen des prêts et acceptations, ce qui est mieux que le résultat moyen de 0,39 % du groupe de référence du Canada et que le résultat moyen de 0,95 % du groupe de référence de l'Amérique du Nord.
- BMO conserve, en matière de créances irrécouvrables, l'un des meilleurs rendements.

### Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total de l'avoir des actionnaires et des réserves pour créances irrécouvrables

- Le ratio de BMO est plus élevé que le solde moyen de 11,4 % du groupe de référence du Canada et que le solde moyen de 7,6 % du groupe de référence de l'Amérique du Nord.

### Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total (%)

- Le ratio de BMO, qui s'établit à 29,1 %, est inférieur aux ratios moyens de 31,4 % et de 38,2 % des groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord respectivement.
- Notre ratio demeure plus élevé que notre cible minimale de 8 %.

### Ratio du capital de première catégorie (%)

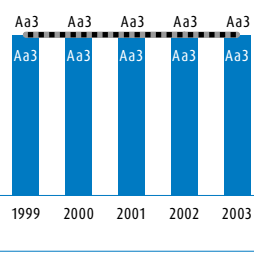
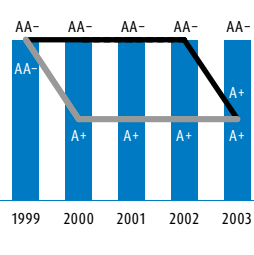
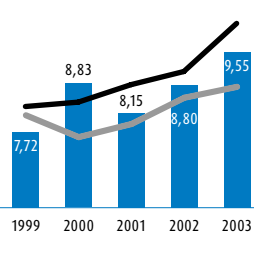
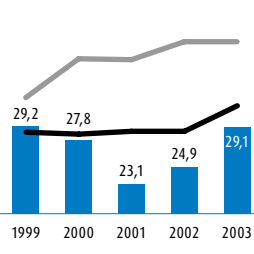
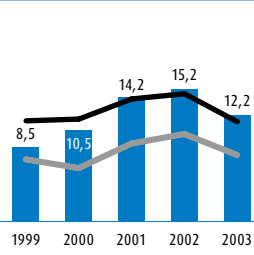
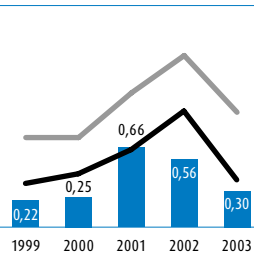
- Notre ratio du capital de première catégorie, qui est de 9,55 %, est inférieur au ratio moyen du groupe de référence du Canada, qui s'élève à 10,20 %, mais est supérieur à notre cible minimale de 8 %.
- Selon les normes américaines, notre ratio du capital de première catégorie, qui est de 9,17 %, est plus élevé que le ratio moyen du groupe de référence de l'Amérique du Nord qui est de 8,75 %.

### Cote de crédit

- La cote de crédit de BMO (AA-), attribuée par S&P sur les créances prioritaires, est plus élevée que les cotes moyennes des groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord (A+).

### Cote de crédit

- La cote de crédit de BMO (Aa3), attribuée par Moody's sur les créances prioritaires, est comparable aux cotes moyennes des groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord.



- BMO Groupe financier
- Moyenne du groupe de référence du Canada
- Moyenne du groupe de référence de l'Amérique du Nord

Se reporter à la page 12 pour de plus amples commentaires sur les comparaisons avec nos groupes de référence.

# Comparaison avec les groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord

	2003					2002*					Moyenne de cinq ans				
	Rés. BMO	Rang sur 6	Moy. banques can.	Moy. banques A. du N.	Quartile banques A. du N.	Rés. BMO	Rang sur 6	Moy. banques can.	Moy. banques A. du N.	Quartile banques A. du N.	Rés. BMO	Rang sur 6	Moy. banques can.	Moy. banques A. du N.	Quartile banques A. du N.
<b>Mesures des résultats financiers (%)</b>															
Rendement total de l'avoir des actionnaires (RTAA)															
annualisé sur cinq ans	12,9	6	16,3	9,6	2	7,9	4	8,2	3,3	1	12,9	6	16,3	9,6	2
Croissance du résultat dilué par action (RPA)	28,4	5	64,9	14,0	2	0,8	2	(29,6)	18,2	3	10,4	6	14,3	8,8	4
Rendement de l'avoir des actionnaires (RAA)	16,4	5	15,8	16,4	3	13,4	2	9,9	14,1	3	15,1	3	15,1	15,9	3
Croissance du profit économique net (PEN)	91,8	3	2 997,0	45,0	2	(15,2)	2	(97,0)	24,5	3	21,9	5	593,2	17,5	3
Croissance du revenu	4,7	3	1,2	(1,9)	3	-	3	0,8	6,5	3	5,0	6	7,5	7,4	3
Ratio des frais au revenu	65,7	3	67,3	60,0	3	68,1	4	68,6	59,9	4	65,4	3	66,6	62,3	3
Provision pour créances irrécouvrables en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations															
	0,30	2	0,39	0,95	1	0,56	2	0,96	1,42	1	0,40	1	0,55	1,00	1
<b>Mesures de la situation financière (%)</b>															
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total de l'avoir des actionnaires et de la réserve pour créances irrécouvrables															
	12,2	5	11,4	7,6	4	15,2	4	14,6	10,0	4	12,1	3	13,7	8,4	4
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total															
	29,1	6	31,4	38,2	3	24,9	6	28,7	38,2	4	26,8	5	29,0	37,0	3
Ratio du capital de première catégorie															
	9,55	6	10,20	8,75	1	8,80	4	9,07	8,50	2	8,61	6	8,96	8,26	2
Cote de crédit															
Standard & Poor's	AA-	1	A+	A+	1	AA-	1	AA-	A+	1	AA-	1	AA-	A+	1
Moody's	Aa3	2	Aa3	Aa3	2	Aa3	2	Aa3	Aa3	2	Aa3	2	Aa3	Aa3	2

La moyenne du groupe de référence des banques canadiennes est fondée sur les résultats des six plus grandes banques du Canada : BMO Groupe financier, Banque CIBC, Banque Nationale du Canada, RBC Groupe Financier, Banque Scotia et Groupe Financier Banque TD. La moyenne du groupe de référence des banques nord-américaines est fondée sur les résultats des 17 plus grandes banques de l'Amérique du Nord, c'est-à-dire toutes celles dont l'avoir des actionnaires équivaut à au moins 75 % de celui de BMO. Le groupe de référence des banques nord-américaines comprend le groupe de référence des banques canadiennes, à l'exception de la Banque Nationale du Canada, ainsi que Bank of America Corporation, Bank One Corporation, Citigroup, FleetBoston Financial Corporation, J.P. Morgan Chase & Co., KeyCorp, National City Corporation, The PNC Financial Services Group Inc., SunTrust Banks Inc., U.S. Bancorp, Wachovia Corporation et Wells Fargo & Company.

Les résultats des banques canadiennes sont en date du 31 octobre ou pour les exercices terminés à cette date, selon le cas; les résultats des banques américaines sont en date du 30 septembre ou pour les exercices terminés à cette date, selon le cas.

Aux fins de comparaison avec nos groupes de référence, le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu comprend, dans le calcul de la moyenne de cinq ans, l'amortissement des écarts d'acquisition dans le cas de toutes les banques pour les périodes antérieures à 2002.

\* Dans l'analyse de la direction de l'exercice 2002, l'information relative aux rendements était fondée sur les résultats excluant les éléments exceptionnels. Se reporter à la page 20.

## Comparaison avec le groupe de référence du Canada

Les résultats absolus de BMO pour l'exercice 2003 ont été sensiblement meilleurs qu'en 2002 pour ce qui est de nos onze principales mesures des résultats financiers et de la situation financière. Nos résultats pour 2003 ont été supérieurs à notre moyenne de cinq ans en ce qui a trait à sept de nos onze mesures, et notre moyenne de cinq ans s'est améliorée quant à huit de nos onze mesures par rapport à l'exercice 2002.

Nos résultats pour l'exercice 2003 ont été supérieurs à la moyenne du groupe de référence du Canada pour quatre des sept mesures des résultats financiers, tandis que nos résultats de 2002 avaient été supérieurs à la moyenne quant à cinq de ces sept mesures.

Malgré l'amélioration de nos résultats en 2003, notre classement au sein du groupe de référence du Canada s'est détérioré comparativement aux rangs relativement élevés que nous avions atteints l'an dernier. En 2002, le RPA de deux des membres de notre groupe de référence avait connu une baisse marquée, tandis que celui de deux autres membres avait diminué de plus de 18 %. Le RPA de BMO avait légèrement progressé en 2002, dans un contexte d'exploitation difficile. Nos résultats d'exploitation relativement élevés en 2002 et les résultats relativement faibles de certains des autres membres de notre groupe de référence au cours du même exercice ont influé, en 2003, sur notre classement et sur nos résultats par rapport aux moyennes du groupe de référence quant à certaines des mesures de rendement liées à la croissance.

L'accroissement de la productivité était l'objectif prioritaire de BMO en 2003. Notre ratio des frais au revenu s'est amélioré de 240 points de base et nous sommes passés du quatrième au troisième rang des banques canadiennes à ce chapitre. Notre ratio de productivité avant amortissement (voir la page 20) a progressé de 260 points de base en 2003 pour s'établir à 64,5 %, ce qui nous a fait passer du cinquième au deuxième rang des grandes banques canadiennes. Pour 2004, nous visons une autre amélioration de 150 à 200 points de base de notre ratio de productivité avant amortissement.

La provision pour créances irrécouvrables de BMO représentait 30 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations, ce qui

nous classe au deuxième rang des banques canadiennes. La banque qui s'est classée au premier rang en 2003 avait inscrit une provision représentant 183 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations l'an dernier, alors que celle de BMO représentait 56 points de base en 2002.

Notre classement s'est détérioré pour trois des quatre mesures de la situation financière et a également été inférieur à la moyenne pour trois de ces quatre mesures. Cependant, notre ratio de capital de première catégorie et notre ratio de l'encaisse et des valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total sont tous les deux plus élevés que nos cibles minimales.

Le solde brut des prêts et acceptations douteux de BMO en pourcentage de l'avoir des actionnaires et de la réserve pour créances irrécouvrables s'est amélioré de trois points de pourcentage par rapport à 2002 et s'est établi à 12,2 %, mais nous avons glissé au cinquième rang des banques canadiennes à ce chapitre. La rapidité avec laquelle les institutions classent leurs prêts comme douteux, l'ampleur des pertes sur prêts qu'elles subissent et le moment qu'elles choisissent pour la radiation de ces prêts sont tous des facteurs qui peuvent influencer sur le ratio en question. Le rendement de BMO en matière de crédit, telle qu'il est mesuré en fonction des provisions pour créances irrécouvrables exigées, demeure parmi les meilleurs au Canada et en Amérique du Nord.

## Comparaison avec le groupe de référence de l'Amérique du Nord

Notre classement au sein du groupe de référence de l'Amérique du Nord est meilleur en 2003 qu'en 2002. Notre rang au classement par quartile s'est amélioré en ce qui a trait à trois des mesures des résultats financiers, il s'est détérioré pour ce qui est d'une mesure et il est resté le même pour les trois autres. Nos résultats ont été supérieurs à la moyenne pour cinq des mesures en 2003 et ont été conformes à la moyenne pour une autre. En 2002, nos résultats avaient été supérieurs à la moyenne en ce qui a trait à deux des sept mesures.

Notre rang au classement par quart s'est amélioré pour deux des mesures de la situation financière et il est resté le même pour les deux autres mesures. Nos résultats ont été supérieurs à la moyenne pour trois des quatre mesures en 2003, comme c'était le cas en 2002.



# Analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière

Le président du conseil et chef de la direction et la chef des finances de BMO ont signé une déclaration établissant la responsabilité de la direction à l'égard des renseignements financiers produits dans le présent Rapport annuel. La déclaration, figurant à la page 69, décrit en outre les rôles du Comité de vérification et du Conseil d'administration en ce qui a trait à ces renseignements.

L'Analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière (analyse de la direction) porte sur les exercices terminés le 31 octobre 2003 et 2002. Le commentaire a été établi en date du 25 novembre 2003, sauf en ce qui concerne la comparaison avec les groupes de référence, qui a été établie en date du 4 décembre 2003.

## Table des matières

10	Résultats financiers et situation financière en bref		Analyse des résultats financiers
13	Table des matières	20	Analyse globale des résultats
13	Mise en garde concernant les déclarations prévisionnelles		Analyse des résultats des groupes d'exploitation
14	Objectifs, cibles et mesures de nature financière	27	Sommaire
	Mesures de la valeur de l'avoir des actionnaires	28	Groupe Particuliers et entreprises
15	Rendement total de l'avoir des actionnaires	33	Groupe Gestion privée
16	Croissance du résultat par action	36	Groupe Services d'investissement
17	Rendement de l'avoir des actionnaires	40	Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions
17	Croissance du profit économique net		Analyse de la situation financière
18	Gestion stratégique globale	41	Bilan
19	Évolution de la situation économique et des services financiers	42	Éléments hors bilan
		43	Gestion globale du capital
		44	Conventions comptables particulièrement importantes
		45	Gestion globale des risques
		53	Rétrospective des résultats financiers de 2002
		54	Données complémentaires

### Mise en garde concernant les déclarations prévisionnelles

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prévisionnelles, écrites ou verbales. Le présent Rapport annuel contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans des documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act*, loi américaine de 1995. Les déclarations prévisionnelles peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs pour l'exercice 2004 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne et américaine.

De par leur nature, les déclarations prévisionnelles comportent des hypothèses, des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions et autres déclarations prévisionnelles se révèlent inexactes. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prévisionnelles, en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats réels ayant trait aux déclarations prévisionnelles peuvent être touchés par de nombreux facteurs, notamment : les activités des marchés financiers internationaux, les fluctuations de taux d'intérêt et de change, les répercussions de guerres ou d'activités terroristes, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les perturbations des services de transport et des systèmes de communication et d'alimentation en énergie ou en eau, la conjoncture économique et politique dans certains secteurs et dans le monde, les modifications de la réglementation ou de la législation, les effets de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les mesures prises par la direction et les changements technologiques. Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prévisionnelles pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prévisionnelles. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prévisionnelles, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom.

# Objectifs, cibles et mesures de nature financière

## Objectif fondamental

Maximiser le rendement total de l'avoir des actionnaires de BMO et nous classer, à long terme, dans le quart supérieur de nos groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord pour le rendement total de l'avoir des actionnaires.

## Objectifs à moyen terme relatifs aux résultats financiers et à la situation financière

Accroître le résultat par action (RPA) d'au moins 10 % par année; accroître le rendement de l'avoir des actionnaires (RAA) pour le porter entre 18 % et 19 %; et maintenir un solide capital réglementaire de première catégorie, comparable à celui de nos groupes de référence.

Cibles financières pour 2003	Résultats financiers pour 2003	Cible atteinte	Cibles financières pour 2004
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Croissance du RPA<sup>1,2</sup> de 10 % à 15 %</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Croissance du RPA<sup>2</sup> de 28,4 %</li> </ul>	✓	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Croissance du RPA de 10 % à 15 %</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ RAA de 14 % à 15 %</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ RAA de 16,4 %</li> </ul>	✓	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ RAA entre 16 % et 18 %</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Provision pour créances irrécouvrables de 820 millions de dollars ou moins</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Provision pour créances irrécouvrables de 455 millions de dollars</li> </ul>	✓	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Provision pour créances irrécouvrables de 500 millions de dollars ou moins</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Ratio de capital de première catégorie d'au moins 8 %</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Ratio de capital de première catégorie de 9,55 %</li> </ul>	✓	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Ratio de capital de première catégorie d'au moins 8 %</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Améliorer le ratio de productivité avant amortissement de chaque groupe d'exploitation de 150 à 200 points de base<sup>2,3</sup></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Amélioration supérieure à 150 points de base dans chaque groupe et amélioration<sup>2</sup> de 260 points de base pour BMO</li> </ul>	✓	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Améliorer le ratio de productivité avant amortissement de 150 à 200 points de base</li> </ul>

1) Dans la présente analyse de la direction, tous les chiffres relatifs au RPA renvoient au RPA dilué, sauf indication contraire.

2) En 2002, nous avons rendu compte des résultats et établi nos cibles en excluant les montants classés comme exceptionnels. Nous avons abandonné cette pratique en 2003, comme nous l'expliquons à la page 20. En 2002, le RPA de BMO s'est élevé à 2,68 \$, mais si l'on exclut les coûts liés aux acquisitions de 62 millions de dollars (39 millions après impôts) qui avaient été désignés comme éléments exceptionnels, il s'élevait à 2,76 \$. Notre cible de croissance du RPA pour 2003 avait été fixée par rapport à ce dernier montant. Comparativement à ce RPA de 2,76 \$ qui exclut les éléments exceptionnels, le RPA de 3,44 \$ obtenu en 2003 représente donc une hausse de 24,6 %. Abstraction faite de l'impact des coûts liés aux acquisitions en 2002, le ratio de productivité avant amortissement de BMO s'établit à 64,5 % pour 2003, soit une amélioration de 190 points de base. Tous les groupes d'exploitation ont amélioré leur propre ratio dans une proportion supérieure à 150 points de base.

3) L'amélioration du ratio de productivité avant amortissement n'avait pas été désignée au départ comme une cible financière pour 2003; elle a été ajoutée comme objectif prioritaire au premier trimestre de 2003. Il s'agit d'une mesure non conforme aux PCGR qui est expliquée à la page 20.

## Objectifs, cibles et mesures relatifs aux résultats financiers

BMO s'est fixé un objectif fondamental global et des objectifs à moyen terme relatifs aux résultats financiers et à la situation financière. Ces objectifs sont énoncés en haut de la page. BMO a également établi des cibles annuelles à l'égard de certaines mesures des résultats financiers et de la situation financière, qui figurent dans le tableau ci-dessus. Nous atteindrons notre objectif fondamental global, qui consiste à nous classer dans le quart supérieur de notre groupe de référence pour le rendement total de l'avoir des actionnaires, dans la mesure où nous atteindrons nos objectifs minimums à moyen terme en matière de résultats financiers et de situation financière. Notre réussite dépend aussi de nos résultats par rapport à ceux de notre groupe de référence.

Étant donné que les cibles financières annuelles représentent des jalons dans la réalisation de nos objectifs financiers à moyen terme, elles sont liées à la situation économique du moment et peuvent donc être supérieures ou inférieures aux objectifs financiers à moyen terme d'un exercice donné.

Notre philosophie de gestion est d'enregistrer, à long terme, un taux de croissance des revenus plus élevé que le taux de croissance de l'économie en général et de limiter le taux de croissance des frais à un niveau égal ou inférieur au taux de croissance des revenus. Nous tâchons de réduire nos frais de gestion et de trouver l'équilibre entre la rentabilité actuelle et le besoin d'investir en vue d'assurer notre croissance future. Dans la mesure du possible, les économies réalisées au chapitre des frais servent à financer, en totalité ou en partie, nos investissements pour l'avenir. Il faut toutefois tenir compte du fait que la conjoncture influe sur le rapport qui existe entre les revenus et les frais au cours d'un exercice donné.

Nos cibles pour 2004 sont établies en fonction de nos prévisions économiques pour le prochain exercice, qui sont présentées de façon détaillée à la page 19.

Une bonne partie de l'analyse des résultats de la présente analyse de la direction repose sur les mesures principales que la direction de BMO utilise pour évaluer les résultats financiers. Les 11 mesures principales sont décrites à la section Résultats financiers et situation financière en bref, pages 10 et 11. Quatre d'entre elles sont des mesures de la valeur de l'avoir des actionnaires, soit le rendement total de l'avoir des actionnaires, la croissance du résultat par action, le rendement de l'avoir des actionnaires et la croissance du profit économique net. Ces mesures, analysées aux pages 15 à 17, sont celles qui influent le plus directement sur le rendement de l'avoir des actionnaires.

Les sept autres mesures principales sont examinées dans le cadre de l'analyse des résultats financiers, commençant à la page 20, et de l'analyse de la situation financière, commençant à la page 41, et elles constituent la base de notre analyse des résultats financiers consolidés. L'analyse des résultats financiers, présentée aux pages 20 et 21, traite des mesures non conformes aux PCGR, du change et des acquisitions d'entreprises, trois facteurs importants dont les effets se répercutent sur une grande partie de l'analyse des résultats par la direction.

## Cibles atteintes dans les exercices antérieurs

En 2002, BMO a atteint trois de ses quatre cibles financières, la provision pour créances irrécouvrables ayant dépassé notre cible en raison du contexte difficile entourant le crédit. En 2001, la situation économique a été plus difficile que celle que nous avions prévue au moment d'établir nos cibles. Cette année-là, BMO avait atteint trois de ses neuf cibles financières; la croissance des frais avait été supérieure à celle des revenus, tandis que la provision pour créances irrécouvrables avait augmenté sensiblement.

# Mesures de la valeur de l'avoir des actionnaires

## Faits saillants

- Les actionnaires de BMO ont profité d'un rendement annualisé sur cinq ans de 12,9 % et d'un rendement de 33,4 % en 2003.
- Nous avons surpassé toutes nos cibles relatives aux résultats en 2003.
- Le résultat par action a augmenté de 28 % par rapport à l'exercice 2002.
- BMO est la seule grande banque nord-américaine à avoir affiché un RAA de plus de 13 % sur 14 exercices consécutifs.
- Le RAA est passé de 13,4 % en 2002 à 16,4 % en 2003.
- Le taux de dividende trimestriel déclaré a augmenté de 16,7 % par rapport à l'exercice précédent.

## Rendement total de l'avoir des actionnaires

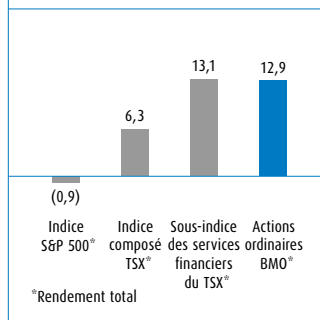
L'objectif fondamental de BMO consiste à maximiser le rendement total de l'avoir des actionnaires et à se classer, à long terme, dans le quart supérieur de ses groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord à ce chapitre.

Le rendement total de l'avoir des actionnaires (RTAA) annualisé sur cinq ans constitue une mesure principale de la valeur de l'avoir des actionnaires et la plus importante de nos mesures des résultats financiers et de la situation financière, car elle nous permet d'établir si nous avons atteint notre objectif fondamental, à savoir de maximiser le rendement de l'avoir des actionnaires. Au cours des cinq dernières années, les actionnaires ordinaires de BMO ont obtenu un RTAA annuel moyen de 12,9 % sur leur investissement. Ce rendement soutient favorablement la comparaison avec le rendement annuel moyen de 6,3 % obtenu par l'indice composé de rendement global TSX durant la même période et est comparable au rendement du sous-indice des services financiers du TSX. Le tableau ci-dessous présente les dividendes versés et l'évolution du cours de l'action de BMO durant cette période. Un investissement de 1 000 \$ en actions ordinaires de la Banque de Montréal effectué au début de l'exercice 1999 aurait valu 1 832 \$ au 31 octobre 2003, si l'on tient compte du réinvestissement des dividendes; il en résulte un rendement total de 83 %. Les dividendes déclarés sur cinq ans ont augmenté au taux annuel moyen de 8,8 %. En 2003, le dividende trimestriel déclaré a été relevé deux fois, augmentant de 16,7 % par rapport au quatrième trimestre de 2002.

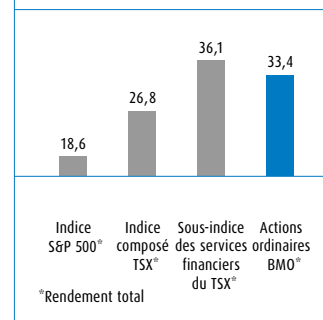
Le RTAA annualisé de 12,9 % pour les cinq dernières années a progressé sensiblement par rapport au rendement annualisé de 7,9 % pour la période de cinq ans terminée le 31 octobre 2002. La progression s'explique par les RTAA annuels qui ont servi à établir la moyenne. Ainsi, le rendement de 6,4 % obtenu en 1998 a été retiré du calcul de la moyenne et remplacé par celui de 33,4 % obtenu pour l'exercice 2003.

Le **rendement total de l'avoir des actionnaires (RTAA) annualisé sur cinq ans** correspond au rendement total annuel moyen d'un placement en actions ordinaires de BMO effectué au début d'une période de cinq ans. Le rendement tient compte de l'évolution du cours des actions et du réinvestissement des dividendes dans d'autres actions ordinaires de BMO. Le RTAA sur un an tient également compte du réinvestissement des dividendes dans des actions.

### Rendement total de l'avoir des actionnaires annualisé sur cinq ans (%)



### Rendement total de l'avoir des actionnaires sur un an (%)



Le RTAA de 33,4 % de l'exercice 2003 soutient favorablement la comparaison avec le rendement de 26,8 % de l'indice composé de rendement global TSX. Notre RTAA de l'exercice est légèrement inférieur au sous-indice des services financiers du TSX, mais l'action ordinaire de BMO avait surpassé ce sous-indice de 18,3 points de pourcentage en 2002.

D'autres observations sur le rendement de l'avoir des actionnaires et des comparaisons avec nos groupes de référence se trouvent aux pages 10 et 12.

## Rendement total de l'avoir des actionnaires

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2003	2002	2001	2000	1999	1998
Cours de clôture d'une action ordinaire (en dollars)	49,33	38,10	33,86	35,25	28,33	31,55
Dividende versé par action ordinaire (en dollars)	1,29	1,18	1,09	0,99	0,93	0,88
Dividende versé (%)	3,4	3,5	3,1	3,5	2,9	2,9
Augmentation (diminution) du cours de l'action (%)	29,5	12,5	(3,9)	24,4	(11,4)	3,7
Rendement total annuel de l'avoir des actionnaires (%)	33,4	16,2	(1,2)	29,0	(7,4)	6,4

Le rendement total annuel de l'avoir des actionnaires suppose le réinvestissement du dividende trimestriel; il n'est donc pas égal à la somme du dividende et du rendement de l'action dans le tableau.

## Croissance du résultat par action

La variation annuelle, exprimée en pourcentage, du résultat par action (RPA) est la principale mesure que nous utilisons pour analyser la croissance du revenu net. Par RPA, on entend le résultat dilué par action.

Le RPA a atteint le niveau record de 3,44 \$, en hausse de 28 %, comparativement à 2,68 \$ en 2002. Le RPA avant amortissement s'est chiffré à 3,59 \$, en hausse de 27 %, comparativement à 2,83 \$ en 2002. La croissance du RPA a dépassé notre objectif annuel de 10 % à 15 % de croissance mesuré à partir d'un montant de base de 2,76 \$, lequel représentait notre RPA de 2002 excluant les coûts exceptionnels liés aux acquisitions. Le RPA de 2003 a augmenté de 25 % par rapport au montant de base de 2,76 \$. Pour 2004, nous visons, encore une fois, une croissance du RPA de 10 % à 15 %. Cet objectif a été fixé dans le contexte de nos perspectives économiques pour 2004 qui figurent à la page 19.

Notre taux de croissance du RPA, annualisé sur cinq ans, est inférieur à notre objectif à moyen terme de 10 %. Le taux moyen composé s'établit à 8,5 %, le RPA étant passé de 2,29 \$ en 1998 à 3,44 \$ en 2003. Si nous atteignons notre cible minimum de 10 % en 2004, notre taux de croissance annualisé sur cinq ans atteindra 10,1 % à la fin de 2004.

Le revenu net s'est établi à 1 825 millions de dollars, en hausse de 29 % par rapport aux 1 417 millions de l'exercice précédent. Les 408 millions de dollars d'augmentation du revenu net et la hausse de 0,76 \$ du RPA s'expliquent par la diminution des provisions pour créances irrécouvrables (253 millions de dollars ou 0,50 \$ par action), par l'accélération de la croissance du volume d'affaires de nos groupes d'exploitation (170 millions de dollars ou 0,34 \$ par action) et par les pertes nettes inférieures sur titres de placement (73 millions de dollars ou 0,14 \$ par action). Ces augmentations ont été neutralisées en partie par un taux d'imposition réel plus élevé (-88 millions de dollars ou -0,17 \$ par action) et par l'effet de la hausse du nombre moyen de nos actions ordinaires en circulation après dilution (-0,05 \$ par action). Le tableau 2 de la page 54 donne le détail du revenu net et du RPA des dix dernières années.

Les chiffres ci-dessus relatifs à la croissance du volume d'affaires excluent l'incidence des pertes nettes inférieures sur titres de placement et des provisions inférieures pour créances irrécouvrables. Les résultats de nos groupes clients ne sont pas véritablement touchés par les changements apportés aux provisions pour créances irrécouvrables, étant donné que nous respectons une méthode de provisionnement selon les pertes prévues dans l'attribution des provisions annuelles pour créances irrécouvrables à nos groupes clients; nous portons alors au débit ou au crédit des Services d'entreprise la différence entre les provisions prévues et les provisions requises aux termes des PCGR, comme nous l'expliquons à la page 40.

Le revenu sur une base d'imposition comparable, qui est expliqué aux pages 20 et 22, a augmenté de 412 millions de dollars ou de 5 % pour s'établir à 9 271 millions. Nos trois groupes clients ont enregistré chacun une croissance du revenu supérieure à 4 %. La croissance du revenu du groupe Particuliers et entreprises provient surtout de la hausse des volumes, principalement dans le marché des services bancaires aux particuliers. La croissance du revenu du groupe Gestion privée est principalement attribuable aux meilleurs facteurs fondamentaux du marché qui ont fortement stimulé les activités de négociation des clients et accru la valeur marchande des actifs gérés. Le groupe Services d'investissement a bénéficié de la diminution des pertes nettes sur titres de placement, ainsi que de commissions de montage de financement par actions et de revenus de négociation plus élevés. Les revenus des Services d'entreprise ont diminué, en grande partie à cause de la baisse des revenus de titrisation. La croissance du revenu est examinée à la page 22.

La provision pour créances irrécouvrables a diminué de 365 millions de dollars pour se chiffrer à 455 millions, grâce aux meilleurs résultats obtenus sur les prêts au cours de l'exercice. La provision pour créances irrécouvrables est examinée à la page 24.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 57 millions de dollars ou de 1 % pour s'établir à 6 087 millions. Un certain nombre de facteurs

Nous calculons le **résultat par action (RPA)** en divisant le revenu net, déduction faite des dividendes versés sur les actions privilégiées, par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation. Le RPA dilué, qui sert de base aux mesures du rendement, tient compte des conversions éventuelles d'instruments financiers en actions ordinaires qui auraient pour conséquence de réduire le RPA. La note 21 afférente aux états financiers, à la page 96, contient plus de détails sur le RPA.

### Modifications des conventions comptables

#### Options d'achat d'actions

Tel que nous l'expliquons à la note 19, à la page 93, le 1<sup>er</sup> novembre 2002, nous avons modifié notre façon de comptabiliser les options d'achat d'actions accordées à cette date ou ultérieurement. En vertu de la nouvelle convention comptable, la juste valeur des options est comptabilisée sur la période d'acquisition des droits des options. Cette modification a entraîné une diminution du revenu net de 3 millions de dollars.

#### Instruments dérivés

Tel que nous l'expliquons à la note 9, à la page 82, nous appliquons de nouvelles règles relatives à la comptabilisation des instruments dérivés depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2002. En vertu de ces règles, nous sommes tenus de comptabiliser tous ces instruments à la valeur marchande, à moins qu'ils ne correspondent à certains critères de couverture. Cette modification n'a eu aucune incidence significative sur nos résultats, car nous nous conformions déjà aux règles équivalentes mises en place en vertu des PCGR des États-Unis le 1<sup>er</sup> novembre 2000.

#### Biens saisis

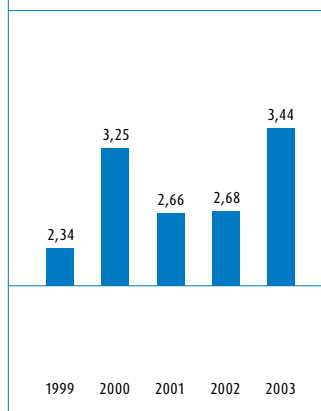
Tel que nous l'expliquons à la note 4, à la page 76, le 1<sup>er</sup> mai 2003, nous avons adopté une nouvelle convention comptable relative aux biens ou autres actifs que nous recevons de nos emprunteurs pour satisfaire à leurs engagements. En vertu de la nouvelle convention, ces biens ou autres actifs sont comptabilisés à leur juste valeur. Cette modification n'a pas eu d'incidence significative sur nos états financiers consolidés.

#### Entités à détenteurs de droits variables

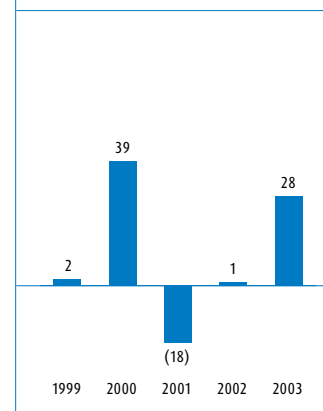
##### (auparavant appelées entités ad hoc bilan)

Tel que nous l'expliquons à la note 8, à la page 81, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2004, nous appliquerons de nouvelles règles comptables concernant la consolidation des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Nous analysons actuellement l'incidence que ces nouvelles règles pourraient avoir sur nos états financiers consolidés de l'exercice 2005.

RPA (en dollars)



Croissance annuelle du RPA (%)



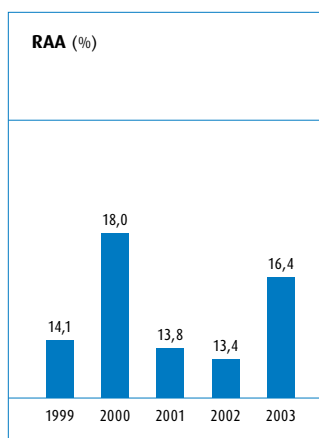
ont eu une incidence sur les frais en 2003, mais l'augmentation nette d'un exercice à l'autre s'explique d'abord par la progression des frais de personnel sous l'effet de la hausse de la rémunération liée au rendement et des coûts des régimes de retraite. Les frais autres que d'intérêts sont examinés à la page 25.

D'autres observations sur la croissance du RPA et des comparaisons avec les groupes de référence se trouvent aux pages 10 et 12.

## Rendement de l'avoir des actionnaires

Le rendement de l'avoir des actionnaires (RAA) constitue une autre de nos mesures principales du rendement. En 2003, le RAA s'est établi à 16,4 %, comparativement à 13,4 % en 2002. BMO a maintenant obtenu un RAA supérieur à 13 % pour chacun des 14 derniers exercices. Elle est la seule grande banque nord-américaine à avoir fait preuve d'une telle constance en matière de revenu net. Le rendement de 16,4 % a dépassé notre cible annuelle de 14 % à 15 % en raison de l'augmentation du revenu net de l'exercice.

Le tableau 3, à la page 55, présente des statistiques sur le RAA des dix dernières années. Les pages 10 et 12 contiennent d'autres observations sur le RAA, ainsi que des comparaisons avec les groupes de référence.

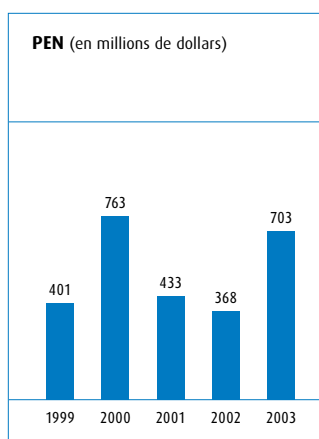


Le **rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires (RAA)** équivaut au revenu net moins les dividendes sur les actions privilégiées, exprimé en pourcentage de l'avoir moyen des actionnaires ordinaires. L'avoir des actionnaires ordinaires comprend le capital-actions ordinaire, le surplus d'apport et les bénéfices non répartis.

## Croissance du profit économique net

La quatrième et dernière mesure principale de la valeur de l'avoir des actionnaires est la croissance du profit économique net (PEN). Le PEN a augmenté de 92 % pour s'établir à 703 millions de dollars, le revenu net avant amortissement étant sensiblement plus élevé en 2003 qu'à l'exercice précédent. Les trois groupes d'exploitation ont contribué à la croissance du PEN. Environ les trois quarts du PEN provenaient du groupe Particuliers et entreprises et le reste, du groupe Services d'investissement. Le groupe Gestion privée est venu tout près d'atteindre le seuil de rentabilité, car son rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement est à peine inférieur à son coût du capital, et ce, malgré le contexte difficile pour les placements pendant la plus grande partie de l'exercice.

Les pages 10 et 12 contiennent d'autres observations sur la croissance du PEN ainsi que des comparaisons avec les groupes de référence.



La croissance du **profit économique net (PEN)** est le pourcentage de variation annuelle du PEN total, le PEN étant le revenu net avant amortissement afférent aux actions ordinaires, moins une charge au titre du capital. Le PEN constitue une mesure efficace de la valeur économique ajoutée. Le PEN est une mesure non conforme aux PCGR. Voir la page 20.

### Profit économique net (en millions de dollars, sauf indication contraire)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2003	2002	2001	2000	1999
Revenu net afférent aux actions ordinaires	1 743	1 338	1 391	1 756	1 265
Incidence après impôts de l'amortissement des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels évaluable	79	75	101	74	67
Revenu net afférent aux actions ordinaires avant amortissement	1 822	1 413	1 492	1 830	1 332
Charge au titre du capital*	(1 119)	(1 045)	(1 059)	(1 067)	(931)
<b>Profit économique net</b>	<b>703</b>	<b>368</b>	<b>433</b>	<b>763</b>	<b>401</b>
Croissance du profit économique net (%)	92	(15)	(43)	90	(14)
*Charge au titre du capital					
Avoir moyen des actionnaires ordinaires	10 646	9 973	10 100	9 745	8 976
Coût du capital (%)	10,5	10,5	10,5	11,0	10,4
Charge au titre du capital	(1 119)	(1 045)	(1 059)	(1 067)	(931)



**Rose M. Patten**

Prémière vice-présidente à la direction, Ressources humaines et chef du Bureau de gestion stratégique

« Si nous réussissons à établir les liens nécessaires entre les employés, la stratégie et le rendement, nous nous distinguerons comme employeur de choix et comme entreprise hautement performante. Nous nous employons à confier à nos employés des rôles clés, à les récompenser et à les rallier autour de valeurs clairement énoncées à l'égard desquelles nous avons tous des comptes à rendre. »

## Vision

Être la meilleure société de services financiers, où que nous décidions de nous implanter.

## Stratégie et objectifs

Notre stratégie consiste à être une institution financière transnationale parmi les plus performantes dans l'ensemble du Canada et dans d'importants segments de marché aux États-Unis en ciblant des clients qui valorisent un service personnalisé et des solutions sur mesure. Nous comptons offrir nos produits et services de façon efficiente, prudente et rentable tout en investissant dans le raffermissement de nos activités de base au Canada et en poursuivant notre expansion, de façon sélective et appréciable, aux États-Unis dans les opérations de détail, le marché des moyennes entreprises et la gestion de patrimoine.

Nos objectifs stratégiques sont les suivants :

- être chef de file dans les secteurs où nous sommes avantagés (nous classer dans le peloton de tête en matière de rentabilité, et position de tête pour la croissance de la part de marché ou dans les trois premiers rangs pour la part de marché);
- assurer l'efficacité de notre exploitation et croître au même rythme que le marché dans nos autres activités de base (celles qui assurent un revenu stable et durable ou qui soutiennent des secteurs où nous sommes avantagés);
- réduire au minimum ou supprimer le capital utilisé pour les activités non principales et investir de manière à orienter nos capitaux plus massivement vers les secteurs voués aux opérations de détail, au marché des moyennes entreprises et à la gestion de patrimoine.

## Jalons stratégiques

- Nous classer dans le peloton de tête en matière de fidélisation de nos clients, particuliers et entreprises, au Canada.
- Détenir la plus grande part du marché des services bancaires aux PME au Canada.
- Conserver notre position de chef de file en matière de services d'investissement au Canada et poursuivre notre expansion sur le marché des moyennes entreprises aux États-Unis.
- Accroître notre présence dans les marchés américains les plus fortunés.
- Devenir la première banque dans les collectivités de la région de Chicago que nous servons.
- Rester chef de file en matière de capacités de gestion des risques.
- Renforcer notre position de chef de file en matière de gestion des employés promoteurs, d'harmonisation des compétences, de diversité et d'engagement envers le personnel.

## Progrès accomplis en 2003

- Nos résultats en matière de fidélisation de nos entreprises clientes se sont améliorés; toutefois, notre classement relatif tant dans le marché des particuliers que dans celui des entreprises reste inférieur à la moyenne. D'importantes initiatives destinées à améliorer nos capacités de vente et de service sont en cours et contribueront à la réalisation des améliorations souhaitées à ce chapitre.
- La part de marché des prêts de moins de 5 millions de dollars consentis aux PME a augmenté, passant de 19,48 % à 19,60 %, rétrécissant l'écart qui nous sépare du premier rang.
- Classement de notre équipe de recherche au premier rang pour la 23<sup>e</sup> année d'affilée; nous avons servi de conseiller pour davantage d'opérations de fusion et acquisition au Canada et dirigé ou codirigé davantage d'émissions de titres de créance de sociétés au Canada que n'importe quelle autre banque d'affaires; nous avons fait l'acquisition de Gerard Klauer Mattison (courtier spécialisé dans la recherche, la vente et la négociation d'actions) pour compléter la gamme de produits offerts par Harris Nesbitt aux États-Unis.
- Acquisition du cabinet de planification financière Sullivan, Bruyette, Speros & Blayney et de certains actifs de myCFO pour renforcer nos services de gestion de patrimoine aux États-Unis.
- Croissance des dépôts de 8 % par rapport à une cible de 5 %, et croissance des prêts de 25 % par rapport à une cible de 15 %.
- Moyenne des pertes sur prêts sur cinq ans de 40 points de base, comparativement à une moyenne de 59 points de base pour notre groupe de référence du Canada.
- Pour la deuxième année de suite, classement parmi les 100 meilleurs employeurs (seule banque sur la liste) et parmi les 100 meilleures entreprises sur le plan de la formation (seule entreprise canadienne sur la liste), et classement parmi les 10 premières des 50 meilleures entreprises socialement responsables.

## Gestion stratégique globale

L'acquisition de compétences particulières en gestion stratégique constitue l'une des grandes priorités de BMO. Les stratégies élaborées à l'échelon des secteurs d'activité appuient celles qui sont établies au niveau des groupes d'exploitation et de l'organisation. Le fruit de ces efforts est présenté dans l'Analyse des résultats des groupes d'exploitation de la présente analyse de la direction.

La gestion stratégique consiste à coordonner les normes et les activités liées à la définition des cibles de BMO et à élaborer et mettre à jour des stratégies (notamment des engagements financiers et stratégiques). Elle consiste également à employer les ressources de manière optimale, à évaluer et à gérer le rendement en fonction des engagements pris, et

à établir un lien entre la rémunération et le rendement. L'instauration de normes de gestion stratégique nous permet de nous assurer que nous mettons l'accent sur les questions stratégiques primordiales.

La gouvernance de la gestion stratégique comporte la mise à jour régulière des stratégies propres aux groupes et aux secteurs. À cela s'ajoutent la supervision du Bureau de gestion stratégique, l'approbation par le Comité directeur du Conseil de gestion de BMO et celle du Conseil d'administration (au besoin). De plus, le Conseil d'administration et le Comité directeur du Conseil de gestion étudient les stratégies des groupes et les priorités de l'organisation au cours de la séance annuelle de Conseil stratégique.

# Évolution de la situation économique et des services financiers

## Faits saillants

- L'économie canadienne a ralenti en 2003, alors que l'économie américaine a progressé.
- En 2003, les taux d'intérêt sont demeurés près de leur plus bas niveau en quatre décennies.
- Le dollar canadien s'est fortement apprécié par rapport à un dollar américain généralement faible en 2003.
- On s'attend à un raffermissement des économies canadienne et américaine en 2004.
- Les dépenses des entreprises devraient augmenter en 2004.
- Il est probable que les taux d'intérêt montent légèrement en 2004.

## Évolution de la situation économique et des services financiers au Canada et aux États-Unis en 2003

Après avoir enregistré une forte progression l'an dernier, l'économie canadienne s'est affaiblie en 2003. Le PIB réel a crû à un rythme faible au premier trimestre de l'année civile, s'est replié légèrement au deuxième trimestre et a à peine augmenté au troisième. L'économie s'est heurtée à une série d'obstacles en 2003, notamment la crise du SRAS, l'embargo international sur les exportations de bovins en provenance du Canada, la panne de courant survenue en Ontario et la forte appréciation du dollar canadien. Par voie de conséquence, les exportations sont demeurées léthargiques durant les trois premiers trimestres de l'année, tandis que la faiblesse du secteur de la fabrication a nui au redressement des investissements et des prêts aux entreprises. En revanche, les dépenses de consommation ont été soutenues par des taux d'intérêt peu élevés, ce qui a entraîné une remontée des prêts personnels. La demande est restée forte du côté de l'habitation et a fait bondir la croissance des prêts hypothécaires.

La croissance de l'emploi a ralenti en 2003 après avoir connu l'une des années les plus vigoureuses jamais enregistrées. La hausse du chômage, combinée à la flambée du huard, a incité la Banque du Canada à abaisser son taux à un jour durant l'été. Comme les taux à court terme touchaient un plancher de quatre décennies, la croissance des dépôts à vue a surpassé celle des dépôts à terme.

L'économie américaine a repris des forces en 2003 après avoir enregistré une lente croissance en 2002. Caractérisé par un piètre rythme de progression au premier trimestre, le PIB réel s'est redressé au deuxième trimestre et a bondi au troisième. Grâce à la diminution des impôts sur le revenu et à la faiblesse des taux d'intérêt, les dépenses de consommation ont accéléré le rythme tout au long de l'année. Les ventes de maisons ont atteint des sommets records durant l'été et les ventes de voitures sont demeurées fortes. Par conséquent, les prêts hypothécaires à l'habitation et les prêts personnels ont poursuivi leur forte progression en 2003. Les dépenses des entreprises, engagées en particulier dans le matériel informatique qui vise à augmenter la productivité, se sont raffermies durant l'année. Toutefois, les prêts consentis aux entreprises n'ont cessé de diminuer, car celles-ci ont profité d'une amélioration marquée des bénéfices pour s'autofinancer. Malgré l'amélioration de l'économie, toutefois, l'emploi non agricole est demeuré léthargique. La hausse du chômage et le ralentissement de l'inflation ont incité la Réserve fédérale à ramener, au cours de l'été, le taux à un jour à un plancher de 45 ans. La baisse des taux d'intérêt et l'augmentation des bénéfices des entreprises ont fait remonter les cours boursiers, améliorant ainsi l'activité sur les marchés financiers.

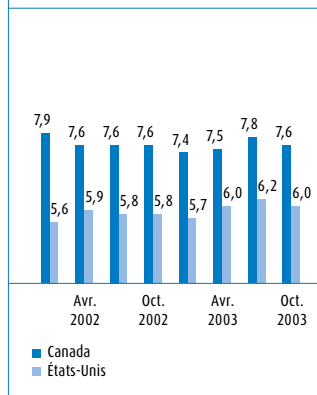
## Perspectives en matière d'économie et de services financiers pour 2004

L'économie canadienne devrait se raffermir en 2004. Les dépenses des particuliers profiteront encore du faible niveau des taux d'intérêt au début de l'année. La robustesse de la demande américaine devrait soutenir les exportations canadiennes, même si le récent raffermissement du huard atténuera les gains. Le chômage devrait diminuer légèrement. On s'attend à ce que les taux d'intérêt remontent progressivement à partir de l'été, à mesure que la Banque du Canada réduira ses stimulants monétaires. Le huard ne devrait fluctuer que modérément par rapport au dollar américain, puisque le solde positif de la balance commerciale sera contrebalancé par le rétrécissement des marges de taux d'intérêt.

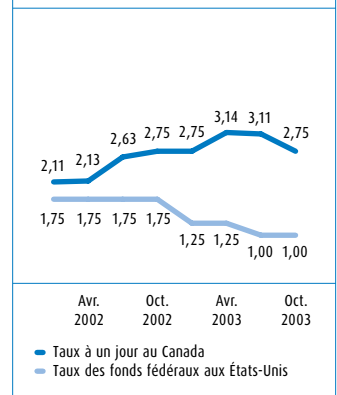
Le contexte économique devrait soutenir la croissance des prêts hypothécaires et des prêts personnels, et faciliter le redressement du crédit aux entreprises en 2004.

La poursuite des politiques monétaire et budgétaire de relance devrait contribuer à maintenir la vigueur de la reprise économique américaine en 2004. On s'attend à ce que les dépenses de consommation demeurent fermes, même si les ventes de voitures et de maisons ralentiront sans doute par rapport aux récents sommets. La progression de l'emploi devrait soutenir la croissance des prêts hypothécaires à l'habitation et du crédit à la consommation. Les entreprises devraient investir et emprunter davantage, à mesure que la production augmentera. La situation économique devrait rehausser la qualité du crédit. On peut s'attendre à ce que les taux d'intérêt demeurent stables à court terme, même si la Réserve fédérale commencera sans doute à réduire les stimulants monétaires au printemps.

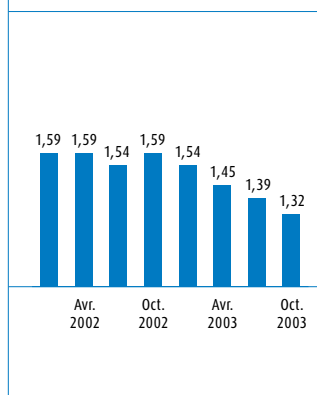
Taux de chômage au Canada et aux États-Unis (%)



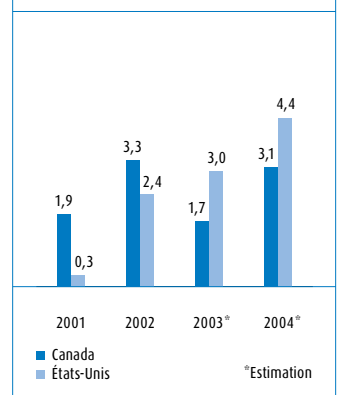
Taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis (%)



Taux de change du dollar canadien en dollar américain



Croissance du produit intérieur brut (%)



# Analyse des résultats financiers

Cette section traite des résultats financiers de notre organisation en mettant l'accent sur l'état des résultats consolidé figurant dans nos états financiers consolidés, qui débutent à la page 69. Une analyse des stratégies et des résultats de nos groupes d'exploitation suit l'analyse globale.

## Faits saillants

- Le revenu a augmenté de 412 millions de dollars, ou de 5 %, en 2003 et il a progressé dans chacun de nos groupes clients.
- La progression s'explique par l'accroissement des volumes des groupes Particuliers et entreprises et Gestion privée, la diminution des pertes sur titres de placement et l'augmentation des frais d'émission d'actions et des revenus de négociation du groupe Services d'investissement.
- La provision pour créances irrécouvrables a diminué de 365 millions de dollars, grâce à l'amélioration de notre portefeuille de prêts au cours de l'exercice.
- Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 0,9 % en 2003, alors qu'ils s'étaient accrus de plus de 6 % en 2002 et en 2001.
- Le ratio des frais au revenu (ou ratio de productivité) s'est amélioré de 240 points de base pour s'établir à 65,7 %, l'accroissement de la productivité ayant constitué notre principale priorité au cours de l'année.

## Mesures non conformes aux PCGR

BMO utilise certaines mesures non conformes aux PCGR pour évaluer les résultats. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs que le revenu net et les autres mesures rajustées en fonction de critères autres que les principes comptables généralement reconnus (PCGR) n'ont pas une signification standard selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

En 2002, nous avions souligné que la direction et certains observateurs considéraient que l'analyse des résultats financiers peut être meilleure lorsqu'elle se concentre sur les résultats excluant les éléments exceptionnels. Cependant, la Securities and Exchange Commission des États-Unis a établi depuis un an des règles visant à limiter strictement, à compter de maintenant, la désignation d'éléments comme exceptionnels. Ces règles rendent ces mesures moins utiles et, par conséquent, nous avons décidé de ne plus présenter de résultats excluant les éléments exceptionnels. Il n'y a eu aucun élément exceptionnel au cours de l'exercice 2003. Au cours de l'exercice 2002, des coûts de 62 millions de dollars (39 millions après impôts) liés à des acquisitions ont été imputés à notre groupe Gestion privée et ont été désignés comme éléments exceptionnels, ce qui a augmenté le RPA de l'exercice 2002 de 0,08 \$ selon les résultats obtenus en excluant les éléments exceptionnels. Le tableau 26 à la page 67 présente des éléments qui avaient été désignés comme exceptionnels en 2002 et en 2001 et qui sont maintenant appelés éléments inhabituels.

Les mesures des résultats et de la productivité avant amortissement peuvent faciliter la comparaison de deux périodes où il s'est produit une acquisition, surtout parce que l'amortissement hors caisse des actifs incorporels peut ne pas avoir été considéré comme charge pertinente au moment de la décision d'achat. Les mesures du résultat par action avant amortissement sont aussi utiles parce que les analystes s'y intéressent souvent et que le résultat par action avant amortissement est utilisé par Thomson First Call pour surveiller les prévisions de résultats faites par des tiers et dont les médias font souvent état. Les mesures avant amortissement ajoutent l'amortissement après impôts des écarts d'acquisition et des actifs incorporels au revenu net selon les PCGR pour en tirer les mesures du revenu avant amortissement (et du RPA correspondant) et retranchent l'amortissement des actifs incorporels des frais autres que d'intérêts pour en tirer les mesures de la productivité avant amortissement.

BMO, comme plusieurs autres banques, analyse son revenu sur une base d'imposition comparable (bic). Selon cette méthode, on augmente les revenus calculés en vertu des PCGR et la provision pour impôts sur le revenu d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi.

Le profit économique net est une autre mesure non conforme aux PCGR. Il représente le revenu net avant amortissement afférent aux actions ordinaires, moins une charge au titre du capital.

## Mesures non conformes aux PCGR utilisées dans l'analyse de la direction

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2003	2002	2001
Revenu net d'intérêts selon les états financiers	4 899	4 829	4 499
Revenu autre que d'intérêts selon les états financiers	4 220	3 924	4 222
Revenu selon les états financiers	9 119	8 753	8 721
Rajustement sur une base d'imposition comparable (voir page 22)	152	106	142
Revenu sur une base d'imposition comparable (bic) a)	9 271	8 859	8 863
Provision pour impôts sur le revenu	688	424	501
Rajustement sur une base d'imposition comparable	152	106	142
Provision pour impôts sur le revenu (bic)	840	530	643
Frais autres que d'intérêts b)	6 087	6 030	5 671
Amortissement des actifs incorporels	(105)	(87)	(43)
Frais avant amortissement c)	5 982	5 943	5 628
Revenu net	1 825	1 417	1 471
Amortissement des écarts d'acquisition et des actifs incorporels	79	75	101
Revenu net avant amortissement	1 904	1 492	1 572
Dividendes versés aux actionnaires privilégiés	(82)	(79)	(80)
Charge au titre du capital	(1 119)	(1 045)	(1 059)
Profit économique net	703	368	433
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu 1) ((b/a) x 100) (%)	65,7	68,1	64,0
Ratio des frais autres que d'intérêts avant amortissement au revenu 1) ((c/a) x 100) (%)	64,5	67,1	63,5
RPA (à partir du revenu net) (en dollars)	3,44	2,68	2,66
RPA avant amortissement (à partir du revenu net avant amortissement) (en dollars)	3,59	2,83	2,86

1) Aussi appelé ratio de productivité ou ratio de productivité avant amortissement, selon le cas.



## Change

L'affaiblissement du dollar américain a eu un impact sur l'équivalent en dollars canadiens du revenu net, des revenus, des frais, des impôts sur le revenu et de la provision pour créances irrécouvrables libellés en dollars américains de BMO en 2003. Le tableau ci-contre fait état du taux de change moyen entre les dollars canadien et américain en 2003 et 2002, et de l'impact des fluctuations du taux de change.

Au début de chaque trimestre, BMO prend part à des opérations de couverture destinées à compenser partiellement l'incidence avant impôts des fluctuations de taux de change au cours du trimestre sur son revenu net en dollars américains pour ce trimestre. Ces opérations procurent une certaine protection à l'égard des fluctuations du taux de change à l'intérieur d'un trimestre, mais la somme des gains ou des pertes découlant des opérations de couverture pour les quatre trimestres d'un exercice n'est pas directement comparable à l'incidence des fluctuations du taux de change par rapport à l'exercice précédent sur le revenu net de l'exercice.

En l'absence d'opérations de couverture, chaque diminution (augmentation) d'un cent dans le taux de change entre les dollars canadien et américain, exprimé par le nombre de dollars canadiens qu'un dollar américain permet d'obtenir, se traduit par une diminution (augmentation) d'environ un million de dollars, avant impôts sur le revenu, dans le revenu net trimestriel de BMO.

Dans les périodes futures, les gains ou les pertes résultant de ces opérations de couverture seront déterminés à la fois par les fluctuations monétaires futures et par la valeur des opérations de couverture sous-jacentes futures, car les transactions sont conclues chaque trimestre en rapport avec le revenu net prévu en dollars américains des trois prochains mois. Les effets des fluctuations de change sur le montant net de nos investissements dans des établissements à l'étranger sont analysés dans la section traitant de la provision pour impôts sur le revenu, à la page 26.

### Effets de l'affaiblissement du dollar américain sur les résultats de BMO en 2003 (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)	
2003	1,435
2002	1,571
Revenus réduits	(264)
Frais réduits	181
Provision pour créances irrécouvrables réduite	27
Impôts sur le revenu réduits	11
Revenu net réduit avant gains sur opérations de couverture	(45)
Gains sur opérations de couverture	18
Impôts sur le revenu	(6)
Revenu net réduit	(33)

## Acquisitions d'entreprises

BMO Groupe financier a acquis un certain nombre d'entreprises de qualité aux États-Unis au cours des deux dernières années, dans le cadre de sa stratégie de croissance canado-américaine. Ces acquisitions ont des effets différentiels sur le revenu et les frais, qui influent sur la comparaison des résultats d'une année à l'autre. Pour les acquisitions effectuées en 2003, les effets différentiels correspondent aux revenus et aux frais de ces entreprises qui sont inclus dans les résultats de 2003. Pour les acquisitions conclues en 2002, les effets différentiels correspondent au revenu et aux frais de chacune de ces entreprises depuis le début de l'exercice 2003 jusqu'à la date du premier anniversaire de leur acquisition. Le tableau ci-contre présente les acquisitions par groupe d'exploitation et leur effet différentiel sur le revenu, les frais et le revenu net de BMO en 2003 par rapport à 2002 afin de faciliter l'analyse des changements aux résultats en 2003.

### Acquisitions d'entreprises (en millions de dollars)

Entreprise acquise	Effet différentiel sur les résultats de l'exercice 2003			
	Revenu	Frais	Revenu net	Revenu net avant amortissement
<b>Groupe Gestion privée</b>				
Sullivan, Bruyette, Speros & Blayney Inc. acquise en janvier 2003 pour 20 millions de dollars				
Certains actifs de myCFO, Inc. acquis en novembre 2002 pour 61 millions de dollars				
Morgan Stanley Individual Investor Group – Comptes en ligne acquis en mai 2002 pour 153 millions de dollars				
Northwestern Trust and Investment Advisory Company acquise en avril 2002 pour 19 millions de dollars				
CSFBdirect acquise en février 2002 pour 854 millions de dollars				
Total des acquisitions du groupe Gestion privée 1 107 millions de dollars	105	154	(31)	(13)
<b>Groupe Services d'investissement</b>				
Gerard Klauer Mattison acquise en juillet 2003 pour 40 millions de dollars	17	26	(5)	(5)
<b>BMO Groupe financier</b>				
Total des acquisitions 1 147 millions de dollars	122	180	(36)	(18)

## Revenu et croissance du revenu

Le revenu sur une base d'imposition comparable (voir la page 20) a augmenté de 412 millions de dollars, ou de 5 %, en 2003 pour s'établir à 9 271 millions, à la faveur d'une croissance enregistrée dans tous les groupes d'exploitation. Après rajustement du revenu de 2003 au titre de l'effet différentiel des acquisitions d'entreprises totalisant 122 millions de dollars, qu'on explique à la page 21, le revenu a augmenté de 290 millions de dollars ou de 3 %. La faiblesse du dollar américain a réduit le revenu de 264 millions de dollars en 2003 et la croissance du revenu, de 3 points de pourcentage.

BMO, comme de nombreuses banques, analyse son revenu sur une base d'imposition comparable (bic). Les rajustements selon la bic pour l'exercice 2003 ont totalisé 152 millions de dollars, une hausse par rapport aux 106 millions de 2002. En 2003, nous avons amélioré nos normes de manière prospective afin d'y incorporer des rajustements au titre des revenus de dividendes sur les actions ordinaires et sur certaines actions privilégiées supplémentaires, ce qui s'est traduit par une augmentation de 71 millions de dollars du rajustement selon la bic pour l'exercice 2003, surtout dans le groupe Services d'investissement.

Le revenu du groupe Particuliers et entreprises a augmenté grâce à la croissance soutenue des volumes au Canada et aux États-Unis, même si l'impact de la croissance aux États-Unis a été neutralisé par la faiblesse du dollar américain. Au Canada, la croissance a d'abord été enregistrée sur le marché des services bancaires aux particuliers, où les dépôts, les services de cartes et les prêts hypothécaires à l'habitation ont été particulièrement vigoureux. Le revenu du groupe Gestion privée a augmenté grâce à l'amélioration des facteurs fondamentaux du marché et à la performance plus solide de l'investissement en direct, des services de placement traditionnels et des produits de placement. Le groupe Services d'investissement a bénéficié d'une plus grande activité dans la création de fiducies de revenu, et de revenus de négociation plus élevés. Une diminution de 105 millions de dollars des pertes nettes sur titres de placement a également contribué à l'augmentation du revenu de BMO.

### Revenu net d'intérêts

Le revenu net d'intérêts pour l'exercice s'est établi à 5 051 millions de dollars, une hausse de 116 millions ou de 2 % par rapport à 2002 provenant de la croissance des volumes. L'actif moyen s'est établi à 264 milliards de dollars, en hausse de 16 milliards ou de 6 % par rapport à 2002. Cette hausse est attribuable, en parts égales, aux services bancaires aux particuliers et aux entreprises et au groupe Services d'investissement. La croissance s'est réalisée malgré la faiblesse du dollar américain. La croissance de l'actif du groupe Particuliers et entreprises découlait de la grande activité du côté des prêts hypothécaires à l'habitation ainsi que de la forte croissance des prêts sur cartes de crédit et des prêts à la consommation. La croissance de l'actif du groupe Services d'investissement s'est d'abord manifestée dans les titres de négociation, les prêts consentis aux entreprises et aux administrations publiques ayant diminué en raison de la faiblesse de la demande.

### Variation du revenu net d'intérêts, de l'actif moyen et de la marge nette d'intérêts

pour l'exercice terminé le 31 octobre	Revenu net d'intérêts (bic) (en millions de dollars)				Actif moyen (en millions de dollars)				Marge nette d'intérêts (en points de base)		
	2003	2002	\$	%	2003	2002	\$	%	2003	2002	Variation
Groupe PE Canada	2 687	2 479	208	8	93 865	87 190	6 675	8	286	284	2
Groupe PE États-Unis	632	620	12	2	16 046	14 861	1 185	8	394	417	(23)
Groupe Particuliers et entreprises (groupe PE)	3 319	3 099	220	7	109 911	102 051	7 860	8	302	304	(2)
Groupe Gestion privée (groupe GP)	544	522	22	4	5 282	5 450	(168)	(3)	1 030	958	72
Groupe Services d'investissement (groupe SI)	1 394	1 480	(86)	(6)	144 449	136 487	7 962	6	97	108	(11)
Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	(206)	(166)	(40)	(25)	4 324	4 002	322	8	n.s.	n.s.	n.s.
<b>Total</b>	<b>5 051</b>	<b>4 935</b>	<b>116</b>	<b>2</b>	<b>263 966</b>	<b>247 990</b>	<b>15 976</b>	<b>6</b>	<b>191</b>	<b>199</b>	<b>(8)</b>

n.s. – non significatif

### Base d'imposition comparable (bic)

Les revenus figurant dans notre analyse de la direction sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). Le rajustement sur une base d'imposition comparable augmente les revenus et la provision pour impôts sur le revenu établis selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus sur certains titres exempts d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi, afin de faciliter les comparaisons. Cet effet est présenté à la page 20 et au tableau 6, à la page 56.

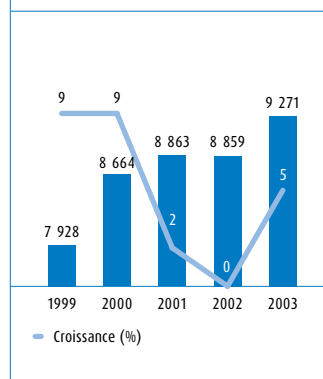
Le **revenu net d'intérêts** correspond au revenu perçu sur l'actif, notamment les prêts et les titres, y compris le revenu d'intérêts et de dividendes et la part de BMO des revenus tirés des placements comptabilisés à la valeur de consolidation, moins les frais d'intérêts liés au passif, notamment les dépôts.

La **marge nette d'intérêts** correspond au ratio du revenu net d'intérêts à l'actif moyen, exprimé en pourcentage ou en points de base.

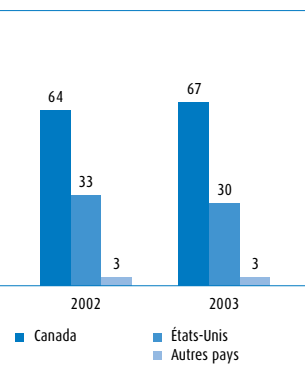
### Revenu (en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2003	2002	2001	2000	1999
Revenu net d'intérêts (bic)	5 051	4 935	4 641	4 338	4 417
Croissance annuelle (%)	2	6	7	(2)	6
Revenu autre que d'intérêts	4 220	3 924	4 222	4 326	3 511
Croissance annuelle (%)	8	(7)	(2)	23	13
Revenu total	9 271	8 859	8 863	8 664	7 928
Croissance annuelle (%)	5	–	2	9	9

### Revenu (en millions de dollars) et croissance annuelle (%)



### Revenu par pays (%)



La marge nette d'intérêts s'est établie en moyenne à 1,91 %, en baisse de 8 points de base par rapport à l'exercice précédent. Au Canada, la marge nette d'intérêts du groupe Particuliers et entreprises a été légèrement supérieure en 2003, mais diminuait vers la fin de l'exercice à cause des nouvelles préférences de la clientèle. La faiblesse des taux d'intérêt et la concurrence sur le marché des opérations de détail continuent d'exercer des pressions sur la durabilité de la marge. Aux États-Unis, la marge a diminué par rapport à l'année passée, les taux d'intérêt ayant fléchi, mais elle augmentait vers la fin de l'exercice en raison de la croissance des volumes à marge nette d'intérêts plus élevée, et des efforts déployés en matière de tarification.

Le revenu net d'intérêts du groupe Gestion privée a augmenté à la faveur de la croissance des produits à revenu fixe. La marge nette d'intérêts du groupe est supérieure à celle des autres groupes parce que le solde de ses dépôts à terme de particuliers est élevé par rapport au solde de ses prêts.

Le revenu net d'intérêts du groupe Services d'investissement a fléchi en raison de la baisse du volume des prêts aux grandes entreprises et du rétrécissement des marges des secteurs liés aux marchés financiers. La marge nette d'intérêts du groupe s'est repliée en raison du recul des prêts aux grandes entreprises, dont la marge est plus forte, de la croissance des actifs à faible marge liés aux marchés financiers et du rétrécissement des marges sur ces actifs dans un contexte d'aplatissement de la courbe de rendement.

### Revenu autre que d'intérêts

Le revenu autre que d'intérêts, qui comprend tous les revenus à l'exception du revenu net d'intérêts, a augmenté de 296 millions de dollars ou de 8 % par rapport à 2002. L'effet différentiel des acquisitions d'entreprises a fait augmenter le revenu autre que d'intérêts de 103 millions de dollars, tandis que l'impact de l'affaiblissement du dollar américain a réduit le revenu autre que d'intérêts de 2003 de 128 millions de dollars.

Les commissions et droits sur titres ont augmenté de 81 millions de dollars. Ces frais sont principalement constitués de commissions de courtage de plein exercice et de courtage autogéré au sein du groupe Gestion privée, qui représentent environ les trois quarts du montant, et de commissions sur les actions négociées par les investisseurs institutionnels au sein du groupe Services d'investissement. Les frais ont augmenté dans les deux groupes d'exploitation, profitant du niveau plus élevé des évaluations boursières, de la négociation d'actions pour les clients vers la fin de l'exercice au sein du groupe Gestion privée et de l'acquisition de Gerard Klauer Mattison par le groupe Services d'investissement.

Les frais de service au titre des dépôts et des ordres de paiement, qui représentent le revenu tiré des comptes de dépôt des particuliers et des entreprises, ont augmenté de 24 millions de dollars. L'augmentation est liée aux mesures prises à l'égard de la tarification, à l'efficacité de la gestion des comptes et à la croissance des volumes dans les services bancaires aux particuliers et aux entreprises au Canada.

Les commissions sur prêts ont diminué de 13 millions de dollars, signe de la faiblesse de la demande sur le marché des prêts aux entreprises au sein du groupe Services d'investissement, tendance déjà observée à l'exercice précédent.

Les frais de services de cartes ont augmenté de 30 millions de dollars, reflet d'une hausse de l'activité dans ce secteur stimulée en partie par le succès de notre carte MasterCard Mosaik.

Les frais de gestion de placements et de garde de titres ont diminué de 11 millions de dollars, témoignant de l'atonie des placements au début de l'exercice, en particulier aux États-Unis.

Les revenus tirés des fonds d'investissement ont augmenté de 12 millions de dollars à la faveur de la croissance des volumes, de la hausse des évaluations boursières et de l'inclusion des résultats d'un exercice complet de CSFB*direct* dans les activités de gestion de patrimoine.

Les revenus de titrisation ont diminué de 85 millions de dollars en raison de la diminution des titrisations de prêts sur cartes de crédit et de la cessation de la titrisation de nos prêts garantis. Les résultats de 2002 reflétaient aussi les gains plus élevés sur les ventes. Les revenus de titrisation sont expliqués en détail à la note 7 afférente aux états financiers, à la page 79.

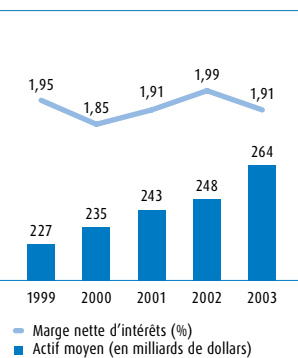
### Revenu autre que d'intérêts (en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2003	2002	2001	2000	1999
Commissions et droits sur titres	894	813	742	859	666
Frais de service –					
Dépôts et ordres de paiement	756	732	670	646	616
Revenus de négociation	275	209	490	388	295
Commissions sur prêts	293	306	352	322	329
Frais de services de cartes	290	260	204	216	205
Gestion de placements et garde de titres	303	314	336	373	419
Revenus tirés de fonds d'investissement	321	309	251	232	207
Revenus de titrisation	244	329	331	343	296
Commissions de prise ferme et de consultation	268	228	234	210	175
Gains (pertes) sur titres de placement	(41)	(146)	123	183	(85)
Revenus de change autres que de négociation	160	151	127	146	133
Revenus d'assurance	124	105	125	96	73
Autres revenus	333	314	237	312	182
<b>Total</b>	<b>4 220</b>	<b>3 924</b>	<b>4 222</b>	<b>4 326</b>	<b>3 511</b>

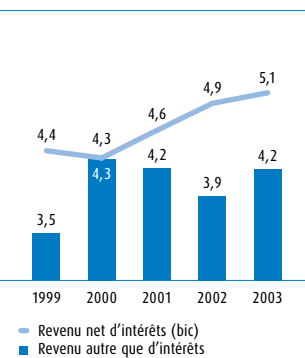
### Ventilation de la croissance du revenu autre que d'intérêts (%)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2003	2002	2001
Revenus de négociation	1,7	(6,7)	2,4
Revenus de titrisation	(2,2)	–	(0,3)
Commissions et droits sur titres	2,1	1,7	(2,7)
Gains (pertes) nets sur titres	2,7	(6,4)	(1,4)
Autres revenus d'exploitation	3,3	4,3	(0,4)
<b>Croissance totale du revenu autre que d'intérêts</b>	<b>7,6</b>	<b>(7,1)</b>	<b>(2,4)</b>

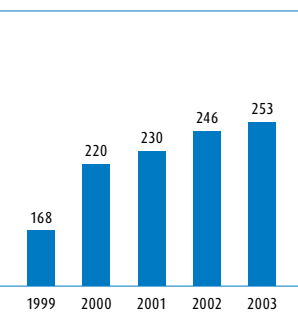
### Actif moyen (en milliards de dollars) et marge nette d'intérêts (%)



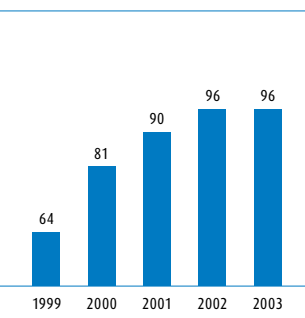
### Revenu net d'intérêts (bic) et revenu autre que d'intérêts (en milliards de dollars)



### Actif sous administration (en milliards de dollars)



### Actif sous gestion (en milliards de dollars)



Les commissions de prise ferme et de consultation ont augmenté de 40 millions de dollars, surtout grâce aux commissions plus élevées liées à la prise ferme de titres de participation et au marché très actif des fiduciaires de revenu. Les commissions sur les fusions et acquisitions demeurent pratiquement inchangées par rapport à l'exercice précédent.

Les pertes sur titres de placement se sont élevées à 41 millions de dollars, comparativement à 146 millions en 2002. Les pertes nettes en 2002 témoignaient des dévaluations dans les titres adossés à des obligations du groupe Services d'investissement et dans certaines positions de banque d'investissement. Les pertes nettes de 2003 ont été enregistrées au cours du premier semestre de l'exercice, les gains nets du deuxième semestre témoignant du raffermissement de l'économie et des évaluations boursières plus élevées.

Les revenus de change, autres que de négociation, ont augmenté de 9 millions de dollars et les revenus d'assurance, de 19 millions de dollars grâce aux volumes plus élevés.

### Revenus de négociation

Les revenus tirés des activités de négociation ont totalisé 508 millions de dollars, comparativement à 391 millions en 2002. Ces revenus comprenaient un revenu net d'intérêts de 233 millions de dollars et un revenu autre que d'intérêts de 275 millions. Les revenus de négociation dépendent principalement du volume des activités exécutées pour le compte de nos clients, qui font affaire avec BMO pour diminuer leurs risques ou pour investir. BMO réalise un profit, ou marge, sur le total net des positions de ses clients en neutralisant de façon rentable, à l'intérieur de limites prescrites, le risque global des positions nettes. BMO prend aussi des positions pour son propre compte afin de réaliser des profits de négociation. Bien que les positions de BMO prises pour son propre compte puissent l'exposer à une perte ou à un profit, les positions et le risque qu'elles comportent sont gérés de près; le profit ou la perte découlant de ces activités n'est généralement pas le facteur le plus important qui influe sur les revenus de négociation.

L'augmentation de 117 millions de dollars par rapport à 2002 est attribuable à une augmentation des revenus à l'égard de la plupart des produits. Le revenu de l'exercice précédent avait souffert de la faible volatilité qui avait limité les occasions de négociation. Les résultats de l'exercice 2003

Les **revenus de négociation** se composent du revenu net d'intérêts et du revenu autre que d'intérêts qui proviennent d'opérations inscrites au bilan et d'opérations hors bilan effectuées aux fins de négociation. La gestion de ces opérations comprend généralement leur évaluation quotidienne au prix du marché. Les revenus de négociation comprennent notamment les revenus (frais) et les gains (pertes) relatifs aux instruments inscrits au bilan ainsi qu'aux contrats de taux d'intérêt et de change (incluant les opérations au comptant) et aux contrats sur produits de base et titres de participation et de créance hors bilan.

sont encourageants compte tenu du contexte de négociation. Les revenus de négociation sur les taux d'intérêt ont profité du solide résultat des instruments dérivés de crédit, tandis que les revenus de l'exercice 2002 avaient souffert d'une dévaluation des positions dans Téléglobe<sup>ms7</sup>. Les revenus de négociation d'actions incluent une somme de 70 millions de dollars découlant de la comptabilisation sur une base d'imposition comparable, comme nous l'expliquons à la page 22. Les autres revenus de négociation ont augmenté à cause des revenus de négociation plus élevés sur les instruments dérivés de produits de base, notamment les revenus réalisés au retrait des positions à l'égard d'une contrepartie qui fait l'objet d'une poursuite judiciaire, comme l'explique la note 25 afférente aux états financiers, à la page 97. La section sur le risque de marché à la page 48 donne d'autres renseignements sur les revenus de négociation.

### Revenu d'intérêts et revenu autre que d'intérêts liés aux opérations de négociation (en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2003	2002	2001	2000	1999
Taux d'intérêt	241	180	241	178	154
Change	69	69	126	112	118
Actions	86	56	118	165	50
Autres	112	86	120	(2)	90
<b>Total</b>	<b>508</b>	391	605	453	412
Présentés sous :					
Revenu net d'intérêts	233	182	115	65	117
Revenu autre que d'intérêts – Revenus de négociation	275	209	490	388	295
<b>Total</b>	<b>508</b>	391	605	453	412

### Provision pour créances irrécouvrables

La provision pour créances irrécouvrables s'est établie à 455 millions de dollars, en baisse de 365 millions. La provision représente 0,30 % du solde net moyen des prêts et acceptations, y compris les titres pris en pension, comparativement à 0,56 % en 2002. La provision inférieure s'explique par les meilleurs résultats de crédit enregistrés durant l'exercice. BMO vise pour 2004 une provision pour créances irrécouvrables de 500 millions de dollars ou moins.

Notre méthode disciplinée de gestion et de diversification du portefeuille continue de bien nous servir, car elle fait en sorte qu'il n'y ait aucune concentration indue dans un secteur ou une industrie donnés. La réévaluation trimestrielle approfondie des portefeuilles de crédit de BMO permet d'établir des provisions cohérentes et suffisantes. Nous traitons de la gestion du risque de crédit à la page 47.

Le tableau 17, à la page 63, présente en détail les provisions spécifiques pour créances irrécouvrables par produit et par secteur d'activité. Établie à 141 millions de dollars, la provision pour créances irrécouvrables sur les prêts et acceptations à la consommation n'a pratiquement pas changé par rapport à 2002. La provision pour créances irrécouvrables sur les prêts et acceptations aux entreprises s'est élevée à 314 millions de dollars, comparativement à 676 millions en 2002. Les provisions sur les prêts consentis dans les secteurs manufacturier, des services publics (en particulier de la production d'énergie électrique), des services, des produits forestiers et du transport ont représenté la plus grande partie de la provision totale en 2003. Les niveaux de provisionnement en 2002 avaient particulièrement

souffert de la provision de 399 millions de dollars sur les prêts et acceptations aux entreprises du secteur perturbé des communications, notamment des segments des télécommunications et de la câblodistribution. Les provisions sur les prêts et acceptations aux entreprises du secteur des communications ont été ramenées à 7 millions de dollars en 2003, résultat d'une nette baisse des nouveaux prêts problématiques dans ce secteur en 2003, d'une gestion proactive ayant permis de réduire notre exposition à ce secteur et du caractère adéquat de nos provisions en 2002.

Le tableau 14, à la page 61, et le tableau 15, à la page 62, donnent le détail des modifications du solde brut des prêts et acceptations douteux et des réserves pour créances irrécouvrables. Le solde brut des prêts et acceptations douteux a totalisé 1 918 millions de dollars en 2003, en baisse par rapport aux 2 337 millions de 2002. Le solde brut des prêts et acceptations douteux exprimé en pourcentage de l'avois des actionnaires et des réserves pour créances irrécouvrables s'est amélioré, passant de 15,16 % en 2002 à 12,15 % en 2003. Le solde brut des nouveaux prêts et acceptations douteux s'est chiffré à 1 303 millions de dollars, en baisse par rapport aux 1 945 millions de 2002.

BMO a vendu 288 millions de dollars de prêts non productifs, ayant une valeur comptable nette de 226 millions de dollars, pour un produit de 249 millions au cours de l'exercice, tandis que les radiations ont totalisé 566 millions de dollars, en baisse par rapport aux 884 millions de 2002. Les réserves spécifiques pour créances irrécouvrables totalisaient 611 millions de dollars à la fin de 2003, en baisse par rapport aux 769 millions

de 2002. La diminution des réserves spécifiques s'explique par la meilleure qualité du crédit, le nombre moins élevé de prêts et acceptations douteux, et le taux de change inférieur entre les dollars canadien et américain. La réserve générale pour créances irrécouvrables n'a pas changé par rapport à l'exercice précédent, s'établissant à 1 180 millions de dollars. Ce chiffre correspond à 91 points de base de l'actif pondéré en fonction des risques en fin d'exercice, en hausse comparativement à 90 points de base il y a un an.

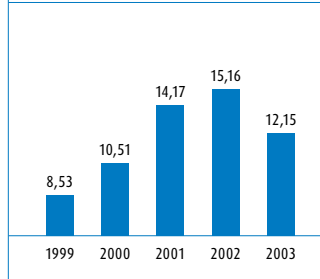
Les prêts et acceptations douteux, déduction faite des réserves spécifiques pour créances irrécouvrables, ont totalisé 1 313 millions de dollars, par rapport à 1 568 millions à la fin de 2002. Les prêts et acceptations douteux, diminués des réserves spécifiques et de la réserve générale pour créances irrécouvrables, se sont élevés à 133 millions de dollars, comparativement à 388 millions à la fin de 2002. La diminution est largement attribuable au solde net inférieur des prêts douteux aux entreprises des secteurs des télécommunications et de la câblodistribution. Le solde brut et le solde net des prêts et acceptations douteux du secteur de la production d'énergie électrique ont augmenté par rapport à l'exercice précédent, conséquence de la détérioration de la qualité du crédit dans ce secteur en 2003. Les nouveaux prêts et acceptations douteux de BMO ont augmenté durant le quatrième trimestre de son exercice à cause de l'insolvabilité d'un certain nombre d'entreprises américaines clientes de ce secteur.

Le solde net des prêts et acceptations aux entreprises du secteur canadien de l'élevage de bovins et aux secteurs connexes s'est chiffré à environ 1,4 milliard de dollars, soit 1,0 % du solde net total des prêts et acceptations. Des réserves spécifiques de 3 millions de dollars ont été comptabilisées à l'égard des prêts, totalisant 18 millions de dollars, qui ont été consentis à des entreprises du secteur canadien de l'élevage de bovins et de secteurs connexes et qui sont classés comme douteux.

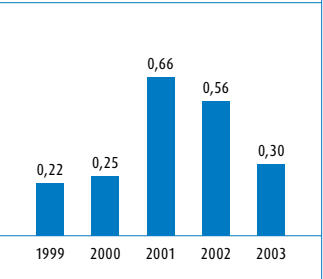
Le solde net des prêts et acceptations aux entreprises de câblodistribution et de télécommunications s'est élevé approximativement à 1,2 milliard de dollars, soit 0,8 % du solde net total des prêts et acceptations à la fin de l'exercice. Des réserves spécifiques de 85 millions de dollars ont été comptabilisées à l'égard des prêts, totalisant 273 millions de dollars, qui ont été consentis à des entreprises des secteurs de la câblodistribution et des télécommunications et qui sont classés comme douteux.

Le solde net des prêts et acceptations aux entreprises du secteur de la production d'électricité s'est établi à environ 0,7 milliard de dollars, soit 0,5 % du solde net total des prêts et acceptations. Des réserves spécifiques de 141 millions de dollars ont été comptabilisées à l'égard des prêts, totalisant 391 millions de dollars, qui ont été consentis à des entreprises du secteur de la production d'électricité et qui sont classés comme douteux.

**Solde brut des prêts et acceptations douteux, en pourcentage de l'actif des actionnaires et des réserves pour créances irrécouvrables**



**Provision pour créances irrécouvrables, en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations**



## Frais autres que d'intérêts et ratio des frais au revenu

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 57 millions de dollars, ou de 0,9 %, pour s'établir à 6 087 millions. On trouvera dans les tableaux ci-contre les composantes de l'augmentation en chiffres absolus et en pourcentage. Comme nous l'expliquons à la page 21, l'effet différentiel des acquisitions d'entreprises survenues en 2002 et en 2003 ont fait augmenter de 180 millions de dollars (3,0 %) les frais en 2003 par rapport à 2002. Comme nous l'expliquons également à la page 21, le taux de change inférieur entre les dollars canadien et américain a fait baisser les frais de 181 millions de dollars (-2,9 %) en 2003; ainsi, ces deux facteurs se neutralisent. Les coûts plus élevés de la rémunération liée au rendement, associés à l'augmentation de 29 % du revenu net de BMO, ont fait augmenter les frais de 93 millions de dollars (1,5 %), et les coûts plus élevés de retraite ont fait augmenter les frais de 78 millions de dollars (1,3 %). Les coûts de la rémunération liée au rendement et les coûts de retraite sont compris dans la rémunération du personnel, dans le tableau sommaire des frais. Les coûts de retraite plus élevés sont principalement imputables aux rendements, moins élevés que prévu, des actifs des régimes en 2002. Il y a eu une réduction nette de tous les autres frais de 113 millions de dollars (-2,0 %), dont 72 millions attribuables à la réduction des honoraires et des coûts de déplacement. Il y avait eu pour 62 millions de dollars de coûts reliés aux acquisitions en 2002. Les indemnités de départ incluses dans les résultats ont été comparables dans les deux exercices.

Le ratio des frais au revenu s'est amélioré de 240 points de base pour s'établir à 65,7 % en 2003. Le ratio global de BMO est toujours tributaire de la vigueur relative des revenus de chaque groupe d'exploitation. Le ratio des frais au revenu est habituellement assez différent d'un groupe à l'autre, étant donné la nature de leurs activités. En 2003, tous les groupes d'exploitation ont vu leur revenu augmenter davantage que leurs frais, aussi bien en chiffres absolus qu'en pourcentage. Par conséquent, tous

Nous utilisons comme principale mesure de productivité le **ratio des frais au revenu (ou ratio de productivité)**, soit les frais autres que d'intérêts sur le revenu total, sur une base d'imposition comparable. Ce ratio est exprimé en pourcentage. Voir la page 20.

Le **ratio de productivité avant amortissement** est calculé de la même façon, après avoir réduit les frais autres que d'intérêts pour tenir compte de l'amortissement des actifs incorporels. Voir la page 20.

### Frais autres que d'intérêts (en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2003	2002	2001	2000	1999
Rémunération du personnel	3 578	3 403	3 212	3 065	2 820
Bureaux et matériel	1 264	1 280	1 153	1 071	1 123
Communications	162	173	194	259	268
Autres frais	978	1 087	1 069	840	1 056
Amortissement des actifs incorporels	105	87	43	23	21
<b>Total</b>	<b>6 087</b>	6 030	5 671	5 258	5 288

### Ventilation de la croissance des frais autres que d'intérêts (%)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2003	2002	2001
Rémunération liée au rendement	1,5	(0,3)	4,1
Incidence de la conversion de devises	(2,9)	0,6	1,1
Acquisitions d'entreprises	3,0	5,5	1,2
Charge liée aux prestations de retraite	1,3	1,2	0,8
Dessalement d'activités	(0,2)	(0,1)	(0,9)
Autres frais	(1,8)	(0,6)	1,5
<b>Croissance totale des frais autres que d'intérêts</b>	<b>0,9</b>	6,3	7,8

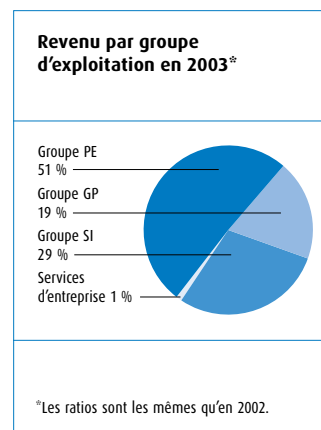
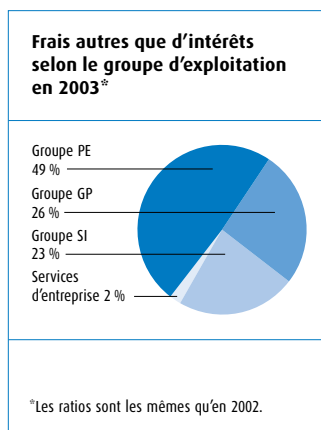
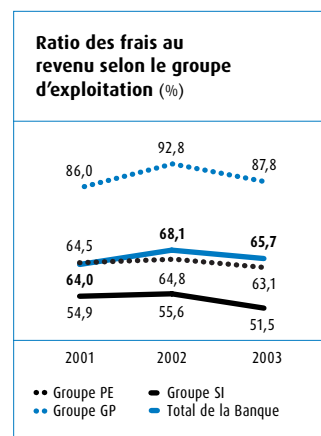
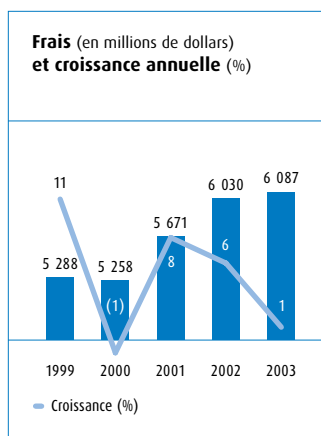
les groupes d'exploitation ont amélioré leur ratio des frais au revenu – qu'on appelle aussi ratio de productivité – de plus de 150 points de base.

Le groupe Particuliers et entreprises est le plus grand groupe d'exploitation de BMO; son ratio de productivité s'est amélioré de 171 points de base par rapport à 2002 pour s'établir à 63,1 %. Son revenu s'est accru grâce à l'augmentation des volumes aussi bien au Canada qu'aux États-Unis, et la croissance des frais a été limitée.

Le ratio des frais au revenu du groupe Gestion privée s'est établi à 87,8 %, une amélioration de 500 points de base par rapport à l'exercice précédent. L'amélioration s'est reflétée dans le revenu net sensiblement plus élevé du groupe et s'explique principalement par une réduction des frais d'exploitation de 60 millions de dollars, abstraction faite de l'effet différentiel des entreprises acquises. La réduction des frais d'exploitation représente 4 % des frais de 2002 à l'exclusion des coûts reliés aux acquisitions. Les mesures de compression des coûts comprenaient la réduction des coûts liés au soutien et à la technologie fournis par des tiers, la consolidation des locaux des centres d'appel et des succursales, et une compression de personnel de l'ordre de 8 %.

Le ratio des frais au revenu du groupe Services d'investissement s'est amélioré de 410 points de base pour s'établir à 51,5 %. Le groupe a diminué ses frais de 3 % par rapport à l'exercice précédent.

BMO a ramené son ratio de productivité avant amortissement à 64,5 % en 2003, une amélioration de 260 points de base. Des exemples d'initiatives visant à augmenter la productivité sont donnés dans l'Analyse des résultats des groupes d'exploitation, qui commence à la page 27. BMO poursuivra ses efforts afin d'améliorer la productivité en 2004 et vise encore une fois une amélioration de la productivité avant amortissement de 150 à 200 points de base.



## Provision pour impôts sur le revenu

La provision pour impôts sur le revenu qu'on trouve dans notre état consolidé des résultats est fondée sur les transactions comptabilisées dans le revenu, quel que soit le moment où ces transactions sont assujetties à l'impôt sur le revenu, sauf dans le cas du rapatriement des bénéfices non répartis de nos filiales à l'étranger, comme nous l'expliquons à la note 20 afférente aux états financiers, à la page 95.

Comme nous l'expliquons aux pages 20 et 22, BMO rajuste le revenu sur une base d'imposition comparable aux fins d'analyse et rajuste en contrepartie la provision pour impôts sur le revenu. Ainsi, la provision pour impôts sur le revenu et les taux d'imposition connexes sont exprimés sur une base d'imposition comparable dans la présente analyse de la direction.

Sur une base d'imposition comparable, la provision pour impôts sur le revenu inscrite à l'état consolidé des résultats a atteint 840 millions de dollars en 2003, alors qu'elle se chiffrait à 530 millions en 2002. Cette augmentation est attribuable à la croissance du revenu et à la hausse du taux d'imposition effectif.

Sur une base d'imposition comparable, le taux d'imposition effectif s'est établi à 30,8 % en 2003, comparativement à 26,4 % en 2002. Le changement par rapport à l'exercice précédent s'explique par la comptabilisation d'avantages fiscaux proportionnellement plus élevés en 2002, le fait qu'en 2003, une portion de revenu supérieure provenait de territoires où les taux d'imposition étaient plus élevés et l'utilisation élargie de la méthode comptable dite « sur une base d'imposition comparable », tel que nous l'expliquons à la page 22. Nous présentons les composantes des variations entre les taux d'imposition effectifs et les taux d'imposition prévus par la loi au Canada à la page 95, dans la note 20 afférente aux états financiers.

Nous estimons que le taux d'imposition en 2004 sera d'environ 31,5 % et le considérons comme normal.

BMO couvre le risque de change découlant du montant net de ses investissements dans des établissements à l'étranger en finançant le montant net de l'investissement en dollars américains. Dans le cadre de ce programme, le gain ou la perte provenant des opérations de couverture et le gain ou la perte non matérialisé provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger viennent diminuer ou augmenter les bénéfices non répartis, mais sont habituellement à peu près égaux et se neutralisent. Aux fins de l'impôt sur le revenu, le gain ou la perte sur les opérations de couverture entraîne une charge ou un crédit d'impôt sur le revenu durant la période en cours, qui vient réduire ou augmenter les bénéfices non répartis, tandis que le gain ou la perte non matérialisé sur le montant net des investissements dans des établissements à l'étranger n'est pas assujéti à l'impôt sur le revenu avant la réalisation de ceux-ci. La charge fiscale ou l'avantage fiscal découlant d'un gain ou d'une perte sur des opérations de couverture est tributaire des fluctuations du taux de change d'une période à l'autre. Les gains sur des opérations de couverture en 2003 ont entraîné une charge fiscale de 601 millions de dollars portée aux bénéfices non répartis. L'état consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires, à la page 72 des états financiers, contient plus de détails.

Le Tableau 7, à la page 57, présente en détail les charges fiscales et les impôts de 1 761 millions de dollars assumés par BMO en 2003.

# Analyse des résultats des groupes d'exploitation

La présente section comprend une analyse des résultats financiers de chacun des groupes d'exploitation et une description de leurs secteurs d'activité, de leurs objectifs, de leurs réalisations, de leurs défis ainsi que de leurs perspectives d'avenir.

## Groupe Particuliers et entreprises (groupe PE) (pages 28 à 32)

Le revenu net a atteint 946 millions de dollars en 2003, une augmentation de 128 millions de dollars, ou de 16 %, par rapport à 2002.

## Groupe Gestion privée (groupe GP) (pages 33 à 35)

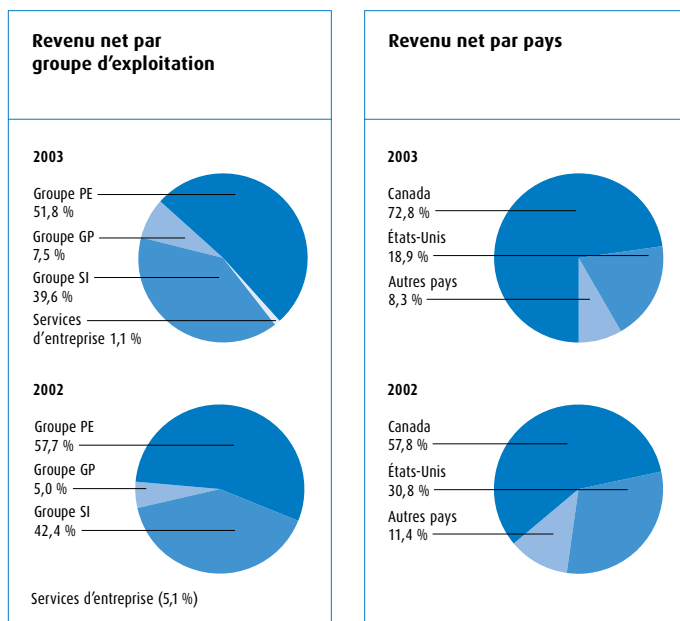
Le revenu net s'est chiffré à 136 millions de dollars en 2003, en hausse de 65 millions de dollars, ou de 93 %, par rapport à 2002.

## Groupe Services d'investissement (groupe SI) (pages 36 à 39)

Le revenu net s'est accru de 121 millions de dollars, ou de 20 %, par rapport à 2002, pour s'établir à 722 millions de dollars.

## Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions (page 40)

Le groupe a enregistré un revenu net de 21 millions de dollars en 2003, comparativement à une perte nette de 73 millions de dollars en 2002.



## Revenu net, revenu et actif moyen par groupe d'exploitation (en millions de dollars, sauf indication contraire)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	Groupe Particuliers et entreprises			Groupe Gestion privée			Groupe Services d'investissement			Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions			Total consolidé		
	2003	2002	2001	2003	2002	2001	2003	2002	2001	2003	2002	2001	2003	2002	2001
<b>Revenu net</b>															
Canada	781	671	636	172	133	109	363	154	155	14	(139)	(101)	1 330	819	799
États-Unis	98	92	53	(42)	(60)	(7)	270	343	233	18	61	(15)	344	436	264
Autres pays	67	55	59	6	(2)	5	89	104	70	(11)	5	274	151	162	408
Total	946	818	748	136	71	107	722	601	458	21	(73)	158	1 825	1 417	1 471
Pourcentage du revenu net	51,8	57,7	50,8	7,5	5,0	7,3	39,6	42,4	31,1	1,1	(5,1)	10,8	100,0	100,0	100,0
<b>Revenu</b>															
Canada	3 858	3 626	3 538	1 211	1 164	1 117	1 206	918	1 074	(61)	(78)	(47)	6 214	5 630	5 682
États-Unis	828	831	722	576	499	361	1 290	1 413	1 483	89	186	8	2 783	2 929	2 574
Autres pays	84	70	76	8	–	12	160	217	189	22	13	330	274	300	607
Total	4 770	4 527	4 336	1 795	1 663	1 490	2 656	2 548	2 746	50	121	291	9 271	8 859	8 863
Pourcentage du revenu	51,5	51,1	48,9	19,4	18,8	16,8	28,6	28,8	31,0	0,5	1,3	3,3	100,0	100,0	100,0
<b>Actif moyen</b>															
Canada	93 561	86 923	81 135	1 512	1 612	1 849	76 327	69 265	60 095	(4 126)	(5 321)	(5 119)	167 274	152 479	137 960
États-Unis	16 067	14 893	11 363	3 741	3 756	3 394	48 551	51 425	59 273	8 399	9 154	11 427	76 758	79 228	85 457
Autres pays	283	235	236	29	82	51	19 571	15 797	19 067	51	169	477	19 934	16 283	19 831
Total	109 911	102 051	92 734	5 282	5 450	5 294	144 449	136 487	138 435	4 324	4 002	6 785	263 966	247 990	243 248

**Mode de présentation des résultats d'exploitation** – Les frais sont appariés aux revenus y afférents. Les frais indirects, notamment les frais généraux et les revenus y afférents, sont systématiquement répartis entre les groupes d'exploitation selon des formules appropriées. Pour chacune des devises, l'incidence sur le revenu net du virement de fonds d'un groupe disposant d'un surplus à un groupe affichant un déficit s'effectue aux taux du marché applicables à la devise et au terme visés. Les actifs sont répartis par région géographique selon la région géographique du groupe responsable de la gestion de l'actif, du passif, des revenus et des frais y afférents. Les provisions pour créances irrécouvrables établies à l'égard des groupes clients sont fonction des pertes prévues au cours d'un cycle économique. Les différences entre les provisions établies d'après la méthode de provisionnement selon les pertes prévues et les provisions périodiques exigées en vertu des PCGR sont attribuées aux Services d'entreprise. À l'occasion, certains

secteurs d'activité et unités sous-jacentes sont transférés d'un groupe d'exploitation à un autre pour mieux refléter la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. Les chiffres comparatifs sont retraités afin de tenir compte de ces changements. Au cours de l'exercice, certaines améliorations ont été apportées aux coûts de cession relatifs à la Harris Bank. Des portefeuilles ont parallèlement été transférés de certains groupes d'exploitation au groupe Services d'entreprise. En outre, des améliorations ont été apportées aux méthodes d'allocation des fonds et de répartition des coûts. Toutes ces améliorations ont été appliquées rétroactivement et les résultats des groupes d'exploitation et des Services d'entreprise pour les périodes précédentes ont été retraités en conséquence.



## Robert W. Pearce

Président et chef de la direction, groupe Particuliers et entreprises, Canada

«SRAS, virus du Nil occidental, maladie de la vache folle, feux de forêt, panne d'électricité, ouragans... quelle année! Je suis particulièrement fier de la façon dont nos employés ont fait face à ces situations difficiles en s'engageant au sein de leurs collectivités et en agissant en banquiers compatissants.»

### Description et stratégie au Canada

Le groupe Particuliers et entreprises, Canada (groupe PE) répond aux besoins financiers de plus de sept millions et demi de clients. Des prestataires de services financiers hautement qualifiés offrent une gamme complète de produits et services par l'intermédiaire des 970 succursales traditionnelles et succursales en magasin de BMO Banque de Montréal, des services bancaires par téléphone ou en ligne (sur le site [bmo.com](http://bmo.com)), et d'un réseau de plus de 2 000 guichets automatiques.

Notre but consiste à satisfaire tous les besoins financiers de nos clients, particuliers et entreprises, de façon à devenir le seul fournisseur de services financiers avec qui ils font affaire. Pour y arriver, nous avons adopté une démarche de vente et de service orientée sur l'entière satisfaction des clients et la prestation de solutions personnalisées leur permettant de mieux gérer tous les aspects de leurs finances. C'est ainsi que nous entendons fournir un rendement financier solide et soutenu.

### Objectifs et réalisations en 2003 au Canada

**Stimuler la croissance des revenus en améliorant nos résultats en matière de rétention et de fidélisation de la clientèle, en élargissant la relation établie avec les clients existants et en attirant de nouveaux clients. Pour faciliter l'atteinte de ces objectifs, nous comptons apporter constamment des améliorations à notre réseau de distribution.**

- Dans un contexte d'intensification de la concurrence, le groupe PE a accru ses revenus de 6,6 % au Canada, ce qui nous place dans le peloton de tête par rapport à nos principaux concurrents à ce chapitre.

#### Poursuivre les efforts en vue d'accroître la productivité.

- Le juste équilibre entre la croissance du revenu et l'efficacité opérationnelle nous a permis d'améliorer notre taux de productivité de 142 points de base pour le porter à 60,3 %. Pour les six derniers mois, ce taux s'est amélioré de 250 points de base par rapport à la même période l'an dernier, un excellent point de départ pour l'exercice 2004.

#### Continuer à améliorer nos résultats en matière de fidélisation de la clientèle et réduire l'écart avec la concurrence sur les marchés des services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

- Nos résultats en matière de fidélisation de la clientèle, évalués par un tiers indépendant, ne se sont pas améliorés dans le secteur des services bancaires aux particuliers; toutefois, ils ont augmenté de 290 points de base dans le secteur des entreprises. L'écart par rapport aux résultats moyens de nos concurrents n'a

pas diminué. Cette situation résulte des changements importants que nous avons effectués au cours de l'exercice dans le but d'accroître nos capacités de vente et de service à long terme et qui devraient nous permettre d'atteindre l'amélioration souhaitée en matière de fidélisation de la clientèle au cours du prochain exercice et des exercices suivants.

#### Mettre à profit notre position sur le marché des services bancaires aux entreprises pour optimiser la croissance de nos revenus et de notre part de marché.

- Au cours des 12 derniers mois, nous avons accru notre part des prêts de moins de 5 millions de dollars aux PME de 12 points de base pour la porter à 19,60 %, consolidant ainsi notre deuxième rang et réduisant de plus de 40 points de base l'écart qui nous sépare du chef de file.
- Les prêts des services aux entreprises ont augmenté grâce à un taux de croissance général de la part de marché qui atteint environ le double des 6 % prévus.

#### Élargir la gamme de services offerts par l'intermédiaire de notre circuit de services bancaires en ligne.

- À la suite d'une consultation approfondie menée auprès de nombreux clients, nous avons entièrement restructuré notre site Web afin d'offrir un accès facile et intuitif à nos 36 fonctions et services en ligne. De plus, les utilisateurs peuvent désormais effectuer des virements de fonds par courriel, établir plusieurs règlements postdatés de factures à la fois, ouvrir un compte en ligne et accéder à un nombre accru d'options pour leurs transactions en dollars américains.

### Objectifs pour 2004 au Canada

- Poursuivre nos efforts pour accroître le revenu et l'efficacité opérationnelle, tout en améliorant notre réseau de distribution, afin de stimuler les gains de productivité. Améliorer notre ratio de productivité avant amortissement de 150 à 200 points de base.
- Améliorer la fidélisation de la clientèle dans les secteurs des services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

- Prendre le pas sur nos principaux concurrents pour ce qui est de la croissance de la part du marché des services aux entreprises et réduire l'écart qui nous sépare du chef de file.
- Accroître notre part du marché des services aux particuliers par rapport à nos principaux concurrents.

### Contexte et perspectives au Canada

En 2003, les taux d'intérêt ont commencé à grimper à la fin du deuxième trimestre mais, à la fin de l'exercice, ils étaient revenus à leur point de départ. La légère décompression des marges sur les dépôts des particuliers fut donc de courte durée. Toutefois, les bas taux d'intérêt ont continué à stimuler fortement la vente de maisons et la demande de prêts hypothécaires à l'habitation. La faiblesse des marchés boursiers pendant la plus grande partie de l'année a favorisé une hausse des dépôts productifs d'intérêts, hausse qui n'a toutefois pas atteint l'ampleur de celle de 2002.

En 2004, les taux d'intérêt à court terme devraient se maintenir à leurs creux historiques actuels jusqu'au milieu de l'année, limitant les avantages découlant d'une éventuelle décompression des marges sur les dépôts des particuliers au cours de l'année à venir. La croissance du marché des prêts hypothécaires à l'habitation et des prêts aux particuliers devrait ralentir quelque peu par rapport à 2003. Le taux prévu d'environ 6 % demeure toutefois relativement solide. On s'attend à ce que les dépôts des particuliers et des entreprises continuent à croître à un rythme soutenu – quoiqu'inférieur à celui de 2003 – sous l'effet du redressement de l'activité économique et des marchés boursiers. L'accroissement des investissements des entreprises devrait entraîner une hausse de plus de 4 % des prêts aux entreprises.



## Aperçu de la situation au Canada

Au cours de l'exercice, nous avons continué à améliorer notre efficacité opérationnelle et nos capacités en matière de vente et de service.

Nous avons achevé la mise en œuvre de Connexion Pathway, notre nouvelle plate-forme technologique de vente et de service. Connexion Pathway aide notre personnel à mieux servir la clientèle, en réduisant les périodes d'attente et en améliorant la qualité des interactions avec les clients. Au début de l'exercice, nous avons lancé le système Optimizer – un logiciel d'information sur la clientèle, de gestion des processus et d'aide à la décision – à l'intention des équipes de vente des Services bancaires aux entreprises et des Services bancaires en direct. Ce nouvel outil nous permet d'offrir à la clientèle des solutions pertinentes, en temps opportun et de manière constante quel que soit le circuit de distribution choisi.

Nous avons réaménagé la structure organisationnelle des succursales sur le plan des ventes et du service dans le cadre d'un plan pluriannuel visant à mieux harmoniser notre effectif avec notre stratégie d'entreprise.

Conformément à notre but d'offrir à nos clients des solutions financières complètes, nous avons accru le nombre d'indications de clients échangées avec notre partenaire, le groupe Gestion privée, dans les domaines des prêts, des dépôts et des produits de placement.

Nous avons ouvert 18 succursales en 2003 et avons annoncé notre engagement à ouvrir 80 nouvelles succursales à l'intérieur de magasins au cours des cinq prochaines années.

### Orientation pour 2004

- Continuer à investir dans l'amélioration de notre réseau de distribution tout en améliorant notre productivité.
- Mettre le système Optimizer à la disposition de nos équipes de vente de services bancaires de détail et de produits de placement.
- Améliorer l'efficacité du personnel affecté aux ventes et au service en les orientant davantage sur les besoins des clients et les marchés dans lesquels ils œuvrent.
- Apporter des améliorations importantes à nos processus afin de rendre l'expérience du client encore plus simple, plus transparente et plus intuitive, qu'il utilise un seul ou de multiples circuits de distribution. En 2004, nous allons jeter les fondations d'un processus de vente et de service unique, de bout en bout, pour tous les circuits de distribution. Ce processus unique sera rendu possible grâce aux données exactes et complètes que nous possédons sur les clients, à nos outils intégrés, au traitement informatisé et à l'élimination des demandes sur support papier.
- Ouvrir de nouvelles succursales traditionnelles et à l'intérieur de magasins et améliorer les succursales existantes en les relocalisant, en les consolidant ou en les rénovant.

## Marché des services bancaires aux particuliers

### Description et stratégie

Dans le marché des particuliers, nous sommes déterminés à faire vivre aux clients en 2004 une expérience entièrement satisfaisante quand ils effectuent leurs transactions, quel que soit le circuit de distribution choisi, et à leur offrir des solutions personnalisées pour répondre à leurs besoins en matière de services bancaires courants, de financement, d'investissement et d'assurance.

### Aperçu des résultats de 2003

La concurrence s'est intensifiée en 2003, les grandes banques ayant davantage concentré leur attention sur le marché des services bancaires aux particuliers, alors que les prestataires de services en direct progressaient et que la part de marché conquis par les courtiers en prêts hypothécaires et en dépôts s'accroissait. Notre réponse a été de continuer à mettre l'accent sur la valeur ajoutée en élaborant des solutions

personnalisées qui répondent aux besoins financiers des clients, en améliorant notre réseau de distribution et en offrant des produits et des services concurrentiels.

À cette fin, nous nous appuyons sur une équipe de quelque 600 planificateurs financiers et 200 conseillers en placement, spécialisés en placements et en planification de la retraite, répartis dans notre réseau de succursales. Nos capacités à ce chapitre se sont améliorées avec la mise en œuvre du système Optimizer au profit de nos équipes de ventes et de service des Services bancaires en direct, et le déploiement de Connexion Pathway dans toutes nos succursales et tous nos centres d'appel. Nous avons également rendu notre Compte d'épargne à taux Avantageux plus concurrentiel en éliminant la structure de taux par paliers. Nous avons aussi offert des taux hypothécaires spéciaux et avons accru nos activités de cartes de crédit grâce aux options sur mesure de la carte MasterCard Mosaik.

Au cours des 12 mois terminés le 30 septembre 2003, nous avons enregistré un recul de 32 points de base dans notre part du marché des particuliers, selon notre évaluation fondée sur les données publiées par l'Association des banquiers canadiens. Ce recul correspond aux résultats moyens obtenus par rapport à nos principaux concurrents et il reflète l'environnement concurrentiel et la présence, dans nos marchés, d'institutions axant leur démarche sur les prêts.

### Orientation pour 2004

- Accroître notre part du marché des particuliers par rapport à nos principaux concurrents.
- Poursuivre nos efforts intégrés de marketing et de vente dans le but d'offrir à nos clients des solutions pertinentes en temps opportun.
- Améliorer l'utilisation des récompenses Air Miles<sup>™</sup> pour attirer de nouveaux clients et accroître la rétention.
- Faire preuve de dynamisme pour attirer et retenir les clients dans le secteur des prêts hypothécaires, en offrant des taux spéciaux sur certains produits et en continuant de faire affaire avec des courtiers en prêts hypothécaires.
- Améliorer et optimiser les capacités de nos succursales en magasin, en profitant de l'élargissement de ce réseau, afin de mieux servir nos clients et de leur offrir un accès multicircuits plus pratique.

## Marché des services bancaires aux entreprises

### Description et stratégie

Le marché des entreprises regroupe le Marché de la PME et les Moyennes entreprises. Nous offrons à nos clients du Marché de la PME (catégories petites entreprises, petites et moyennes entreprises et moyennes entreprises de couche inférieure) une gamme complète de produits et services bancaires, dont la gestion de trésorerie, de même que des services de crédit et de dépôt, par l'intermédiaire de nos succursales et de nos circuits de services bancaires en direct. Nous mettons à la disposition des moyennes entreprises un très vaste éventail de produits et de services-conseils intégrés notamment en matière de financement de dette prioritaire, de prêt sur actif, de trésorerie, de financement mezzanine et de capital-investissement, de gestion de trésorerie, de fusions et acquisitions et de financement transnational. Nous voulons que notre personnel chevronné offre aux clients les solutions personnalisées et les conseils nécessaires pour soutenir leur réussite.

### Aperçu des résultats de 2003

En 2003, nos clients ont eu à faire face à des circonstances imprévues, comme le SRAS, l'embargo sur les exportations canadiennes de bœuf, les feux de forêt, les ouragans et la panne d'électricité en Ontario. Nous les avons aidés à traverser ces moments difficiles en leur consentant des taux de crédit spéciaux et en assouplissant les modalités de remboursement. Nous avons également lancé le Compte d'épargne à taux Avantageux pour

entreprises au quatrième trimestre, consolidé notre équipe de vente et offert de nouveaux produits dans le domaine de la gestion de trésorerie. Ces initiatives ont contribué à l'accroissement de 12 points de base, au cours des 12 derniers mois, de notre part du marché des PME (prêts de moins de 5 millions de dollars), qui s'établit maintenant à 19,60 %. Nous avons ainsi consolidé notre deuxième rang et rétréci de plus de 40 points de base l'écart qui nous sépare du chef de file, pour le ramener à 393 points de base, nous rapprochant ainsi de notre objectif à plus long terme d'exercer un leadership dans ce marché.

Les Moyennes entreprises ont poursuivi une progression soutenue, résultat de leur succès sur le marché et d'une stratégie d'expansion qui inclut la gestion de trésorerie. Leur succès transparaît dans les résultats du sondage de 2003 mené auprès des entreprises clientes, selon lesquels les Moyennes entreprises jouent un rôle de chef de file et offrent aux clients le service très personnalisé et très professionnel qu'ils recherchent.

#### Orientation pour 2004

- Accroître notre part de marché en affermissant la réputation de BMO Banque de Montréal comme la banque de la PME.
- Consolider notre équipe de vente dans le domaine de la gestion de trésorerie.
- Améliorer notre capacité à répondre aux besoins des propriétaires de petites entreprises en matière de gestion de patrimoine et de gestion financière, pour leur entreprise et leurs affaires personnelles.
- Miser sur nos capacités pour cibler certains groupes professionnels particulièrement attrayants, en élaborant des approches et des solutions adaptées à leurs besoins particuliers.
- Poursuivre notre progression auprès des moyennes entreprises en tirant profit de notre gamme supérieure de produits et services entièrement intégrés offerts par l'entremise de directeurs de comptes hautement qualifiés.

## Services bancaires Harris région de Chicago



**Frank J. Techar**

Président et chef de la direction, Harris Bank

« Je suis emballé par les débouchés du marché et par les progrès que nous avons accomplis au cours de la dernière année. Nous parvenons à contrer une concurrence qui ne cesse de s'intensifier en mettant l'accent sur nos clients. Notre modèle de services bancaires à la collectivité offre un service personnel qui puise sa force dans une connaissance approfondie du milieu et l'engagement à l'échelle locale. De plus, nous ajoutons de nouvelles succursales à un réseau de distribution déjà bien établi et continuons à miser sur la solide réputation de la marque Harris. »

### Description et stratégie aux États-Unis

Les Services bancaires Harris région de Chicago répondent aux besoins des particuliers et des entreprises en leur offrant un très vaste choix de produits et services financiers, grâce à un modèle efficace de services bancaires à la collectivité misant sur une connaissance approfondie du milieu et l'engagement à l'échelle locale. Nous visons l'excellence en matière de gestion des ventes, de service à la clientèle soutenu par un réseau hors pair de succursales attrayantes et bien situées, et de mise à profit des capacités de nos partenaires, les groupes Services d'investissement et Gestion privée. Notre objectif stratégique consiste à devenir le chef de file dans tous les marchés où nous avons choisi d'être présents.

### Objectifs et réalisations en 2003 aux États-Unis

#### Poursuivre les efforts en vue d'accroître la productivité.

- Nous avons amélioré notre ratio de productivité de 210 points de base.

#### Maintenir l'objectif visant une augmentation annuelle de un milliard de dollars américains du portefeuille de prêts aux particuliers et aux PME.

- Le portefeuille des prêts a enregistré une hausse de 2 milliards de dollars américains, soit de 25 %, sous l'effet de la forte croissance des prêts hypothécaires et des autres prêts aux particuliers. Dans le secteur des prêts aux entreprises, nous avons continué sur notre lancée pour atteindre une croissance de 11 % des soldes, malgré les conditions difficiles du marché.

#### Accroître notre part de marché dans la région de Chicago en élargissant notre réseau de distribution, par l'ouverture de succursales et au moyen d'acquisitions.

- Nous avons ouvert neuf nouvelles succursales, dont sept au quatrième trimestre, et nous en avons fermé une, portant le nombre de succursales à 153 à la fin de l'exercice. Ce résultat excède la cible visée.
- Le 24 novembre, après la clôture de l'exercice, nous avons annoncé notre intention d'acquiescer la Lakeland Community Bank de Lake County, en Illinois. Cette acquisition d'une valeur de 34,6 millions de dollars américains devrait être conclue d'ici le 31 janvier 2004. Elle se traduira par une augmentation de l'actif de 171 millions de dollars américains et par l'ajout de deux nouvelles succursales à notre réseau existant dans la région de Chicago.

### Objectifs pour 2004 aux États-Unis

- Améliorer notre ratio de productivité avant amortissement de 150 à 200 points de base.
- Maintenir l'objectif visant une augmentation de un milliard de dollars américains en prêts aux particuliers et aux PME.
- Effectuer la conversion à un système de traitement des dépôts d'entreprises unique en vue de simplifier le traitement des transactions des clients.

- Élargir la portée de nos services bancaires offerts en succursale en ajoutant dix nouvelles succursales à notre réseau tout en poursuivant notre programme d'acquisitions tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de notre marché, dans les États voisins ou dans d'autres marchés à croissance élevée. Selon l'objectif que nous nous sommes fixé, notre réseau devrait compter 165 points de vente à la fin de l'exercice 2004, pour atteindre 200 d'ici quatre ans.

### Contexte et perspectives aux États-Unis

La concurrence s'est intensifiée en raison des efforts déployés par tous les concurrents, nouveaux ou déjà établis, pour conquérir de nouvelles parts de marché. Bon nombre ont annoncé leur intention d'élargir leur réseau de succursales. D'autres se lancent dans le marché en offrant des services traditionnels ou à circuit de distribution unique; d'autres encore misent davantage sur le marketing de la marque.

Le marché de la région de Chicago demeure très fragmenté, comptant plus de 250 banques. Ensemble, les trois principales banques occupent seulement une part du marché des particuliers et des PME évaluée à 27 %. Même si le nombre de concurrents nationaux et régionaux continue d'augmenter dans le secteur des services bancaires aux particuliers et aux petites entreprises, nous sommes déterminés à défendre et à accroître notre position. On peut, dès lors, s'attendre à de nouvelles pressions sur

les marges au cours des deux ou trois prochaines années dans le marché local. À plus long terme, les pressions concurrentielles devraient diminuer et la rentabilité devrait s'améliorer. Nous prévoyons que les acteurs de plus grande envergure récolteront les fruits de cette situation et nous entendons bien être du nombre.

Nous croyons que la région de Chicago demeurera un marché prometteur dans un avenir prévisible, avec un taux de croissance comparable à celui de l'économie en général. La demande de crédit à la consommation devrait continuer à générer des profits soutenus dans la plupart des segments de clients solvables et il est à prévoir que les clients fortunés continueront d'assurer une croissance solide et rentable de l'actif sous gestion. Enfin, les besoins financiers des petites entreprises clientes devraient croître, en volume et en complexité, sous l'effet de la reprise économique, créant de nouvelles occasions d'affaires.

#### Aperçu de la situation aux États-Unis

Nous sommes particulièrement satisfaits des résultats du dernier exercice qui traduisent une amélioration tant du volume d'affaires que de la productivité, car ils viennent couronner les efforts systématiques que nous avons déployés pour réaliser notre stratégie et devenir le chef de file dans les marchés où nous avons choisi d'être présents. C'est d'abord au dévouement de nos employés que nous devons de nous démarquer auprès du million d'utilisateurs de nos services aux particuliers et aux entreprises. Nos investissements dans l'expansion du réseau de succursales dans la région de Chicago nous donnent également les outils nécessaires pour accroître notre part de marché et élargir l'accès à nos services pour notre clientèle.

La croissance des prêts et des dépôts dans les marchés des particuliers et des entreprises a dépassé nos cibles initiales et nous sommes persuadés que nos résultats soutiennent la comparaison avec ceux de notre groupe de référence. Les volumes ont également progressé dans le secteur des prêts auto indirects, consentis tant en Illinois qu'ailleurs, et le nombre de nouveaux prêts hypothécaires a atteint des sommets historiques. Dans le cadre du partenariat établi avec nos collègues du groupe Gestion privée, nous avons amélioré notre offre clientèle en lançant un nouvel outil de gestion d'actifs, le Harris Asset Manager, qui intègre toutes nos ressources en matière de services bancaires et de services de courtage. Nous nous sommes employés à réaliser des gains de productivité qui nous donnent la souplesse nécessaire pour financer des initiatives qui améliorent l'expérience client.

En 2004, nous allons poursuivre notre stratégie d'expansion à l'échelle locale afin de nous rapprocher de notre clientèle.

#### Orientation pour 2004

- Intégrer la Lakeland Community Bank à nos opérations et mettre à profit cette acquisition pour élargir notre base de clientèle dans le marché en forte progression de Lake County.
- Améliorer l'accès aux services par l'ouverture de dix nouvelles succursales et la mise en œuvre d'un projet pilote sur les stratégies de marchandisage en succursale.
- Accroître notre gamme de produits en tirant parti de notre nouveau système de traitement unique des dépôts des entreprises.
- Explorer les occasions d'améliorer l'efficacité opérationnelle tout en nous employant à offrir une expérience client de qualité supérieure.

#### Résultats financiers du groupe Particuliers et entreprises

Le revenu net du groupe Particuliers et entreprises a augmenté de 128 millions, ou de 16 %, pour s'établir à 946 millions de dollars, sous l'effet de la hausse du revenu et d'une réduction du taux d'imposition effectif.

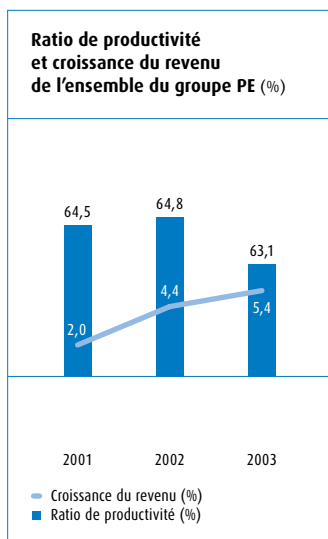
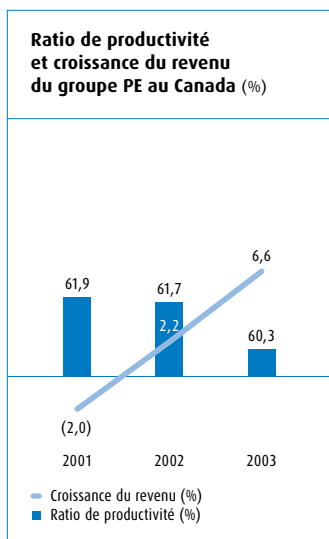
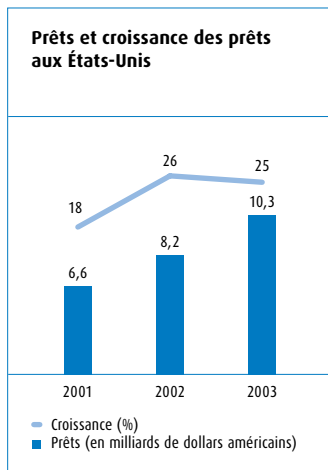
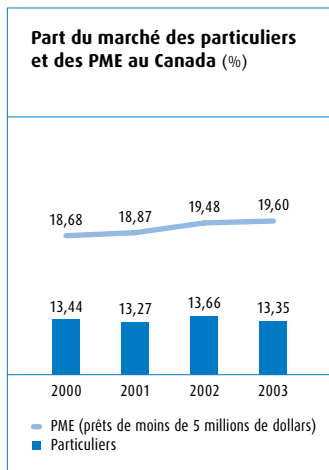
La hausse du revenu de 243 millions de dollars, ou de 5 %, découle de la solide croissance des volumes tant au Canada qu'aux États-Unis. Au Canada, nous avons enregistré des gains importants dans le marché des particuliers, principalement au chapitre des dépôts, des cartes de crédit et des prêts hypothécaires à l'habitation. Aux États-Unis, le revenu est demeuré quasi inchangé, la forte croissance des dépôts et des prêts ayant été neutralisée par l'affaiblissement du dollar américain par rapport au dollar canadien qui a eu comme effet de retrancher 74 millions de dollars de notre revenu en 2003. Au Canada, les bas taux d'intérêt ont favorisé la croissance des prêts à la consommation et les ventes records de maisons ont contribué à la croissance des prêts hypothécaires. L'introduction de la carte MasterCard Mosaik a entraîné une hausse du revenu tiré des services de cartes de crédit. La croissance du revenu est aussi attribuable à l'intensification des indications de clients échangées avec le groupe Gestion privée et aux initiatives mises en œuvre au cours de l'exercice pour accroître nos capacités en matière de ventes et de service et améliorer l'expérience client. Le revenu tiré des services bancaires aux entreprises a également progressé, en dépit des événements qui ont bouleversé la vie économique en 2003 et dont les répercussions ont été marquées dans le secteur des entreprises.

#### Groupe Particuliers et entreprises (en millions de dollars, sauf indication contraire)

au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2003	2002	2001
Revenu net d'intérêts (bic)	3 319	3 099	2 973
Revenu autre que d'intérêts	1 451	1 428	1 363
Revenu total (bic)	4 770	4 527	4 336
Provision pour créances irrécouvrables	301	280	267
Frais autres que d'intérêts	3 008	2 932	2 795
Revenu avant impôts sur le revenu, part des actionnaires sans contrôle dans des filiales et amortissement des écarts d'acquisition	1 461	1 315	1 274
Impôts sur le revenu (bic)	511	495	503
Part des actionnaires sans contrôle	4	2	–
Amortissement des écarts d'acquisition, déduction faite des impôts sur le revenu applicables	–	–	23
Revenu net	946	818	748
Amortissement des écarts d'acquisition et des actifs incorporels (après impôts)	30	32	48
Revenu net avant amortissement	976	850	796
Profit économique net	524	416	444
Rendement de l'avoir des actionnaires (%)	23,0	20,6	23,8
Rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement (%)	23,8	21,5	25,5
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (%)	63,1	64,8	64,5
Ratio des frais autres que d'intérêts avant amortissement au revenu (%)	62,4	64,0	63,9
Marge nette d'intérêts (%)	3,02	3,04	3,21
Avoir moyen des actionnaires ordinaires	3 944	3 785	2 971
Actif moyen	109 911	102 051	92 734
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	72 192	66 795	61 332
Solde moyen des prêts courants	104 232	95 903	87 405
Solde moyen des dépôts	56 475	54 170	45 521
Actif sous administration	11 295	14 452	15 504
Actif sous gestion	–	371	486
Effectif : équivalent de durée normale	19 499	19 242	19 120

Au Canada, la marge nette d'intérêts s'est légèrement améliorée par rapport à 2002, mais elle s'est amenuisée dans la dernière partie de l'année, la faiblesse des taux d'intérêt et l'intensification de la concurrence ayant entraîné un déplacement des préférences des clients en matière de produits. Compte tenu des perspectives relatives aux taux d'intérêt et à l'évolution de la concurrence, il est à prévoir que les marges seront soumises à d'autres pressions dans un avenir prévisible. Aux États-Unis, la marge nette d'intérêts s'est rétrécie mais elle s'est améliorée au quatrième trimestre sous l'effet d'un accroissement des volumes soutenu par les efforts déployés en matière de tarification.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 76 millions, ou de 3 %, pour atteindre 3 008 millions de dollars. Au Canada, ces frais ont augmenté de 4 %, l'augmentation des coûts de la rémunération liée au rendement, des coûts des avantages sociaux et des dépenses relatives aux initiatives visant à améliorer le service à la clientèle ayant plus que neutralisé les effets des mesures de limitation des coûts. Aux États-Unis, les frais autres que d'intérêts ont diminué de 3 %, le recul du dollar américain ayant entraîné une réduction des coûts de 60 millions de dollars. Le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu s'est amélioré de 171 points de base pour s'établir à 63,1 % grâce aux gains de productivité réalisés dans nos opérations tant au Canada qu'aux États-Unis.



### Résultats financiers des activités aux États-Unis

Le revenu net tiré des activités aux États-Unis a compté pour 10 % du revenu net total du groupe Particuliers et entreprises pour l'exercice, comparativement à 11 % en 2002. Cette légère variation est principalement imputable à la forte croissance des résultats des services bancaires aux particuliers et aux entreprises au Canada, et à la faiblesse du dollar américain. Les services bancaires aux grandes entreprises aux États-Unis sont concentrés dans le marché des moyennes entreprises; la gestion et la présentation des résultats financiers de ce secteur relèvent du groupe Services d'investissement en raison des occasions accrues de vente croisée de produits. Dans l'ensemble, les institutions qui composent le groupe de référence de l'Amérique du Nord de BMO incluent plutôt ces activités dans les services aux particuliers et aux entreprises. Le tableau ci-dessous montre l'incidence, sur une base *pro forma*, de l'intégration des résultats relatifs aux moyennes entreprises des États-Unis aux résultats du groupe Particuliers et entreprises, en les répartissant par région géographique. Le tableau fait état de l'inclusion d'un revenu de 574 millions de dollars, correspondant au revenu tiré des services aux moyennes entreprises, et d'un revenu net de 215 millions de dollars dans les résultats des États-Unis pour l'exercice.

Si les résultats des services bancaires aux moyennes entreprises des États-Unis avaient été intégrés aux résultats du groupe Particuliers et entreprises, le revenu net tiré des activités aux États-Unis aurait représenté 27 % du revenu net du groupe pour l'exercice, comparativement à 10 % dans les présents états financiers. Le revenu, après inclusion des résultats des services aux moyennes entreprises des États-Unis, représenterait 26 % du revenu total du groupe, comparativement à 17 % dans les présents états financiers et le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu s'établirait à 59,6 %, plutôt qu'à 63,1 %.

### Groupe Particuliers et entreprises après rajustement pour inclure le marché des moyennes entreprises des États-Unis

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	pour l'exercice terminé le 31 octobre			
	2003	2002	\$	%
Canada – revenu	3 942	3 696	246	7
États-Unis – revenu	1 402	1 418	(16)	(1)
Revenu total (bic)	5 344	5 114	230	4
Canada – revenu net	848	726	122	17
États-Unis – revenu net	313	288	25	8
Revenu net total	1 161	1 014	147	14
Canada – rendement de l'avoir des actionnaires (%)	29,6	27,3		2,3
États-Unis – rendement de l'avoir des actionnaires (%)	13,7	11,5		2,2
Rendement total de l'avoir des actionnaires (%)	22,6	19,7		2,9
Canada – ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (%)	60,3	61,7		(1,4)
États-Unis – ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (%)	57,6	59,1		(1,5)
Ratio total des frais autres que d'intérêts au revenu (%)	59,6	61,0		(1,4)



## Gilles G. Ouellette

Président et chef de la direction, groupe Gestion privée, BMO Groupe financier et président du conseil délégué, BMO Nesbitt Burns

« Nous concentrons tous nos efforts sur la satisfaction des besoins des clients. Nous nous efforçons de leur offrir les produits et services de gestion de patrimoine les plus performants, innovateurs et concurrentiels possibles. Nous sommes persuadés que notre réussite tient à notre prestation impeccable et à la place prépondérante que nous accordons aux besoins de nos clients. »

### Description et stratégie

Le groupe Gestion privée (groupe GP) réunit tous les services de gestion de patrimoine de BMO Groupe financier. Sous la bannière BMO Gestion privée au Canada, et The Harris aux États-Unis, le groupe GP sert une grande diversité de segments de clientèle en Amérique du Nord, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée en passant par certains segments choisis de clients institutionnels. Nous offrons une vaste gamme de produits et services de gestion de patrimoine, notamment des services de placement traditionnels et en direct, des services de gestion privée et des produits de placement, fournissant ainsi aux investisseurs les outils nécessaires pour se constituer un actif financier, le préserver et le faire fructifier. Notre objectif consiste à tirer profit au maximum de nos capacités intégrées de gestion de patrimoine à l'échelle de l'Amérique du Nord pour offrir à nos clients un éventail complet de conseils personnalisés et de services assistés. Le total de l'actif sous gestion et sous administration du groupe, y compris les dépôts à terme, s'élevait à 282 milliards de dollars au 31 octobre 2003.

### Objectifs et réalisations en 2003

**Améliorer les services offerts aux particuliers et aux clients fortunés, en misant sur la croissance et le perfectionnement de notre équipe de vente, sur les améliorations technologiques, ainsi que sur l'intégration de nos initiatives de marketing et de notre gamme de produits.**

- Nous avons relevé les niveaux de service à la clientèle grâce à des investissements stratégiques dans l'expansion et la formation de notre équipe de vente chevronnée. Ces efforts ont été fructueux, comme en témoignent les résultats du sondage effectué en mai 2003 auprès des clients des services de placement traditionnels à l'échelle nationale.
- Nous avons obtenu de nombreux prix et notre leadership en matière de service à la clientèle est reconnu :
  - BMO Ligne d'action s'est classée au premier rang dans le rapport de Gómez Canada sur les firmes de courtage en direct, pour une troisième année de suite, et le quotidien *The Globe and Mail* l'a classée numéro un dans son rapport sur les services de courtage en direct et meilleur courtier en ligne pour les REER autogérés, pour la deuxième année d'affilée.
  - Harrisdirect<sup>SM</sup> s'est classé dans le premier quartile dans le sondage de Gómez sur les services de courtage par Internet portant sur 20 courtiers à escompte américains.
- Nous avons élargi la gamme de services de gestion bancaire privée aux clients fortunés en tirant profit des services uniques offerts par les entreprises de gestion de patrimoine récemment acquises.

**Étendre nos activités de gestion de patrimoine aux États-Unis, tant par les acquisitions sélectives que la croissance organique, en misant sur la solide réputation de The Harris pour pénétrer de nouveaux marchés cibles.**

- Le 1<sup>er</sup> novembre 2002, nous avons acquis certains actifs de myCFO, Inc., entreprise de Californie qui offre des services personnalisés d'investissement et des services-conseils à des particuliers ayant une valeur nette très élevée, ouvrant la voie à The Harris sur les marchés clés de la Californie, du Colorado et de la Géorgie.
- Le 17 janvier 2003, nous avons conclu l'acquisition de Sullivan, Bruyette, Speros & Blayney Inc. (SBSB), société établie en Virginie qui offre des services personnalisés

de planification financière libre accès, permettant ainsi à nos clients fortunés d'accéder à des produits non exclusifs dans le cadre de solutions globales.

**Maximiser les relations établies au sein du groupe et avec nos partenaires de BMO en offrant aux clients une démarche de vente et une gamme de produits intégrés.**

- Nous avons intensifié les indications de clients échangées au sein du groupe GP et avec notre partenaire de services de détail, le groupe Particuliers et entreprises, grâce à des initiatives de partenariat axées sur le client.
- Nous avons ouvert un nouveau bureau à Chicago, pour faire profiter nos clients à valeur nette élevée de la région, de l'expertise en planification financière de SBSB dont les services viennent compléter la gamme déjà offerte par Harris Private Bank.

**Continuer à améliorer nos activités pour accroître la productivité et harmoniser la progression de nos groupes en vue d'obtenir des résultats positifs constants, peu importe le climat des affaires.**

- Notre revenu net s'est accru de 93 % et le ratio de productivité s'est amélioré de 500 points de base depuis le dernier exercice, en dépit de l'incertitude générale des marchés et de la prudence des investisseurs observées pendant la majeure partie de 2003.
- Nous avons mis l'accent sur l'amélioration de la productivité en restructurant et en réorientant certains groupes tout en renégociant avec succès diverses ententes de service avec des tiers, sans compromettre la qualité du service à la clientèle.
- Nous avons poursuivi des initiatives dans tous nos secteurs d'activité, en mettant l'accent sur la productivité de notre équipe de vente, la production de revenus et la réduction des coûts en vue d'améliorer les résultats tout en rehaussant le service à la clientèle et la gamme de produits que nous offrons.

**Mettre à profit les acquisitions pour produire un effet de synergie avec les entreprises existantes en vue d'accélérer notre rythme de croissance future.**

- Nous avons réduit sensiblement les coûts de Harrisdirect par une compression de postes et l'optimisation des locaux des centres d'appel et des succursales.
- Notre équipe s'est enrichie de 110 nouveaux planificateurs, conseillers et consultants, à la suite de l'acquisition de myCFO et de SBSB.

### Objectifs pour 2004

- Saisir les occasions d'affaires qui nous permettront d'approfondir les relations avec les clients et de soutenir notre élan dans le marché à croissance élevée des clients fortunés.
- Améliorer nos modèles de gestion en continuant à accroître la productivité et investir dans nos activités de gestion de patrimoine à forte croissance.

- Concentrer nos efforts sur la prestation d'un service à la clientèle irréprochable et sur l'offre intégrée de produits et services, en mettant à profit les partenariats établis au sein du groupe GP et de l'ensemble de BMO Groupe financier.
- Améliorer notre ratio de productivité avant amortissement de 150 à 200 points de base.

### Contexte et perspectives

En 2003, le groupe Gestion privée a évolué dans un contexte économique marqué par la prudence des investisseurs. Malgré les quelques signes de reprise affichés par les marchés des actions au dernier semestre de l'exercice, la faiblesse des marchés de l'emploi a continué à éroder la confiance des investisseurs. Dans ces conditions difficiles, le groupe GP a maintenu sa stratégie à long terme axée sur le client, en visant un équilibre optimal entre la gestion des coûts et les investissements stratégiques, stratégie qui a porté ses fruits, comme en témoigne l'amélioration de nos résultats financiers.

On s'attend à un taux de croissance du PIB de plus de 4 % aux États-Unis et de près de 3 % au Canada en 2004. Ces prévisions sont de bon augure

à court terme pour nos activités de gestion de patrimoine. L'amélioration des conditions économiques devrait insuffler un nouvel élan à ce secteur, à mesure que le rétablissement de la confiance des investisseurs entraînera une hausse du volume de transactions effectuées par les clients. Le raffermissement des marchés des actions devrait en outre se traduire par une hausse de la valeur des actifs gérés et des commissions qui y sont reliées, comme celles tirées des fonds d'investissement et de la gestion discrétionnaire. Les tendances démographiques demeurent favorables, laissant présager une forte demande de services de gestion de patrimoine pendant encore longtemps. Grâce à l'intégration des services offerts aux clients, le groupe GP demeure bien positionné pour tirer profit de ces tendances à court et à long terme.

## Secteurs d'activité

### Services de placement traditionnels

#### Description et stratégie

Les services de placement traditionnels sont offerts par l'intermédiaire de BMO Nesbitt Burns. Pour réaliser notre stratégie consistant à devenir le principal conseiller en placement de nos clients, nous misons sur l'élargissement des relations établies avec eux et sur l'offre de solutions personnalisées pour les aider à bâtir et à gérer leur patrimoine.

#### Aperçu des résultats de 2003

Le regain d'activité sur les marchés des actions vers la fin de l'exercice a stimulé les résultats financiers des services de placement traditionnels. Nous avons accru notre part du marché canadien, atteignant des sommets historiques sur le plan de l'actif. Nos conseillers en placement ont poursuivi leurs efforts en vue d'élargir et de consolider les relations avec leurs clients. Nous avons accompli des progrès sensibles pour ce qui est de la formation, des outils et du soutien mis à leur disposition pour élaborer les meilleures solutions clientèles possibles.

#### Orientation pour 2004

- Continuer à offrir à nos clients les meilleures solutions sur le marché, afin de répondre à tous leurs besoins en matière de gestion de patrimoine et de consolider les nouvelles relations d'affaires.
- Continuer à élargir nos relations avec les clients existants en misant sur les partenariats établis au sein de BMO Groupe financier.
- Poursuivre nos investissements dans l'amélioration continue de nos conseillers en placement afin de les aider à mieux servir les clients et à en attirer de nouveaux.

### Services de placement en direct en Amérique du Nord

#### Description et stratégie

Les services de placement en direct, regroupant BMO Ligne d'action et Harrisdirect, offrent un service assisté aux clients bien informés qui investissent à long terme. Nous travaillons en collaboration avec nos partenaires de BMO Groupe financier pour développer la relation établie avec le client.

#### Aperçu des résultats de 2003

L'incertitude prévalant sur les marchés des actions a incité les investisseurs à la prudence pendant une grande partie de l'exercice, exerçant des pressions à la baisse sur le rendement des marchés et sur le volume des transactions effectuées par les clients et ralentissant la croissance des nouveaux comptes. Dans ce contexte difficile, nous avons maintenu nos efforts de gestion des coûts tout en offrant à l'investisseur qui opte pour l'autogestion un service à la clientèle, ainsi que des outils de planification et d'aide à l'investissement, dont la qualité a été soulignée par de nombreux prix.

#### Orientation pour 2004

- Continuer à offrir une expérience de qualité supérieure aux investisseurs qui optent pour l'autogestion, tout en améliorant la productivité. Dans cette optique, nous misons principalement sur l'élaboration d'outils de planification et d'aide à l'investissement pour aider le client à mieux gérer ses placements.
- Sensibiliser davantage la clientèle des États-Unis aux services-conseils accessibles par l'intermédiaire des produits et services offerts par Harris AdvantEdge Investing<sup>sm</sup> et inclure dans la gamme des services-conseils autant les services obtenus en personne que les services accessibles en ligne ou par l'intermédiaire d'un centre d'appel.
- Continuer à élargir les relations établies avec les clients en faisant valoir l'ensemble des services accessibles au sein de BMO Groupe financier.

### Gestion bancaire privée en Amérique du Nord

#### Description et stratégie

La gestion bancaire privée en Amérique du Nord offre un programme intégré de services bancaires, de fiducie et de gestion de placements à des clients fortunés, à valeur nette élevée et à valeur nette très élevée, au Canada et aux États-Unis. Nous tirons parti d'un modèle axé sur le client pour offrir une gamme complète de produits financiers, en utilisant une approche orientée vers les services-conseils.

#### Aperçu des résultats de 2003

L'intégration de myCFO et de SBSB a permis à la gestion bancaire privée en Amérique du Nord d'accroître sa gamme de services. Malgré l'incertitude des marchés financiers pendant la majeure partie de l'exercice, nous avons continué à concentrer nos efforts sur la rétention des clients, l'augmentation du revenu, les initiatives visant l'équipe de vente et la gestion des frais.

#### Orientation pour 2004

- Offrir à nos clients des services intégrés dans le domaine de la gestion de patrimoine en vue d'élargir les relations établies avec les clients fortunés et à valeur nette élevée.
- Continuer à mettre l'accent sur les occasions permettant d'accroître le revenu, d'élargir les relations établies avec les clients et d'améliorer l'efficacité.
- Tirer profit des possibilités offertes par nos partenaires au sein de BMO Groupe financier pour répondre aux besoins de nos clients.

### Produits de placement

#### Description et stratégie

Les produits de placement comprennent les fonds d'investissement de BMO, le Groupe de fonds Guardian, Harris Insight Funds<sup>sm</sup> et BMO Placements à terme. Pour répondre aux besoins des particuliers et des entreprises en matière de placement et de planification de la retraite, nous offrons toute une gamme de produits et de solutions par l'intermédiaire de multiples circuits de distribution. Les produits de placement comprennent également les services de gestion de l'actif institutionnel offerts aux clients internes et externes par Jones Heward Conseiller en valeurs et Harris Investment Management.

#### Aperçu des résultats de 2003

L'actif sous gestion et les placements à terme sont demeurés quasi inchangés par rapport à l'exercice précédent, le volume élevé des ventes de fonds d'investissement et la compétitivité de notre gamme de produits ayant annulé les effets d'un contexte marqué par la prudence des investisseurs.

#### Orientation pour 2004

- Continuer à développer les relations établies avec nos clients au Canada et aux États-Unis en offrant des placements à rendement supérieur et un excellent service, et en tirant profit des forces de nos partenaires au sein de BMO Groupe financier.
- Continuer à renforcer les capacités de notre équipe de vente en matière de service à la clientèle, par la formation et l'enseignement, pour répondre aux besoins des clients toujours à la recherche de conseils en placement.

## Résultats financiers du groupe Gestion privée

Le revenu net du groupe Gestion privée s'est accru de 65 millions de dollars, en hausse de 93 % par rapport au dernier exercice, pour s'établir à 136 millions de dollars. Cette hausse est principalement attribuable à l'efficacité des mesures de limitation des coûts prises en réponse aux conditions difficiles du marché et à une modeste croissance du revenu. Le groupe a réalisé 42 % de son revenu net total de l'exercice au premier semestre de 2003, soit 58 millions de dollars, dont un gain après impôts de 13 millions sur ses actions ordinaires TSX. Le revenu net généré par les produits à revenu fixe a été relativement stable grâce à l'attrait qu'exerce ce type de produits dans un contexte d'investissement axé sur la prudence, tandis que les revenus tirés des activités rémunérées et des transactions effectuées par les clients, plus sensibles aux fluctuations des marchés, ont subi des pressions à la baisse. Au cours du dernier semestre de 2003, le groupe a réalisé un revenu net de 78 millions de dollars, soit 58 % de son revenu net total de l'exercice. Le revenu net s'est accru sous l'effet des mesures de compression des coûts et d'amélioration du revenu mises en place au début de l'exercice. En 2002, nous avons désigné comme exceptionnels des coûts de 62 millions de dollars (39 millions après impôts) liés aux acquisitions, pour les besoins de la présentation de l'information financière.

Le groupe Gestion privée a acquis un certain nombre d'entreprises au cours des deux dernières années. L'effet différentiel de ces acquisitions sur le revenu et les frais se répercute sur l'analyse comparative des résultats d'exploitation de 2003 avec ceux de 2002. De plus amples détails à ce sujet sont présentés à la page 21.

Le revenu du groupe s'est accru de 132 millions de dollars ou de 8 % pour s'établir à 1 795 millions. Si l'on tient compte de l'effet différentiel des acquisitions, la hausse est de 27 millions ou de 2 %. Cette croissance est attribuable à l'augmentation du revenu net sur les produits de placement et à une légère augmentation des revenus tirés des activités rémunérées et des transactions effectuées par les clients. La baisse du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain a fait reculer de 3 points de pourcentage la croissance du revenu total.

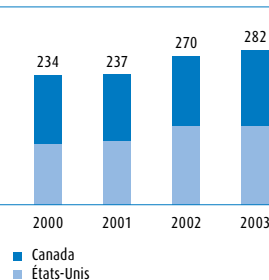
Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 33 millions de dollars ou de 2 % pour atteindre 1 576 millions, en raison principalement de l'effet différentiel des acquisitions. Des progrès sensibles ont été accomplis au chapitre de la réduction des dépenses qui ont diminué de 60 millions ou de 4 %, après rajustement pour tenir compte de l'effet différentiel des acquisitions et des frais engagés au dernier exercice en rapport avec ces acquisitions. Les mesures de compression des coûts comprenaient la réduction des coûts liés à la technologie et aux services fournis par des tiers, le regroupement des locaux des centres d'appel et des succursales et une compression de 8 % des postes. Le ratio des frais au revenu s'est amélioré de 500 points de base sous l'action de notre effort global visant à améliorer la productivité. La baisse du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain a fait reculer de 4 points de pourcentage la croissance des frais.

Nos activités aux États-Unis se sont soldées par une perte nette de 42 millions de dollars en 2003, par rapport à une perte nette de 60 millions de dollars l'exercice précédent. Le revenu s'est accru de 77 millions pour atteindre 576 millions de dollars, mais il a reculé de 27 millions de dollars si l'on fait abstraction de l'effet différentiel des acquisitions d'entreprises. La croissance du revenu a été ralentie par le rétrécissement des marges sur les produits de crédit, l'impact de l'anémie des marchés des actions sur les commissions tirées des services de fiducie et de placement et la faiblesse du dollar américain. Les frais ont augmenté de 39 millions pour se fixer à 636 millions de dollars. Abstraction faite de l'effet différentiel des acquisitions d'entreprises et des frais engagés au dernier exercice en rapport avec ces acquisitions, les frais ont diminué de 53 millions ou de 11 %. Cette réduction est attribuable aux mesures de compression des coûts, à la synergie créée par les entreprises acquises en 2002 et à l'impact de la réduction du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain.

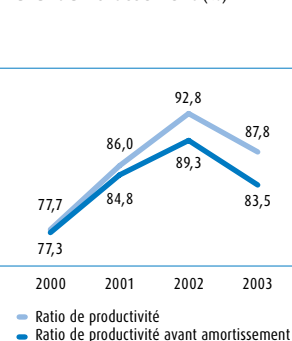
## Groupe Gestion privée (en millions de dollars, sauf indication contraire)

au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2003	2002	2001
Revenu net d'intérêts (bic)	544	522	516
Revenu autre que d'intérêts	1 251	1 141	974
Revenu total (bic)	1 795	1 663	1 490
Provision pour créances irrécouvrables	2	1	2
Frais autres que d'intérêts	1 576	1 543	1 282
Revenu avant impôts sur le revenu, part des actionnaires sans contrôle dans des filiales et amortissement des écarts d'acquisition	217	119	206
Impôts sur le revenu (bic)	81	48	89
Amortissement des écarts d'acquisition, déduction faite des impôts sur le revenu applicables	—	—	10
Revenu net	136	71	107
Amortissement des écarts d'acquisition et des actifs incorporels (après impôts)	47	43	28
Revenu net avant amortissement	183	114	135
Profit économique net	(2)	(32)	45
Rendement de l'avoir des actionnaires (%)	7,6	4,8	12,6
Rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement (%)	10,4	8,0	16,0
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (%)	87,8	92,8	86,0
Ratio des frais autres que d'intérêts avant amortissement au revenu (%)	83,5	89,3	84,8
Marge nette d'intérêts (%)	10,30	9,58	9,76
Avoir moyen des actionnaires ordinaires	1 677	1 322	821
Actif moyen	5 282	5 450	5 294
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	4 540	5 184	4 420
Solde moyen des prêts courants	2 686	3 060	3 478
Solde moyen des dépôts	41 575	39 720	39 869
Actif sous administration	170 255	160 210	130 548
Actif sous gestion	75 900	74 981	72 980
Effectif : équivalent de durée normale	5 436	5 902	5 671

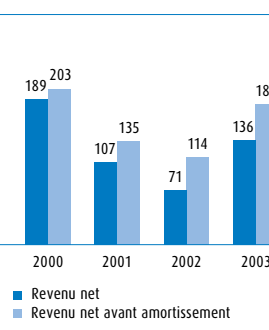
### Actif sous gestion et sous administration, y compris les dépôts à terme (en milliards de dollars)



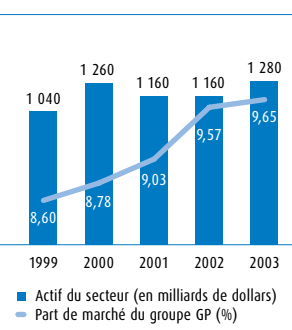
### Productivité et productivité avant amortissement (%)



### Revenu net et revenu net avant amortissement (en millions de dollars)



### Part du marché des services de gestion de patrimoine au Canada (là où ils sont offerts)





**Yvan J.P. Bourdeau**

Président et chef de l'exploitation, BMO Nesbitt Burns

« Au cœur de notre philosophie d'affaires se trouvent deux tâches primordiales : analyser les besoins de nos clients et leur offrir des solutions complètes adaptées aux exigences particulières de leur entreprise – qu'il s'agisse de mandats complexes liés aux fusions et acquisitions, de la mobilisation de capitaux ou de services de trésorerie et d'exploitation. »

## Description et stratégie

Le groupe Services d'investissement (groupe SI) chapeaute toutes les unités offrant des services aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques. Au Canada, sous la marque BMO Nesbitt Burns, le groupe sert une clientèle composée de grandes entreprises et d'institutions œuvrant dans un large éventail de secteurs. Aux États-Unis, sous la marque Harris Nesbitt, il offre ses services aux moyennes entreprises et aux institutions dans des secteurs choisis. Le groupe assure également la prestation de services auprès d'institutions et d'administrations publiques du Royaume-Uni, de l'Europe et de l'Asie.

Nous offrons des solutions financières clés en main, comprenant une gamme complète de services dont la trésorerie, la gestion de trésorerie, le change, le financement du commerce international, les prêts aux grandes entreprises, la titrisation de même que la prise ferme de titres d'emprunt et de participation dans les secteurs public et privé. En plus d'être reconnu pour la qualité de ses services-conseils dans le domaine des fusions et acquisitions, ainsi qu'en matière de restructuration, le groupe met à la disposition des investisseurs des services de recherche, de vente et de négociation qui comptent parmi les meilleurs du marché.

Notre stratégie consiste à devenir une banque offrant une gamme complète de services d'investissement et de services aux grandes entreprises, intégrée à l'échelle nord-américaine, en misant sur notre expertise et nos ressources particulières.

## Objectifs et réalisations de 2003

### Conservé notre leadership au Canada dans le domaine des services rémunérés et très rentables de la souscription de titres de participation et d'emprunt, de la titrisation et des fusions et acquisitions.

- Nous avons participé à 617 transactions de souscription de titres d'emprunt et de participation de grandes entreprises canadiennes, qui ont permis de mobiliser 67 milliards de dollars.
- Nous avons fourni, au Canada, des services-conseils à l'égard de fusions et acquisitions conclues d'une valeur de 18,5 milliards de dollars, surpassant toutes les autres banques d'affaires à ce chapitre.
- Nos services de recherche se sont classés en tête de liste dans le rapport Brendan Wood International sur les investisseurs institutionnels, pour la 23<sup>e</sup> année de suite. Nous nous sommes également classés au premier rang en ce qui concerne la qualité globale des services de vente.
- Notre équipe Titrisation au Canada s'est classée au premier rang pour ce qui est de la part de marché des effets de commerce adossés à des créances mobilières, détenus dans une entité à détenteurs de droits variables.

### Continuer de mettre à profit le succès de Harris Nesbitt auprès des moyennes entreprises.

- Nous avons fait l'acquisition de Gerard Klauer Mattison, nous dotant ainsi d'une plate-forme de vente et de négociation d'actions aux États-Unis pour compléter les services d'investissement et les services aux grandes entreprises que nous offrons sur le marché américain.
- Nous avons unifié sous la marque Harris Nesbitt tous nos services d'investissement et services aux grandes entreprises aux États-Unis.

### Maintenir notre gestion rigoureuse des coûts et des capitaux.

- Nous avons amélioré de 410 points de base notre ratio de productivité, pour le ramener à 51,5 %.
- Nous avons réduit de 4,7 milliards de dollars l'actif pondéré en fonction des risques pour le ramener à 50,8 milliards de dollars, ce qui a contribué à améliorer le rendement de l'actif des actionnaires, le faisant passer de 10,6 % à 14,4 %.

### Accroître sélectivement nos activités en offrant de nouveaux produits et en élaborant de nouvelles stratégies de négociation dans les secteurs où nous avons déjà de l'expertise.

- Nous avons lancé le Fonds mezzanine Harris Nesbitt, fonds d'actions privé doté d'un capital autorisé de 75 millions de dollars américains, qui vient élargir la gamme des services que nous offrons aux moyennes entreprises des États-Unis.
- Nous avons triplé le nombre des entreprises américaines couvertes par notre service de recherche pour le porter de 100 à 300.
- L'équipe d'arbitrage sur indices aux États-Unis, formée en octobre 2002, a dépassé de plus de 200 % sa cible de revenu net.

### Continuer de miser sur nos forces dans les secteurs et les marchés ciblés à forte croissance.

- Nous avons accru nos activités principales liées à la télédiffusion au sein du secteur des médias et communications, et élargi notre orientation sectorielle.
- Nous avons élargi notre clientèle de moyennes entreprises aux États-Unis dans plusieurs secteurs dont les services aux entreprises, la consommation, les médias et le divertissement, la technologie et les télécommunications ainsi que les soins de santé.
- Le revenu net du secteur Titrisation s'est amélioré de 38 % sur douze mois.
- L'équipe chargée du secteur de l'énergie de Harris Nesbitt a élargi sa clientèle d'environ 40 %, et son revenu net a doublé par rapport au dernier exercice.

## Objectifs de 2004

- Conservé notre leadership au Canada dans le domaine des services rémunérés et très rentables liés aux fusions et acquisitions, à la souscription de titres de participation et d'emprunt et à la titrisation.
- Accélérer notre croissance en poursuivant l'intégration de nos activités aux États-Unis et en nous efforçant tout particulièrement d'augmenter la proportion des revenus de commissions.

- Renforcer et élargir nos relations avec notre clientèle cible en misant pleinement sur nos capacités transfrontalières, ce qui inclut l'amélioration de notre éventail de services par l'intégration complète de Harris Nesbitt Gerard.
- Maintenir une approche rigoureuse à l'égard de la gestion des capitaux et des coûts et améliorer notre ratio de productivité avant amortissement.

## Contexte et perspectives

La morosité qui avait marqué l'économie mondiale et les marchés financiers en 2002 a persisté au début de 2003. L'atonie de l'activité économique a été exacerbée par les incertitudes géopolitiques, par l'affaiblissement du dollar américain et par une conjoncture moins favorable dans les secteurs sensibles aux fluctuations des taux d'intérêt. Aux États-Unis, le secteur des moyennes entreprises, où la concurrence est très vive, a subi avec une acuité particulière le contrecoup de cette situation. Il s'en est suivi une

baisse de l'utilisation du crédit par rapport à la normale ainsi qu'un recul des services d'investissement. Malgré la persistance de ce contexte difficile, le groupe a su tirer profit de la diversité de ses activités en maintenant un taux vigoureux de croissance du revenu net.

Ces dernières années, nous sommes demeurés fidèles à notre stratégie consistant à poursuivre notre expansion sur le lucratif marché américain. Notre priorité consistait à nous repositionner au sein du secteur nord-américain des services financiers, marqué par une âpre concurrence. Pour



ce faire, nous avons cessé certaines activités peu rentables, nous avons augmenté nos ressources dans les domaines à potentiel de croissance élevé et nous nous sommes activement employés à réduire nos coûts. Durant l'exercice écoulé, nous avons aussi veillé à gérer rigoureusement le capital en réduisant le solde des prêts aux grandes entreprises qui ne font pas partie de nos activités de base et l'actif pondéré en fonction des risques, de plus de 2 milliards de dollars et de 4,7 milliards de dollars, respectivement. En 2003, nous avons fait l'acquisition de Gerard Klauer Mattison, entreprise établie à New York qui est désormais exploitée sous le nom de Harris Nesbitt Gerard (HNG). Cette acquisition ajoute une plateforme de recherche, de vente et de négociation d'actions aux ressources dont nous disposons aux États-Unis; elle facilitera notre transition vers le statut de banque offrant des services d'investissement et des services

aux grandes entreprises intégrés à l'échelle nord-américaine. De plus, le groupe Services d'investissement a unifié ses activités aux États-Unis sous la marque bien établie de Harris Nesbitt.

Nous conservons un optimisme prudent quant aux perspectives à court terme qu'ouvrent les signes d'atténuation de la faiblesse généralisée des marchés financiers. Nous avons fait progresser nos principales initiatives stratégiques, et nous sommes désormais en mesure de tirer parti de l'accélération de la croissance en Amérique du Nord. Nous devrions bénéficier de l'amélioration lente mais constante du climat d'affaires aux États-Unis. Nous prévoyons que la croissance économique au Canada et aux États-Unis s'établira respectivement à 3,1 % et 4,4 % en 2004, en hausse par rapport aux taux estimatifs de 1,7 % et 3,0 % enregistrés en 2003.

## Secteurs d'activité

### Investissements et services aux grandes entreprises

#### *Description et stratégie*

L'équipe Investissements et services aux grandes entreprises offre à nos clients une gamme complète de produits et services financiers. Les services offerts comprennent les conseils stratégiques en matière de fusions et acquisitions et de restructuration de capital, de même que la présentation d'évaluations et d'opinions sur l'équité du prix offert. Nous mettons à la disposition de nos clients des services de mobilisation de capitaux sous la forme de prises fermes de titres d'emprunt et de participation. Nous leur offrons également un vaste éventail de produits de crédit, de solutions clés en main et de services de gestion de trésorerie. Notre stratégie au Canada consiste à poursuivre la consolidation de notre leadership dans nos principaux marchés et produits. Aux États-Unis, nous continuerons à accroître les services rentables, à vocation spécialisée et de haut calibre, que nous offrons dans les secteurs clés du marché des moyennes entreprises.

#### *Aperçu des résultats de 2003*

Malgré l'atonie des marchés et la diminution du volume des prêts et des transactions, l'équipe Investissements et services aux grandes entreprises a obtenu de solides résultats en 2003. Nos résultats s'expliquent également par une gestion rigoureuse des coûts. L'incidence de l'amélioration des résultats sur douze mois a été moins évidente, en raison du raffermissement du dollar canadien. L'acquisition de HNG est venue compléter notre plate-forme aux États-Unis en élargissant notre base de clientèle et notre gamme de services. Toutes nos activités sur le marché américain sont désormais unifiées sous la marque Harris Nesbitt.

#### *Orientation pour 2004*

- Continuer de renforcer et d'élargir nos relations avec notre clientèle cible en lui fournissant des solutions financières intégrées et pertinentes de même qu'un service de qualité supérieure.
- Tirer pleinement parti de nos ressources accrues au Canada et aux États-Unis, ainsi que dans nos activités transfrontalières.
- Maintenir le cap sur l'amélioration de la rentabilité, de la productivité et du rendement de l'avoir des actionnaires du groupe.

### Marchés financiers

#### *Description et stratégie*

L'équipe Marchés financiers offre des solutions intégrées à une clientèle ciblée composée d'entreprises de toutes tailles et de particuliers; ses services portent sur les titres d'emprunt, les opérations de change, les taux d'intérêt, le crédit et les produits de base. Nous mettons également à la disposition de BMO Groupe financier et de ses clients des services efficaces de financement et de gestion des liquidités.

#### *Aperçu des résultats de 2003*

L'équipe Marchés financiers a mis à profit la diversité de sa gamme de services pour générer un solide revenu net malgré la situation difficile des marchés. L'activité des clients s'est intensifiée en 2003 et les marges se sont rétrécies dans un contexte marqué par l'aplatissement de la courbe des rendements. Nous avons tiré parti de l'investissement effectué en 2002 dans nos services de montage de prêts et nos services liés aux produits dérivés de crédit aux États-Unis, ces deux secteurs ayant fortement contribué à la croissance du revenu. Nous avons aussi lancé un programme d'amélioration du rendement qui a permis de réduire les coûts et d'obtenir une meilleure diversification des revenus, l'accent étant mis sur les transactions effectuées par les clients.

#### *Orientation pour 2004*

- Accroître et renforcer les relations établies avec les clients tout en élargissant notre gamme de produits dans les secteurs de croissance comme les produits dérivés de crédit, sur taux d'intérêt et sur produits de base.
- Étendre les solutions intégrées aux entreprises clientes à l'échelle de l'organisation.
- Tirer parti des atouts de notre filiale nouvellement intégrée, HNG.
- Maintenir une approche rigoureuse pour la réalisation de nos cibles en matière de productivité et de rendement.

### Division des actions

#### *Description et stratégie*

La Division des actions offre une gamme complète de produits boursiers canadiens à l'échelle internationale, de même que des services de vente, de négociation et de recherche de haute qualité et orientés client. Nous continuons de maintenir et de renforcer notre leadership au Canada, tout en prenant de l'expansion dans des secteurs choisis aux États-Unis. La firme HNG, récemment acquise, nous procure la plate-forme boursière dont nous avons besoin aux États-Unis pour offrir une gamme complète de services à la clientèle de Harris Nesbitt.

#### *Aperçu des résultats de 2003*

La Division des actions a enregistré de solides résultats, malgré la faiblesse des marchés financiers qui s'est poursuivie en 2003. L'accélération du flux de transactions sur les marchés primaires et l'accroissement des capacités en matière de produits dérivés ont largement compensé la contraction des revenus de commissions. Pour la 23<sup>e</sup> année d'affilée, l'équipe de recherche de BMO Nesbitt Burns a été classée au premier rang toutes catégories dans le rapport Brendan Wood International sur les investisseurs institutionnels. Dans le même rapport, nous arrivons aussi en tête en ce qui concerne l'exécution et la qualité des services de vente. En outre, l'équipe de recherche occupe la tête du classement toutes catégories de Greenwich Associates pour 2003.

#### Orientation pour 2004

- Rehausser notre gamme de produits grâce à l'intégration de la plateforme de recherche, de vente et de négociation de Harris Nesbitt Gerard.
- Maintenir le cap sur la croissance découlant de nos capacités en matière de produits dérivés.
- Instaurer de nouvelles méthodes et de nouveaux modes de diffusion pour la recherche sur les actions.
- Créer des équipes spécialisées de vente et de négociation pour les différents segments du marché institutionnel.

#### Titrisation et gestion des instruments de crédit

##### Description et stratégie

L'équipe Titrisation et gestion des instruments de crédit offre aux émetteurs et aux investisseurs une gamme de produits et de services utilisant le crédit comme outil de financement et de gestion de l'actif. Notre stratégie consiste à utiliser nos ressources actuelles pour accroître nos services de structuration du crédit très rentables, à faible intensité de capital et à la fine pointe du marché, et à générer des revenus de commissions stables, assimilables à une rente, et des services complémentaires importants pour d'autres secteurs d'activité.

##### Aperçu des résultats de 2003

L'équipe Titrisation et gestion des instruments de crédit a enregistré de bons résultats en 2003, ses revenus de commissions ayant progressé de 16 %. Elle a réaffirmé sa position de leadership sur le marché canadien tout en confirmant la rentabilité de son créneau – les moyennes entreprises – aux États-Unis. Ce résultat découle de l'innovation dont l'équipe a fait preuve au chapitre des solutions de structuration et des catégories d'actif, ainsi que de la diversification des autres sources de revenu. Au Royaume-Uni, les compétences de l'équipe en matière de gestion des instruments de crédit ont continué de nous procurer un avantage concurrentiel qui nous a permis d'élargir notre clientèle d'investisseurs, d'accroître notre actif sous gestion pour le porter à 13 milliards de dollars américains et d'enregistrer de bons résultats de façon soutenue.

##### Orientation pour 2004

###### Titrisation

- Conserver notre leadership au Canada et demeurer un fournisseur de services reconnu dans des marchés spécialisés aux États-Unis, en offrant des solutions de structuration novatrices dans des segments de marché nouveaux ou déjà existants.
- Diversifier nos sources de revenu en tirant parti de liquidités provenant de tiers, de nouvelles catégories d'actif et d'un soutien sélectif au crédit.

###### Gestion des instruments de crédit

- Continuer à accroître l'actif sous gestion et les capitaux de tiers, parallèlement à la croissance du marché.

#### Affaires internationales

##### Description et stratégie

L'équipe Affaires internationales offre aux institutions financières et aux grandes entreprises des services de haut calibre dans les domaines du financement du commerce international, des services aux correspondants bancaires, du financement et des autres services bancaires. Nous continuons d'appliquer notre stratégie visant à soutenir avec discernement nos clients nord-américains dans les principaux marchés internationaux, tout en fournissant aux institutions financières internationales un service nord-américain de qualité supérieure.

##### Aperçu des résultats de 2003

L'exercice 2003 a été riche en défis. L'incertitude économique et la faiblesse du dollar américain ont entraîné une baisse des importations et des exportations au début de l'exercice. Toutefois, la progression des services aux correspondants bancaires et l'amélioration de la conjoncture au second semestre ont permis d'enregistrer des résultats globalement satisfaisants dans le secteur des services bancaires internationaux.

#### Orientation pour 2004

- Conserver notre leadership dans le financement du commerce international et prendre de l'expansion dans les marchés où nous possédons des capacités distinctives en matière de produits et d'évaluation des risques.
- Continuer de promouvoir nos ressources uniques en matière de services aux correspondants bancaires canadiens et américains à l'échelle internationale.

#### Opérations de banque d'affaires

##### Description et stratégie

L'équipe Opérations de banque d'affaires mène ses activités par l'entremise de BMO Halyard Partners et de Partenaires en capital BMO Nesbitt Burns. Nous localisons les sources de fonds, structurons et finançons des opérations de capital-investissement privées, principalement en Amérique du Nord. Notre stratégie consiste à produire des rendements supérieurs à long terme en mettant à profit nos renseignements exclusifs pour créer et gérer un portefeuille d'opérations de capital-investissement privées dans le segment des moyennes entreprises.

##### Aperçu des résultats de 2003

La dégradation de la conjoncture économique au début de l'exercice 2003 a créé un climat d'incertitude sur les marchés financiers. Cette situation s'est répercutée sur nos niveaux d'engagement et nos résultats globaux. Nous avons toutefois renforcé nos activités de banque d'affaires en restructurant nos opérations pour mieux harmoniser nos priorités institutionnelles avec celles des autres secteurs du groupe SI. C'est dans cette optique que nous avons créé le Fonds mezzanine Harris Nesbitt, dont l'objectif concorde avec la stratégie de Harris Nesbitt pour le marché des moyennes entreprises. À la fin de l'exercice, les structures et les rendements des opérations sont devenus plus attrayants, à mesure que l'économie affichait des signes de relance.

Le volume des transactions a augmenté sous l'effet combiné de l'accroissement de la liquidité du marché des titres à rendement élevé, du regain d'activité sur le marché des premiers appels publics à l'épargne et de l'amélioration lente mais constante de la situation économique et les possibilités de retrait sont désormais plus nombreuses pour nos portefeuilles de placements directs et indirects.

##### Orientation pour 2004

- Poursuivre notre recherche sélective de placements répondant à nos critères de rendement supérieur, en tirant profit de l'accroissement de la demande d'opérations de capital-investissement privées.
- Mettre à profit la conjoncture plus favorable des marchés financiers pour vendre davantage de placements au sein de nos portefeuilles de placements directs et indirects.

#### Résultats financiers du groupe Services d'investissement

Le revenu net du groupe Services d'investissement s'est accru de 121 millions de dollars ou de 20 %, pour s'établir à 722 millions. Cette amélioration est attribuable tant à la hausse du revenu qu'à la baisse des frais. Cependant, comme la situation difficile des marchés financiers et l'incertitude économique en Amérique du Nord ont persisté en 2003, le niveau d'activité des clients est demeuré faible. La dépréciation du dollar américain en 2003 s'est également répercutée sur le revenu.

Le revenu a augmenté de 108 millions de dollars ou de 4 %, pour s'établir à 2 656 millions. En 2003, la baisse du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien a entraîné une baisse du revenu de 127 millions de dollars, tandis que les pertes nettes sur titres de placement diminuaient de 92 millions de dollars. La vigueur du marché des fiducies de revenu a entraîné une hausse des commissions liées aux montages de financement par actions. Malgré la situation difficile des marchés, les revenus tirés des activités de négociation ont progressé de 149 millions de dollars ou de 44 %, grâce à l'ajout sélectif de nouveaux produits et de nouvelles stratégies de négociation liés à nos domaines de compétence,

et à l'application élargie de la méthode comptable selon la base d'imposition comparable, comme nous l'expliquons à la page 22. Les revenus tirés d'opérations de négociation portant sur des instruments dérivés sur produits de base ont également enregistré une hausse marquée en raison du gain enregistré à la cessation de certaines positions auprès d'une contrepartie qui, comme nous l'expliquons à la note 25 afférente aux états financiers, à la page 97, avait intenté des poursuites contre BMO à cet égard. Les revenus des activités liées aux fusions et acquisitions ont légèrement augmenté. Le revenu d'intérêts a fléchi en raison du rétrécissement des marges réalisées à mesure que les actifs à rendement élevé arrivaient à échéance, reflétant ainsi l'aplatissement de la courbe des rendements. Le volume des prêts consentis aux grandes entreprises a également diminué en raison de la conjoncture difficile et de notre stratégie qui vise à mettre fin aux ententes de crédit à l'extérieur de nos principaux marchés.

En 2003, la provision pour créances irrécouvrables, qui s'est établie à 231 millions de dollars, est demeurée pratiquement inchangée par rapport à l'exercice précédent. Même si les provisions pour créances irrécouvrables de BMO ont diminué considérablement par rapport à l'an dernier, BMO impute les provisions pour pertes aux groupes clients chaque année et a recours pour ce faire à la méthode de provisionnement selon les pertes prévues qui est fondée sur la part des pertes prévues qu'assume le groupe au cours d'un cycle économique. Les différences entre les provisions pour pertes prévues imputées aux groupes clients et les provisions exigées en vertu des PCGR sont imputées aux Services d'entreprise.

Les frais autres que d'intérêts se sont élevés à 49 millions de dollars, en baisse de 3 % par rapport à 2002, et ce, malgré l'inclusion des frais liés à l'acquisition de HNG. En 2003, la dépréciation du dollar américain a entraîné une réduction des frais de 51 millions de dollars. Les frais de personnel ont diminué par rapport à l'exercice précédent en raison de la réduction de la rémunération liée au rendement et du nombre de postes. Les coûts liés aux bureaux et les autres frais ont également diminué.

L'acquisition de Gerard Klauer Mattison au deuxième semestre de 2003 s'est traduite par une hausse du revenu du groupe de 17 millions de dollars et une augmentation des coûts de 26 millions.

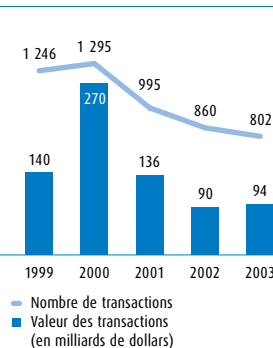
Le revenu net tiré des activités aux États-Unis représentait 37 % du revenu net du groupe en 2003, comparativement à 57 % à l'exercice précédent. Les effets négatifs de l'incertitude économique sur le volume des transactions effectuées par les clients et la faiblesse du dollar américain, qui ont persisté tout au long de l'année, ont contribué à cette réduction. Le meilleur rendement des activités au Canada a également influé sur la part du revenu net tiré des activités aux États-Unis en 2003.

Nos services d'investissement aux États-Unis s'adressent principalement aux moyennes entreprises dont les revenus varient entre 50 millions et 1 milliard de dollars américains. En 2003, le revenu provenant de notre portefeuille de moyennes entreprises représentait 22 % de l'ensemble du revenu du groupe et 44 % du revenu tiré de nos activités aux États-Unis. Ces activités sont souvent incluses dans les services bancaires aux particuliers et aux entreprises par notre groupe de référence nord-américain. Les résultats *pro forma*, qui tiennent compte de l'intégration des services aux moyennes entreprises aux États-Unis dans le groupe Particuliers et entreprises, sont présentés à la page 32.

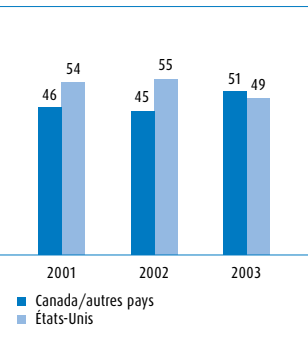
## Groupe Services d'investissement (en millions de dollars, sauf indication contraire)

au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2003	2002	2001
Revenu net d'intérêts (bic)	1 394	1 480	1 445
Revenu autre que d'intérêts	1 262	1 068	1 301
Revenu total (bic)	2 656	2 548	2 746
Provision pour créances irrécouvrables	231	227	528
Frais autres que d'intérêts	1 367	1 416	1 507
Revenu avant impôts sur le revenu, part des actionnaires sans contrôle dans des filiales et amortissement des écarts d'acquisition	1 058	905	711
Impôts sur le revenu (bic)	336	304	246
Amortissement des écarts d'acquisition, déduction faite des impôts sur le revenu applicables	—	—	7
Revenu net	722	601	458
Amortissement des écarts d'acquisition et des actifs incorporels (après impôts)	—	—	7
Revenu net avant amortissement	722	601	465
Profit économique net	179	6	(67)
Rendement de l'actif des actionnaires (%)	14,4	10,6	8,9
Rendement de l'actif des actionnaires avant amortissement (%)	14,4	10,6	9,0
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (%)	51,5	55,6	54,9
Ratio des frais autres que d'intérêts avant amortissement au revenu (%)	51,5	55,6	54,9
Marge nette d'intérêts (%)	0,97	1,08	1,04
Avoir moyen des actionnaires ordinaires	4 637	5 112	4 487
Actif moyen	144 449	136 487	138 435
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	50 823	55 493	67 532
Solde moyen des prêts courants	43 363	49 212	57 441
Solde moyen des dépôts	59 136	57 719	63 823
Actif sous administration	71 098	71 833	84 317
Actif sous gestion	20 013	20 283	16 485
Effectif : équivalent de durée normale	2 197	2 136	2 192

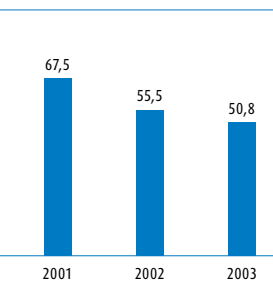
### Fusions et acquisitions au Canada (pour les 12 mois terminés en septembre)



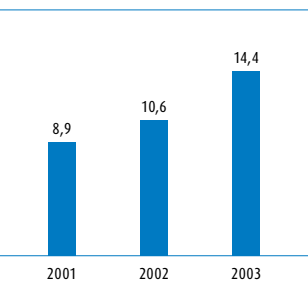
### Apport des activités aux États-Unis au revenu du groupe SI (%)



### Actif pondéré en fonction des risques (en milliards de dollars)



### Rendement de l'actif des actionnaires (%)



# Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions

## Description

Les Services d'entreprise comprennent diverses unités qui offrent à BMO Groupe financier une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans les domaines tels que la planification stratégique, la législation, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, les ressources humaines et l'apprentissage. Nos résultats d'exploitation incluent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant le revenu net de sources étrangères, et aux activités relevant de la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif de BMO.

Les résultats d'exploitation du groupe Technologie et solutions sont intégrés à ceux des Services d'entreprise aux fins de présentation de l'information. Toutefois, les coûts des services fournis par le groupe Technologie et solutions sont transférés aux groupes PE, GP et SI, et seuls des montants mineurs sont retenus dans les résultats du groupe Technologie et solutions. Par conséquent, les résultats figurant dans la présente section correspondent en grande partie aux activités des Services d'entreprise.

## Résultats financiers

Le revenu net s'est établi à 21 millions de dollars, en hausse par rapport à la perte de 73 millions subie en 2002. Cette amélioration est attribuable à la diminution de la provision pour créances irrécouvrables qui a toutefois été partiellement neutralisée par la baisse du revenu et la hausse des impôts sur le revenu. La baisse du revenu s'explique par les revenus moins élevés provenant de nos portefeuilles de titrisation et de placements. Les frais sont demeurés sensiblement les mêmes, car la hausse de la rémunération liée au rendement a été neutralisée par la réduction des autres frais.

La provision pour créances irrécouvrables a été réduite de 391 millions de dollars grâce à l'amélioration du portefeuille de prêts pendant l'exercice. BMO a recours à une méthode de provisionnement selon les pertes prévues, qui consiste à établir la provision annuelle pour créances irrécouvrables à l'égard de chacun des groupes clients en fonction des pertes qui sont prévues au cours d'un cycle économique. Les différences entre les provisions périodiques imputées aux groupes clients et la provision exigée de BMO en vertu des PCGR sont imputées aux Services d'entreprise.

## Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2003	2002	2001
Revenu net d'intérêts (bic)	(206)	(166)	(293)
Revenu autre que d'intérêts	256	287	584
Revenu total (bic)	50	121	291
Provision pour créances irrécouvrables	(79)	312	183
Frais autres que d'intérêts	136	139	87
Revenu avant les éléments suivants :	(7)	(330)	21
Impôts sur le revenu (bic)	(88)	(317)	(195)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	60	60	42
Amortissement des écarts d'acquisition (après impôts)	-	-	16
Revenu net 1)	21	(73)	158
Effectif : équivalent de durée normale	6 861	7 288	7 710

1) Le revenu net avant amortissement était de 176 millions de dollars en 2001.

## Technologie et solutions



### Lloyd F. Darlington

Président et chef de la direction, Technologie et solutions et chef des Affaires électroniques

« Nous assurons à BMO Groupe financier un service hors pair en matière de mise en œuvre de technologies et d'amélioration de processus. Nous avons considérablement réduit les coûts et donné à nos employés les moyens de répondre plus efficacement aux besoins de nos clients, ce qui nous a permis d'augmenter notre productivité et l'avoir des actionnaires. »

## Description et stratégie

Le groupe Technologie et solutions assure, pour le compte de BMO Groupe financier, la gestion, le soutien et la direction des services de technologie de l'information, une capacité de traitement, des services d'impartition ainsi que l'exécution d'opérations immobilières. Nous axons nos efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation qui visent à maximiser la qualité, l'efficacité et l'efficience de l'exploitation pour accroître la valeur de l'avoir des actionnaires.

## Objectif et réalisations en 2003

**Améliorer la rentabilité en appliquant la technologie et les processus les plus efficaces, efficaces et économiques afin de générer des économies constantes et des revenus accrus.**

- Les réalisations accomplies par le groupe Technologie et solutions en matière de productivité comprennent la centralisation des fonctions de TI, la normalisation des processus de travail et de l'infrastructure, l'analyse comparative, l'évaluation et la reconnaissance du rendement au moyen de la fiche de notation équilibrée ainsi que la centralisation de la gestion de la demande et des pratiques d'impartition rentables.
- Nous avons terminé la mise en œuvre de Connexion Pathway, plateforme technologique intégrée des activités de vente et de prestation de services bancaires aux particuliers de BMO, dans les délais prévus et les limites du budget établi.
- Nous avons terminé avec succès la mise en œuvre du système Optimizer auprès des équipes de vente du Marché de la PME et des Services bancaires en direct. Grâce à ce logiciel de gestion des relations avec la clientèle et outil d'aide à la décision, les équipes de vente peuvent obtenir rapidement de l'information sur

les clients, les comptes, les occasions de vente, les solutions clientèle, les personnes-ressources et les demandes de service. Le logiciel sera présenté à l'équipe de vente des services bancaires de détail en 2004.

- Nous avons harmonisé les opérations immobilières et les services de distribution de BMO dans le but de hausser la rentabilité de la coordination de l'infrastructure matérielle, selon les normes relatives aux locaux à l'échelle de l'organisation, et nous avons amélioré la gouvernance.
- Nous avons reçu plusieurs accréditations dans le cadre de programmes reconnus par le secteur : la certification ISO 9001 pour la gestion de projet, l'assurance et le contrôle de la qualité et la gestion des exigences; un certificat pour les progrès que nous avons réalisés en matière d'amélioration des processus informatiques (SEI/CMMI); une accréditation relativement au niveau de maturité que nous avons atteint (niveau trois) en matière de gestion des services de TI. Cette normalisation permet d'améliorer considérablement la productivité et le degré de satisfaction de la clientèle du groupe Technologie et solutions.

## Objectif pour 2004

- Continuer d'améliorer la productivité, la normalisation, l'efficacité et le rendement annuel, conformément aux stratégies de BMO.

# Analyse de la situation financière

## Bilan

### Bilan sommaire (en millions de dollars)

au 31 octobre	2003	2002	2001	2000	1999
<b>Actif</b>					
Encaisse	19 860	19 305	17 656	18 508	24 036
Valeurs mobilières	54 790	43 715	37 676	46 463	43 273
Solde net des prêts et acceptations	146 156	149 596	144 765	142 447	144 754
Autres actifs	35 688	40 248	39 312	25 978	18 552
<b>Total</b>	<b>256 494</b>	<b>252 864</b>	<b>239 409</b>	<b>233 396</b>	<b>230 615</b>
<b>Passif et avoir des actionnaires</b>					
Dépôts	171 551	161 838	154 290	156 697	156 874
Autres passifs	69 605	75 338	69 763	59 847	58 048
Dette subordonnée	2 856	3 794	4 674	4 911	4 712
Capital-actions					
Actions privilégiées	1 446	1 517	1 050	1 681	1 668
Actions ordinaires	3 662	3 459	3 375	3 173	3 190
Surplus d'apport	3	—	—	—	—
Bénéfices non répartis	7 371	6 918	6 257	7 087	6 123
<b>Total</b>	<b>256 494</b>	<b>252 864</b>	<b>239 409</b>	<b>233 396</b>	<b>230 615</b>

Le total de l'actif s'est accru de 3,6 milliards de dollars ou de 1 % par rapport à l'an dernier, pour atteindre 256,5 milliards de dollars au 31 octobre 2003, malgré la réduction de 16,4 milliards imputable à la baisse du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain. L'augmentation de 11,1 milliards de dollars des valeurs mobilières a été en partie neutralisée par une réduction de 3,4 milliards du solde net des prêts et acceptations. Les autres actifs ont diminué de 4,6 milliards de dollars en raison essentiellement du montant moins élevé des créances de clients, de négociants et de courtiers et de la baisse de la juste valeur des instruments financiers dérivés. Les éléments comparables des autres passifs ont été réduits de montants similaires.

La note 9 afférente aux états financiers, à la page 83, donne des détails sur la juste valeur des instruments dérivés, actifs et passifs.

### Valeurs mobilières (en millions de dollars)

au 31 octobre	2003	2002	2001	2000	1999
Titres de placement	19 660	21 271	21 470	24 469	26 027
Titres de négociation	35 119	22 427	16 200	21 994	17 246
Substituts de prêts	11	17	6	—	—
<b>Total</b>	<b>54 790</b>	<b>43 715</b>	<b>37 676</b>	<b>46 463</b>	<b>43 273</b>

La valeur des titres de négociation a augmenté de 12,7 milliards de dollars pour s'établir à 35,1 milliards. Cette hausse s'explique par une augmentation de 9,1 milliards de dollars de nos investissements dans les titres de participation d'entreprises, sous l'effet de la croissance de nos activités liées aux produits dérivés d'actions et de crédit, et aux autres occasions sur le marché. Nos investissements dans les titres de créance d'entreprises ont augmenté de 2,8 milliards de dollars.

La valeur des titres de placement a diminué de 1,6 milliard de dollars pour s'établir à 19,7 milliards, diminution qui s'explique principalement par la réduction de notre portefeuille de titres d'administrations publiques américaines. Les gains nets non matérialisés sur les titres de placement se sont élevés à 312 millions de dollars, comparativement à 321 millions l'an dernier. Les gains non matérialisés provenant des titres de créance et de participation d'entreprises ont augmenté, contrairement aux gains non matérialisés provenant des titres de créance émis par les administrations publiques qui, eux, ont diminué.

La note 3 afférente aux états financiers, à la page 75, fournit plus de détails sur les valeurs mobilières.

### Solde net des prêts et acceptations (en millions de dollars)

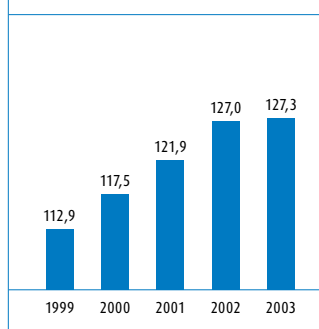
au 31 octobre	2003	2002	2001	2000	1999
Prêts hypothécaires à l'habitation	52 095	47 569	41 941	39 485	38 189
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	22 103	21 168	19 107	18 038	16 912
Cartes de crédit	2 967	2 280	1 527	1 407	1 160
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques*	51 889	57 963	61 249	60 176	58 027
Acceptations	5 611	6 901	7 936	8 630	6 753
Titres pris en pension	13 276	15 664	14 954	16 308	25 090
<b>Total brut des prêts et acceptations</b>	<b>147 941</b>	<b>151 545</b>	<b>146 714</b>	<b>144 044</b>	<b>146 131</b>
Réserve pour créances irrécouvrables	(1 785)	(1 949)	(1 949)	(1 597)	(1 348)
<b>Solde net des prêts et acceptations</b>	<b>146 156</b>	<b>149 596</b>	<b>144 765</b>	<b>142 447</b>	<b>144 783</b>

\*Pour 1999, les montants comprennent les substituts de prêts classés dans les valeurs mobilières.

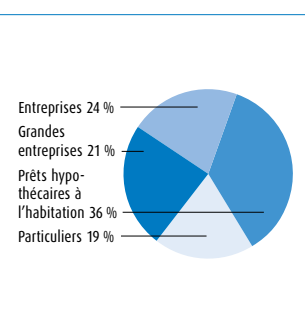
Le solde net des prêts et acceptations a diminué de 3,4 milliards de dollars pour s'établir à 146,2 milliards. Les prêts consentis aux entreprises et aux administrations publiques ont baissé de 6,1 milliards de dollars en raison de la faible demande. Les acceptations connexes ont fléchi de 1,3 milliard de dollars. Les titres pris en pension ont diminué de 2,4 milliards de dollars, diminution qui reflétait les occasions sur le marché et les taux de change. Ces baisses ont été en partie neutralisées par une hausse de 4,5 milliards de dollars des prêts hypothécaires à l'habitation, suscitée par la forte demande dans un contexte de faibles taux d'intérêt. Les prêts sur cartes de crédit, les prêts à tempérament et les autres prêts aux particuliers ont augmenté de 1,6 milliard de dollars dans l'ensemble, ce qui témoigne de la vigueur des marchés du crédit aux particuliers. Le portefeuille reste bien diversifié et affiche une proportion plus élevée de prêts consentis sur le territoire canadien par suite de la croissance des prêts à l'habitation au Canada en 2003 et de l'incidence de la faiblesse du dollar américain. L'appréciation du dollar canadien, surtout par rapport au dollar américain, a réduit nos réserves pour créances irrécouvrables liées aux prêts en devises de 119 millions de dollars.

Le tableau 10, à la page 60, présente un sommaire comparatif des prêts par territoire et par produit. Le tableau 12, à la page 61, présente un sommaire comparatif du solde net des prêts au Canada par province et par secteur d'activité. La qualité des prêts est traitée à la page 24. Les notes 4, 5 et 7 afférentes aux états financiers, à partir de la page 76, contiennent de plus amples renseignements sur les prêts.

#### Solde net des prêts – abstraction faite des titres pris en pension (en milliards de dollars)



#### Diversification du portefeuille – Solde brut des prêts et acceptations



**Dépôts** (en millions de dollars)

au 31 octobre	2003	2002	2001	2000	1999
Banques	24 755	15 273	20 539	23 385	30 398
Entreprises et administrations publiques	72 405	71 411	66 132	69 454	65 459
Particuliers	74 391	75 154	67 619	63 858	61 017
<b>Total</b>	<b>171 551</b>	161 838	154 290	156 697	156 874

Les dépôts ont augmenté de 9,7 milliards de dollars pour s'établir à 171,6 milliards. Les dépôts des banques se sont accrus de 9,5 milliards de dollars et ces fonds ont contribué dans une large mesure à la hausse du solde des valeurs mobilières. Les dépôts des entreprises et des administrations publiques, qui représentent 42 % du total des dépôts, ont augmenté de 1,0 milliard de dollars. Les dépôts des particuliers, qui ont tendance à être plus stables, ont augmenté de 2,3 milliards de dollars, en devises d'origine. Cependant, compte tenu des effets de la faiblesse du dollar américain, les dépôts des particuliers, qui représentent 43 % du total des dépôts, ont diminué de 0,8 milliard de dollars.

De plus amples renseignements sur la ventilation des dépôts se trouvent dans la note 14 afférente aux états financiers, à la page 88, et dans la section sur le risque de liquidité et de financement, à la page 50.

**Autres passifs**

Les autres passifs ont diminué de 5,7 milliards de dollars pour se fixer à 69,6 milliards. Les comptes créditeurs, les intérêts courus et les autres éléments ont affiché une baisse de 2,3 milliards de dollars. Les sommes relatives aux instruments dérivés ont diminué de 1,4 milliard de dollars et les acceptations, de 1,3 milliard.

**Dette subordonnée**

La dette subordonnée a diminué de 0,9 milliard de dollars pour s'établir à 2,9 milliards. La diminution est principalement attribuable à l'arrivée à échéance d'une débenture, à un rachat motivé par le rendement élevé par rapport aux taux du marché et par notre niveau de capital élevé, ainsi qu'à la faiblesse du dollar américain.

**Éléments hors bilan**

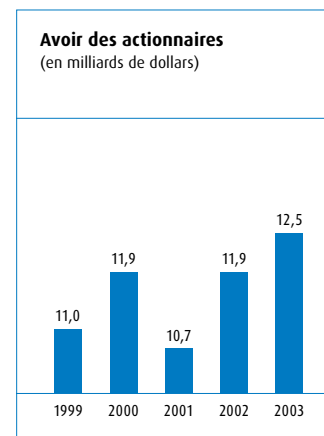
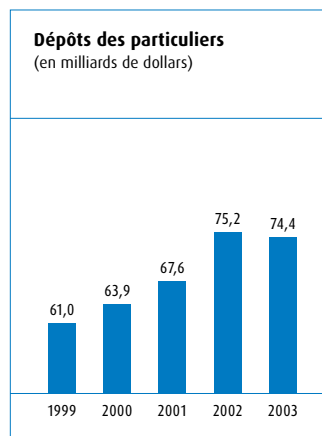
Dans le cours normal de ses activités, BMO contracte un certain nombre d'engagements hors bilan. Les explications qui suivent portent sur les principaux types d'éléments hors bilan.

**Garanties**

Les instruments qui correspondent à la définition comptable d'une garantie sont considérés comme des éléments hors bilan, notamment les lettres de crédit de soutien et les cautionnements bancaires, certaines formes de crédit ferme et certains de nos instruments financiers dérivés. BMO contracte ces engagements pour répondre aux besoins financiers de ses clients et perçoit des frais en contrepartie. La note 6 afférente aux états financiers, à la page 78, présente des renseignements au sujet des montants portés au bilan consolidé en relation avec ces activités et des paiements maximaux que BMO pourrait effectuer dans le cadre de ces engagements.

**Droits dans des entités de titrisation**

De temps à autre, nous cédon des prêts à des entités hors bilan ou à des fiduciaires, à des fins de gestion de capital ou pour obtenir des sources de financement de substitution. L'incidence de ces opérations sur le



La note 16 afférente aux états financiers, à la page 89, fournit des détails sur les caractéristiques de la dette, les émissions et les retraits ainsi que sur les échéances futures par année.

**Avoir des actionnaires**

L'avoir des actionnaires a augmenté de 0,6 milliard de dollars pour s'établir à 12,5 milliards. L'augmentation est liée en grande partie à la hausse des bénéfices non répartis et à l'émission d'actions ordinaires. L'augmentation des bénéfices non répartis a été réduite par le relèvement des impôts sur le revenu à l'égard des instruments de couverture des investissements nets dans des opérations à l'étranger, principalement dans nos filiales aux États-Unis. On trouvera de plus amples renseignements à ce sujet dans la section sur les impôts sur le revenu, à la page 26.

L'état consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires de BMO, à la page 72, présente un sommaire des éléments qui accroissent ou réduisent l'avoir des actionnaires, tandis que la note 17, à la page 90, donne des détails sur les composantes et les variations du capital-actions. Les détails de nos processus et stratégies de gestion globale du capital se trouvent à la page 43.

financement de BMO est décrite dans les renseignements sur les flux de trésorerie présentés à la note 7 afférente aux états financiers, à la page 79. Quand les prêts sont titrisés, BMO porte au revenu le gain ou la perte sur la vente aux entités de titrisation et d'autres revenus de titrisation perçus à titre de frais de gestion des prêts cédés. L'effet des activités de titrisation sur nos revenus et nos frais est décrit à la note 7 afférente aux états financiers, à la page 79. BMO conserve des droits dans ces entités hors bilan, parce que nous avons parfois l'obligation d'acquiescer un intérêt subordonné ou de maintenir des sommes en espèces déposées auprès des entités, qui y trouvent une source de liquidités. BMO peut comptabiliser dans son bilan le prix d'achat différé lié à la titrisation. Le prix d'achat différé constitue la différence entre le revenu constaté au moment de la vente des prêts à l'entité de titrisation et la somme en espèces reçue de l'entité à ce jour. La note 7 afférente aux états financiers, à la page 79, présente des renseignements sur les montants inscrits au bilan consolidé de BMO relativement aux investissements dans des entités de titrisation, au prix d'achat différé et aux dépôts en espèces auprès des entités de titrisation.

# Gestion globale du capital

## Stratégie et approche

Notre cadre de gestion du capital est conçu pour maintenir un niveau optimal de capital, grâce à une structure rentable qui respecte nos ratios réglementaires cibles, appuie nos évaluations internes du capital nécessaire (c'est-à-dire le capital économique), se traduit par la cote de crédit cible, permet de financer les stratégies de nos groupes d'exploitation et accroît la valeur à long terme de l'avoir des actionnaires. Notre démarche consiste notamment à établir des limites, des objectifs et des mesures des résultats pour effectuer la gestion du bilan, des risques et des montants minimaux de capital ainsi que de l'émission et du rachat de titres, de façon à obtenir la structure de capital la plus économique possible. Ces limites, objectifs et mesures sont approuvés par le Conseil d'administration dans le cadre de la réévaluation annuelle de notre politique de gestion du capital et de la planification du capital.

À l'échelle de l'organisation, les montants de capital cibles sont déterminés en fonction du degré de risque que nous sommes prêts à assumer, dans les limites des exigences réglementaires et juridiques. À l'échelle des secteurs d'activité, les mesures des résultats sont comparées au capital économique qui leur est attribué et qui est principalement fondé sur l'évaluation et la mesure du capital à risque décrites à la page 46.

L'affectation du capital à l'interne nous permet de conserver un capital suffisant pour protéger les parties intéressées contre les risques inhérents à nos diverses activités, tout en offrant la souplesse nécessaire pour affecter les ressources à des activités à rendement élevé ou de croissance stratégique de nos groupes d'exploitation afin d'atteindre ou de dépasser les objectifs établis pour l'organisation. Habituellement, BMO génère un revenu net suffisant pour répondre à ses nouveaux besoins en capital. C'est pourquoi le principal défi de la direction consiste à bâtir la structure de capital la plus rentable possible, plutôt qu'à procurer les fonds nécessaires au financement de ses initiatives d'expansion.

De façon générale, nous augmentons les dividendes en fonction des tendances à long terme en matière de croissance du résultat par action, tout en conservant une part suffisante de revenu net pour soutenir la croissance prévue du volume d'affaires, financer les investissements stratégiques et fournir un soutien continu aux déposants. La politique de BMO est d'atteindre un ratio de distribution de dividendes de 35 % à 45 % du revenu net afférent aux actions, avec le temps.

## Évaluation des résultats

L'avoir des actionnaires ordinaires a dépassé de 636 millions de dollars notre évaluation du capital économique requis, soit une progression de 723 millions par rapport à l'an dernier. Les tableaux 20 et 21, à la page 65, présentent les éléments de capital réglementaire et les mesures que nous utilisons. Le ratio de capital de première catégorie, principal facteur de mesure de la suffisance de capital, s'est établi à 9,55 %, par rapport à 8,80 % à l'exercice précédent. Ce ratio est obtenu en divisant le capital de première catégorie par l'actif pondéré en fonction des risques. Le capital de première catégorie, qui représente les formes de capital les plus permanentes, a augmenté au cours de l'exercice pour s'établir à 12 337 millions de dollars, comme l'illustre le tableau ci-contre. L'actif pondéré en fonction des risques a diminué au cours de l'exercice pour s'établir à 129,2 milliards de dollars, la forte croissance enregistrée au chapitre des prêts hypothécaires et des prêts personnels du groupe Particuliers et entreprises ayant été plus que neutralisée par une modification de la composition de l'actif attribuable à une diminution des prêts aux entreprises accordés par le groupe Services d'investissement. Notre ratio de capital total, que l'on obtient en divisant le capital total par l'actif pondéré en fonction des risques, s'est établi à 12,09 %, alors qu'il était de 12,23 % l'an dernier. Ce recul est attribuable à la diminution de la dette subordonnée, puisque nous avons choisi de racheter deux émissions au cours de l'exercice afin d'optimiser notre niveau de capital. Pour l'exercice 2004, nous prévoyons continuer à exercer un contrôle serré de la croissance de l'actif pondéré en fonction des risques et procéder à une redistribution du capital en faveur des secteurs bénéficiant d'un avantage stratégique.

Le dividende déclaré par action ordinaire s'est établi à 1,34 \$ en 2003, en hausse par rapport à 1,20 \$ en 2002, ce qui donne un ratio de distribution de 38,2 %, conforme à notre objectif à long terme. BMO a haussé ses dividendes trimestriels à deux reprises au cours de l'exercice. Le dividende du quatrième trimestre a atteint 0,35 \$ l'action, en hausse de 16,7 % par rapport à 0,30 \$ au quatrième trimestre de 2002.

Le 5 août 2003, nous avons annoncé notre intention de racheter jusqu'à 15 millions d'actions ordinaires aux fins d'annulation. L'offre prend fin le 6 août 2004. Au quatrième trimestre de l'exercice, nous avons acquis et annulé 282 800 actions au prix moyen de 43,95 \$ l'action, pour un total de 12,4 millions de dollars.

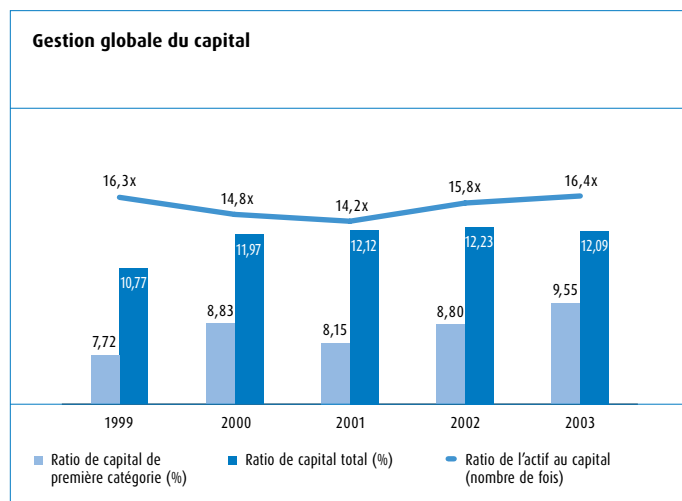
La cote de crédit de BMO, mesurée par les cotes de crédit attribuées par Standard & Poor's (S&P) sur les créances prioritaires, est demeurée la même, soit AA-. Cette cote, que nous partageons avec une autre banque, est la plus élevée des cotes attribuées aux six grandes banques canadiennes. La cote attribuée par Moody's sur les créances prioritaires est demeurée la même, soit Aa3. Une seule des six grandes banques canadiennes nous dépasse, légèrement, à ce chapitre. Au cours du quatrième trimestre, S&P a fait passer sa perception de négative à stable. Moody's avait fait de même un peu plus tôt au cours de l'exercice. Ces cotes sont réservées aux entreprises de premier ordre.

## Capital de première catégorie

(en millions de dollars)	2003	2002
Au début de l'exercice	11 529	11 066
Revenu net	1 825	1 417
Dividendes	(748)	(668)
Écarts d'acquisition et actifs incorporels excédentaires	213	(749)
Émission d'actions ordinaires	205	84
Rachat d'actions ordinaires	(12)	–
Autres émissions et rachats	–	471
Conversion et autres activités	(675)	(92)
À la fin de l'exercice	12 337	11 529

## Actif pondéré en fonction des risques

(en millions de dollars)	2003	2002
Au début de l'exercice	131 078	135 768
Augmentations (diminutions)		
Groupe Particuliers et entreprises	5 397	5 463
Groupe Gestion privée	(644)	764
Groupe Services d'investissement	(4 670)	(12 039)
Services d'entreprise	(1 998)	1 122
À la fin de l'exercice	129 163	131 078



# Conventions comptables particulièrement importantes

Les notes afférentes aux états financiers consolidés du 31 octobre 2003 de la Banque de Montréal présentent un résumé des principales conventions comptables utilisées par BMO. Les conventions dont il est question ci-dessous sont particulièrement importantes parce qu'elles exigent que la direction fasse preuve d'un haut degré de jugement. BMO a établi des normes et des méthodes de contrôle détaillées qui visent à assurer que les décisions fondées sur des jugements sont bien contrôlées, vérifiées de façon indépendante et appliquées uniformément d'une période à l'autre. En outre, les normes et méthodes visent à assurer que le processus de changement des façons de procéder est appliqué de manière appropriée. Nous sommes d'avis que nos estimations servant à déterminer la valeur de nos actifs et de nos passifs sont appropriées.

## Réserve pour créances irrécouvrables

La réserve pour créances irrécouvrables rajuste la valeur des actifs liés aux créances pour faire état de leur valeur de réalisation estimative. Lorsque nous évaluons la valeur de réalisation, nous devons nous fonder sur des estimations subjectives portant sur des questions dont l'issue finale est incertaine, notamment les facteurs économiques, les faits nouveaux qui peuvent influencer sur les affaires des entreprises dans un secteur déterminé et la situation particulière de certains emprunteurs. L'évolution de la situation peut faire en sorte que les évaluations futures du risque de crédit diffèrent dans une mesure importante des évaluations actuelles, ce qui pourrait nécessiter une augmentation ou une diminution de la réserve pour créances irrécouvrables. On trouvera d'autres renseignements sur la méthode utilisée pour établir la réserve pour créances irrécouvrables à la section portant sur le risque de crédit, à la page 47, ainsi qu'à la note 4 afférente aux états financiers, à la page 76.

## Instruments financiers évalués à leur juste valeur

BMO comptabilise les titres de négociation et les instruments financiers dérivés liés à des activités de négociation à leur juste valeur. Lorsque nous détectons une moins-value durable de la valeur comptable de titres de placement, nous ramenons ces titres à leur juste valeur. La juste valeur représente notre estimation de la somme que nous pourrions actuellement recevoir dans le cadre d'une transaction entre parties consentantes. La juste valeur de la plupart des instruments financiers est déterminée d'après les cours du marché. Lorsque le cours du marché n'est pas disponible, la direction doit estimer la juste valeur en utilisant la méthode des flux monétaires actualisés ou des modèles d'établissement du prix des options. Les estimations faites par la direction peuvent influencer sur la juste valeur ainsi que sur les gains et les pertes qui en découlent. On trouvera d'autres renseignements sur les méthodes d'établissement de la juste valeur utilisées par BMO aux notes 3 et 26 afférentes aux états financiers présentées aux pages 75 et 97, respectivement.

## Comptabilisation des opérations de titrisation

Lorsque des prêts sont titrisés, nous comptabilisons un gain ou une perte sur la vente. Pour déterminer le gain ou la perte, la direction doit estimer les flux de trésorerie futurs en se fondant sur des estimations du montant des intérêts et des frais qui seront perçus sur les actifs titrisés, du revenu à verser aux investisseurs, de la partie des actifs titrisés qui sera remboursée avant leur échéance, des pertes sur prêts prévues, de la juste valeur des frais de service et du taux d'actualisation de ces flux de trésorerie futurs prévus. Les flux de trésorerie réels peuvent différer considérablement des estimations de la direction. Si les estimations des flux de trésorerie futurs avaient été différentes, les gains tirés des opérations de titrisation comptabilisés dans le revenu net auraient également été différents. On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation des opérations de titrisation, y compris les analyses de sensibilité relatives aux hypothèses clés, à la note 7 afférente aux états financiers, à la page 79.

## Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs

Nos actuaires calculent les charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs en se fondant sur des hypothèses élaborées par la direction. Si les chiffres réels diffèrent des hypothèses de la direction, notre charge liée aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs pourrait augmenter ou diminuer au cours des prochains exercices. On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation des régimes de retraite et des autres avantages sociaux futurs, y compris les analyses de sensibilité relatives aux hypothèses clés, à la note 18 afférente aux états financiers, à la page 91.

## Moins-value durable

Les titres de placement qui sont comptabilisés au prix coûtant, au coût non amorti ou à la valeur de consolidation sont évalués à la fin de chaque trimestre afin de déterminer si leur juste valeur est inférieure à la valeur comptabilisée. Le cas échéant, la direction doit déterminer si la moins-value est durable. Pour ce faire, elle tient compte de facteurs tels que le type de placement, la durée de la période pendant laquelle la juste valeur a été inférieure à la valeur comptabilisée et l'importance de cet écart, la situation financière de l'émetteur et les perspectives à court terme le concernant, ainsi que notre intention et notre capacité de conserver le placement assez longtemps pour que sa valeur remonte. Selon les résultats de l'évaluation faite par la direction, la décision de comptabiliser ou non une dévaluation et, le cas échéant, le montant et la période à laquelle elle sera imputée peuvent changer. On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation de nos titres de placement à la note 3 afférente aux états financiers, à la page 75.

## Impôts sur le revenu

Le calcul de la provision pour impôts sur le revenu est fondé sur le traitement fiscal prévu des transactions inscrites à notre état consolidé des résultats ou à l'état consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires. Pour déterminer notre provision pour impôts sur le revenu, nous interprétons les lois fiscales de différents territoires et nous établissons des hypothèses concernant le moment prévu de la résorption des actifs et passifs d'impôts futurs. Si notre interprétation diffère de celle des autorités fiscales ou si le moment de la résorption ne correspond pas à nos prévisions, notre provision pour impôts sur le revenu pourrait augmenter ou diminuer au cours des prochaines périodes. On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation des impôts sur le revenu à la note 20 afférente aux états financiers, à la page 95.

## Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition sont soumis à des tests de dépréciation au moins une fois par année afin de s'assurer que la juste valeur de chaque entreprise acquise demeure supérieure ou égale à sa valeur comptable. Pour déterminer la juste valeur, nous utilisons des modèles d'évaluation qui tiennent compte de facteurs comme le revenu net prévu, les ratios cours-bénéfice et les taux d'actualisation. La direction doit faire preuve de jugement en choisissant les méthodes d'établissement de la juste valeur et les hypothèses qu'elle utilise. Ces choix peuvent influencer sur la juste valeur ainsi que sur les dévaluations éventuelles découlant d'une perte de valeur. On trouvera d'autres renseignements sur la composition de nos écarts d'acquisition à la note 12 afférente aux états financiers, à la page 87.



# Gestion globale des risques

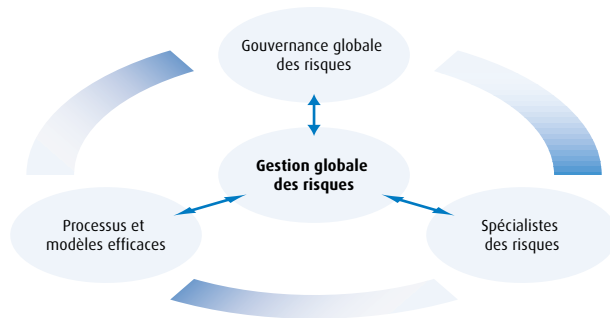


## Ronald G. Rogers

Président du conseil délégué, Gestion globale des risques et du portefeuille, BMO Groupe financier

« Nous gérons les risques de façon que la durabilité de notre rendement ne soit pas mise en doute. Nous faisons donc appel aux plus récentes découvertes scientifiques et aux gens les plus talentueux afin de donner l'assurance à nos actionnaires, à nos clients et à nos employés que nous utilisons la meilleure méthode pour gérer tous les risques, qui est également la plus cohérente. »

BMO Groupe financier a recours à une méthode globale pour reconnaître, comprendre, mesurer, évaluer et gérer les risques qui sont pris à l'échelle de l'organisation. Ces risques se classent comme suit : risque de crédit et de contrepartie (y compris l'assurance), risque de marché, risque de liquidité et de financement, risque d'exploitation et risque d'entreprise attribuable à la volatilité du revenu net.



Notre cadre de gestion des risques guide nos activités à risque et assure leur conformité aux besoins de nos clients et aux attentes de nos actionnaires. Il comprend la gestion intégrée des risques, ainsi que la gestion directe de chaque type de risque. Ce cadre prend appui sur trois éléments, à savoir une gouvernance globale des risques, des processus et modèles efficaces, et des spécialistes des risques.

## Gouvernance globale des risques

La structure de gouvernance des risques permet de prendre des décisions opérationnelles judicieuses qui équilibrent les risques et les avantages et contribuent à optimiser le rendement total obtenu par les actionnaires. Elle veille également à ce que les activités productrices de revenus soient conformes au degré de risque que nous sommes prêts à prendre et à nos normes en la matière. Notre structure de gouvernance en matière de prise de risques est énoncée dans l'encadré ci-dessous.

Notre structure globale de gouvernance des risques comprend un ensemble de politiques générales approuvées par le Conseil d'administration. Les politiques, normes et méthodes de gestion des risques font l'objet d'un examen constant afin d'assurer une gouvernance efficace et supérieure de nos activités exposées au risque.

Les politiques et les limites de risque approuvées par le Conseil déterminent la tolérance au risque de BMO. Le Comité d'évaluation des risques réévalue et approuve chaque année les limites suivantes :

- risque de crédit et de contrepartie – limites relatives au risque lié au pays, au secteur, aux produits ou segments de portefeuille, à un groupe ou à un titulaire unique;
- risque de marché – limites relatives au risque lié à la valeur marchande, à la volatilité du revenu net et aux simulations de crise;
- risque de liquidité et de financement – limites relatives aux actifs liquides, à la diversification du passif, aux engagements de financement et de liquidité, au nantissement d'actifs et à la non-concordance des flux de trésorerie.

Ces limites de risque portent généralement tant sur les éléments inscrits au bilan que sur les éléments hors bilan.

## Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration

Le Comité d'évaluation des risques est chargé de seconder le Conseil dans l'exercice de ses responsabilités de surveillance relativement aux activités visant à déterminer et à gérer les risques de BMO, au respect des politiques et des méthodes internes de gestion des risques et à la conformité aux exigences réglementaires liées aux risques.

### Président du conseil et chef de la direction

Le chef de la direction rend compte directement au Conseil d'administration de toutes les activités exposées au risque de BMO. Il est appuyé par le Comité de gestion des risques et ses sous-comités de même que par la Gestion globale des risques et du portefeuille.

### Comité de gestion des risques

Le Comité de gestion des risques, principal comité de la direction de BMO chargé de gérer les risques, examine les risques importants qui se présentent dans la réalisation de la stratégie de l'organisation et discute des plans d'action à mettre en œuvre. Il a intégré récemment le principal comité chargé de la gestion du risque de contrepartie pour améliorer la cohérence et l'efficacité. Le Comité de gestion des risques s'assure que la surveillance et la gouvernance des risques s'exercent aux plus hauts niveaux de la direction.

### Sous-comités du Comité de gestion des risques

Les sous-comités du Comité de gestion des risques assument une responsabilité de surveillance à l'égard de la stratégie de gestion, de la gouvernance, de la mesure du risque et de la planification d'urgence. Des sous-comités distincts ont été créés pour chaque type de risque et pour un certain nombre d'entités juridiques au sein de BMO afin que les risques assumés par l'organisation soient déterminés, mesurés, surveillés et signalés conformément aux politiques et aux limites déléguées.

### Gestion globale des risques et du portefeuille

La Gestion globale des risques et du portefeuille regroupe toutes les fonctions de décision de crédit, de gestion des risques et de vérification, sous la conduite du président du conseil délégué, Gestion globale des risques et du portefeuille. Elle assure l'uniformité des pratiques et des normes de gestion des risques et établit de façon claire les responsabilités en matière de surveillance et contrôle du risque, et de gestion du risque transactionnel dans l'ensemble de l'organisation.

La **Gestion globale des risques** oriente et surveille l'élaboration des politiques à l'échelle de l'organisation et veille à ce que la prise de risques soit régie, déterminée, évaluée, mesurée, surveillée et signalée de manière appropriée.

Des **unités de gestion des risques** associées à chacun des groupes d'exploitation de BMO veillent à ce que les risques soient gérés de façon uniforme et efficace au niveau des transactions et à tous les échelons de l'organisation.

Chaque comité de gestion des risques est chargé d'établir et de surveiller les limites de gestion globale des risques conformément aux limites approuvées par le Conseil. Des limites relatives aux pertes ont été fixées afin de repérer immédiatement les signes avant-coureurs de situations susceptibles d'entraîner des pertes et de prendre les mesures qui s'imposent. Dans chaque secteur d'activité, la direction veille à ce que les activités de gouvernance, les processus de gestion et les mesures de contrôle soient conformes aux politiques de gestion des risques et aux normes de l'organisation.

### Processus et modèles efficaces

Des processus rigoureux, réévalués périodiquement par la Vérification interne, sont utilisés à l'échelle de BMO aux fins suivantes :

- l'élaboration des politiques et des limites devant être approuvées par les comités de gouvernance constitués de hauts dirigeants;
- la surveillance de la conformité aux politiques;
- la gestion des plans d'urgence;
- le suivi continu des paramètres du marché afin de déceler l'évolution du contexte des risques;
- la production de rapports en temps opportun à l'intention de la haute direction et des comités de gouvernance pertinents.

Les modèles utilisés vont de modèles très simples à ceux qui permettent d'évaluer des transactions complexes ou qui font appel à des techniques avancées de gestion du portefeuille et du capital. Ces modèles sont employés pour orienter les décisions stratégiques et pour guider, au quotidien, les décisions d'octroi de crédit, de négociation, de prise ferme, de financement, d'investissement et d'exploitation. Des modèles ont également été conçus pour mesurer les risques auxquels BMO est exposé, le risque global étant évalué de façon intégrée par la méthode du capital à risque (CaR). L'élaboration, la mise en œuvre et l'application de ces modèles, qui sont soumis de façon périodique à une validation indépendante des risques qu'ils présentent, font l'objet d'un contrôle rigoureux.

BMO a également recours à divers processus et modèles, selon le type de risque, dans la mesure où c'est approprié et faisable, afin :

- d'évaluer la corrélation des risques de crédit avant d'autoriser tout nouvel engagement;
- de mesurer et d'évaluer les risques de nos portefeuilles et de calculer le risque de marché correspondant;
- de déterminer le risque d'entreprise et le risque d'exploitation pour chaque secteur d'activité;
- de prévoir le risque de liquidité et de financement en fonction des conditions d'exploitation prévues et de conditions extrêmes.

### Spécialistes des risques

Une saine gestion globale des risques se fonde sur les compétences et l'expérience de nos spécialistes des risques, qui :

- font la promotion d'une culture d'entreprise mettant l'accent sur des processus et mesures de contrôle rigoureux et efficaces en matière de gestion des risques;
- appliquent des normes de gestion des risques bien définies pour l'évaluation et l'acceptation des risques;
- prennent des décisions éclairées grâce à des modèles de gestion efficaces.

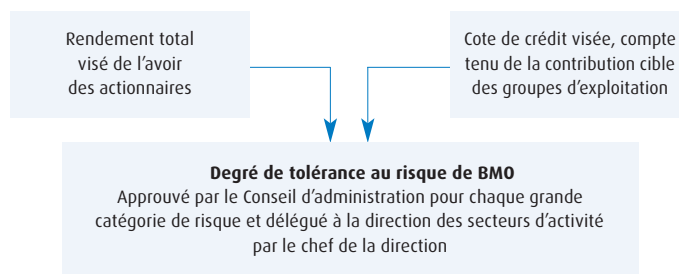
Dans le but d'améliorer ses capacités, BMO a mis sur pied un nouveau programme d'enseignement sur les risques en partenariat avec la Schulich School of Business de l'Université York. Le programme menant à un certificat, qui a pour but de former des spécialistes des risques, présente une vue d'ensemble de tous les aspects de la détermination et de la gestion des risques dans le domaine bancaire. Le programme qui s'adresse aux directeurs de BMO comporte cinq modules équivalant chacun à un cours

de niveau supérieur d'une session. Les cours sont donnés par le Executive Education Centre de la Schulich School of Business et par des hauts dirigeants de BMO qui sont des spécialistes en la matière.

De plus, les directeurs – Gestion des risques et les prêteurs peuvent être tenus de suivre un programme d'études progressif en crédit à L'Académie BMO afin d'obtenir les qualifications nécessaires pour remplir leurs fonctions. Ces cours, combinés à une expérience de travail déterminée, apportent la formation et la pratique nécessaires en matière de crédit, et mènent à l'attribution de limites de crédit pertinentes aux spécialistes qualifiés.

### Gestion intégrée des risques

La gestion des risques est intégrée à notre cadre de gestion du capital et à notre stratégie. Ainsi, les risques auxquels nous nous exposons dans la poursuite des objectifs stratégiques de BMO sont conformes au rendement total visé de l'avoir des actionnaires, ainsi qu'à la cote de crédit visée par BMO et à notre degré de tolérance au risque.

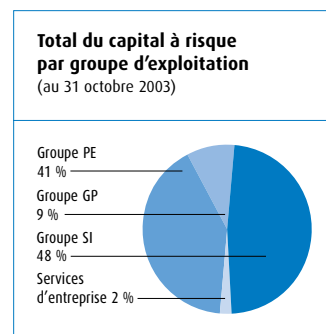
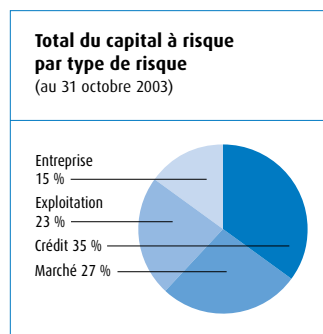


La gestion des risques est régie par deux cadres, à savoir celui de la gestion du changement et celui de la gestion intégrée des risques. Ces cadres :

- font en sorte que les modifications du profil de risque de l'organisation attribuables à de nouvelles initiatives d'affaires soient adéquatement déterminées et fassent l'objet d'approbations appropriées avant leur mise en œuvre;
- évaluent l'ampleur relative des risques qui sont pris et leur répartition entre les activités de l'organisation.

Les activités de gestion intégrée des risques s'appuient sur l'utilisation de mesures du capital à risque (CaR), l'analyse de scénarios et les simulations de crise.

Le capital à risque (CaR) constitue une mesure unique des risques qui permet de comparer des activités et des types de risques différents. Le CaR est à la base de la gestion du capital en fonction des risques et permet d'imputer le coût du capital aux secteurs d'activité. Il indique, sur le plan du capital, l'ampleur potentielle des pertes susceptibles de découler de circonstances défavorables et permet de rajuster le rendement en fonction des risques. Comme l'illustrent les graphiques ci-dessous, BMO est principalement exposé au risque de crédit.



L'analyse de scénarios permet de mesurer les incidences sur nos activités de situations opérationnelles, politiques, économiques et de marché extrêmes mais plausibles. Les scénarios peuvent être fondés sur des événements historiques ou hypothétiques ou sur une combinaison des deux. Ils s'appliquent à toutes les activités à risque de l'organisation.

En outre, nous réalisons constamment des simulations de crise qui ont pour but de simuler les risques de crédit de BMO par rapport à un secteur particulier ou à un ensemble de secteurs qui sont fortement corrélés. Ces simulations nous renseignent sur la sensibilité de nos risques aux caractéristiques des risques sous-jacents dans les secteurs à l'étude.

### Nouvel accord de Bâle sur les fonds propres

Le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire achève l'élaboration d'un nouvel accord sur les fonds propres (appelé Nouvel accord de Bâle) qui porte sur les normes de capital réglementaire pour le risque de crédit et le risque d'exploitation.

## Risque de crédit et de contrepartie

BMO s'expose au risque de crédit et de contrepartie principalement dans le cours de ses activités d'octroi de crédit et, dans une moindre mesure, à titre de détenteur de titres de placement. Nous gérons le risque au moyen de processus de gouvernance et de gestion exhaustifs qui encadrent les activités assorties d'un risque de crédit, notamment :

- des politiques générales, normes et méthodes régissant la philosophie, les principes et la conduite des activités d'octroi de crédit;
- un processus approfondi d'établissement des limites et de suivi;
- la surveillance par des comités de gouvernance de haut niveau;
- des équipes indépendantes de Politique de risque de crédit et de Vérification interne au sein de la Gestion globale des risques et du portefeuille;
- un processus rigoureux de qualification des prêteurs.

Le processus d'octroi de crédit est bien établi et efficace, comme en fait foi l'historique de BMO en matière de pertes sur prêts, qui soutient la comparaison avec la moyenne de son groupe de référence du Canada. Le processus exige des prêteurs compétents et expérimentés, une structure claire de délégation des pouvoirs décisionnels, un degré élevé de responsabilité personnelle, des limites discrétionnaires spécifiques, le suivi de chacun des comptes et une gestion dynamique du portefeuille. Les décisions de crédit sont prises par la direction, au niveau approprié à l'envergure et au degré de risque de la transaction.

Les méthodes d'exploitation exigent une surveillance continue des risques de crédit auxquels nous sommes exposés, une réévaluation régulière des comptes et des portefeuilles, ainsi que la reddition de comptes fréquente au Comité de gestion des risques et au Comité d'évaluation des risques en ce qui concerne les portefeuilles et les secteurs. Tous les comptes de prêt sont réévalués régulièrement, tandis que la plupart des comptes d'entreprises font l'objet d'un examen au moins une fois l'an. La Vérification interne examine les processus de gestion et un échantillon représentatif des transactions de crédit pour vérifier le respect des principes, des pratiques, des politiques et des méthodes en matière de crédit. En outre, BMO procède régulièrement à des examens sectoriels de portefeuilles, notamment à des simulations de crise et des analyses de scénarios approfondies.

La méthode de provisionnement de BMO obéit à une gestion et à une évaluation rigoureuses des pertes sur prêts; la détection rapide des prêts-problèmes constitue un objectif clé de gestion du risque. Tous les comptes en difficulté sont suivis de près et réexaminés au moins une fois par trimestre.

Pour être prêt en vue du Nouvel accord de Bâle, BMO a instauré un programme intégré à l'échelle de l'organisation. Les fonctions de leadership et de surveillance sont assurées par un comité de direction, formé de hauts dirigeants de toutes les parties intéressées. Le programme tire parti des structures en place dans l'organisation pour la gestion du changement et l'amélioration des processus d'affaires, ainsi que des stratégies établies en matière de technologie pour l'entreposage de données et la gestion des connaissances.

BMO perçoit le Nouvel accord de Bâle comme une étape importante de l'harmonisation des exigences réglementaires et économiques en matière de capital. En outre, cet accord cadre bien avec notre volonté d'être un chef de file en gestion des risques et notre stratégie d'amélioration continue des processus de gestion des risques et du capital.

Le **risque de crédit et de contrepartie** désigne la possibilité de subir une perte si un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie ne respecte pas son obligation de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute autre obligation financière.

BMO utilise deux mesures clés d'évaluation du crédit :

- Le solde brut des prêts et acceptations douteux, exprimé en pourcentage de l'avoir des actionnaires et des réserves pour créances irrécouvrables, permet d'évaluer la situation d'un portefeuille, en comparant le volume des prêts douteux au capital et aux réserves disponibles pour absorber les pertes sur prêts.
- La provision pour créances irrécouvrables, exprimée en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (y compris les titres pris en pension), permet de mesurer les pertes subies au cours de l'exercice par rapport à la taille de notre portefeuille. C'est une mesure de la qualité du crédit.

Au 31 octobre 2003, le solde brut des prêts douteux, exprimé en pourcentage de l'avoir des actionnaires et des réserves pour créances irrécouvrables, s'est établi à 12,15 % en baisse de 3,01 points de pourcentage comparativement à 15,16 % au 31 octobre 2002. La provision pour créances irrécouvrables, exprimée en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (y compris les titres pris en pension), s'est établie à 0,30 %, en baisse comparativement à 0,56 % l'an dernier.

Nous détenons un portefeuille de prêts diversifié axé sur l'Amérique du Nord, qui comprend des millions de comptes dont les titulaires sont en majorité des particuliers et des petites et moyennes entreprises. Les politiques de gouvernance du risque de crédit de BMO permettent de maintenir un degré acceptable de diversification en tout temps.

La note 4 afférente aux états financiers, à la page 76, et les tableaux 10 à 18, aux pages 60 à 63, donnent des détails sur le portefeuille de prêts de BMO, ses prêts douteux et ses provisions et réserves pour créances irrécouvrables. La diversification du portefeuille est illustrée dans le graphique de la page 41.

BMO a recours à divers modèles pour évaluer la portée et la corrélation des risques avant d'autoriser tout nouvel engagement en matière de transactions d'envergure de crédit aux grandes entreprises. La perte prévue et la perte non prévue sont calculées pour chaque transaction d'envergure et pour le portefeuille dans son ensemble. Les estimations relatives à la perte prévue et à la perte non prévue s'appuient sur les facteurs suivants :

- le jugement de la direction;
- la probabilité de défaillance;
- l'encours du crédit au moment de la défaillance;

- l'écart entre la valeur comptable et la valeur marchande ou la valeur de réalisation des prêts en cas de défaillance;
- l'incidence des cycles économique et sectoriel sur la qualité de l'actif et la valeur des prêts.

La perte prévue et la perte non prévue entrent dans la détermination du capital à risque à l'égard de chacun des secteurs d'activité pertinents. Les mesures du capital à risque au titre du crédit, comme toutes les mesures de capital à risque, sont fondées sur un niveau de confiance de 99,95 % et sur une période de détention de un an.

BMO maintient des réserves spécifiques et des réserves générales pour créances irrécouvrables. Les réserves spécifiques ramènent la valeur comptable globale des prêts qui montrent des signes de dégradation de la qualité du crédit à leur valeur de réalisation estimative. La réserve générale couvre toute perte de valeur qui, dans le portefeuille de prêts, ne peut encore être liée à des prêts en particulier. La somme de ces réserves doit toujours être suffisante pour ramener la valeur comptable des prêts à leur valeur de réalisation estimative.

## Risque de marché

BMO est exposé au risque de marché en raison de ses activités de négociation et de prise ferme, ainsi que de ses activités bancaires structurelles.

Notre stratégie de gestion globale des risques comporte un cadre de gestion du risque de marché qui permet d'appliquer des processus complets de gouvernance et de gestion aux activités assorties de ce type de risque. Ce cadre comprend notamment :

- une surveillance par des comités de gouvernance constitués de hauts dirigeants, y compris le Comité de gestion du risque de marché, le Comité de gestion des risques et le Comité d'évaluation des risques;
- des fonctions indépendantes de surveillance du risque de marché;
- des processus efficaces visant à mesurer les risques de marché liés à l'affectation du capital économique et à l'évaluation des positions;
- un processus élaboré de détermination des limites et de surveillance;
- des méthodes de contrôle efficaces des processus et des modèles utilisés;
- un ensemble de scénarios et de simulations de crise permettant d'analyser les pires situations.

Les principales mesures du risque de marché qu'emploie BMO sont le risque lié à la valeur marchande et la volatilité du revenu net. Les risques globaux liés à la valeur marchande et à la volatilité du revenu net auxquels BMO était exposé au 31 octobre 2003 sont résumés dans le tableau ci-après. Le risque lié à la valeur marchande a légèrement augmenté par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la croissance de l'avoir des actionnaires ordinaires qui figure dans les éléments de portefeuille structurel inscrits au bilan. La volatilité du revenu net s'est accrue par rapport à 2002 en raison essentiellement de l'accroissement de nos positions à court terme dans les portefeuilles de négociation et de prise ferme, comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

### Risques globaux liés à la valeur marchande et à la volatilité du revenu net pour les activités de négociation et de prise ferme et pour les placements du portefeuille structurel (en millions de dollars)\*

au 31 octobre (contre-valeur en dollars canadiens après impôts)	Risque lié à la valeur marchande		Volatilité du revenu net sur 12 mois	
	2003	2002	2003	2002
Activités de négociation et de prise ferme	18,0	14,6	33,4	19,9
Éléments du portefeuille structurel	311,6	282,5	24,8	21,0
Total	329,6	297,1	58,2	40,9

\*Selon un niveau de confiance de 99 %.

### Risque de marché lié aux activités de négociation et de prise ferme

Les activités de négociation et de prise ferme de BMO visent des portefeuilles dont la valeur marchande fait l'objet d'une évaluation quotidienne,

Pour déterminer le montant et la suffisance de la réserve générale, on tient compte d'un certain nombre de facteurs. Tout d'abord, une analyse statistique des chiffres antérieurs permet d'obtenir la moyenne (perte prévue) et la volatilité (perte non prévue) des pertes subies. Cette analyse consiste à calculer la perte antérieure moyenne pour chaque segment homogène de portefeuille, tandis que d'autres modèles permettent d'estimer le montant de la perte à l'égard des portefeuilles de prêts aux grandes entreprises qui peut être mesurée par rapport à des données relatives aux marchés. Les estimations de la perte prévue et de la perte non prévue servent à prévoir les provisions pour créances irrécouvrables et à établir une réserve générale appropriée. Enfin, le jugement professionnel de la direction concernant la qualité du portefeuille, la répartition des secteurs, la conjoncture économique et les conditions du marché du crédit est également pris en compte. Notre méthode se fonde aussi sur la ligne directrice C-5, *Provisions générales pour risque de crédit*, du Bureau du surintendant des institutions financières du Canada.

Le **risque de marché** représente le risque d'incidence négative, sur le bilan ou l'état des résultats, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite d'une variation de certains paramètres du marché, notamment : les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions ou le prix des produits de base, et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts de taux de crédit, la migration du crédit et les défaillances.

Le **risque lié à la valeur marchande** est une mesure de l'incidence négative des fluctuations des paramètres du marché sur la valeur marchande d'un portefeuille d'actifs, de passifs et d'éléments hors bilan, établie selon un niveau de confiance de 99 % sur une période de détention déterminée. La période de détention tient compte de la conjoncture actuelle du marché et de la composition des portefeuilles afin de déterminer combien de temps il faut pour neutraliser le risque de marché sans causer d'incidence négative sur les cours du marché. Dans le cas des activités de négociation et de prise ferme, le risque lié à la valeur marchande comprend la VAR et le risque lié à l'émetteur.

La **volatilité du revenu net** est une mesure de l'incidence négative des fluctuations éventuelles des paramètres du marché sur le revenu net après impôts projeté sur douze mois d'un portefeuille d'actifs, de passifs et d'éléments hors bilan, établie selon un niveau de confiance de 99 %.

La **valeur à risque (VAR)** s'applique à diverses catégories de risque auquel BMO s'expose dans ses activités de négociation et de prise ferme : taux d'intérêt, devises, cours des actions, prix des produits de base et degrés de volatilité implicite. Cette mesure calcule la perte maximale éventuelle des portefeuilles sur une période de détention appropriée, selon un niveau de confiance de 99 %.

Le **risque lié à l'émetteur** se présente dans les portefeuilles de négociation et de prise ferme de BMO. Il mesure l'incidence négative que le risque d'écart de taux de crédit, la migration du crédit et le risque de défaillance ont sur la valeur marchande d'instruments à revenu fixe d'émetteurs non souverains et autres titres similaires. Le risque lié à la valeur marchande relatif à l'émetteur est généralement mesuré selon un niveau de confiance de 99 % sur une période de détention appropriée.

et d'autres portefeuilles (par exemple, les actifs du marché monétaire) qui sont assujettis aux règles de la comptabilité d'exercice en vertu des principes comptables généralement reconnus. Pour ces activités, la valeur à risque (VAR) permet de déterminer l'importance du risque de marché auquel BMO s'expose.

En plus de nos modèles et mesures de la VAR, le risque lié à l'émetteur est mesuré chaque jour selon un niveau de confiance de 99 %, sur des périodes de détention déterminées, pour les portefeuilles visés.

Divers modèles de calcul de la VAR servent à déterminer le capital exposé au risque de marché pour chacun des secteurs d'activité et à

établir le capital réglementaire requis selon les normes issues de l'accord de 1998. Aux fins du calcul du capital, nous utilisons des périodes de détention plus longues et des niveaux de confiance plus élevés que ceux qui servent à la gestion quotidienne du risque. Les modèles servant à déterminer le risque lié à la volatilité du revenu net sont identiques ou similaires à ceux qui servent à déterminer le risque lié à la VAR.

Les risques de marché liés aux activités de négociation et de prise ferme sont présentés dans le tableau ci-dessous.

**Sommaire de la VAR totale – Négociation et prise ferme** (en millions de dollars)\*

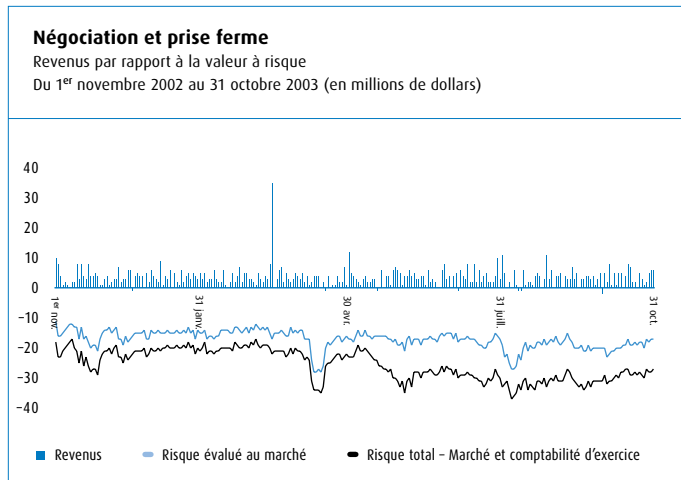
pour l'exercice terminé le 31 octobre 2003 (contre-valeur en dollars canadiens avant impôts)	À la fin de l'exercice	Moyenne	Haut	Bas
Taux d'intérêt	17,6	16,4	25,5	10,8
Écart de taux de crédit	3,8	4,5	8,4	2,0
Change	6,3	5,0	10,8	2,8
Produits de base	0,8	1,2	2,6	0,5
Actions	5,1	5,0	14,1	2,4
Effet de corrélation	(5,4)	(5,5)	s.o.	s.o.
<b>Total</b>	<b>28,1</b>	<b>26,6</b>	<b>37,6</b>	<b>18,1</b>

\*Mesure sur un jour selon un niveau de confiance de 99 %.

s.o. – sans objet

Pour déterminer la VAR, nous tenons compte d'une partie seulement de la corrélation et des éléments compensatoires qui peuvent exister entre certains portefeuilles et catégories de risque, par exemple entre le cours des actions et les taux d'intérêt. Ainsi, le risque de marché est calculé de façon plus prudente qu'il ne le serait autrement.

Cette année, BMO n'a pas enregistré une perte plus grande que la VAR globale mesurée pour les portefeuilles de négociation et de prise ferme, comme l'illustre le diagramme ci-dessous. Les 35 millions de dollars de revenus de négociation journaliers figurant dans les graphiques ci-après proviennent principalement de revenus de négociation d'instruments dérivés sur produits de base, comme il est expliqué à la page 24.

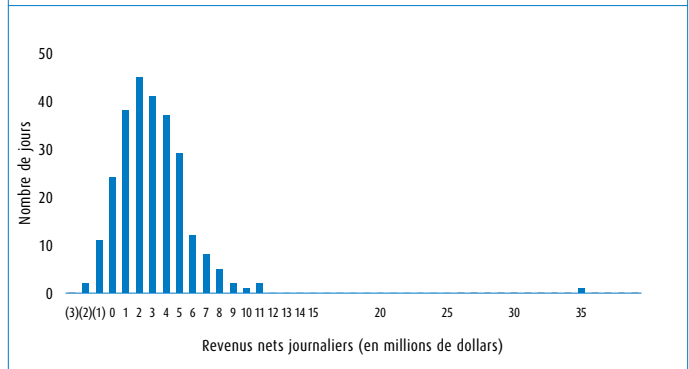


Nous calculons également la mesure dans laquelle BMO est exposé à une concentration du risque de marché au titre, par exemple, de variations de taux d'intérêt et de change particuliers, du cours des actions ou du prix de produits de base déterminés, ainsi que de la volatilité implicite connexe.

Des méthodes efficaces de contrôle s'appliquant à la réévaluation des portefeuilles de négociation et de prise ferme et au calcul des revenus journaliers tirés de ces activités nous permettent de suivre les revenus générés par chaque secteur d'activité au regard des stratégies commerciales et de l'importance du risque de marché propres à chacun.

**Répartition des revenus journaliers selon la fréquence, pour les activités de négociation et de prise ferme**  
Portefeuilles du marché monétaire et portefeuilles évalués selon la méthode de comptabilité d'exercice

Du 1er novembre 2002 au 31 octobre 2003



Les revenus de négociation incluent les montants associés à l'ensemble des activités de négociation et de prise ferme, qu'elles soient comptabilisées par référence au marché ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice, de même que certains frais et commissions directement liés à ces activités.

Nous surveillons la mise en application de nos modèles pour nous assurer qu'ils sont pertinents au portefeuille auquel ils sont appliqués; si nous décelons des lacunes, nous apportons les corrections qui s'imposent, y compris le rajustement du montant net des revenus de négociation journaliers.

Nous nous servons de diverses méthodes pour garantir l'intégrité de ces modèles, notamment en procédant à un contrôle ex post des pertes hypothétiques. Ce processus part de l'hypothèse que la situation des portefeuilles à la clôture des marchés, la veille, n'a pas changé. On isole ensuite l'incidence des variations quotidiennes des prix par rapport aux cours de clôture. On considère les modèles comme validés si, en moyenne, les pertes hypothétiques calculées ne sont supérieures à la mesure de la VAR qu'une fois sur 100. Les résultats de ce test confirment la fiabilité de nos modèles.

Les modèles employés pour mesurer les risques de marché sont efficaces tant que les conditions du marché demeurent normales. Nous effectuons également des analyses de scénarios et des simulations de crise pour déterminer les répercussions de changements inhabituels ou imprévus des conditions du marché sur nos portefeuilles. Nous avons recours à une gamme complète de scénarios et de simulations de crise, dont les résultats sont présentés au Comité de gestion des risques et au Comité d'évaluation des risques à intervalles réguliers. Les risques relatifs aux portefeuilles de négociation et de prise ferme doivent être gérés dans les limites pré-établies de situations de crise.

**Risque structurel de marché**

Le risque structurel de marché englobe le risque lié aux taux d'intérêt qui découle de nos activités bancaires structurelles (prêts et dépôts) et le risque lié au change qui résulte de nos opérations en devises. La Direction de la trésorerie de BMO gère le risque structurel de marché afin de soutenir la stabilité d'un revenu net de qualité supérieure.

Le risque structurel lié aux taux d'intérêt découle principalement de la non-concordance des taux d'intérêt et des options intégrées. La non-concordance des taux d'intérêt est le résultat des différences entre les dates d'échéance et de renégociation prévues des actifs, des passifs et des éléments hors bilan. Le risque lié aux options intégrées découle des caractéristiques des produits qui permettent aux clients de modifier les dates d'échéance ou de renégociation prévues. Les options comprennent les privilèges de remboursement anticipé de prêts et de rachat de dépôts à terme et les taux engagés à l'égard des prêts hypothécaires non versés. Nous gérons la non-concordance des taux d'intérêt nette, qui représente les actifs résiduels financés par l'avoir des actionnaires ordinaires, en

fonction d'une durée cible de deux à trois ans; les options intégrées sont gérées de façon à maintenir les risques à des niveaux peu élevés. Les swaps de taux d'intérêt, les options et les valeurs mobilières constituent nos principaux outils de gestion du risque lié aux taux d'intérêt.

Le risque structurel lié au change découle principalement du risque de conversion associé au montant net de nos investissements dans des établissements aux États-Unis et du risque de transaction associé à notre revenu net en dollars américains. Nous gérons le risque de conversion en finançant le montant net de nos investissements aux États-Unis en dollars américains. Le risque de transaction est géré en concluant chaque trimestre des contrats de change à terme de couverture qui devraient compenser partiellement l'incidence des fluctuations du taux de change entre les dollars canadien et américain sur le revenu net du trimestre. L'incidence des fluctuations du taux de change sur le revenu net de BMO en 2003 est présentée à la page 21.

Les mesures du risque structurel lié à la valeur marchande et à la volatilité du revenu net tiennent compte de périodes de détention variant de un à trois mois ainsi que de l'incidence de la corrélation entre les paramètres du marché. Le risque structurel lié à la valeur marchande (se reporter à la page 48) a légèrement augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison de la croissance de l'avoir des actionnaires ordinaires, tandis que la volatilité du revenu net continue d'être gérée de façon à la maintenir à des niveaux peu élevés.

Outre le risque lié à la valeur marchande et la volatilité du revenu net, nous employons des simulations, des analyses de sensibilité, des simulations de crise et des analyses d'écarts, dont les résultats sont présentés au tableau 19, à la page 64, pour mesurer et gérer le risque lié aux taux d'intérêt.

## Risque de liquidité et de financement

La gestion du risque de liquidité et de financement est essentielle pour assurer le maintien de la confiance des déposants et la stabilité du revenu net.

Notre méthode de gestion du risque de liquidité et de financement consiste à nous assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à nos engagements financiers, même en période de crise. Notre cadre de gestion du risque de liquidité et de financement repose notamment sur les éléments suivants :

- une surveillance par des comités de gouvernance constitués de hauts dirigeants, y compris le Comité de gestion du risque de liquidité et de financement, le Comité de gestion des risques et le Comité d'évaluation des risques;
- un groupe indépendant de surveillance au sein de la Direction de la trésorerie;
- une structure de limites approuvée par le Comité d'évaluation des risques visant à soutenir la gestion du risque;
- des processus et des modèles efficaces pour assurer la surveillance et la gestion du risque;
- des mesures de contrôle rigoureuses à l'égard des processus et des modèles, ainsi que de leur utilisation;
- un cadre de scénarios d'analyse pour les conditions d'exploitation extrêmes;
- des plans d'urgence pour faciliter la gestion en cas de crise.

Les données fournies dans la présente section tiennent compte de la situation financière consolidée de BMO. Les filiales de BMO comprennent des entités réglementées et étrangères et, par conséquent, les mouvements de fonds entre les sociétés du groupe doivent tenir compte des besoins des filiales en matière de liquidités, de financement et de capital, ainsi que de considérations d'ordre fiscal. Ces facteurs n'ont pas de répercussions importantes sur les liquidités et le financement de BMO.

## Sensibilité au risque structurel de taux d'intérêt (en millions de dollars)\*

	au 31 octobre 2003		au 31 octobre 2002	
	Sensibilité de la valeur économique	Sensibilité du revenu net au cours des 12 mois à venir	Sensibilité de la valeur économique	Sensibilité du revenu net au cours des 12 mois à venir
Hausse de 100 points de base	(202,3)	10,8	(152,7)	1,1
Baisse de 100 points de base	142,7	(17,6)	123,8	(0,1)
Hausse de 200 points de base	(431,8)	15,7	(354,1)	(3,9)
Baisse de 200 points de base	181,2	(61,6)	180,0	(70,7)

\*Les risques sont représentés par des montants entre parenthèses, les gains, par des montants positifs.

La sensibilité au risque structurel de taux d'intérêt dans le cas d'une hausse ou d'une baisse immédiate de 100 ou de 200 points de base des taux d'intérêt est présentée dans le tableau ci-après. Bon nombre d'institutions financières effectuent et présentent ce type d'analyse, qui facilite la comparaison avec notre groupe de référence.

Les modèles utilisés pour mesurer le risque structurel de marché nous aident à prévoir l'évolution des taux d'intérêt et de change et à déterminer la réaction probable des clients à cet égard. Ces modèles ont été élaborés à partir d'analyses statistiques et sont validés au moyen de processus réguliers d'examen et de contrôle ex post et d'un dialogue continu avec les secteurs d'activité.

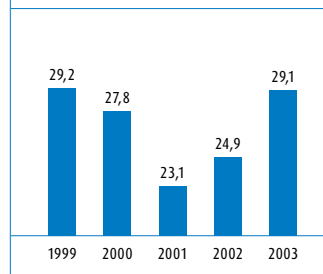
Aux fins du calcul du capital, nous utilisons une période de détention de un an et un niveau de confiance de 99,95 % pour mesurer le capital à risque exposé au risque structurel de marché. Le capital à risque exposé au risque structurel de marché est réparti entre les secteurs d'activité.

Le **risque de liquidité et de financement** désigne la possibilité de subir une perte si BMO n'est pas en mesure de respecter ses engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Les engagements financiers comprennent les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts et de placements.

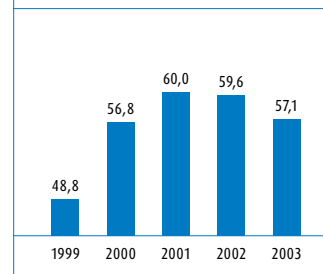
La situation de BMO en matière de liquidités et de financement demeure adéquate et aucun engagement ou événement ni aucune tendance, demande ou incertitude n'est susceptible d'avoir des répercussions importantes sur celle-ci.

Nous avons recours à deux mesures principales dans le cadre de la gestion du risque de liquidité et de financement. La première est le ratio d'encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total, qui permet de déterminer dans quelle mesure les actifs peuvent être facilement convertis en liquidités ou en quasi-espèces afin de respecter des engagements financiers, étant donné que les éléments d'encaisse et les valeurs mobilières sont plus liquides que les prêts. Ce ratio représente donc la

**Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total**



**Dépôts de base en pourcentage du total des dépôts**



valeur totale des éléments d'encaisse et des valeurs mobilières, exprimée en pourcentage de l'actif total. Au 31 octobre 2003, le ratio d'encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total de BMO s'établissait à 29,1 %, en hausse comparativement à 24,9 % au 31 octobre 2002. Cette augmentation est principalement attribuable à la croissance des titres de négociation en dollars canadiens et américains.

L'encaisse et les valeurs mobilières totalisaient 74,7 milliards de dollars en fin d'exercice, en hausse par rapport à 63,0 milliards en 2002, alors que l'actif total avait augmenté de 3,6 milliards pour s'établir à 256,5 milliards. Dans le cours normal des affaires, une partie de l'encaisse et des valeurs mobilières sert de garantie pour soutenir les activités de négociation et la participation aux systèmes de compensation et de paiement, tant au Canada qu'à l'étranger. Au 31 octobre 2003, l'encaisse et les valeurs mobilières mises en garantie atteignaient 18,7 milliards de dollars, ce qui se compare aux 18,9 milliards de l'exercice précédent. En outre, BMO est partie à certaines ententes susceptibles de nécessiter des garanties supplémentaires dans certaines circonstances. Ces exigences potentielles en matière de garanties ne sont toutefois pas importantes. Le tableau 5 de la page 55, ainsi que les notes 2 et 3 afférentes aux états financiers, à la page 74, présentent des renseignements supplémentaires sur l'encaisse et les valeurs mobilières.

La deuxième mesure principale est le ratio des dépôts de base au total des dépôts. Les dépôts de base sont plus stables que les autres formes de dépôts, car ils sont constitués des soldes des comptes courants et d'épargne des particuliers ainsi que des dépôts à terme relativement peu élevés. Le ratio représente la valeur totale des dépôts, moins les dépôts à terme d'un montant supérieur à 100 000 unités, quelle que soit la monnaie, en pourcentage du total des dépôts. Au 31 octobre 2003, le ratio des dépôts de base

au total des dépôts de BMO s'établissait à 57,1 %, en baisse par rapport à 59,6 % au 31 octobre 2002. Ce ratio a diminué, la croissance des dépôts secondaires nécessaires au financement de la position plus élevée en titres de négociation ayant surpassé la croissance des dépôts de base.

Les dépôts de base totalisaient 98,0 milliards de dollars à la fin de l'exercice, en hausse comparativement à 96,5 milliards en 2002, alors que le total des dépôts a augmenté de 9,7 milliards de dollars pour s'établir à 171,6 milliards. Notre masse de dépôts de base, combinée à notre important capital de base, nous permet d'être moins dépendants des dépôts de gros, qui sont moins stables. Ces derniers, qui sont en grande partie à court terme, visent principalement à soutenir les activités de négociation et de prise ferme, ainsi que le portefeuille de titres de placement.

Le tableau 24 de la page 66 présente des renseignements supplémentaires sur les obligations contractuelles relatives aux dépôts.

Les éléments hors bilan et les autres instruments de crédit pourraient avoir une incidence sur les liquidités et le financement compte tenu de notre obligation de financer les retraits. Notre cadre de gestion des risques prend en considération le risque que nous assumons à cet égard. On traite des éléments hors bilan à la page 42. La note 5 afférente aux états financiers, à la page 78, contient de plus amples renseignements sur les autres instruments de crédit.

Nous assurons une surveillance constante du risque de liquidité et de financement et une gestion active de notre bilan pour réduire ce risque au minimum. Des modèles servent à prévoir les besoins en matière de liquidités, la capacité de financement et les engagements financiers en fonction des situations économique et politique, ainsi que des événements propres au marché et à l'exploitation de BMO, selon divers scénarios extrêmes.

## Risque d'exploitation

Le risque d'exploitation est inhérent à toute activité économique. Bien qu'il soit impossible d'éliminer complètement ce risque, on peut le gérer, l'atténuer et, dans certains cas, s'assurer contre lui afin de préserver et d'augmenter la valeur de l'avoir des actionnaires.

Pour atteindre cet objectif, nous avons élaboré un cadre intégré de gestion du risque d'exploitation, qui comprend la détermination, la mesure, l'analyse, la surveillance, le contrôle et l'atténuation des risques, ainsi que l'attribution du capital à risque.

La gestion du risque d'exploitation de BMO passe par un cadre de gouvernance complet, ainsi que par des contrôles efficaces. Ces mesures de gestion comprennent des plans d'urgence visant à assurer la continuité de nos activités, des processus de gestion des événements, des politiques et méthodes de gestion du changement, ainsi qu'un cadre en matière de fusions et d'acquisitions.

La structure de gouvernance du risque d'exploitation de BMO comprend le Comité de gestion du risque d'exploitation, qui constitue un sous-comité du Comité de gestion des risques. Ce comité assume un rôle de surveillance à l'égard de la stratégie et de la gouvernance du risque d'exploitation. Il conseille et oriente les secteurs d'activité en ce qui concerne la détermination, la mesure et l'atténuation du risque d'exploitation, ainsi que la surveillance et les initiatives de changement connexes.

La Vérification interne rend compte à intervalles réguliers de l'efficacité des mesures de contrôle et des processus de gestion internes du risque d'exploitation au chef de la direction et au Comité de vérification du Conseil.

Il incombe à chaque secteur d'activité de gérer le risque d'exploitation conformément aux lignes directrices énoncées dans la politique. La Gestion globale des risques élabore la politique et les lignes directrices pour la gestion du risque d'exploitation et exerce une surveillance à l'égard des questions importantes touchant BMO et des événements marquants susceptibles d'influer sur son exploitation, et fait rapport au Comité de gestion des risques et au Comité d'évaluation des risques.

Le **risque d'exploitation** correspond à la possibilité de subir une perte découlant de processus internes ou de systèmes inadéquats ou de leur défaillance, d'une erreur humaine ou d'un événement externe qui n'est pas lié au risque de crédit, de marché ou de liquidité. Il comprend le risque fiduciaire, le risque juridique et le risque d'entreprise attribuable à une défaillance d'exploitation, exception faite des risques d'entreprise de nature stratégique, notamment ceux liés à la volatilité du revenu net.

Lorsque cela s'avère approprié et rentable, on souscrit à une assurance permettant de transférer certaines composantes du risque d'exploitation à des assureurs dignes de confiance.

Nous mesurons le risque d'exploitation selon une méthode actuarielle combinant la vraisemblance qu'un événement comportant un risque d'exploitation survienne et la probabilité de perte si un tel événement survient afin de produire une courbe de distribution des pertes. Celle-ci permet de déterminer la perte prévue et la perte non prévue associées à des événements particuliers de risque d'exploitation. La perte non prévue sert à déterminer le capital à risque relatif à chaque secteur d'activité et à chaque type de risque d'exploitation. Nous utilisons les données historiques disponibles sur les pertes afin de calculer la fréquence et la gravité des événements. Lorsqu'il n'existe guère ou pas de tout de données sur les pertes, des scénarios de pertes sont élaborés avec l'aide de la direction du secteur d'activité concerné. Pour nous assurer de bien cerner et mesurer tous les risques d'exploitation auxquels est exposé un secteur d'activité, nous faisons appel, s'il y a lieu, à des fonctions spécialisées comme les Finances, la Fiscalité, les Services juridiques, la Conformité, la Confidentialité, les Ressources humaines et le groupe Systèmes et gestion de l'information.

Nous employons un processus et un modèle conçus sur mesure pour cerner le risque d'exploitation dans chaque secteur d'activité. Aux fins du calcul du capital à risque, nous avons recours à un niveau de confiance de 99,95 % sur une période de détention de un an conformément aux méthodes utilisées pour les autres types de risques.

L'objectif de BMO est de gérer le risque d'exploitation, comme tous les autres risques, de façon transparente à l'échelle de l'organisation. À cette fin, nous signalons régulièrement :

- l'exposition aux divers types de risques d'exploitation et leurs répercussions financières (perte prévue, perte non prévue et perte attribuable à des conditions extrêmes);
- les modifications du profil de risque d'exploitation survenues à la suite d'une évolution du secteur d'activité et du contexte d'exploitation;
- les pertes d'exploitation comparativement à des points de référence externes.

Chacune des composantes de notre cadre de gestion du risque d'exploitation est à un stade de développement différent. Nous nous efforçons de les améliorer constamment de façon qu'elles servent la gestion des activités et des risques, tout en respectant les exigences réglementaires du Nouvel accord de Bâle sur les fonds propres qui devrait entrer en vigueur sous peu.

## Risque d'entreprise lié à la volatilité du revenu net

BMO assume de nombreux risques analogues à ceux assumés par les sociétés non financières, à commencer par le risque que sa rentabilité (et donc sa valeur) se détériore en raison de l'évolution du climat des affaires, de l'échec de sa stratégie ou de défaillances au niveau de la mise en œuvre. Ces risques découlent notamment de la volatilité de l'activité économique, de changements dans les attentes des clients, de l'évolution défavorable des affaires ou d'un manque relatif d'adaptation aux changements sectoriels. Le risque d'entreprise lié à la volatilité du revenu net comprend les risques relatifs aux marges et aux volumes de BMO et l'estimation du capital à risque connexe est fondée, pour chaque groupe

Le **risque d'entreprise lié à la volatilité du revenu net** désigne la possibilité que les volumes diminuent ou que les marges rétrécissent sans qu'il ne soit possible de compenser le recul du revenu par une réduction des coûts. Le risque d'entreprise remplace le risque stratégique que nous avions utilisé l'an dernier et il représente une amélioration par rapport à ce dernier.

d'exploitation, sur la volatilité du revenu net sur une période de un an, selon un niveau de confiance de 99,95 %.

## Risque environnemental

BMO soutient le principe du développement durable. Nous croyons que si la croissance économique se fait dans le respect de l'environnement, notre qualité de vie en sera améliorée. C'est pourquoi nous avons adopté, à l'échelle de l'organisation, des pratiques pour réduire le gaspillage, économiser l'énergie et recycler les matériaux.

En matière de crédit, nous prenons des précautions raisonnables pour ne consentir des prêts qu'à des emprunteurs responsables en matière d'environnement.

BMO entend continuer à collaborer avec les pouvoirs publics, les représentants du secteur et toutes les parties intéressées pour trouver des solutions aux problèmes de l'environnement. Nous nous engageons à maintenir un dialogue ouvert avec toutes les parties intéressées qui, outre les pouvoirs publics, comprennent nos clients, nos employés, nos actionnaires et le grand public.

## Risque social et éthique

Compte tenu de la nature de nos activités, nous devons gérer les risques sociaux et éthiques de manière responsable et constante. Afin de nous acquitter de nos responsabilités à cet égard, nous menons nos activités en nous conformant aux normes éthiques les plus rigoureuses et en respectant entièrement toutes les lois et tous les règlements de chaque territoire où nous sommes actifs.

BMO s'est engagé à respecter des normes de franchise et d'éthique dans sa publicité et à adhérer au Code canadien des normes de la publicité.

BMO valorise en outre la diversité au sein de son personnel et offre un milieu de travail équitable et positif.

BMO adhère aux principes de la confidentialité et du respect de la vie privée dans ses relations avec la clientèle. Nous suivons des codes de conduite et les lois qui protègent et respectent la confidentialité des renseignements personnels et nous avons mis en place des recours justes et opportuns pour répondre aux plaintes et aux préoccupations des clients.

Qu'il s'agisse de particuliers ou d'entreprises, BMO tient compte de la réputation et de l'intégrité de la contrepartie ou de ses gestionnaires avant de décider s'il doit ou non faire des affaires avec elle.

Dans ses activités de prospection à l'étranger, BMO tient compte de facteurs éthiques, politiques, sociaux et économiques en plus des autres critères de crédit habituels. Que ce soit en Amérique du Nord ou à l'étranger, BMO ne consent pas de prêts à des fins qui, à son avis, soutiennent la suppression de libertés individuelles fondamentales, encouragent la discrimination raciale, renforcent les haines nationales ou favorisent le recours à la violence ou à la répression.

BMO ne prête de l'argent à des clients étrangers pour financer des achats de matériel militaire que si les achats sont conformes à la politique de défense nationale du Canada ou à ses obligations à l'égard des traités internationaux. De plus, les transactions conclues à l'étranger doivent être conformes à la politique de défense nationale du pays visé et à ses obligations à l'égard des traités internationaux.

BMO s'efforce de n'accorder aucun traitement préférentiel, ni en pratique ni en apparence, à l'égard de quelque transaction bancaire que ce soit avec un parti politique, une association de circonscription, un candidat aux élections, un candidat à la direction d'un parti ou tout autre fonctionnaire (y compris la famille de ce fonctionnaire ou une entreprise liée).

La règle fondamentale régissant le secteur bancaire, qui consiste à « bien connaître son client », est appliquée au cours de toute transaction d'affaires avec un client et lors de l'évaluation d'un client éventuel.

BMO n'accepte sciemment aucune transaction avec un client dont l'argent est le fruit d'activités illégales. BMO n'effectue aucune transaction et ne gère aucun compte pour un client qui refuse de présenter des preuves de son identité ou de la provenance des fonds ou tout autre renseignement que nous exigeons pour établir la bonne foi d'un client.

BMO impose à ses employés, à ses dirigeants et à ses administrateurs des règles rigoureuses en matière de conflits d'intérêts.



# Rétrospective des résultats financiers de 2002

## Résultat

Le résultat par action avait augmenté de 0,02 \$ pour atteindre 2,68 \$ en 2002, tandis que le revenu net avait baissé de 54 millions de dollars pour s'établir à 1 417 millions. Un programme de rachat d'actions ordinaires de 2 milliards de dollars réalisé en 2001 avait accru le résultat par action malgré la baisse du revenu net. Comme nous l'expliquons à la page 20, BMO avait précédemment inscrit certains éléments de revenus et de frais comme éléments exceptionnels afin de faciliter l'analyse comparative des résultats. Ainsi, les résultats de 2002 comprenaient des frais exceptionnels de 62 millions de dollars (36 millions après impôts) liés à des acquisitions. Un montant net de 93 millions de dollars avait haussé les résultats de 2001, en raison de la désignation de certains éléments, dont le plus important avait été un gain réalisé à la vente de la participation de BMO dans Bancomer, comme éléments exceptionnels. Abstraction faite de ces éléments pour les deux exercices, le revenu net avait augmenté de 78 millions de dollars. Cette hausse était attribuable à l'amélioration des résultats du groupe Particuliers et entreprises, à la diminution de la provision pour créances irrécouvrables, à la cessation de l'amortissement des écarts d'acquisition, ainsi qu'aux taux d'imposition et aux avantages fiscaux favorables. Vous trouverez des précisions sur les éléments classés comme exceptionnels au tableau 26 de la page 67.

Le rendement de l'avoir des actionnaires s'était établi à 13,4 % en 2002, par rapport à 13,8 % en 2001. La diminution était imputable aux éléments qui avaient été désignés comme éléments exceptionnels dans les deux exercices et qui sont décrits ci-dessus. Abstraction faite de ces éléments, le rendement de l'avoir des actionnaires avait augmenté de 0,9 % pour atteindre 13,8 %.

## Revenu

Le revenu avait reculé de 4 millions de dollars pour se fixer à 8 859 millions en 2002. Cette diminution s'expliquait par l'augmentation de 294 millions de dollars ou de 6 % du revenu net d'intérêts et de la baisse de 298 millions de dollars ou de 7 % du revenu autre que d'intérêts. Le revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions, d'une part, et les frais d'intérêts, d'autre part, qui ensemble permettent de déterminer le revenu net d'intérêts, avaient tous deux sensiblement baissé par rapport à 2001, en raison du contexte de faibles taux d'intérêt en 2002. Le revenu net d'intérêts avait quand même augmenté en 2002 sous l'effet de la croissance du volume des services bancaires aux particuliers et aux entreprises au Canada et aux États-Unis. La marge nette d'intérêts relative aux services bancaires aux particuliers et aux entreprises avait quelque peu diminué au Canada en raison de la tendance au rétrécissement des marges dans le contexte des faibles taux d'intérêt.

En 2002, le revenu autre que d'intérêts avait bénéficié de l'effet différentiel de 152 millions de dollars provenant des entreprises acquises, tandis que le revenu net sur les titres de placement avait été supérieur de 269 millions en 2001. Les résultats de 2001 affichaient également une augmentation de 143 millions de dollars grâce au gain de 321 millions réalisé à la vente de l'investissement dans Bancomer, déduction faite de la dévaluation des opérations de capital-investissement dans nos propres obligations adossées à des créances, élément qui avait été désigné comme exceptionnel. Les revenus tirés des activités de négociation avaient considérablement baissé comparativement aux solides revenus enregistrés en 2001.

## Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts s'étaient accrues de 359 millions de dollars pour atteindre 6 030 millions en 2002. La hausse était principalement imputable à l'effet différentiel de 312 millions de dollars provenant des entreprises acquises, dont un montant de 62 millions avait été désigné comme élément exceptionnel en 2002, ainsi qu'à des frais de 50 millions de dollars liés à des indemnités de départ comptabilisées au quatrième trimestre. Le ratio des frais au revenu s'établissait à 68,1 %, en hausse de 4,1 points de pourcentage par rapport à 2001. Toutefois, le ratio de productivité du groupe Particuliers et entreprises s'était amélioré. Les conditions difficiles des marchés financiers en 2002 avaient freiné la croissance du revenu dans les secteurs liés au marché boursier. Le gain réalisé à la vente de l'investissement dans Bancomer en 2001 et le niveau plus élevé des pertes nettes sur titres de placement avaient aussi contribué à l'augmentation du ratio.

## Provision pour créances irrécouvrables

La provision pour créances irrécouvrables s'était établie à 820 millions de dollars en 2002, comparativement à 980 millions en 2001. Les provisions

pour créances irrécouvrables dans le secteur des communications alors en difficulté avaient augmenté de 270 millions de dollars pour atteindre 399 millions. Plus de la moitié de cette hausse était attribuable au retrait du soutien financier de la société mère de Téléglobe Inc. Les provisions pour créances irrécouvrables relatives aux prêts aux entreprises avaient néanmoins diminué de 114 millions de dollars par rapport à 2001.

## Résultats des groupes d'exploitation

Le revenu net du groupe Particuliers et entreprises avait augmenté de 70 millions de dollars ou de 9 %, pour atteindre 818 millions en 2002. Le revenu avait enregistré une hausse de 191 millions de dollars ou de 4 %, pour se fixer à 4 527 millions, en raison d'une croissance importante du volume d'affaires, tant au Canada qu'aux États-Unis. Les frais autres que d'intérêts avaient augmenté de 137 millions de dollars ou de 5 %, pour s'établir à 2 932 millions. Les frais autres que d'intérêts s'étaient accrues principalement aux États-Unis en raison des coûts de conversion et d'intégration des systèmes engagés à la suite de l'acquisition de Joliet, de la croissance du volume d'affaires, des initiatives d'expansion et de la conversion des devises. Le ratio de productivité du groupe s'était amélioré de 300 points de base.

Le revenu net du groupe Gestion privée avait baissé de 36 millions de dollars pour s'établir à 71 millions en 2002, les résultats faisant état de coûts de 62 millions de dollars (39 millions après impôts) liés à des acquisitions, qui avaient été inscrits comme éléments exceptionnels. Le revenu avait augmenté de 173 millions de dollars ou de 12 %, pour s'établir à 1 663 millions, grâce aux acquisitions d'entreprises et aux initiatives stratégiques. Abstraction faite des acquisitions, les revenus avaient reculé de 26 millions de dollars par rapport à 2001, sur une base comparable. Il s'agissait d'une réduction modeste compte tenu de la faiblesse des marchés boursiers et de la baisse du volume des transactions effectuées par les clients. Les frais autres que d'intérêts s'étaient accrues de 261 millions de dollars, ou de 20 %, pour atteindre 1 543 millions en raison des acquisitions. Abstraction faite de ce dernier élément, les frais autres que d'intérêts avaient baissé de 54 millions de dollars par rapport à 2001, sur une base comparable, grâce au succès de nos initiatives de gestion des coûts.

Le revenu net du groupe Services d'investissement avait augmenté de 143 millions de dollars ou de 31 %, pour s'établir à 601 millions en 2002. L'amélioration du revenu reflétait la réduction de 301 millions de dollars de la provision pour créances irrécouvrables, qui était attribuable principalement à la modification de la méthode de provisionnement des créances irrécouvrables de BMO en 2002. Le revenu avait diminué de 198 millions de dollars pour se fixer à 2 548 millions. Les revenus tirés des activités de négociation avaient baissé de 204 millions de dollars, alors qu'ils avaient été particulièrement solides en 2001; les pertes sur titres de placement s'étaient élevées à 142 millions de dollars, par rapport à 205 millions en 2001, compte tenu des dévaluations visant nos propres obligations adossées à des créances au cours des deux exercices. La faiblesse des marchés et du contexte du crédit en Amérique du Nord avait contribué à la diminution générale des commissions reçues sur les services bancaires d'investissement et exercé une pression à la baisse sur le volume des prêts consentis aux grandes entreprises. En 2002, les importantes activités de restructuration, les montages de financement par actions et le contexte des taux d'intérêt plus favorables avaient contribué à l'accroissement du revenu. Les frais autres que d'intérêts avaient baissé de 91 millions de dollars ou de 6 %, pour se fixer à 1 416 millions, en raison principalement de la réduction de la rémunération liée au rendement et de la gestion rigoureuse des coûts.

Les Services d'entreprise avaient subi une perte nette de 73 millions de dollars en 2002, comparativement à un revenu net de 158 millions en 2001. Ces derniers résultats tenaient compte du gain de 321 millions de dollars réalisé à la vente de l'investissement dans Bancomer. La provision pour créances irrécouvrables avait augmenté de 129 millions de dollars. Les frais autres que d'intérêts avaient progressé de 52 millions de dollars en raison de la hausse des charges de retraite et des coûts d'entreprise, y compris la part des indemnités de départ assumée par les Services d'entreprise. La provision pour créances irrécouvrables ne peut être comparée d'un exercice à l'autre, puisque depuis 2002, les différences entre les provisions périodiques imputées aux groupes clients et la provision exigée de BMO en vertu des PCGR sont imputées aux Services d'entreprise.

# Données complémentaires

**Tableau 1 | Valeur de l'avoir des actionnaires**

au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994
<b>Cours des actions ordinaires</b> (en dollars)										
Haut	<b>50,26</b>	40,65	44,40	35,80	34,80	43,50	30,80	20,83	15,50	15,38
Bas	<b>37,79</b>	31,00	32,75	21,00	24,68	25,88	19,53	14,69	12,06	11,00
Clôture	<b>49,33</b>	38,10	33,86	35,25	28,33	31,55	30,43	20,28	14,88	12,56
<b>Dividende par action ordinaire</b>										
Dividende déclaré (en dollars)	<b>1,34</b>	1,20	1,12	1,00	0,94	0,88	0,82	0,74	0,66	0,60
Dividende versé (en dollars)	<b>1,29</b>	1,18	1,09	0,99	0,93	0,88	0,80	0,71	0,65	0,59
Ratio de distribution (%)	<b>38,2</b>	44,0	40,8	30,2	39,6	37,4	35,0	35,1	38,2	40,3
Rendement des actions (%)	<b>2,7</b>	3,1	3,3	2,8	3,3	2,8	2,9	3,9	4,4	4,8
<b>Rendement total de l'avoir des actionnaires (%)</b>										
Rendement moyen annualisé sur cinq ans	<b>12,9</b>	7,9	14,3	22,9	22,0	23,3	26,1	22,2	23,1	14,3
Rendement annualisé sur un an	<b>33,4</b>	16,2	(1,2)	29,0	(7,4)	6,4	55,0	42,4	24,1	(2,3)
<b>Autres renseignements sur les actions ordinaires</b>										
Nombre d'actions ordinaires en circulation (en milliers)										
à la fin de l'exercice	<b>499 632</b>	492 505	489 085	522 584	534 064	528 866	522 873	519 874	527 369	530 913
nombre moyen – de base	<b>496 208</b>	490 816	511 286	531 318	531 723	525 021	520 819	522 465	531 264	502 615
nombre moyen – dilué	<b>507 009</b>	499 464	523 561	540 815	542 920	542 181	538 469	538 271	548 267	512 992
Nombre de comptes d'actionnaires	<b>42 880</b>	44 072	45 190	46 663	49 369	51 387	53 651	55 571	57 187	58 879
Valeur comptable d'une action (en dollars)	<b>22,09</b>	21,07	19,69	19,63	17,44	16,36	14,59	12,94	11,71	10,69
Valeur marchande globale des actions (en milliards de dollars)	<b>24,6</b>	18,8	16,6	18,4	15,1	16,7	15,9	10,5	7,8	6,7
Ratio cours-bénéfice	<b>14,1</b>	14,0	12,4	10,7	11,9	13,4	12,9	9,7	8,6	8,3
Ratio cours-bénéfice avant amortissement	<b>13,4</b>	13,2	11,6	10,2	11,3	12,7	12,3	9,1	8,1	8,0
Ratio cours-valeur comptable	<b>2,23</b>	1,81	1,72	1,80	1,62	1,93	2,09	1,57	1,27	1,17

**Tableau 2 | Sommaire de l'état des résultats et statistiques de croissance** (en millions de dollars, sauf indication contraire)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994
<b>État des résultats</b>										
Revenu net d'intérêts (bic)	<b>5 051</b>	4 935	4 641	4 338	4 417	4 152	4 186	3 711	3 564	3 325
Revenu autre que d'intérêts	<b>4 220</b>	3 924	4 222	4 326	3 511	3 118	2 981	2 516	2 102	1 871
Revenu total (bic)	<b>9 271</b>	8 859	8 863	8 664	7 928	7 270	7 167	6 227	5 666	5 196
Provision pour créances irrécouvrables	<b>455</b>	820	980	358	320	130	275	225	275	510
Frais autres que d'intérêts	<b>6 087</b>	6 030	5 671	5 258	5 288	4 785	4 567	3 913	3 612	3 208
Revenu avant provision pour impôts sur le revenu, part des actionnaires sans contrôle dans des filiales et amortissement des écarts d'acquisition	<b>2 729</b>	2 009	2 212	3 048	2 320	2 355	2 325	2 089	1 779	1 478
Impôts sur le revenu (bic)	<b>840</b>	530	643	1 123	874	938	954	866	746	627
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	<b>64</b>	62	42	19	21	25	25	20	13	11
Revenu net avant amortissement des écarts d'acquisition	<b>1 825</b>	1 417	1 527	1 906	1 425	1 392	1 346	1 203	1 020	840
Amortissement des écarts d'acquisition déduction faite de l'impôt applicable	<b>–</b>	–	56	49	43	42	41	35	34	15
Revenu net	<b>1 825</b>	1 417	1 471	1 857	1 382	1 350	1 305	1 168	986	825
Taux de croissance annuel (%)	<b>28,8</b>	(3,7)	(20,8)	34,4	2,4	3,5	11,7	18,4	19,5	16,4
<b>Résultat par action</b> (\$)										
de base	<b>3,51</b>	2,73	2,72	3,30	2,38	2,36	2,35	2,10	1,73	1,51
dilué	<b>3,44</b>	2,68	2,66	3,25	2,34	2,29	2,28	2,06	1,69	1,49
Taux de croissance annuel (%)	<b>28,4</b>	0,8	(18,2)	38,9	2,2	0,4	10,7	21,9	13,4	16,4
<b>Résultat dilué par action, avant amortissement</b> (\$)										
Taux de croissance annuel (%)	<b>26,9</b>	(1,0)	(15,6)	37,8	1,7	–	11,5	21,2	15,5	14,8

**Tableau 3 Rendement de l'avoir des actionnaires et de l'actif** (en millions de dollars, sauf indication contraire)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994
Revenu net	1 825	1 417	1 471	1 857	1 382	1 350	1 305	1 168	986	825
Dividendes versés aux actionnaires privilégiés	82	79	80	101	117	112	83	69	69	69
Revenu net afférent aux actions ordinaires	1 743	1 338	1 391	1 756	1 265	1 238	1 222	1 099	917	756
Avoir moyen des actionnaires ordinaires	10 646	9 973	10 100	9 745	8 976	8 128	7 165	6 457	5 937	5 088
Rendement de l'avoir des actionnaires (%)	16,4	13,4	13,8	18,0	14,1	15,2	17,1	17,0	15,4	14,9
Rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement (%)	17,1	14,2	14,8	18,8	14,8	16,1	18,0	17,9	16,4	15,5
Rendement de l'actif moyen (%)	0,69	0,57	0,60	0,79	0,61	0,59	0,66	0,74	0,68	0,68
Rendement de l'actif moyen afférent aux actions ordinaires (%)	0,66	0,54	0,57	0,75	0,56	0,54	0,62	0,69	0,64	0,62

**Tableau 4 Sommaire du bilan** (en millions de dollars)

au 31 octobre	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994
<b>Actif</b>										
Encaisse	19 860	19 305	17 656	18 508	24 036	19 730	32 245	24 187	20 317	14 659
Valeurs mobilières	54 790	43 715	37 676	46 463	43 273	43 465	41 789	36 609	33 019	26 535
Prêts et acceptations (solde net)	146 156	149 596	144 765	142 447	144 754	136 635	120 512	102 810	92 911	92 064
Autres actifs	35 688	40 248	39 312	25 978	18 552	22 760	13 292	6 226	5 587	4 917
Total de l'actif	256 494	252 864	239 409	233 396	230 615	222 590	207 838	169 832	151 834	138 175
<b>Passif et avoir des actionnaires</b>										
Dépôts	171 551	161 838	154 290	156 697	156 874	143 983	144 212	119 262	109 605	98 241
Autres passifs	69 605	75 338	69 763	59 847	58 048	63 208	50 892	39 670	32 602	31 178
Dette subordonnée	2 856	3 794	4 674	4 911	4 712	4 791	3 831	3 314	2 595	2 218
Capital-actions										
Actions privilégiées	1 446	1 517	1 050	1 681	1 668	1 958	1 274	857	858	860
Actions ordinaires	3 662	3 459	3 375	3 173	3 190	3 095	3 019	2 989	3 002	3 002
Surplus d'apport	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bénéfices non répartis	7 371	6 918	6 257	7 087	6 123	5 555	4 610	3 740	3 172	2 676
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	256 494	252 864	239 409	233 396	230 615	222 590	207 838	169 832	151 834	138 175
<b>Soldes quotidiens moyens</b>										
Prêts et acceptations (solde net)	150 784	147 443	147 370	143 428	142 440	136 450	117 761	98 919	90 927	80 681
Actif	263 966	247 990	243 248	234 944	226 714	227 450	196 721	158 316	144 115	122 234

**Tableau 5 Liquidités** (en millions de dollars, sauf indication contraire)

au 31 octobre	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994
<b>Liquidités en dollars canadiens</b>										
Dépôts à d'autres banques	1 330	1 892	1 535	1 814	843	1 080	3 110	2 839	3 002	2 790
Autres éléments d'encaisse	1 313	2 178	1 296	782	817	745	702	631	17	651
Valeurs mobilières	28 790	23 471	16 398	20 846	15 942	17 216	22 442	22 651	21 245	16 915
Total des liquidités en dollars canadiens	31 433	27 541	19 229	23 442	17 602	19 041	26 254	26 121	24 264	20 356
<b>Liquidités en dollars américains et autres devises</b>										
Dépôts à d'autres banques	16 774	14 445	13 431	15 125	21 279	16 334	26 946	18 606	16 418	11 029
Autres éléments d'encaisse	443	790	1 394	787	1 097	1 571	1 487	2 111	880	189
Valeurs mobilières	26 000	20 244	21 278	25 617	27 331	26 249	19 347	13 958	11 774	9 620
Total des liquidités en dollars américains et autres devises	43 217	35 479	36 103	41 529	49 707	44 154	47 780	34 675	29 072	20 838
<b>Total des liquidités a)</b>	<b>74 650</b>	63 020	55 332	64 971	67 309	63 195	74 034	60 796	53 336	41 194
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage du total de l'actif (%)	29,1	24,9	23,1	27,8	29,2	28,4	35,6	35,8	35,1	29,8
Actifs cédés en garantie inclus dans le total des liquidités b)	18 698	18 859	16 106	17 553	15 518	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

a) Inclut les liquidités cédées en garantie de titres vendus à découvert, de titres mis en pension et d'autres passifs garantis.

b) Inclut les réserves ou les soldes minimaux que certaines de nos filiales sont tenues de maintenir à la banque centrale du pays où elles font affaire.

n.d. – non disponible

**Tableau 6 | Revenu et croissance du revenu** (en millions de dollars, sauf indication contraire)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994
<b>Revenu net d'intérêts</b>										
Revenu net d'intérêts selon les états financiers	4 899	4 829	4 499	4 204	4 279	4 024	4 077	3 603	3 480	3 258
Rajustement sur une base d'imposition comparable (bic)	152	106	142	134	138	128	109	108	84	67
Revenu net d'intérêts (bic)	5 051	4 935	4 641	4 338	4 417	4 152	4 186	3 711	3 564	3 325
Taux de croissance annuel (%)	2,3	6,3	7,0	(1,8)	6,4	(0,8)	12,8	4,1	7,2	3,7
<b>Marges nettes d'intérêts</b>										
Total de l'actif moyen	263 966	247 990	243 248	234 944	226 714	227 450	196 721	158 316	144 115	122 234
Marge nette d'intérêts (%)	1,91	1,99	1,91	1,85	1,95	1,83	2,13	2,34	2,47	2,72
Marge nette d'intérêts sur les éléments en \$ CA (%)	2,36	2,58	2,78	2,70	2,82	2,52	2,70	2,94	3,39	3,48
Marge nette d'intérêts sur les éléments en \$ US et autres devises (%)	1,32	1,37	1,15	1,01	1,19	1,17	1,48	1,58	1,22	1,59
<b>Revenu autre que d'intérêts</b>										
Commissions et droits sur titres a)	894	813	742	859	666	657	742	614	414	313
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	756	732	670	646	616	558	508	473	451	437
Revenus de négociation	275	209	490	388	295	40	276	277	225	226
Commissions sur prêts	293	306	352	322	329	290	240	194	186	180
Frais de services de cartes	290	260	204	216	205	196	251	234	230	211
Revenus de gestion de placements et de garde de titres	303	314	336	373	419	407	299	221	240	197
Revenus tirés de fonds d'investissement	321	309	251	232	207	199	155	87	53	56
Revenus de titrisation	244	329	331	343	296	158	32	–	–	–
Commissions de prise ferme et de consultation a)	268	228	234	210	175	212	177	146	81	n.d.
Gains (pertes) sur titres de placement	(41)	(146)	123	183	(85)	97	52	71	46	37
Revenus de change autres que de négociation	160	151	127	146	133	103	126	120	99	89
Revenus d'assurances	124	105	125	96	73	62	62	44	36	51
Autres revenus	333	314	237	312	182	139	61	35	41	74
Total du revenu autre que d'intérêts	4 220	3 924	4 222	4 326	3 511	3 118	2 981	2 516	2 102	1 871
Taux de croissance annuel (%)	7,6	(7,1)	(2,4)	23,2	12,6	4,6	18,5	19,7	12,3	13,1
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total	45,5	44,3	47,6	49,9	44,3	42,9	41,6	40,4	37,1	36,0
<b>Revenu total (bic)</b>										
Revenu total (bic)	9 271	8 859	8 863	8 664	7 928	7 270	7 167	6 227	5 666	5 196
Taux de croissance annuel (%)	4,7	–	2,3	9,3	9,0	1,4	15,1	9,9	9,0	6,9

a) Pour l'exercice 1994, les commissions de prise ferme et de consultation sont incluses dans les commissions et droits sur titres.

n.d. – non disponible

**Tableau 7 | Frais autres que d'intérêts et ratio des frais au revenu** (en millions de dollars, sauf indication contraire)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994
<b>Frais autres que d'intérêts</b>										
Rémunération du personnel										
Salaires	3 039	2 962	2 857	2 800	2 532	2 370	2 284	1 972	1 758	1 567
Charges sociales	539	441	355	265	288	204	251	238	241	228
Total de la rémunération du personnel	3 578	3 403	3 212	3 065	2 820	2 574	2 535	2 210	1 999	1 795
Bureaux et matériel										
Location d'immeubles	174	179	134	130	145	147	149	139	136	125
Bureaux, mobilier et agencements	271	286	289	272	275	256	234	215	206	188
Impôt foncier	52	52	52	47	52	51	40	40	41	39
Matériel informatique et autre	767	763	678	622	651	518	493	333	296	248
Total des frais de bureau et de matériel	1 264	1 280	1 153	1 071	1 123	972	916	727	679	600
Autres frais										
Communications	162	173	194	259	268	266	246	219	208	180
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	106	77	103	110	129	134	128	116	110	95
Honoraires	255	291	288	335	343	320	250	173	141	112
Déplacements et expansion des affaires	225	261	248	236	227	234	238	199	161	144
Divers a)	392	458	430	202	216	261	226	251	239	195
Total des autres frais	1 140	1 260	1 263	1 142	1 183	1 215	1 088	958	859	726
Amortissement des actifs incorporels	105	87	43	23	21	24	28	18	15	16
Charge exceptionnelle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	71
Charge liée aux initiatives d'amélioration des processus d'affaires	—	—	—	—	—	—	—	—	60	—
Frais de restructuration	—	—	—	(43)	141	—	—	—	—	—
<b>Total des frais autres que d'intérêts</b>	<b>6 087</b>	<b>6 030</b>	<b>5 671</b>	<b>5 258</b>	<b>5 288</b>	<b>4 785</b>	<b>4 567</b>	<b>3 913</b>	<b>3 612</b>	<b>3 208</b>
Taux de croissance annuel (%)	0,9	6,3	7,8	(0,6)	10,5	4,8	16,7	8,4	12,6	10,7
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (%)	65,7	68,1	64,0	60,7	66,7	65,8	63,7	62,8	63,7	61,7
<b>Charges fiscales et impôts b)</b>										
Charges fiscales autres que les impôts sur le revenu										
Retenues salariales	156	150	148	133	127	128	123	109	106	95
Impôt foncier	52	52	52	47	52	51	40	40	41	39
Impôt provincial sur le capital	100	69	93	100	121	120	104	89	84	71
Taxe d'affaires	6	8	10	10	8	14	24	27	26	24
Taxe sur les produits et services et taxe de vente	158	142	126	125	118	125	114	101	88	70
Total des charges fiscales autres que les impôts sur le revenu	472	421	429	415	426	438	405	366	345	299
Provision pour (recouvrement d') impôts sur le revenu présentés										
État des résultats										
Provision	688	424	501	989	736	810	845	758	662	560
Amortissement des écarts d'acquisition	—	—	(6)	(5)	(6)	(6)	(5)	(1)	—	—
État des bénéfices non répartis	601	77	(350)	(153)	158	(237)	(92)	10	9	(23)
Total des impôts sur le revenu	1 289	501	145	831	888	567	748	767	671	537
<b>Total des charges fiscales et des impôts</b>	<b>1 761</b>	<b>922</b>	<b>574</b>	<b>1 246</b>	<b>1 314</b>	<b>1 005</b>	<b>1 153</b>	<b>1 133</b>	<b>1 016</b>	<b>836</b>
Total des charges fiscales et des impôts en pourcentage										
du revenu net avant impôts et autres charges fiscales	59,0	40,8	24,0	38,3	51,8	38,8	45,2	49,4	51,0	49,6
Taux d'imposition effectif (bic)	30,8	26,4	29,1	36,9	37,6	39,8	41,0	41,5	41,9	42,4

a) À compter de l'exercice 2001, les frais de traitement versés à Symcor sont inclus dans les frais divers.

b) Les charges fiscales sont incluses dans diverses catégories de frais autres que d'intérêts.

**Tableau 8 | Actif, passif et taux d'intérêt moyens (bic)** (en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2003			2002			2001		
	Solde moyen	Taux d'intérêt moyen (%)	Revenu/ frais d'intérêts	Solde moyen	Taux d'intérêt moyen (%)	Revenu/ frais d'intérêts	Solde moyen	Taux d'intérêt moyen (%)	Revenu/ frais d'intérêts
pour l'exercice terminé le 31 octobre									
<b>Actif</b>									
<b>En dollars canadiens</b>									
Dépôts à d'autres banques	1 679	3,07	52	2 377	2,81	68	2 165	4,74	104
Valeurs mobilières	27 041	3,45	933	23 441	3,49	817	20 308	5,41	1 098
Prêts									
Prêts hypothécaires à l'habitation	43 804	5,31	2 324	39 710	5,60	2 222	35 512	6,50	2 307
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	2 352	6,40	151	2 272	6,69	151	2 167	7,18	155
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	14 964	6,12	916	14 582	5,91	861	14 159	8,01	1 134
Prêts sur cartes de crédit	2 570	10,78	277	1 635	10,42	170	1 443	10,03	145
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques a)	29 158	4,87	1 419	27 509	4,52	1 244	27 908	6,58	1 836
Total des prêts	92 848	5,48	5 087	85 708	5,42	4 648	81 189	6,87	5 577
Actifs divers ne portant pas intérêt	29 877			15 789			9 595		
Total en dollars canadiens	151 445	4,01	6 072	127 315	4,35	5 533	113 257	5,99	6 779
<b>En dollars américains et autres devises</b>									
Dépôts à d'autres banques	13 720	2,22	304	13 244	3,29	436	15 583	5,07	790
Valeurs mobilières	24 977	3,28	819	19 902	4,54	903	23 826	6,13	1 460
Prêts									
Prêts hypothécaires à l'habitation	5 646	5,03	284	5 307	6,12	325	4 709	6,70	316
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	2 008	6,35	127	1 977	6,82	135	1 675	8,00	134
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	6 330	5,16	326	5 507	6,19	341	4 231	8,13	344
Prêts sur cartes de crédit	59	2,88	2	55	3,49	2	35	4,75	2
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques a)	37 424	3,06	1 145	41 153	3,81	1 565	47 093	7,04	3 317
Total des prêts	51 467	3,66	1 884	53 999	4,39	2 368	57 743	7,12	4 113
Actifs divers ne portant pas intérêt	22 357			33 530			32 839		
Total en dollars américains et autres devises	112 521	2,67	3 007	120 675	3,07	3 707	129 991	4,89	6 363
<b>Total – toutes devises</b>									
Total de l'actif et du revenu d'intérêts	263 966	3,44	9 079	247 990	3,73	9 240	243 248	5,40	13 142
<b>Passif</b>									
<b>En dollars canadiens</b>									
Dépôts									
Banques	1 609	2,29	37	1 455	1,18	17	1 809	3,88	72
Entreprises et administrations publiques	37 403	1,10	411	34 955	0,77	268	31 483	3,84	1 210
Particuliers	55 037	2,48	1 366	50 180	2,62	1 317	46 439	3,49	1 620
Total des dépôts	94 049	1,93	1 814	86 590	1,85	1 602	79 731	3,64	2 902
Dettes subordonnées et passifs divers portant intérêt	17 350	3,96	687	15 665	4,10	643	14 242	5,14	733
Passifs divers ne portant pas intérêt	28 274			14 038			8 050		
Total en dollars canadiens	139 673	1,79	2 501	116 293	1,93	2 245	102 023	3,56	3 635
<b>En dollars américains et autres devises</b>									
Dépôts									
Banques	20 428	1,49	304	15 583	2,17	338	21 448	4,90	1 051
Entreprises et administrations publiques	31 396	1,74	546	33 752	2,20	742	35 663	4,27	1 522
Particuliers	19 745	1,49	293	20 464	2,20	451	18 442	3,84	708
Total des dépôts	71 569	1,60	1 143	69 799	2,19	1 531	75 553	4,34	3 281
Dettes subordonnées et passifs divers portant intérêt	23 506	1,63	384	21 782	2,43	529	25 843	6,13	1 585
Passifs divers ne portant pas intérêt	17 092			28 686			28 285		
Total en dollars américains et autres devises	112 167	1,36	1 527	120 267	1,71	2 060	129 681	3,75	4 866
<b>Total – toutes devises</b>									
Total du passif et des frais d'intérêts	251 840	1,60	4 028	236 560	1,82	4 305	231 704	3,67	8 501
Avoir des actionnaires	12 126			11 430			11 544		
<b>Total du passif, des frais d'intérêts et de l'avoir des actionnaires</b>	<b>263 966</b>	<b>1,53</b>	<b>4 028</b>	<b>247 990</b>	<b>1,74</b>	<b>4 305</b>	<b>243 248</b>	<b>3,49</b>	<b>8 501</b>
Marge nette d'intérêts et revenu net d'intérêts		1,91	5 051		1,99	4 935		1,91	4 641

a) Inclut les titres pris en pension.

**Tableau 9 | Répercussions sur le revenu net d'intérêts des modifications survenues dans les soldes et les taux (bic)** (en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2003/2002			2002/2001		
	Augmentation (diminution) en raison de la modification du			Augmentation (diminution) en raison de la modification du		
	solde moyen	taux moyen	Total	solde moyen	taux moyen	Total
<b>Actif</b>						
<b>En dollars canadiens</b>						
Dépôts à d'autres banques	(20)	4	(16)	11	(47)	(36)
Valeurs mobilières	126	(10)	116	169	(450)	(281)
Prêts						
Prêts hypothécaires à l'habitation	229	(127)	102	273	(358)	(85)
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	7	(7)	–	7	(11)	(4)
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	23	32	55	34	(307)	(273)
Prêts sur cartes de crédit	98	9	107	19	6	25
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	75	100	175	(27)	(565)	(592)
Total des prêts	432	7	439	306	(1 235)	(929)
Actifs divers ne portant pas intérêt	–	–	–	–	–	–
Variation du revenu d'intérêts en dollars canadiens	538	1	539	486	(1 732)	(1 246)
<b>En dollars américains et autres devises</b>						
Dépôts à d'autres banques	15	(147)	(132)	(118)	(236)	(354)
Valeurs mobilières	231	(315)	(84)	(241)	(316)	(557)
Prêts						
Prêts hypothécaires à l'habitation	21	(62)	(41)	40	(31)	9
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	1	(9)	(8)	24	(23)	1
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	50	(65)	(15)	104	(107)	(3)
Prêts sur cartes de crédit	–	–	–	1	(1)	–
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	(140)	(280)	(420)	(419)	(1 333)	(1 752)
Total des prêts	(68)	(416)	(484)	(250)	(1 495)	(1 745)
Actifs divers ne portant pas intérêt	–	–	–	–	–	–
Variation du revenu d'intérêts en dollars américains et autres devises	178	(878)	(700)	(609)	(2 047)	(2 656)
<b>Total – toutes devises</b>						
Variation du total du revenu d'intérêts	716	(877)	(161)	(123)	(3 779)	(3 902)
<b>Passif</b>						
<b>En dollars canadiens</b>						
Dépôts						
Banques	2	18	20	(16)	(39)	(55)
Entreprises et administrations publiques	19	124	143	133	(1 075)	(942)
Particuliers	128	(79)	49	130	(433)	(303)
Total des dépôts	149	63	212	247	(1 547)	(1 300)
Dettes subordonnées et passifs divers portant intérêt	69	(25)	44	73	(163)	(90)
Passifs divers ne portant pas intérêt	–	–	–	–	–	–
Variation des frais d'intérêts en dollars canadiens	218	38	256	320	(1 710)	(1 390)
<b>En dollars américains et autres devises</b>						
Dépôts						
Banques	105	(139)	(34)	(287)	(426)	(713)
Entreprises et administrations publiques	(51)	(145)	(196)	(82)	(698)	(780)
Particuliers	(16)	(142)	(158)	77	(334)	(257)
Total des dépôts	38	(426)	(388)	(292)	(1 458)	(1 750)
Dettes subordonnées et passifs divers portant intérêt	42	(187)	(145)	(249)	(807)	(1 056)
Passifs divers ne portant pas intérêt	–	–	–	–	–	–
Variation des frais d'intérêts en dollars américains et autres devises	80	(613)	(533)	(541)	(2 265)	(2 806)
<b>Total – toutes devises</b>						
Variation du total des frais d'intérêts	298	(575)	(277)	(221)	(3 975)	(4 196)
Variation du total du revenu net d'intérêts	418	(302)	116	98	196	294

**Tableau 10** Solde net des prêts et acceptations – Information sectorielle (en millions de dollars)

au 31 octobre	Canada c)					États-Unis c)					Autres pays c)				
	2003	2002	2001	2000	1999	2003	2002	2001	2000	1999	2003	2002	2001	2000	1999
<b>Particuliers</b>															
Prêts hypothécaires à l'habitation a)	43 533	38 865	33 741	32 342	31 858	5 307	5 469	5 000	4 211	3 512	–	–	–	–	–
Prêts sur cartes de crédit	2 963	2 275	1 521	1 382	1 144	4	5	6	25	16	–	–	–	–	–
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	15 589	14 950	14 258	14 395	13 900	6 512	6 214	4 841	3 638	3 004	–	–	–	–	–
<b>Total des prêts aux particuliers</b>	<b>62 085</b>	56 090	49 520	48 119	46 902	<b>11 823</b>	11 688	9 847	7 874	6 532	–	–	–	–	–
<b>Entreprises</b>															
Engagements d'entreprises, abstraction faite des titres pris en pension b)	33 844	34 012	35 847	35 886	25 083	24 441	30 287	33 881	31 818	38 507	1 867	3 035	1 896	3 300	3 434
Titres pris en pension	6 288	8 491	8 397	6 693	8 523	6 988	7 173	6 557	9 615	11 202	–	–	–	–	5 365
<b>Total des engagements d'entreprises</b>	<b>40 132</b>	42 503	44 244	42 579	33 606	<b>31 429</b>	37 460	40 438	41 433	49 709	<b>1 867</b>	3 035	1 896	3 300	8 799
Pays en développement (PED) b)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	222	205
<b>Solde des prêts et acceptations, déduction faite des réserves</b>															
spécifiques	102 217	98 593	93 764	90 698	80 508	43 252	49 148	50 285	49 307	56 241	1 867	3 035	1 896	3 522	9 004
Réserve générale	(800)	(800)	(855)	(930)	(820)	(380)	(380)	(325)	(150)	(150)	–	–	–	–	–
<b>Solde net des prêts et acceptations</b>	<b>101 417</b>	97 793	92 909	89 768	79 688	<b>42 872</b>	48 768	49 960	49 157	56 091	<b>1 867</b>	3 035	1 896	3 522	9 004

**Tableau 11** Solde net des prêts et acceptations douteux – Information sectorielle (en millions de dollars, sauf indication contraire)

au 31 octobre	Canada c)					États-Unis c)					Autres pays c)				
	2003	2002	2001	2000	1999	2003	2002	2001	2000	1999	2003	2002	2001	2000	1999
<b>Particuliers</b>															
Prêts hypothécaires à l'habitation	137	119	126	138	129	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	39	39	54	48	48	5	10	2	–	–	–	–	–	–	–
<b>Total des prêts aux particuliers</b>	<b>176</b>	158	180	186	177	<b>5</b>	10	2	–	–	–	–	–	–	–
<b>Engagements d'entreprises b) d)</b>															
<b>219</b>	378	354	335	344	344	<b>766</b>	872	692	432	135	<b>147</b>	150	17	31	58
<b>Solde des prêts et acceptations douteux, déduction faite des réserves spécifiques pour créances irrécouvrables</b>															
<b>395</b>	536	534	521	521	521	<b>771</b>	882	694	432	135	<b>147</b>	150	17	31	58
Réserve générale	(800)	(800)	(855)	(930)	(820)	(380)	(380)	(325)	(150)	(150)	–	–	–	–	–
<b>Solde net des prêts et acceptations douteux (SNPD)</b>	<b>(405)</b>	(264)	(321)	(409)	(299)	<b>391</b>	502	369	282	(15)	<b>147</b>	150	17	31	58
<b>Ratios liés à la situation</b>															
<b>Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total de l'avoir des actionnaires et de la réserve pour créances irrécouvrables</b>															
<b>n.d.</b>	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	<b>n.d.</b>	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	<b>n.d.</b>	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
<b>SNPD en pourcentage du solde net des prêts et acceptations e)</b>															
<b>(0,40)</b>	(0,27)	(0,35)	(0,46)	(0,38)	(0,38)	<b>0,91</b>	1,03	0,74	0,57	(0,03)	<b>7,87</b>	4,94	0,90	0,88	0,64
<b>SNPD en pourcentage du solde net des prêts et acceptations e)</b>															
<b>Particuliers</b>															
<b>0,28</b>	0,28	0,36	0,39	0,38	0,38	<b>0,04</b>	0,09	0,02	–	–	–	–	–	–	–
<b>Entreprises, abstraction faite des titres pris en pension b)</b>															
<b>0,65</b>	1,11	0,99	0,93	1,37	1,37	<b>3,13</b>	2,88	2,04	1,36	0,35	<b>7,87</b>	4,94	0,90	0,94	1,69

a) Exclut les prêts hypothécaires à l'habitation classés dans la catégorie des prêts commerciaux aux entreprises (3,3 milliards de dollars en 2003, 3,2 milliards en 2002, 3,2 milliards en 2001, 2,9 milliards en 2000, 2,8 milliards en 1999).

b) La présentation distincte du risque de crédit lié aux PED a été éliminée et les données ont été reclassées en fonction du secteur d'activité et de la région appropriés. Les données relatives aux exercices 2001 et 2002 ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice. Le solde net des prêts et acceptations douteux des PED est nul.

c) La méthode utilisée pour déterminer la répartition géographique des données financières a été modifiée au cours de l'exercice 2003. À des fins de comparaison, les données de l'exercice 2002 ont été retraitées sur la même base.

d) Il n'y a aucun prêt douteux ni aucune réserve à l'égard des titres pris en pension.

e) Les soldes globaux sont présentés après déduction des réserves spécifiques et de la réserve générale; les prêts aux particuliers et les engagements d'entreprises sont présentés après déduction des réserves spécifiques seulement.

f) Exclut les réserves à l'égard des engagements des PED en excédent du solde des prêts douteux de 79 millions de dollars en 1999.

g) Inclut les réserves de la filiale américaine qui excédait le solde des prêts douteux.

h) Prêts et acceptations revenant à un état productif, ventes et remboursements.

i) Les radiations d'engagements de PED désignés comprennent des pertes de 45 millions de dollars à la vente d'actifs productifs qui ont été imputés directement à la réserve en 2000.

j) Exclut la RCI à l'égard des instruments hors bilan, de 6 millions de dollars en 2003, ainsi que les réserves à l'égard des engagements des PED en excédent du solde des prêts douteux de 79 millions de dollars en 1999.

n.d. – non disponible



Total					
2003	2002	2001	2000	1999	
48 840	44 334	38 741	36 553	35 370	
2 967	2 280	1 527	1 407	1 160	
22 101	21 164	19 099	18 033	16 904	
73 908	67 778	59 367	55 993	53 434	
60 152	67 334	71 624	71 004	67 024	
13 276	15 664	14 954	16 308	25 090	
73 428	82 998	86 578	87 312	92 114	
-	-	-	222	205	
147 336	150 776	145 945	143 527	145 753	
(1 180)	(1 180)	(1 180)	(1 080)	(970)	
146 156	149 596	144 765	142 447	144 783	

Total					
2003	2002	2001	2000	1999	
137	119	126	138	129	
44	49	56	48	48	
181	168	182	186	177	
1 132	1 400	1 063	798	537	
1 313	1 568	1 245	984	714	
(1 180)	(1 180)	(1 180)	(1 080)	(970)	
133	388	65	(96)	(256)	
12,15	15,16	14,17	10,51	8,53	
0,09	0,26	0,05	(0,07)	(0,18)	
0,24	0,25	0,31	0,33	0,33	
1,88	2,08	1,48	1,12	0,80	

**Tableau 12** Solde net des prêts et acceptations – Information sectorielle (en millions de dollars)

au 31 octobre	2003	2002	2001	2000	1999
<b>Solde net des prêts et acceptations par province c)</b>					
Atlantique	6 097	5 767	4 644	4 460	4 137
Québec	15 163	14 409	13 685	14 602	12 304
Ontario	51 650	51 045	49 554	43 794	37 317
Prairies	13 678	12 772	13 365	14 722	13 941
Colombie-Britannique et Territoires	15 629	14 600	12 516	13 120	12 809
Total net des prêts et acceptations au Canada	102 217	98 593	93 764	90 698	80 508
<b>Solde net des engagements d'entreprises par secteur d'activité, abstraction faite des titres pris en pension b)</b>					
Prêts hypothécaires aux entreprises	7 684	7 591	7 352	6 616	6 254
Secteur immobilier commercial	3 294	3 592	3 816	3 100	3 632
Construction (non immobilière)	1 009	722	931	1 156	1 782
Commerce de détail	3 276	3 039	3 181	3 092	3 217
Commerce de gros	2 735	2 884	2 912	2 976	3 984
Agriculture	2 597	2 693	2 659	2 475	2 772
Communications	1 742	2 724	3 261	3 079	1 994
Secteur manufacturier	7 499	8 467	11 006	11 290	10 922
Mines	430	581	745	794	873
Industries pétrolière et gazière	1 913	3 611	4 055	4 566	5 090
Transport	1 143	1 303	1 523	1 717	1 121
Services publics	937	1 418	1 590	1 624	1 279
Produits forestiers	698	981	1 177	1 378	1 391
Services	6 225	6 680	6 658	6 871	6 944
Institutions financières	13 974	17 072	16 168	14 730	13 598
Autres	4 996	3 976	4 590	5 540	2 171
Total net des engagements d'entreprises, abstraction faite des titres pris en pension	60 152	67 334	71 624	71 004	67 024

**Tableau 13** Solde net des prêts et acceptations douteux – Information sectorielle (en millions de dollars)

au 31 octobre	2003	2002	2001	2000	1999
<b>Solde net des prêts douteux relatifs aux engagements d'entreprises b) d)</b>					
Prêts hypothécaires aux entreprises	46	25	39	38	19
Secteur immobilier commercial	17	16	18	26	54
Construction (non immobilière)	27	3	47	6	3
Commerce de détail	10	51	120	48	21
Commerce de gros	104	77	47	12	7
Agriculture	17	24	10	18	18
Communications	202	429	78	19	25
Secteur manufacturier	228	273	126	81	48
Mines	63	9	6	-	1
Industries pétrolière et gazière	-	71	77	102	145
Transport	29	130	167	153	61
Services publics	252	162	154	1	-
Produits forestiers	32	23	48	55	5
Services	71	63	102	115	127
Institutions financières	34	14	25	113	23
Autres f) g)	-	30	(1)	11	(20)
Total des engagements d'entreprises	1 132	1 400	1 063	798	537

**Tableau 14** Modifications du solde des prêts et acceptations douteux (en millions de dollars)

au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2003	2002	2001	2000	1999
<b>Solde brut des prêts et acceptations douteux au début de l'exercice</b>					
	2 337	2 014	1 501	1 092	824
Transfert de prêts et acceptations à l'état douteux	1 303	1 945	2 041	1 106	1 084
Réduction des prêts et acceptations douteux h)	(1 156)	(738)	(830)	(446)	(623)
Augmentation nette	147	1 207	1 211	660	461
Radiations	(566)	(884)	(698)	(251)	(193)
<b>Solde brut des prêts et acceptations douteux à la fin de l'exercice</b>					
	1 918	2 337	2 014	1 501	1 092
<b>Réserve pour créances irrécouvrables (RCI) au début de l'exercice</b>					
	1 949	1 949	1 597	1 348	1 166
Augmentation des réserves spécifiques	402	884	950	390	290
Augmentation de la réserve générale	-	-	100	110	85
Radiations i)	(566)	(884)	(698)	(251)	(193)
<b>Réserve pour créances irrécouvrables j), à la fin de l'exercice</b>					
	1 785	1 949	1 949	1 597	1 348

**Tableau 15** Modifications de la réserve pour créances irrécouvrables – Information sectorielle (en millions de dollars, sauf indication contraire)

au 31 octobre	Canada					États-Unis					Autres pays				
	2003	2002	2001	2000	1999	2003	2002	2001	2000	1999	2003	2002	2001	2000	1999
Réserve pour créances irrécouvrables, au début de l'exercice	1 200	1 266	1 170	963	868	700	646	382	335	268	49	37	45	129	136
Provision pour créances irrécouvrables	211	561	402	271	210	211	255	570	120	98	33	4	8	(33)	12
Virements de réserves	(70)	(231)	26	68	–	5	225	(15)	(59)	–	65	6	(11)	(9)	–
Recouvrements	28	28	25	30	22	60	39	15	14	25	–	1	–	–	–
Radiations a)	(341)	(419)	(361)	(164)	(131)	(211)	(465)	(331)	(42)	(47)	(14)	–	(6)	(45)	(15)
Divers, y compris les écarts de change	(15)	(5)	4	2	(6)	(104)	–	25	14	(9)	(16)	1	1	3	(4)
Réserve pour créances irrécouvrables, à la fin de l'exercice	1 013	1 200	1 266	1 170	963	661	700	646	382	335	117	49	37	45	129
<b>Répartition des radiations par marché</b>															
Particuliers	(155)	(153)	(144)	(129)	(92)	(23)	(23)	(13)	(10)	(12)	–	–	–	–	–
Entreprises	(186)	(266)	(217)	(35)	(39)	(188)	(442)	(318)	(32)	(35)	(14)	–	(6)	–	–
Pays en développement	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(45)	(15)
<b>Répartition des recouvrements par marché</b>															
Particuliers	26	22	19	18	17	10	8	6	5	5	–	–	–	–	–
Entreprises	2	6	6	12	5	50	31	9	9	20	–	1	–	–	–
Solde net des prêts radiés en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

**Tableau 16** Ventilation de la réserve pour créances irrécouvrables – Information sectorielle (en millions de dollars, sauf indication contraire)

au 31 octobre	Canada c)					États-Unis c)					Autres pays c)				
	2003	2002	2001	2000	1999	2003	2002	2001	2000	1999	2003	2002	2001	2000	1999
Particuliers															
Prêts hypothécaires à l'habitation	5	5	6	6	4	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	2	4	6	3	5	–	–	2	2	3	–	–	–	–	–
Total des prêts aux particuliers	7	9	12	9	9	–	–	2	2	3	–	–	–	–	–
Engagements d'entreprises b) d)	200	391	399	231	134	281	320	319	230	182	117	49	37	45	44
Pays en développement d)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	85
Instruments hors bilan	6	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total des réserves spécifiques	213	400	411	240	143	281	320	321	232	185	117	49	37	45	129
Réserve générale	800	800	855	930	820	380	380	325	150	150	–	–	–	–	–
Réserve pour créances irrécouvrables	1 013	1 200	1 266	1 170	963	661	700	646	382	335	117	49	37	45	129
<b>Ratios de couverture</b>															
RCI en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations douteux c)															
Total	167,3	128,2	134,0	153,7	145,0	62,8	58,2	63,6	57,5	104,7	44,3	24,6	68,5	59,2	131,6
Particuliers	3,8	5,4	6,2	4,6	4,8	–	–	50,0	100,0	100,0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Entreprises b) d)	47,7	50,8	53,0	40,8	28,0	26,8	26,7	31,6	34,8	57,4	44,3	24,6	68,5	59,2	47,8
Pays en développement	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	100,0

a) Les radiations d'engagements de PED désignés comprennent des pertes de 45 millions de dollars à la vente d'actifs productifs qui ont été imputées directement à la réserve en 2000.

b) Il n'y a aucun prêt douteux ni aucune réserve à l'égard des titres pris en pension.

c) La méthode utilisée pour déterminer la répartition géographique des données financières a été modifiée au cours de l'exercice 2003. À des fins de comparaison, les données de l'exercice 2002 ont été retraitées sur la même base.

d) La présentation distincte du risque de crédit lié aux PED a été éliminée et les données ont été reclassées en fonction du secteur d'activité et de la région appropriés. Les données relatives aux exercices 2001 et 2002 ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

e) Aucune provision pour créances irrécouvrables n'a été établie à l'égard des titres pris en pension.

n.d. – non disponible

s.o. – sans objet

					Total				
2003	2002	2001	2000	1999	2003	2002	2001	2000	1999
<b>1 949</b>	1 949	1 597	1 427	1 272	<b>1 949</b>	1 949	1 597	1 427	1 272
<b>455</b>	820	980	358	320	<b>455</b>	820	980	358	320
<b>88</b>	68	40	44	47	<b>88</b>	68	40	44	47
<b>(566)</b>	(884)	(698)	(251)	(193)	<b>(566)</b>	(884)	(698)	(251)	(193)
<b>(135)</b>	(4)	30	19	(19)	<b>(135)</b>	(4)	30	19	(19)
<b>1 791</b>	1 949	1 949	1 597	1 427	<b>1 791</b>	1 949	1 949	1 597	1 427
<b>(178)</b>	(176)	(157)	(139)	(104)	<b>(178)</b>	(176)	(157)	(139)	(104)
<b>(388)</b>	(708)	(541)	(67)	(74)	<b>(388)</b>	(708)	(541)	(67)	(74)
<b>–</b>	–	–	(45)	(15)	<b>–</b>	–	–	(45)	(15)
<b>36</b>	30	25	23	22	<b>36</b>	30	25	23	22
<b>52</b>	38	15	21	25	<b>52</b>	38	15	21	25
<b>0,3</b>	0,6	0,4	0,1	0,1	<b>0,3</b>	0,6	0,4	0,1	0,1

					Total				
2003	2002	2001	2000	1999	2003	2002	2001	2000	1999
<b>5</b>	5	6	6	4	<b>5</b>	5	6	6	4
<b>2</b>	4	8	5	8	<b>2</b>	4	8	5	8
<b>7</b>	9	14	11	12	<b>7</b>	9	14	11	12
<b>598</b>	760	755	506	360	<b>598</b>	760	755	506	360
<b>–</b>	–	–	–	85	<b>–</b>	–	–	–	85
<b>6</b>	–	–	–	–	<b>6</b>	–	–	–	–
<b>611</b>	769	769	517	457	<b>611</b>	769	769	517	457
<b>1 180</b>	1 180	1 180	1 080	970	<b>1 180</b>	1 180	1 180	1 080	970
<b>1 791</b>	1 949	1 949	1 597	1 427	<b>1 791</b>	1 949	1 949	1 597	1 427
<b>93,1</b>	83,4	96,8	106,4	130,6	<b>93,1</b>	83,4	96,8	106,4	130,6
<b>3,7</b>	5,1	7,1	5,6	6,3	<b>3,7</b>	5,1	7,1	5,6	6,3
<b>34,6</b>	35,2	41,5	38,8	40,1	<b>34,6</b>	35,2	41,5	38,8	40,1
<b>s.o.</b>	s.o.	s.o.	s.o.	100,0	<b>s.o.</b>	s.o.	s.o.	s.o.	100,0

**Tableau 17 | Provision pour créances irrécouvrables – Information sectorielle** (en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 octobre					
	2003	2002	2001	2000	1999
<b>Particuliers</b>					
Prêts hypothécaires à l'habitation	<b>8</b>	7	6	5	7
Prêts sur cartes de crédit	<b>78</b>	58	48	35	26
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	<b>55</b>	79	74	73	48
Total des prêts aux particuliers	<b>141</b>	144	128	113	81
<b>Engagements d'entreprises</b> d) e)					
Prêts hypothécaires aux entreprises	<b>1</b>	6	10	(1)	–
Secteur immobilier commercial	<b>(16)</b>	(2)	(1)	1	(6)
Construction (non immobilière)	<b>1</b>	(23)	28	(2)	3
Commerce de détail	<b>(7)</b>	29	74	20	6
Commerce de gros	<b>(1)</b>	19	114	3	10
Agriculture	<b>5</b>	2	(1)	(10)	2
Communications	<b>7</b>	399	129	–	5
Secteur manufacturier	<b>116</b>	94	280	81	14
Mines	<b>10</b>	–	5	–	–
Industries pétrolière et gazière	<b>(18)</b>	22	(22)	6	43
Transport	<b>29</b>	17	38	68	8
Services publics	<b>69</b>	69	17	(1)	–
Produits forestiers	<b>37</b>	4	–	3	2
Services	<b>58</b>	19	18	14	46
Institutions financières	<b>2</b>	23	64	(6)	7
Autres	<b>21</b>	(2)	(1)	1	14
Total des engagements d'entreprises	<b>314</b>	676	752	177	154
Provision générale imputée au revenu net – montant net	<b>–</b>	–	100	110	85
Réserve à l'égard des risques-pays d)	<b>–</b>	–	–	(42)	–
Provision totale pour créances irrécouvrables	<b>455</b>	820	980	358	320

**Tableau 18 | Réserve spécifique pour créances irrécouvrables – Information sectorielle**

(en millions de dollars)					
au 31 octobre					
	2003	2002	2001	2000	1999
<b>Réserve spécifique à l'égard des engagements d'entreprises par secteur d'activité</b> d)					
Prêts hypothécaires aux entreprises	<b>–</b>	–	6	–	4
Secteur immobilier commercial	<b>3</b>	9	12	30	28
Construction (non immobilière)	<b>2</b>	5	31	5	4
Commerce de détail	<b>8</b>	18	59	23	7
Commerce de gros	<b>40</b>	109	80	12	8
Agriculture	<b>7</b>	14	3	10	6
Communications	<b>85</b>	116	60	30	13
Secteur manufacturier	<b>158</b>	175	300	96	37
Mines	<b>–</b>	–	–	–	–
Industries pétrolière et gazière	<b>2</b>	20	18	51	44
Transport	<b>36</b>	64	77	77	23
Services publics	<b>141</b>	87	19	2	3
Produits forestiers	<b>34</b>	6	10	19	7
Services	<b>49</b>	44	48	85	56
Institutions financières	<b>21</b>	29	26	35	35
Autres	<b>12</b>	64	6	31	85
Total de la réserve spécifique pour créances irrécouvrables à l'égard des engagements d'entreprises b)	<b>598</b>	760	755	506	360

**Tableau 19 | Écarts de sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt** (en millions de dollars, sauf indication contraire)

au 31 octobre	De 0 à 3 mois	De 4 à 6 mois	De 7 à 12 mois	Total en dedans d'un an	Taux d'intérêt réel (%)	De 1 an à 5 ans	Taux d'intérêt réel (%)	Plus de 5 ans	Taux d'intérêt réel (%)	Sans incidence	Taux d'intérêt réel (%)	Total
<b>En dollars canadiens</b>												
<b>Actif</b>												
Encaisse	2 790	108	62	2 960	3,57	329	–	–	–	(373)	s.o.	2 916
Valeurs mobilières	26 138	1 047	604	27 789	4,82	748	8,05	100	8,08	153	s.o.	28 790
Prêts	52 110	3 732	6 317	62 159	4,94	29 729	5,76	2 899	5,94	4 747	s.o.	99 534
Autres actifs	30 118	211	(686)	29 643	s.o.	3 374	s.o.	–	s.o.	983	s.o.	34 000
<b>Total de l'actif</b>	<b>111 156</b>	<b>5 098</b>	<b>6 297</b>	<b>122 551</b>		<b>34 180</b>		<b>2 999</b>		<b>5 510</b>		<b>165 240</b>
<b>Passif et avoir des actionnaires</b>												
Dépôts	48 531	5 940	5 185	59 656	2,65	38 943	1,96	1 146	5,79	–	s.o.	99 745
Autres passifs	43 060	81	242	43 383	s.o.	1 302	s.o.	1 150	s.o.	5 509	s.o.	51 344
Dettes subordonnées	400	–	–	400	4,35	1 275	7,37	390	9,63	–	s.o.	2 065
Avoir des actionnaires	–	–	–	–	s.o.	849	s.o.	200	s.o.	11 037	s.o.	12 086
<b>Total du passif et de l'avoir des actionnaires</b>	<b>91 991</b>	<b>6 021</b>	<b>5 427</b>	<b>103 439</b>		<b>42 369</b>		<b>2 886</b>		<b>16 546</b>		<b>165 240</b>
Écart de sensibilité des éléments inscrits au bilan	19 165	(923)	870	19 112		(8 189)		113		(11 036)		–
Écart de sensibilité des éléments hors bilan	(18 671)	1 135	1 740	(15 796)		15 046		750		–		–
<b>Écart de sensibilité global aux fluctuations des taux d'intérêt</b>												
<b>2003</b>	<b>494</b>	<b>212</b>	<b>2 610</b>	<b>3 316</b>		<b>6 857</b>		<b>863</b>		<b>(11 036)</b>		<b>–</b>
2002	441	71	1 048	1 560		7 399		1 418		(10 377)		–
2001	3 829	(392)	637	4 074		3 620		1 938		(9 632)		–
2000	2 404	1 355	565	4 324		4 801		1 110		(10 235)		–
1999	(117)	1 103	(5 078)	(4 092)		11 042		2 485		(9 435)		–
<b>En dollars américains et autres devises</b>												
<b>Actif</b>												
Encaisse	6 202	2 238	7 889	16 329	2,80	424	–	564	4,13	(373)	s.o.	16 944
Valeurs mobilières	13 772	1 380	3 206	18 358	3,79	7 029	2,87	595	5,17	18	s.o.	26 000
Prêts	33 291	1 550	1 286	36 127	2,32	7 585	5,24	2 075	5,43	835	s.o.	46 622
Autres actifs	(1 624)	4	752	(868)	s.o.	3 932	s.o.	243	s.o.	(1 619)	s.o.	1 688
<b>Total de l'actif</b>	<b>51 641</b>	<b>5 172</b>	<b>13 133</b>	<b>69 946</b>		<b>18 970</b>		<b>3 477</b>		<b>(1 139)</b>		<b>91 254</b>
<b>Passif et avoir des actionnaires</b>												
Dépôts	51 440	4 228	2 221	57 889	1,32	12 041	1,06	707	4,22	1 169	s.o.	71 806
Autres passifs	19 730	29	11	19 770	s.o.	509	s.o.	330	s.o.	(2 348)	s.o.	18 261
Dettes subordonnées	–	–	–	–	–	791	6,95	–	s.o.	–	s.o.	791
Avoir des actionnaires	–	–	–	–	s.o.	–	s.o.	396	s.o.	–	s.o.	396
<b>Total du passif et de l'avoir des actionnaires</b>	<b>71 170</b>	<b>4 257</b>	<b>2 232</b>	<b>77 659</b>		<b>13 341</b>		<b>1 433</b>		<b>(1 179)</b>		<b>91 254</b>
Écart de sensibilité des éléments inscrits au bilan	(19 529)	915	10 901	(7 713)		5 629		2 044		40		–
Écart de sensibilité des éléments hors bilan	4 622	(618)	(156)	3 848		(3 577)		(271)		–		–
<b>Écart de sensibilité global aux fluctuations des taux d'intérêt</b>												
<b>2003</b>	<b>(14 907)</b>	<b>297</b>	<b>10 745</b>	<b>(3 865)</b>		<b>2 052</b>		<b>1 773</b>		<b>40</b>		<b>–</b>
2002	(8 036)	2 442	(1 242)	(6 836)		8 536		(1 816)		116		–
2001	(12 985)	1 583	3 540	(7 862)		8 133		(131)		(140)		–
2000	(10 841)	5 162	838	(4 841)		3 834		575		432		–
1999	(7 039)	(7 764)	2 969	(11 834)		11 478		(57)		413		–

**Écart**

La détermination de l'écart de sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt en fonction de la date de renégociation ou, si elle est plus rapprochée, de l'échéance des actifs et des passifs et des produits dérivés utilisés pour gérer le risque lié aux taux d'intérêt, repose nécessairement sur de nombreuses hypothèses.

L'écart indiqué est celui qui existe le 31 octobre de chaque année. Il représente la situation à la fermeture des bureaux et peut changer de façon importante dans les périodes subséquentes selon les préférences des clients et l'application de la politique de BMO en matière de gestion de l'actif et du passif. Hypothèses pour 2003 :

**Actifs**

Les actifs à terme fixe, tels que les prêts hypothécaires à l'habitation et les prêts à la consommation, sont présentés en fonction des remboursements prévus et des remboursements anticipés estimatifs évalués d'après des données chronologiques.

Les actifs liés à la négociation entrent dans la catégorie des termes de 0 à 3 mois.

Les actifs à taux fixe sans échéance et les actifs non productifs d'intérêts sans échéance sont présentés selon le comportement chronologique des soldes de compte.

**Dépôts et autres passifs**

Les dépôts productifs d'intérêts sans échéance, dont le taux d'intérêt a une corrélation chronologique avec un taux spécifique comme le taux préférentiel et est supérieur aux taux plancher convenus, sont présentés comme étant sensibles aux fluctuations des taux d'intérêt dans la catégorie des termes de 0 à 3 mois. Ces dépôts peuvent être sensibles aux baisses de taux d'intérêt, sans toutefois que leur taux puisse descendre sous le taux plancher convenu. Lorsqu'ils ne manifestent plus de corrélation avec les mouvements de taux d'intérêt du marché, ils sont présentés par période d'après le comportement prévu des soldes.

Les dépôts à terme et les certificats de placement sont présentés en fonction de l'échéance prévue et de la date de rachat estimative d'après des données chronologiques.

Les passifs à taux fixe sans échéance et les passifs non productifs d'intérêts sans échéance sont présentés selon le comportement chronologique des soldes de compte.

**Capital**

L'avoir des actionnaires ordinaires est présenté comme élément non sensible aux fluctuations des taux d'intérêt.

**Rendement**

Le rendement est établi d'après le taux d'intérêt convenu à l'égard des actifs ou des passifs en vigueur le 31 octobre 2003.

s.o. – sans objet

**Tableau 20** | Actif pondéré en fonction des risques (en millions de dollars, sauf indication contraire)

au 31 octobre	2003				2002
	Solde	Équivalent du risque de crédit	Taux de pondération du risque (%)	Solde pondéré	Solde pondéré
<b>Éléments inscrits au bilan</b>					
Encaisse	19 860	19 860	0-20	3 675	3 689
Valeurs mobilières	54 790	54 790	0-100	5 024	6 771
Prêts hypothécaires	56 513	56 513	0-100	17 355	15 300
Autres prêts et acceptations	89 643	89 643	0-100	67 086	71 268
Autres actifs	35 688	35 688	0-100	8 997	7 534
<b>Total des éléments inscrits au bilan</b>	<b>256 494</b>	<b>256 494</b>		<b>102 137</b>	104 562
<b>Éléments hors bilan</b>					
Cautionnements bancaires et lettres de crédit de soutien	11 170	8 849	0-100	7 666	8 251
Prêts de titres	553	48	0-100	37	38
Crédits documentaires	714	143	0-100	74	84
Crédits fermes					
Terme initial de un an ou moins	67 200		0		–
Terme initial supérieur à un an	21 655	10 828	0-100	10 596	9 787
Instrument financiers dérivés	1 846 303	18 991	0-50	5 503	5 994
<b>Total des éléments hors bilan</b>	<b>1 947 595</b>	<b>38 859</b>		<b>23 876</b>	24 154
Total de l'actif pondéré en fonction des risques – risque de crédit				126 013	128 716
Total de l'actif pondéré en fonction des risques – risque de marché				3 150	2 362
Total de l'actif pondéré en fonction des risques				129 163	131 078
Total de l'actif pondéré en fonction des risques selon les normes américaines				130 140	132 730

**Tableau 21** | Suffisance du capital (en millions de dollars, sauf indication contraire)

au 31 octobre	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994
<b>Capital de première catégorie</b>										
Avoir des actionnaires ordinaires	11 036	10 377	9 632	10 260	9 313	8 650	7 629	6 729	6 174	5 678
Actions privilégiées à dividende non cumulatif	1 446	1 517	1 050	1 681	1 668	1 958	1 274	857	858	860
Actions privilégiées novatrices incluses dans le capital de première catégorie	1 150	1 150	1 150	350	–	–	–	–	–	–
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	39	32	32	20	27	40	80	101	121	144
Écarts d'acquisition et actifs incorporels excédentaires a)	(1 334)	(1 547)	(798)	(447)	(430)	(494)	(521)	(557)	(411)	(450)
<b>Capital de première catégorie</b>	<b>12 337</b>	11 529	11 066	11 864	10 578	10 154	8 462	7 130	6 742	6 232
<b>Capital de deuxième catégorie</b>										
Actions privilégiées de filiales b)	320	377	397	–	–	–	–	–	–	–
Dette subordonnée	1 981	3 171	4 133	4 550	4 522	4 670	3 582	3 179	2 268	1 999
Réserve générale pour créances irrécouvrables c)	1 130	1 147	1 180	1 007	970	873	775	–	–	–
<b>Capital de deuxième catégorie</b>	<b>3 431</b>	4 695	5 710	5 557	5 492	5 543	4 357	3 179	2 268	1 999
Protection de premier niveau	(149)	(192)	(325)	(511)	(315)	(323)	(113)	s.o.	s.o.	s.o.
Investissement dans des filiales non consolidées/investissements importants	–	–	–	(821)	(1 010)	(858)	(697)	(625)	–	–
<b>Capital total</b>	<b>15 619</b>	16 032	16 451	16 089	14 745	14 516	12 009	9 684	9 010	8 231
<b>Actif pondéré en fonction des risques</b>	<b>129 163</b>	131 078	135 768	134 360	136 964	139 782	124 348	106 267	96 075	86 589
<b>Ratios du capital pondéré en fonction des risques (%)</b>										
Ratio du capital de première catégorie	9,55	8,80	8,15	8,83	7,72	7,26	6,80	6,71	7,02	7,20
Ratio du capital total	12,09	12,23	12,12	11,97	10,77	10,38	9,66	9,11	9,38	9,51
Ratio du capital de première catégorie, selon les normes américaines	9,17	8,32	7,87	8,47	7,42	6,95	6,35	6,26	6,82	6,91
Ratio du capital total, selon les normes américaines	11,60	11,60	11,69	12,50	11,34	10,86	9,92	9,81	9,97	10,07
Ratio de l'actif au capital	16,4	15,8	14,2	14,8	16,3	16,0	18,0	19,0	17,6	17,7
Ratio de l'actif au capital	5,5	5,3	5,1	5,4	4,9	5,0	4,4	4,6	4,7	4,8

a) Outre les écarts d'acquisition, les actifs incorporels excédant le montant brut du capital de première catégorie sont retranchés du capital de première catégorie, conformément aux exigences du BSIF.  
b) Réflète le classement des actions privilégiées existantes d'une filiale dans le capital de deuxième catégorie.

c) Incluant la réserve générale approuvée par le BSIF à compter de 1997. Le BSIF a approuvé l'inclusion du moindre des deux montants suivants : le solde de notre réserve générale pour créances irrécouvrables ou un pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques (0,875 % depuis 2002).  
s.o. – sans objet

**Tableau 22 | Dépôts moyens** (en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2003		2002		2001	
	Solde moyen	Taux moyen (%)	Solde moyen	Taux moyen (%)	Solde moyen	Taux moyen (%)
<b>Dépôts domiciliés au Canada</b>						
Dépôts à vue productifs d'intérêts	7 096	0,87	6 646	1,12	6 589	2,80
Dépôts à vue non productifs d'intérêts	9 244	—	8 327	—	7 193	—
Payables sur avis	33 392	1,47	32 526	1,22	28 807	2,61
Payables à date fixe	57 175	2,34	51 670	2,54	49 253	4,93
<b>Total des dépôts domiciliés au Canada</b>	<b>106 907</b>	<b>1,77</b>	<b>99 169</b>	<b>1,80</b>	<b>91 842</b>	<b>3,66</b>
<b>Dépôts domiciliés aux États-Unis et dans d'autres pays</b>						
Dépôts à vue aux États-Unis	10 700	0,85	11 449	1,20	12 635	3,09
Autres dépôts aux États-Unis payables sur avis ou à date fixe	32 729	2,02	36 007	2,55	34 759	4,72
Dépôts domiciliés dans d'autres pays	15 282	2,05	9 764	2,83	16 048	4,86
<b>Total des dépôts moyens</b>	<b>165 618</b>	<b>1,79</b>	<b>156 389</b>	<b>2,00</b>	<b>155 284</b>	<b>3,98</b>

Au 31 octobre 2003, 2002 et 2001, les dépôts de déposants étrangers dans nos bureaux canadiens s'élevaient à 8 739 millions, 8 612 millions et 8 668 millions de dollars respectivement. Au 31 octobre 2003, 2002 et 2001, le total des dépôts payables sur avis comprenait 18 691 millions, 19 581 millions et 20 021 millions de dollars respectivement de comptes de chèques qui auraient été classés comme

dépôts à vue selon les normes de présentation des États-Unis. Au 31 octobre 2003, 2002 et 2001, le total des dépôts payables à date fixe comprenait 18 872 millions, 14 953 millions et 21 362 millions de dollars respectivement de fonds fédéraux achetés et d'effets de commerce émis. Ces montants auraient été classés comme emprunts à court terme selon les normes de présentation des États-Unis.

**Tableau 23 | Gains (pertes) non matérialisés sur titres de placement** a) (en millions de dollars)

au 31 octobre	Valeur comptable	Juste valeur	Gains (pertes) non matérialisés				
			2003	2002	2001	2000	1999
<b>Titres de créance d'État et autres valeurs mobilières</b>							
Titres émis par les administrations publiques canadiennes	1 826	1 827	1	(2)	(13)	13	21
Titres émis par les administrations publiques américaines	11 097	11 231	134	249	202	(84)	(92)
Titres adossés à des créances immobilières	1 568	1 583	15	29	53	(139)	(175)
Titres de créance d'entreprises	3 055	3 144	89	62	11	(117)	(103)
Actions d'entreprises	1 762	1 833	71	(19)	2	101	27
Titres émis par d'autres administrations publiques	352	354	2	2	3	—	10
<b>Total des titres de créance d'État et autres valeurs mobilières</b>	<b>19 660</b>	<b>19 972</b>	<b>312</b>	<b>321</b>	<b>258</b>	<b>(226)</b>	<b>(312)</b>
Grupo Financiero Bancomer	—	—	—	—	—	277	(226)
Participation en actions dans 724 Solutions Inc.	—	—	—	—	(14)	134	—
<b>Total des titres de placement</b>	<b>19 660</b>	<b>19 972</b>	<b>312</b>	<b>321</b>	<b>244</b>	<b>185</b>	<b>(538)</b>

a) Les gains (pertes) non matérialisés peuvent être compensés par des pertes (gains) connexes sur passifs ou par des contrats de couverture.

**Tableau 24 | Obligations contractuelles** (en millions de dollars)

au 31 octobre	Moins de un an	De 1 à 3 ans	4 ou 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance fixe	Total
Dettes subordonnées	400	396	395	1 665	—	2 856
Contrats de location-exploitation	204	310	198	431	—	1 143
Dépôts a)	72 592	17 188	8 688	1 154	71 929	171 551
Titres d'une fiducie de capital b)	—	—	—	1 150	—	1 150
<b>Total</b>	<b>73 196</b>	<b>17 894</b>	<b>9 281</b>	<b>4 400</b>	<b>71 929</b>	<b>176 700</b>

a) Inclut des dépôts à échéance fixe pour un total de 16,6 milliards de dollars, qui sont remboursables au gré des clients à certaines conditions.

b) Représente des instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie.

**Tableau 25** | **Sommaire de l'état des résultats** (en millions de dollars)

	31 octobre 2003	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 juillet 2002	30 avril 2002	31 janvier 2002	2003	2002	2001
Revenu net d'intérêts (bic)	1 279	1 250	1 251	1 271	1 230	1 217	1 200	1 288	5 051	4 935	4 641
Revenu autre que d'intérêts	1 132	1 084	957	1 047	1 059	926	1 022	917	4 220	3 924	4 222
Total du revenu (bic)	2 411	2 334	2 208	2 318	2 289	2 143	2 222	2 205	9 271	8 859	8 863
Provision pour créances irrécouvrables	95	90	120	150	160	160	320	180	455	820	980
Frais autres que d'intérêts	1 545	1 485	1 484	1 573	1 604	1 488	1 476	1 462	6 087	6 030	5 671
Revenu avant provision pour impôts sur le revenu, part des actionnaires sans contrôle dans des filiales et amortissement des écarts d'acquisition	771	759	604	595	525	495	426	563	2 729	2 009	2 212
Provision pour impôts sur le revenu (bic)	242	239	179	180	110	135	110	175	840	530	643
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	16	16	16	16	17	14	15	16	64	62	42
Amortissement des écarts d'acquisition, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	56
Revenu net	513	504	409	399	398	346	301	372	1 825	1 417	1 471
Amortissement des écarts d'acquisition et des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur le revenu	18	19	20	22	22	22	15	16	79	75	101
Revenu net avant amortissement	531	523	429	421	420	368	316	388	1 904	1 492	1 572
Rajustement sur une base d'imposition comparable (bic)	42	27	44	39	24	26	29	27	152	106	142
Revenu selon les états financiers	2 369	2 307	2 164	2 279	2 265	2 117	2 193	2 178	9 119	8 753	8 721

**Tableau 26** | **Éléments inhabituels** (en millions de dollars)

	31 octobre 2003	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 juillet 2002	30 avril 2002	31 janvier 2002	2003	2002	2001
<b>Revenu autre que d'intérêts</b>											
Gain à la vente de succursales									-	-	12
Gain à la vente de Bancomer									-	-	321
Dévaluation des investissements dans des titres adossés à des obligations									-	-	(178)
Total du revenu autre que d'intérêts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	155
<b>Provision pour créances irrécouvrables</b>											
Augmentation de la réserve générale									-	-	100
Total de la provision pour créances irrécouvrables	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	100
<b>Frais autres que d'intérêts</b>											
Coûts liés à des acquisitions					39	23			-	62	-
Total des frais autres que d'intérêts	-	-	-	-	39	23	-	-	-	62	-
Incidence avant impôts des éléments inhabituels	-	-	-	-	(39)	(23)	-	-	-	(62)	55
Impôts sur le revenu connexes					(14)	(9)			-	(23)	(63)
Rajustement des actifs d'impôts futurs									-	-	25
Éléments inhabituels après impôts	-	-	-	-	(25)	(14)	-	-	-	(39)	93

**Tableau 27** Mesures financières trimestrielles

	31 octobre 2003	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 juillet 2002	30 avril 2002	31 janvier 2002	2003	2002	2001
<b>Données par action ordinaire</b> (en dollars)											
Dividendes déclarés	0,35	0,33	0,33	0,33	0,30	0,30	0,30	0,30	1,34	1,20	1,12
Résultat											
de base	0,99	0,97	0,78	0,77	0,77	0,66	0,57	0,73	3,51	2,73	2,72
dilué	0,97	0,95	0,77	0,75	0,75	0,65	0,57	0,71	3,44	2,68	2,66
Résultat avant amortissement											
de base	1,02	1,01	0,83	0,81	0,81	0,71	0,60	0,76	3,67	2,88	2,92
dilué	1,00	0,99	0,81	0,79	0,79	0,70	0,59	0,75	3,59	2,83	2,86
Valeur comptable	22,09	21,92	21,34	21,33	21,07	20,74	20,29	20,11	22,09	21,07	19,69
Cours											
Haut	50,26	45,00	43,39	43,40	40,65	38,13	39,60	37,70	50,26	40,65	44,40
Bas	41,88	39,44	39,30	37,79	34,15	31,00	34,05	34,39	37,79	31,00	32,75
Clôture	49,33	44,65	40,10	41,30	38,10	35,26	37,68	36,00	49,33	38,10	33,86
<b>Mesures financières</b> (%) a)											
Rendement total moyen de l'avoir des actionnaires											
annualisé sur cinq ans	12,9	7,3	3,8	7,5	7,9	7,4	11,6	12,5	12,9	7,9	14,3
Croissance du résultat dilué par action	29,3	46,2	35,1	5,6	+100,0	(21,7)	(48,2)	(2,7)	28,4	0,8	(18,2)
Croissance du résultat dilué par action, avant amortissement	26,6	41,4	37,3	5,3	+100,0	(20,5)	(48,7)	(2,6)	26,9	(1,0)	(15,6)
Rendement de l'avoir des actionnaires	17,9	18,0	15,2	14,3	14,6	12,9	11,6	14,5	16,4	13,4	13,8
Rendement de l'avoir des actionnaires, avant amortissement	18,5	18,8	15,9	15,1	15,4	13,8	12,2	15,2	17,1	14,2	14,8
Croissance du profit économique net	74,1	100+	100+	6,7	+100,0	(54,6)	(88,2)	(21,4)	91,8	(15,2)	(43,3)
Croissance du revenu net	28,9	45,6	36,1	7,1	+100,0	(22,0)	(50,4)	(10,5)	28,8	(3,7)	(20,8)
Croissance du revenu	5,4	8,9	(0,6)	5,1	17,3	(4,1)	(10,5)	0,6	4,7	—	2,3
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	64,0	63,7	67,2	67,9	70,1	69,4	66,4	66,3	65,7	68,1	64,0
Provision pour créances irrécouvrables en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations	0,25	0,24	0,32	0,39	0,43	0,44	0,87	0,49	0,30	0,56	0,66
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total de l'avoir des actionnaires et de la réserve pour créances irrécouvrables	12,15	12,91	14,88	14,66	15,16	13,55	14,19	14,64	12,15	15,16	14,17
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage du total de l'actif	29,1	28,6	26,3	25,4	24,9	24,2	26,0	25,2	29,1	24,9	23,1
Ratio du capital de première catégorie	9,55	9,21	9,10	9,05	8,80	8,72	8,61	8,87	9,55	8,80	8,15
Cote de crédit											
Standard & Poor's	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-
Moody's	Aa3	Aa3	Aa3	Aa3	Aa3	Aa3	Aa3	Aa3	Aa3	Aa3	Aa3

a) Tous les ratios trimestriels ont été annualisés.

De l'avis de la direction de la Banque, l'information provenant de données financières non vérifiées, notamment de rapports intermédiaires, a fait l'objet de tout redressement nécessaire à la présentation fidèle de cette information. De tels redressements sont de nature normale et récurrente. Les ratios financiers des périodes intermédiaires sont annualisés, s'il y a lieu; les ratios, de même que les résultats d'exploitation intermédiaires, ne sont pas forcément indicateurs des résultats réels de l'exercice complet.

**Tableau 28** Autres renseignements statistiques

au 31 octobre	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994
<b>Autres renseignements</b>										
Employés a)	33 993	34 568	34 693	33 884	33 464	33 400	34 286	33 468	33 341	34 769
Succursales bancaires	1 142	1 134	1 129	1 135	1 198	1 216	1 246	1 296	1 245	1 248
Guichets automatiques (Canada)	2 023	2 000	1 982	1 987	2 039	2 069	2 035	2 017	1 763	1 708
<b>Taux</b>										
Taux préférentiel moyen au Canada (%)	4,69	4,15	6,55	7,05	6,49	6,44	4,80	6,67	8,58	6,42
Taux préférentiel moyen aux États-Unis (%)	4,17	4,79	7,68	9,18	8,00	8,59	8,51	8,49	8,89	6,69
Cours du \$ CA par rapport au \$ US (\$)										
Haut	1,59	1,61	1,49	1,44	1,45	1,40	1,33	1,34	1,33	1,29
Bas	1,30	1,51	1,59	1,53	1,56	1,58	1,41	1,38	1,42	1,40
Moyen	1,44	1,57	1,54	1,48	1,50	1,46	1,37	1,37	1,38	1,36
À la fin de l'exercice	1,32	1,56	1,59	1,52	1,47	1,54	1,41	1,34	1,34	1,35

a) Équivalent de durée normale; employés à temps plein et à temps partiel et rajustements pour tenir compte du temps supplémentaire.



# Déclaration de la responsabilité de la direction à l'égard des renseignements financiers

L'établissement et la présentation des états financiers consolidés annuels, de l'analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière (l'analyse de la direction), ainsi que des autres renseignements figurant dans le Rapport annuel relèvent de la direction de BMO, qui en assume la responsabilité.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et aux exigences de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis, le cas échéant. Les états financiers sont également conformes aux dispositions de la *Loi sur les banques* et des règlements connexes, y compris les interprétations des PCGR que donne l'organisme qui régit nos activités, le Surintendant des institutions financières du Canada.

L'analyse de la direction a été préparée conformément aux exigences de la réglementation en valeurs mobilières, notamment la norme canadienne n° 44-101 des autorités canadiennes en valeurs mobilières et la rubrique n° 303 du règlement S-K de la *Securities Exchange Act*, et aux exigences publiées qui en découlent.

Les états financiers consolidés et l'information présentée dans l'analyse de la direction comprennent nécessairement des montants qui ont été établis en fonction de jugements éclairés et d'estimations de l'effet prévu d'événements actuels et d'opérations courantes, en accordant toute l'attention nécessaire à leur importance relative. En outre, lors de la préparation des données financières, nous devons interpréter les exigences décrites ci-dessus, établir la pertinence de l'information à y inclure, et faire des estimations et poser des hypothèses ayant un effet sur l'information présentée. L'analyse de la direction comprend également des renseignements concernant l'estimation de l'effet des transactions et des événements actuels, les sources actuelles de liquidités et de financement, les tendances de l'exploitation, les risques et les incertitudes. Les résultats futurs peuvent être sensiblement différents de nos estimations actuelles, le déroulement des événements et les situations pouvant être différents de ce qui avait été prévu.

Les données financières figurant ailleurs dans le Rapport annuel concordent avec celles des états financiers consolidés.

Responsables de la fiabilité des états financiers, nous nous appuyons sur un système élaboré de contrôle et de vérification internes qui est constitué de contrôles organisationnels et opérationnels et de contrôles

internes quant à la présentation des renseignements financiers. Notre système de contrôle interne comprend la rédaction et la diffusion de normes et de méthodes internes régissant la conduite de la Banque et la gestion des risques, la planification budgétaire globale, la répartition efficace des tâches, la délégation de pouvoirs et la responsabilité personnelle, la sélection minutieuse du personnel et sa formation ainsi que la mise à jour régulière et l'application de conventions comptables judicieuses et prudentes. Cette structure permet d'assurer que les contrôles internes appropriés sont en place à l'égard des opérations, de l'actif et des registres comptables. De plus, nous procédons régulièrement à une vérification des contrôles internes. Ces contrôles et vérifications visent à nous donner un degré raisonnable de certitude quant à la fiabilité des livres comptables utilisés en vue de la préparation des états financiers et d'autres données financières, et à assurer que l'actif est préservé de toute utilisation ou aliénation non autorisée, que le passif est constaté et que nous satisfaisons à toutes les exigences réglementaires.

À titre de chef de la direction et de chef des finances, nous certifions le document d'information annuel de la Banque de Montréal déposé auprès de la SEC (formule 40-F) conformément à la nouvelle loi américaine Sarbanes-Oxley.

Pour pouvoir donner leur opinion sur nos états financiers consolidés, les vérificateurs nommés par les actionnaires effectuent leur examen de notre système de contrôle interne et exécutent leurs travaux avec la précision qu'ils jugent convenable.

Le Conseil d'administration, se fondant sur les recommandations de son Comité de vérification, de son Comité de révision et de son Comité d'évaluation des risques, procède à l'examen et à l'approbation des renseignements financiers contenus dans le Rapport annuel, et notamment dans l'analyse de la direction. Il exerce un rôle de surveillance quant à la façon dont la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de l'établissement et de la présentation des renseignements financiers, du maintien de contrôles internes appropriés, de la gestion et du contrôle des principaux secteurs de risque et de l'évaluation d'opérations importantes et entre apparentés.

Les vérificateurs nommés par les actionnaires et le vérificateur en chef de la Banque ont accès sans réserve au Conseil d'administration et à ses comités pour discuter de points touchant la vérification et la communication de l'information financière ainsi que de questions connexes.

Le président du conseil  
et chef de la direction,

F. Anthony Comper

La vice-présidente à la direction  
et chef des finances,

Karen E. Maidment

Canada  
Le 25 novembre 2003

## Rapport des vérificateurs aux actionnaires

Aux actionnaires de la Banque de Montréal

Nous avons vérifié le bilan consolidé de la Banque de Montréal au 31 octobre 2003 et 2002 et les états consolidés des résultats, des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires et des flux de trésorerie de chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 octobre 2003. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Banque. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments

probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Banque au 31 octobre 2003 et 2002 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 octobre 2003 selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

KPMG s.r.l.  
Comptables agréés

PricewaterhouseCoopers s.r.l.  
Comptables agréés

Canada  
Le 25 novembre 2003

# Bilan consolidé

au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2003	2002
<b>Actif</b>		
<b>Encaisse</b> (notes 2 et 25)	<b>19 860 \$</b>	19 305 \$
<b>Valeurs mobilières</b> (notes 3 et 25)		
Titres de placement (juste valeur de 19 972 \$ en 2003 et de 21 592 \$ en 2002)	<b>19 660</b>	21 271
Titres de négociation	<b>35 119</b>	22 427
Substituts de prêts	<b>11</b>	17
	<b>54 790</b>	43 715
<b>Prêts</b> (notes 4 et 7)		
Prêts hypothécaires à l'habitation	<b>52 095</b>	47 569
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	<b>22 103</b>	21 168
Prêts sur cartes de crédit	<b>2 967</b>	2 280
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	<b>51 889</b>	57 963
Titres pris en pension	<b>13 276</b>	15 664
	<b>142 330</b>	144 644
Engagements de clients aux termes d'acceptations	<b>5 611</b>	6 901
Réserve pour créances irrécouvrables	<b>(1 785)</b>	(1 949)
	<b>146 156</b>	149 596
<b>Autres actifs</b>		
Instruments financiers dérivés (note 9)	<b>21 216</b>	22 108
Bureaux et matériel (note 10)	<b>2 045</b>	2 159
Écarts d'acquisition (note 12)	<b>1 334</b>	1 428
Actifs incorporels (note 12)	<b>589</b>	773
Actifs divers (note 13)	<b>10 504</b>	13 780
	<b>35 688</b>	40 248
Total de l'actif	<b>256 494 \$</b>	252 864 \$
<b>Passif et avoir des actionnaires</b>		
<b>Dépôts</b> (note 14)		
Banques	<b>24 755 \$</b>	15 273 \$
Entreprises et administrations publiques	<b>72 405</b>	71 411
Particuliers	<b>74 391</b>	75 154
	<b>171 551</b>	161 838
<b>Autres passifs</b>		
Instruments financiers dérivés (note 9)	<b>20 715</b>	22 095
Acceptations (note 15)	<b>5 611</b>	6 901
Titres vendus à découvert (note 15)	<b>8 255</b>	7 654
Titres mis en pension (note 15)	<b>23 765</b>	24 796
Passifs divers (note 15)	<b>11 259</b>	13 892
	<b>69 605</b>	75 338
<b>Dette subordonnée</b> (note 16)	<b>2 856</b>	3 794
<b>Avoir des actionnaires</b>		
Capital-actions (note 17)	<b>5 108</b>	4 976
Surplus d'apport (note 19)	<b>3</b>	–
Bénéfices non répartis	<b>7 371</b>	6 918
	<b>12 482</b>	11 894
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	<b>256 494 \$</b>	252 864 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.  
Certains chiffres des exercices précédents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

Le président du conseil et chef de la direction,



F. Anthony Comper

Le président du Comité de vérification,



Jeremy H. Reitman

# État consolidé des résultats

pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2003	2002	2001
<b>Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions</b>			
Prêts	6 970 \$	7 017 \$	9 689 \$
Valeurs mobilières (note 3)	1 601	1 616	2 419
Dépôts à d'autres banques	356	502	892
	<b>8 927</b>	9 135	13 000
<b>Frais d'intérêts</b>			
Dépôts	2 957	3 134	6 183
Dettes subordonnées	235	294	351
Autres passifs	836	878	1 967
	<b>4 028</b>	4 306	8 501
<b>Revenu net d'intérêts</b>	<b>4 899</b>	4 829	4 499
Provision pour créances irrécouvrables	455	820	980
Revenu net d'intérêts après provision pour créances irrécouvrables	<b>4 444</b>	4 009	3 519
<b>Revenu autre que d'intérêts</b>			
Commissions et droits sur titres	894	813	742
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	756	732	670
Revenus de négociation	275	209	490
Commissions sur prêts	293	306	352
Frais de services de cartes	290	260	204
Gestion de placements et garde de titres	303	314	336
Revenus tirés de fonds d'investissement	321	309	251
Revenus de titrisation (note 7)	244	329	331
Commissions de prise ferme et de consultation	268	228	234
Gains (pertes) sur titres de placement (note 3)	(41)	(146)	123
Revenus de change autres que de négociation	160	151	127
Revenus d'assurance	124	105	125
Autres revenus	333	314	237
	<b>4 220</b>	3 924	4 222
Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts	<b>8 664</b>	7 933	7 741
<b>Frais autres que d'intérêts</b>			
Rémunération du personnel (notes 18 et 19)	3 578	3 403	3 212
Bureaux et matériel (note 10)	1 264	1 280	1 153
Amortissement des actifs incorporels (note 12)	105	87	43
Autres frais	1 140	1 260	1 263
Total des frais autres que d'intérêts	<b>6 087</b>	6 030	5 671
<b>Revenu avant provision pour impôts sur le revenu, part des actionnaires sans contrôle dans des filiales et amortissement des écarts d'acquisition</b>	<b>2 577</b>	1 903	2 070
Impôts sur le revenu (note 20)	688	424	501
	<b>1 889</b>	1 479	1 569
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	64	62	42
<b>Revenu net avant amortissement des écarts d'acquisition</b>	<b>1 825</b>	1 417	1 527
Amortissement des écarts d'acquisition, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable (notes 12 et 20)	–	–	56
<b>Revenu net</b>	<b>1 825 \$</b>	1 417 \$	1 471 \$
Dividendes versés aux actionnaires privilégiés	82 \$	79 \$	80 \$
Revenu net afférent aux actions ordinaires	<b>1 743 \$</b>	1 338 \$	1 391 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	496 208	490 816	511 286
Nombre moyen d'actions ordinaires compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	507 009	499 464	523 561
<b>Résultat par action</b> (en dollars canadiens) (note 21)			
De base	3,51 \$	2,73 \$	2,72 \$
Dilué	3,44	2,68	2,66
<b>Dividendes déclarés par action ordinaire</b>	<b>1,34</b>	1,20	1,12

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.  
Certains chiffres des exercices précédents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

# État consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires

pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2003	2002	2001
<b>Actions privilégiées</b> (note 17)			
Solde au début de l'exercice	1 517 \$	1 050 \$	1 681 \$
Actions émises au cours de l'exercice	–	478	–
Actions rachetées au cours de l'exercice	–	–	(633)
Rajustement au titre de la conversion d'actions émises en devises	(71)	(11)	2
Solde à la fin de l'exercice	1 446	1 517	1 050
	Nombre d'actions		
	2003	2002	2001
<b>Actions ordinaires</b> (note 17)			
Solde au début de l'exercice	492 504 878	489 084 527	522 583 894
Actions émises en vertu des régimes de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destinés aux actionnaires	1 101 305	1 204 820	903 186
Actions émises en vertu du Régime d'options d'achat d'actions (note 19)	5 325 916	1 923 115	6 177 235
Actions émises en échange d'actions de filiales	348 518	292 416	1 134 765
Actions émises lors de l'acquisition d'entreprises (note 11)	634 551	–	10 285 447
Annulation d'options d'achat d'actions consenties lors de l'acquisition d'un placement (note 17)	–	–	–
Actions rachetées aux fins d'annulation (note 17)	(282 800)	–	(52 000 000)
Solde à la fin de l'exercice	499 632 368	492 504 878	489 084 527
<b>Surplus d'apport</b>			
Solde au début de l'exercice	–	–	–
Frais liés aux options d'achat d'actions (note 19)	3	–	–
Solde à la fin de l'exercice	3	–	–
<b>Bénéfices non répartis</b>			
Solde au début de l'exercice	6 918	6 257	7 087
Incidence cumulative de l'adoption de la norme sur les avantages sociaux futurs, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable (note 18)	–	–	(250)
	6 918	6 257	6 837
Revenu net	1 825	1 417	1 471
Dividendes – Actions privilégiées	(82)	(79)	(80)
– Actions ordinaires	(666)	(589)	(568)
Gain (perte) non matérialisés nets provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger (1)	(614)	(81)	179
Constatation de pertes de conversion non matérialisées à la cession d'un investissement dans un établissement à l'étranger (note 3)	–	–	99
Gain provenant de l'annulation d'options d'achat d'actions consenties lors de l'acquisition d'un placement, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable (note 17)	–	–	18
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 17)	(10)	–	(1 699)
Frais d'émission d'actions, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable	–	(7)	–
Solde à la fin de l'exercice	7 371	6 918	6 257
<b>Total de l'avoir des actionnaires</b>	<b>12 482 \$</b>	<b>11 894 \$</b>	<b>10 682 \$</b>

## 1) Autres renseignements sur le gain (la perte) non matérialisés nets provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger

Gain (perte) non matérialisés provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	(1 674)\$	(200)\$	440 \$
Gain (perte) sur des opérations de couverture	1 661	200	(439)
Économie (charge) d'impôts sur le revenu nette	(601)	(81)	178
Gain (perte) non matérialisés nets provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	(614)\$	(81)\$	179 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

# État consolidé des flux de trésorerie

pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2003	2002	2001
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>			
Revenu net	1 825 \$	1 417 \$	1 471 \$
Rajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation			
Dévaluation des titres de placement	153	322	284
(Gain) net à la vente de titres de placement	(112)	(176)	(407)
(Augmentation) diminution nette des titres de négociation	(12 692)	(6 227)	5 794
Provision pour créances irrécouvrables	455	820	980
Gain à la vente de prêts titrisés	(157)	(168)	(82)
Variation des instruments financiers dérivés			
(Augmentation) diminution des actifs dérivés	892	1 207	(9 318)
Augmentation (diminution) des passifs dérivés	(1 380)	(1 551)	10 304
Amortissement des bureaux et du matériel	375	396	406
Amortissement des actifs incorporels	116	100	56
Amortissement des écarts d'acquisition (note 12)	–	–	62
Charge (économie) d'impôts futurs	(37)	283	(180)
Augmentation (diminution) nette des impôts sur le revenu exigibles	401	(256)	98
Variation des intérêts courus			
Diminution des intérêts à recevoir	87	256	512
Diminution des intérêts à payer	(141)	(189)	(250)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	1 229	(1 366)	233
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(8 986)	(5 132)	9 963
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>			
Augmentation (diminution) nette des dépôts	9 713	7 548	(3 793)
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	601	1 045	(2 744)
Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension	(1 031)	7 316	(2 499)
Diminution nette de la dette des filiales	(157)	(1 313)	(15)
Produit de l'émission de titres d'une filiale	–	–	800
Remboursement de dette subordonnée	(752)	(850)	(300)
Rachat d'actions privilégiées	–	–	(633)
Produit de l'émission d'actions privilégiées	–	478	–
Produit de l'émission d'actions ordinaires	175	81	149
Frais d'émission d'actions, déduction faite de l'impôt sur le revenu exigible	–	(7)	–
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(12)	–	(2 031)
Dividendes versés	(748)	(668)	(648)
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités de financement	7 789	13 630	(11 714)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>			
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	(1 741)	(1 407)	2 308
Achat de titres de placement	(29 348)	(37 437)	(35 979)
Échéances des titres de placement	18 999	27 444	25 955
Produit de la vente de titres de placement	9 298	9 928	13 838
(Augmentation) diminution nette des prêts, des engagements de clients aux termes d'acceptations et des substituts de prêts	760	(5 303)	(6 000)
Produit de la titrisation de prêts	–	519	2 234
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension	2 388	(710)	1 354
Produit de la vente d'un terrain (note 10)	–	122	–
Bureaux et matériel – Achats nets	(254)	(384)	(399)
Acquisitions (note 11)	(91)	(1 028)	(245)
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	11	(8 256)	3 066
Augmentation (diminution) nette des espèces et quasi-espèces	(1 186)	242	1 315
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	3 701	3 459	2 144
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice	2 515 \$	3 701 \$	3 459 \$
<b>Composition</b>			
Espèces et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques	1 693 \$	1 257 \$	2 066 \$
Chèques et autres effets en transit (montant net)	822	2 444	1 393
	2 515 \$	3 701 \$	3 459 \$
<b>Autres renseignements sur les flux de trésorerie</b>			
Intérêts versés au cours de l'exercice	4 169 \$	4 495 \$	8 751 \$
Impôts sur le revenu payés au cours de l'exercice	324 \$	393 \$	405 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.  
Certains chiffres des exercices précédents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

## Note 1 | Normes de présentation

Nous dressons nos états financiers consolidés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, y compris les interprétations qu'en donne l'organisme qui régleme nos activités, le Surintendant des institutions financières du Canada.

Nous rapprochons nos résultats obtenus selon les PCGR du Canada de ceux que nous obtiendrions selon les PCGR des États-Unis. Les écarts importants dans les montants consolidés du total de l'actif, du total du passif et du revenu net qui résulteraient de l'application des PCGR des États-Unis sont décrits à la note 27. En outre, nos états financiers consolidés sont conformes aux exigences en matière de présentation dictées par les PCGR des États-Unis, sauf pour l'information, présentée conformément aux exigences des PCGR des États-Unis, qui est incluse dans l'analyse de la direction, et pour l'information relative aux écarts entre les PCGR du Canada et des États-Unis expliqués à la note 27.

### Méthodes de consolidation

Nous exerçons nos activités au moyen de diverses structures de sociétés comprenant des filiales et des coentreprises. Les filiales sont les sociétés sur lesquelles nous exerçons un contrôle par la détention de la majorité des actions avec droit de vote. Les coentreprises sont celles sur lesquelles nous exerçons un contrôle conjoint en vertu d'une entente avec d'autres actionnaires. La totalité de l'actif, du passif, des revenus et des frais de nos filiales et notre quote-part de l'actif, du passif, des revenus et des frais de nos coentreprises sont incluses dans nos états financiers consolidés. Toutes les opérations et tous les soldes intersociétés importants sont éliminés.

Nous détenons des investissements dans des sociétés où nous exerçons une influence notable sur les décisions d'exploitation et de financement (il s'agit de sociétés dont nous possédons entre 20 % et 50 % des actions avec droit de vote). Ces investissements sont comptabilisés au prix coûtant et sont rajustés en fonction de notre quote-part du revenu ou de la perte des sociétés en question, ainsi que des dividendes. Ils sont inclus dans les titres de placement inscrits à notre bilan consolidé, et notre quote-part du revenu net ou de la perte nette des sociétés en question est incluse dans le revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions, au poste valeurs mobilières, de notre état consolidé des résultats.

Nous détenons des intérêts dans des entités à détenteurs de droits variables qui ne sont pas comprises dans nos états financiers consolidés et qui font l'objet d'une description détaillée à la note 8.

### Conversion de devises

Nous exerçons nos activités dans une variété de devises et nos états financiers consolidés sont exprimés en dollars canadiens. Les actifs et les passifs libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les revenus et les frais libellés en devises sont convertis au taux de change moyen de l'exercice.

Les gains et les pertes non matérialisés résultant de la conversion en dollars canadiens des investissements nets dans des établissements à l'étranger, déduction faite des opérations de couverture connexes et des impôts sur le revenu applicables, sont inclus dans les bénéfices non répartis inscrits à notre bilan consolidé. Lorsque nous vendons ou liquidons un investissement dans un établissement à l'étranger, les gains et les pertes de conversion découlant de cette transaction, auparavant inclus dans les bénéfices non répartis, sont constatés dans le revenu autre que d'intérêts comme faisant partie du gain ou de la perte résultant de l'aliénation de l'investissement. Tous les autres gains et pertes de conversion de devises sont inclus dans les revenus de change autres que de négociation, inscrits à notre état consolidé des résultats, lorsqu'ils se produisent.

À l'occasion, nous concluons des contrats de couverture de change afin de réduire notre risque lié aux variations de la valeur des devises. Les gains et pertes matérialisés et non matérialisés résultant de la conversion des contrats de couverture de change sont inclus dans le revenu autre que d'intérêts, sauf s'ils sont en rapport avec un investissement net dans des établissements à l'étranger, auquel cas ils sont inclus dans les bénéfices non répartis.

### Utilisation d'estimations

Pour dresser nos états financiers consolidés, nous devons faire des estimations et poser des hypothèses, concernant principalement les valeurs, qui ont un effet sur les montants déclarés des actifs, des passifs et du revenu net, ainsi que sur divers renseignements connexes. Les actifs et passifs les plus importants faisant l'objet d'estimations comprennent la réserve pour créances irrécouvrables, les instruments de négociation dont les prix ou les cours ne sont pas disponibles, les actifs et passifs d'impôts, les obligations au titre des prestations de retraite et des autres avantages sociaux futurs, les écarts d'acquisition et autres actifs incorporels, les participations retenues dans des entités de titrisation, ainsi que les moins-values durables des titres de placement. Si les résultats réels différaient de ces estimations, l'incidence serait constatée dans les périodes subséquentes.

### Conventions comptables particulières

Pour faciliter la compréhension de nos états financiers consolidés, nous avons fait état des principales conventions comptables tout au long des notes qui suivent ainsi que des renseignements financiers connexes, le tout étant présenté par rubrique.

### Modifications des conventions comptables

Les nouvelles conventions comptables publiées par les organismes de normalisation, celles qui ont été adoptées au cours des deux exercices précédents et du présent exercice et celles qui entreront en vigueur au cours des prochains exercices, sont décrites aux notes 4, 8, 9, 12, 18, 19 et 27.

## Note 2 | Encaisse

(en millions de dollars canadiens)	2003	2002
Espèces et dépôts non productifs d'intérêts		
à la Banque du Canada et à d'autres banques	1 693 \$	1 257 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	17 345	15 604
Chèques et autres effets en transit (montant net)	822	2 444
Total	19 860 \$	19 305 \$

### Dépôts à d'autres banques

Les dépôts à d'autres banques, qui comprennent les acceptations qui ont été émises par d'autres banques et que nous avons achetées, sont inscrits au prix coûtant. Le revenu d'intérêts provenant de ceux-ci est constaté selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

### Chèques et autres effets en transit (montant net)

Les chèques et les autres effets en transit, qui représentent le montant net des chèques en cours de compensation et autres effets en transit entre nous-mêmes et d'autres banques, sont inscrits au prix coûtant.

### Restrictions visant l'encaisse

Un certain nombre de nos filiales bancaires disposent d'une encaisse qu'elles peuvent utiliser pour leurs propres activités, mais dont les sociétés apparentées ne peuvent se servir.

En outre, certains de nos établissements à l'étranger sont tenus de maintenir des réserves ou des soldes minimaux à la banque centrale du pays où ils font affaire, ces montants s'élevant à 377 millions de dollars au 31 octobre 2003 et à 257 millions au 31 octobre 2002.

### Note 3 Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont divisées en trois catégories, chacune répondant à un objectif distinct et étant soumise à un traitement comptable différent. Les trois catégories de valeurs mobilières que nous détenons sont les suivantes :

**Les titres de placement** comprennent des titres de participation et des titres de créance que nous achetons dans le but de les conserver jusqu'à leur échéance ou jusqu'à ce que le marché nous offre de meilleures possibilités de placement, par exemple en raison d'une fluctuation des taux d'intérêt. Les titres de participation sont inscrits au prix coûtant et les titres de créance au prix coûtant non amorti. Les gains et les pertes à l'aliénation sont calculés d'après la valeur comptable des titres vendus.

Le revenu d'intérêts gagné, l'amortissement des primes et des escomptes sur les titres de créance et les dividendes reçus sont constatés dans notre état consolidé des résultats sous revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions.

Nos placements dans des titres de participation de sociétés sur lesquelles nous exerçons une influence notable, sans en avoir le contrôle, sont comptabilisés au prix coûtant. Ce montant est rajusté en fonction de notre quote-part du revenu net ou de la perte nette des sociétés en question à compter de la date d'acquisition, et est comptabilisé dans notre état consolidé des résultats sous revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions.

Les titres de placement sont évalués à la fin de chaque trimestre afin de déterminer si leur juste valeur est inférieure à la valeur comptable actuelle. Dans le cas des titres activement transigés, nous considérons

la valeur à la cote comme étant la juste valeur. Pour les titres de sociétés privées et pour ceux qui sont très rarement transigés et dont le cours n'est pas disponible, nous utilisons des méthodes d'évaluation pour estimer la juste valeur. Ces méthodes d'évaluation comprennent l'actualisation des flux de trésorerie, l'utilisation de multiples du revenu et la comparaison avec d'autres titres essentiellement semblables.

Lorsque la juste valeur d'un titre de placement devient inférieure à la valeur comptable actuelle, nous déterminons si la moins-value est durable. Si la moins-value est considérée comme durable, les dévaluations sont comptabilisées dans les gains (pertes) sur titres de placement figurant dans notre état consolidé des résultats.

**Les titres de négociation** sont achetés aux fins de revente à court terme. Ces titres sont inscrits au cours du marché et les redressements de la valeur marchande ainsi que tout gain et toute perte à la vente sont portés aux revenus de négociation dans notre état consolidé des résultats.

**Les substituts de prêts** sont des instruments de financement, comme des actions privilégiées de renflouement, que nous structurons comme des placements après impôts afin d'offrir à nos clients un taux d'intérêt plus avantageux que celui qui s'appliquerait normalement à un prêt ordinaire. Ces instruments sont comptabilisés conformément à la convention comptable relative aux prêts décrite à la note 4.

Dans aucun cas, la valeur comptable des titres d'un émetteur autre qu'une administration publique que nous détenons n'excédait, au 31 octobre 2003 ou au 31 octobre 2002, 10 % de l'avoir de nos actionnaires.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Terme à courir						2003	2002					
	Moins de 1 an		De 1 an à 3 ans		De 3 ans à 5 ans		De 5 ans à 10 ans		Plus de 10 ans		Valeur comptable totale	Valeur comptable totale	
<b>Titres de placement</b>	<b>Rendement</b>		<b>Rendement</b>		<b>Rendement</b>		<b>Rendement</b>		<b>Rendement</b>				
Titres émis ou garantis par :	%		%		%		%		%				
le Canada	1 622	\$ 3,26	–	\$ –	203	\$ 3,51	–	\$ –	1	\$ 5,10	1 826	\$ 3,29	1 145
les provinces et les municipalités canadiennes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	2
l'administration fédérale américaine	2 411	1,85	1 386	1,42	1 252	3,68	578	4,14	–	–	5 627	2,39	5 707
les municipalités, agences et États américains	2 355	2,28	2 610	2,31	308	6,03	143	6,54	54	7,23	5 470	2,67	7 665
Autres administrations publiques	58	4,09	269	2,67	7	4,95	18	5,31	–	–	352	3,08	83
Titres adossés à des créances immobilières	–	–	1 136	2,37	–	–	–	–	432	5,05	1 568	3,11	1 059
Obligations d'entreprises	1 090	2,49	724	5,21	748	6,93	292	3,77	201	4,45	3 055	4,47	3 391
Actions d'entreprises	98	5,11	333	5,86	261	5,43	114	5,32	956	2,00	1 762	3,63	2 219
<b>Total des titres de placement</b>	<b>7 634</b>	<b>2,43</b>	<b>6 458</b>	<b>2,65</b>	<b>2 779</b>	<b>4,97</b>	<b>1 145</b>	<b>4,48</b>	<b>1 644</b>	<b>3,27</b>	<b>19 660</b>	<b>3,05</b>	<b>21 271</b>
<b>Titres de négociation</b>													
Titres émis ou garantis par :													
le Canada	3 522		1 074		630		306		824		6 356		5 608
les provinces et les municipalités canadiennes	213		212		146		484		607		1 662		1 401
l'administration fédérale américaine	171		51		67		7		10		306		609
les municipalités, agences et États américains	–		–		–		–		30		30		–
Autres administrations publiques	–		1		24		21		5		51		19
Obligations d'entreprises	1 792		644		937		1 902		2 495		7 770		4 939
Actions d'entreprises	–		–		–		–		18 944		18 944		9 851
<b>Total des titres de négociation</b>	<b>5 698</b>		<b>1 982</b>		<b>1 804</b>		<b>2 720</b>		<b>22 915</b>		<b>35 119</b>		<b>22 427</b>
<b>Substituts de prêts</b>	<b>11</b>		<b>–</b>		<b>–</b>		<b>–</b>		<b>–</b>		<b>11</b>		<b>17</b>
<b>Total des valeurs mobilières</b>	<b>13 343</b>	<b>\$</b>	<b>8 440</b>	<b>\$</b>	<b>4 583</b>	<b>\$</b>	<b>3 865</b>	<b>\$</b>	<b>24 559</b>	<b>\$</b>	<b>54 790</b>	<b>\$</b>	<b>43 715</b>

Les taux de rendement indiqués dans le tableau ci-dessus sont calculés en fonction de la valeur comptable des titres et des taux d'intérêt contractuels ou de dividende déclaré de chaque titre, que nous rajustons pour tenir compte de l'amortissement des primes et des escomptes. Il n'est pas tenu compte des effets fiscaux.

La classification ci-dessus des titres selon le terme à courir est établie d'après l'échéance contractuelle des titres. Ceux qui ne portent pas d'échéance sont classés dans la catégorie des titres dont l'échéance est supérieure à 10 ans.

Les actions d'entreprises comprennent des investissements dans des sociétés sur lesquelles nous exerçons une influence notable, sans en avoir

le contrôle. La valeur de ces investissements s'établit à 124 millions et à 149 millions de dollars au 31 octobre 2003 et 2002 respectivement.

Le revenu provenant des valeurs mobilières est inscrit comme suit à notre état consolidé des résultats :

(en millions de dollars canadiens)	2003	2002	2001
<b>Poste :</b>			
<b>Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions</b>			
Titres de placement	858 \$	1 156 \$	1 610 \$
Titres de négociation	743	460	809
	<b>1 601 \$</b>	<b>1 616 \$</b>	<b>2 419 \$</b>
<b>Revenu autre que d'intérêts</b>			
Titres de placement			
Gains bruts matérialisés 1)	142 \$	232 \$	480 \$
Pertes brutes matérialisées	(30)	(56)	(73)
Dévaluations 2)	(153)	(322)	(284)
Gains (pertes) sur titres de placement	(41)\$	(146)\$	123 \$
Gains nets matérialisés et non matérialisés sur titres de négociation	65 \$	10 \$	139 \$

1) Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2001, nous avons vendu notre investissement dans le Grupo Financiero BBVA Bancomer et ainsi réalisé un gain de 321 millions de dollars (272 millions après impôts), déduction faite des pertes de conversion non matérialisées de 99 millions de dollars.

2) Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2003, les dévaluations ne comprennent aucun montant relativement à nos investissements dans des titres adossés à des obligations, et elles comprennent des montants de 103 millions et 225 millions de dollars pour les exercices terminés le 31 octobre 2002 et 2001 respectivement.

#### Gains et pertes non matérialisés

(en millions de dollars canadiens)	2003				2002			
	Valeur comptable	Gains bruts non matérialisés	Pertes brutes non matérialisées	Juste valeur	Valeur comptable	Gains bruts non matérialisés	Pertes brutes non matérialisées	Juste valeur
<b>Titres de placement</b>								
Titres émis ou garantis par :								
le Canada	1 826 \$	2 \$	1 \$	1 827 \$	1 145 \$	– \$	2 \$	1 143 \$
les provinces et les municipalités canadiennes	–	–	–	–	2	–	–	2
l'administration fédérale américaine	5 627	83	–	5 710	5 707	143	1	5 849
les municipalités, agences et États américains	5 470	52	1	5 521	7 665	107	–	7 772
Autres administrations publiques	352	2	–	354	83	2	–	85
Titres adossés à des créances immobilières	1 568	16	1	1 583	1 059	29	–	1 088
Obligations d'entreprises	3 055	101	12	3 144	3 391	119	57	3 453
Actions d'entreprises	1 762	80	9	1 833	2 219	48	67	2 200
Total	<b>19 660 \$</b>	<b>336 \$</b>	<b>24 \$</b>	<b>19 972 \$</b>	<b>21 271 \$</b>	<b>448 \$</b>	<b>127 \$</b>	<b>21 592 \$</b>

#### Note 4 | Prêts, engagements de clients aux termes d'acceptations et réserve pour créances irrécouvrables

##### Prêts

Les prêts sont inscrits au prix coûtant, déduction faite du revenu non gagné et des escomptes non amortis. Le revenu non gagné est constitué d'intérêts et de commissions sur prêts reportées. Le revenu d'intérêts est comptabilisé selon la méthode de la comptabilité d'exercice, sauf dans le cas des prêts douteux dont le traitement est décrit ci-après.

Les titres pris en pension représentent les montants que nous recevons du fait de notre engagement à revendre aux vendeurs d'origine les titres que nous avons achetés, à un prix et à une date prédéterminés. Nous comptabilisons ces instruments comme des prêts.

##### Commissions sur prêts

Le traitement comptable des commissions sur prêts varie selon la transaction. Les commissions de syndication de prêts sont portées aux commissions sur prêts lorsqu'elles sont gagnées. Les commissions relatives au montage, à la restructuration et à la renégociation de prêts sont portées au revenu d'intérêts tout au long de la durée du prêt. Les commissions d'engagement sont portées au revenu d'intérêts tout au long de la durée du prêt, sauf si nous avons lieu de croire que notre engagement ne sera pas utilisé. Dans ce dernier cas, la commission d'engagement est portée aux commissions sur prêts pendant la période d'engagement.

##### Engagements de clients aux termes d'acceptations

Les acceptations sont des instruments négociables à court terme qui sont émis par nos clients à l'intention de tiers et que nous garantissons en échange d'une commission. Notre obligation éventuelle de payer une tierce partie pour le compte de notre client est comptabilisée comme un passif dans notre bilan consolidé. Les commissions perçues sont portées aux commissions sur prêts dans notre état consolidé des résultats tout au long de la durée de l'acceptation.

##### Prêts douteux

Nous considérons que les prêts, à l'exception des prêts sur cartes de crédit et des prêts à tempérament aux particuliers, sont douteux dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

- nous ne sommes plus raisonnablement assurés de pouvoir recouvrer dans les délais prévus le capital ou les intérêts;
- les versements d'intérêt ou de capital sont échus depuis 90 jours (sauf si nous nous efforçons activement de recouvrer le prêt et qu'il est entièrement garanti);
- des prêts entièrement garantis sont échus depuis 180 jours.

Les prêts sur cartes de crédit sont classés comme douteux et immédiatement radiés lorsque les versements d'intérêts ou de capital sont échus depuis 180 jours. Les prêts à tempérament aux particuliers sont immédiatement classés comme douteux lorsque les versements d'intérêts ou de capital sont échus depuis 90 jours, et ils sont radiés lorsque les versements sont échus depuis un an, ou depuis moins d'un an lorsque la situation le justifie.

Nous ne constatons pas de revenu d'intérêts sur les prêts classés dans la catégorie des prêts douteux, et tout revenu d'intérêts comptabilisé est contrepassé et déduit du revenu d'intérêts.

Les versements sur des prêts classés dans la catégorie des prêts douteux sont affectés d'abord au remboursement des frais de recouvrement et de toute réserve ou radiation antérieures, avant d'être comptabilisés comme revenu d'intérêts. Les versements sur des prêts qui sont des prêts à tempérament aux particuliers, et qui sont classés dans la catégorie des prêts douteux, sont affectés d'abord à l'intérêt impayé, puis au solde du capital.

Un prêt est de nouveau classé dans la catégorie des prêts productifs lorsque nous sommes raisonnablement assurés de pouvoir recouvrer en temps opportun la totalité du capital et de l'intérêt conformément aux modalités de la convention du prêt, et que le prêt en question ne correspond plus à aucun des critères de prêt douteux.



À l'occasion, nous restructurons un prêt en raison de la mauvaise situation financière de l'emprunteur. Si le prêt cesse d'être considéré comme douteux, l'intérêt sur ce prêt restructuré est comptabilisé selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

#### Réserve pour créances irrécouvrables

La réserve pour créances irrécouvrables inscrite à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur les créances irrécouvrables liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à nos autres instruments de crédit (tel que nous l'expliquons à la note 5). La portion liée aux autres instruments de crédit et aux garanties est comptabilisée dans les autres passifs.

La réserve est constituée des deux composantes suivantes :

#### Réserves spécifiques

Ces réserves sont comptabilisées pour des prêts spécifiques afin de ramener leur valeur comptable au montant que nous prévoyons recouvrer sur ces prêts. Nous réévaluons régulièrement nos prêts et acceptations, autres que les prêts à tempérament aux particuliers et les prêts sur cartes de crédit (qui sont radiés dans certaines conditions, tel que nous l'expliquons sous la rubrique Prêts douteux), pour déterminer si certains prêts devraient être classés comme douteux et, le cas échéant, faire l'objet d'une réserve ou d'une radiation. Notre révision des prêts-problèmes est exécutée au moins une fois par trimestre par nos gestionnaires de comptes, qui évaluent les possibilités de recouvrement ultime et les montants estimatifs de recouvrement des prêts concernés, en tenant compte de tous les événements et conditions qu'ils jugent pertinents à la situation du prêt. Cette évaluation est ensuite examinée et approuvée par un agent de la fonction crédit indépendant.

Pour déterminer le montant de recouvrement estimatif d'un prêt douteux, nous utilisons la valeur des flux de trésorerie futurs actualisés au taux effectif inhérent au prêt. Lorsque les montants et le moment des flux de trésorerie futurs ne peuvent être estimés de manière raisonnablement fiable, le montant de recouvrement estimatif est déterminé soit au moyen de la juste valeur des sûretés relatives au prêt, déduction faite des coûts de réalisation prévus et des montants dont la loi exige le versement à l'emprunteur, soit au moyen du cours du marché observable pour le prêt. La sûreté peut varier selon la

catégorie de prêt et peut comprendre des espèces, des titres, des biens immobiliers, des comptes clients, des cautionnements, des stocks ou d'autres immobilisations.

#### Réserve générale

Nous maintenons une réserve générale pour couvrir toute perte de valeur qui, dans le portefeuille de prêts actuel, ne peut encore être liée à des prêts en particulier. Notre démarche à l'égard de l'établissement et du maintien de la réserve générale est fondée sur la ligne directrice qui a été émise par l'organisme qui réglemente nos activités, le Surintendant des institutions financières du Canada.

La réserve générale est réexaminée trimestriellement. Pour déterminer le niveau approprié de la réserve générale, on tient compte d'un certain nombre de facteurs. Tout d'abord, une analyse statistique des chiffres antérieurs permet d'obtenir la moyenne (perte prévue) et la volatilité (perte non prévue) des pertes subies. Dans le cadre de cette analyse, on calcule les pertes antérieures moyennes pour chaque segment de portefeuille homogène (p. ex., les prêts hypothécaires), tandis que d'autres modèles permettent d'estimer le montant des pertes à l'égard des portefeuilles de prêts aux grandes entreprises et d'investissements qui peuvent être mesurés par rapport à des données relatives aux marchés. En outre, le niveau de la réserve déjà constituée et le jugement professionnel de la direction concernant la qualité du portefeuille, la répartition selon les secteurs, ainsi que la conjoncture économique et les conditions du marché du crédit sont également pris en compte.

Les changements à la valeur de notre portefeuille de prêts résultant de pertes sur prêts reliées au crédit sont inclus dans la provision pour créances irrécouvrables inscrite à notre état consolidé des résultats.

#### Modification de la convention comptable

Depuis le 1<sup>er</sup> mai 2003, les biens ou autres actifs que nous recevons de nos emprunteurs pour satisfaire leurs engagements sont comptabilisés à leur juste valeur et classés comme étant détenus à des fins d'utilisation ou de vente, selon l'intention de la direction. Avant le 1<sup>er</sup> mai 2003, les biens ou autres actifs que nous recevons de nos emprunteurs pour satisfaire leurs engagements étaient classés parmi les prêts douteux et comptabilisés au montant que nous prévoyions recouvrer ou au solde du prêt au moment du transfert, selon le plus bas de ces deux montants. Cette modification de la convention comptable n'a pas eu d'incidence significative.

(en millions de dollars canadiens)

	Solde brut 1)		Réserve spécifique		Réserve générale		Solde net	
	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002
Prêts hypothécaires à l'habitation	52 095 \$	47 569 \$	5 \$	5 \$	11 \$	13 \$	52 079 \$	47 551 \$
Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	25 070	23 448	2	4	329	294	24 739	23 150
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	51 889	57 963	598	760	800	823	50 491	56 380
Titres pris en pension	13 276	15 664	–	–	–	–	13 276	15 664
Total partiel	142 330	144 644	605	769	1 140	1 130	140 585	142 745
Engagements de clients aux termes d'acceptations	5 611	6 901	–	–	40	50	5 571	6 851
Total	147 941 \$	151 545 \$	605 \$	769 \$	1 180 \$	1 180 \$	146 156 \$	149 596 \$

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

Le solde des prêts restructurés classés comme productifs au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2003 s'est établi à 14 millions de dollars (38 millions en 2002). Pendant les exercices terminés le 31 octobre 2003 et 2002, nous n'avons radié aucun prêt restructuré. Au 31 octobre 2003, les prêts comprenaient des

prêts libellés en dollars américains d'une valeur de 46 220 millions de dollars (53 981 millions en 2002) et des prêts libellés en d'autres devises d'une valeur de 337 millions de dollars (598 millions en 2002).

1) Les prêts sont présentés après déduction d'un revenu non gagné de 56 millions et de 81 millions de dollars au 31 octobre 2003 et 2002 respectivement.

Le tableau ci-dessous fait état des prêts douteux, y compris les engagements de clients aux termes d'acceptations, et des réserves correspondantes :

(en millions de dollars canadiens)

	Solde brut		Réserve spécifique		Solde, déduction faite de la réserve spécifique	
	2003	2002	2003	2002	2003	2002
Prêts hypothécaires à l'habitation	142 \$	124 \$	5 \$	5 \$	137 \$	119 \$
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	46	53	2	4	44	49
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	1 730	2 160	598	760	1 132	1 400
Total	1 918 \$	2 337 \$	605 \$	769 \$	1 313 \$	1 568 \$

Le solde des prêts entièrement garantis dont une partie est en souffrance depuis une période allant de 90 à 180 jours, mais qui n'ont pas encore été classés comme douteux, s'établissait à 50 millions de dollars au 31 octobre 2003 (49 millions en 2002).

Notre solde moyen brut des prêts et acceptations douteux était de 2 202 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2003 (2 150 millions en 2002). Notre solde moyen des prêts douteux, déduction faite de la réserve spécifique, était de 1 442 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2003 (1 351 millions en 2002).

Si nous n'avions classé aucun prêt comme douteux, nous aurions respectivement constaté un revenu d'intérêts de 78 millions, 172 millions et 126 millions de dollars pour les exercices terminés le 31 octobre 2003, 2002 et 2001. Nous avons constaté un revenu d'intérêts sur prêts

douteux, au moment où nous l'avons reçu, de 8 millions, 2 millions et 2 millions de dollars pour les exercices terminés le 31 octobre 2003, 2002 et 2001 respectivement.

Le tableau ci-dessous fait état de l'évolution de notre réserve pour créances irrécouvrables :

(en millions de dollars canadiens)	Réserve spécifique			Réserve générale			Total		
	2003	2002	2001	2003	2002	2001	2003	2002	2001
Solde au début de l'exercice	769 \$	769 \$	517 \$	1 180 \$	1 180 \$	1 080 \$	1 949 \$	1 949 \$	1 597 \$
Provision pour créances irrécouvrables	455	820	880	—	—	100	455	820	980
Recouvrements	88	68	40	—	—	—	88	68	40
Radiations	(566)	(884)	(698)	—	—	—	(566)	(884)	(698)
Change et autres	(135)	(4)	30	—	—	—	(135)	(4)	30
Solde à la fin de l'exercice	611 \$	769 \$	769 \$	1 180 \$	1 180 \$	1 180 \$	1 791 \$	1 949 \$	1 949 \$
Comprend : Prêts	605 \$	769 \$	769 \$	1 180 \$	1 180 \$	1 180 \$	1 785 \$	1 949 \$	1 949 \$
Autres instruments de crédit	6	—	—	—	—	—	6	—	—

## Note 5 | Autres instruments de crédit

Nous utilisons d'autres instruments de crédit hors bilan pour répondre aux besoins financiers de nos clients. Les types d'instruments que nous utilisons sont décrits ci-dessous :

- Les lettres de crédit de soutien et les cautionnements bancaires représentent notre engagement d'effectuer des paiements à un tiers pour le compte d'un client si ce dernier n'est pas en mesure d'effectuer les paiements requis ou d'exécuter d'autres engagements contractuels.
- Le prêt de titres représente, dans le cas où nous prêtons à un tiers nos propres titres ou des titres appartenant à un client, notre risque de crédit lié à la possibilité que l'emprunteur ne s'acquitte pas de son obligation de restituer les titres.
- Le crédit documentaire représente notre consentement à honorer les traites présentées par un tiers après l'exécution de certaines activités.
- Le crédit ferme représente notre promesse de mettre à la disposition d'un client, à certaines conditions, un crédit, sous forme de prêts ou d'autres instruments de crédit d'un montant et d'un terme déterminés.

Le tableau ci-dessous présente des renseignements sur divers engagements :

(en millions de dollars canadiens)	2003		2002	
	Montant contractuel	Équivalent pondéré en fonction du risque	Montant contractuel	Équivalent pondéré en fonction du risque
<b>Instruments de crédit</b>				
Lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires	11 170 \$	7 666 \$	11 902 \$	8 251 \$
Prêts de titres	553	37	580	38
Crédits documentaires	714	74	642	84
Crédits fermes				
Échéance initiale de un an ou moins	67 200	—	72 723	—
Échéance initiale supérieure à un an	21 655	10 596	21 765	9 787
Total	101 292 \$	18 373 \$	107 612 \$	18 160 \$

Les portions non utilisées des crédits fermes relatifs aux prêts à tempérament aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit sont exclues des crédits fermes car ces crédits sont révocables à notre gré.

## Note 6 | Garanties

Les garanties comprennent les contrats en vertu desquels nous pourrions devoir effectuer des paiements à une contrepartie, à la suite du changement de la valeur d'un actif, d'un passif ou d'un titre de participation détenu par la contrepartie. En outre, les contrats en vertu desquels nous pourrions devoir effectuer des paiements si un tiers ne s'acquitte pas de ses obligations conformément aux conditions d'un contrat et les contrats en vertu desquels nous fournissons des garanties indirectes à l'égard des obligations d'une autre partie sont considérés comme des garanties.

Dans le cours normal de nos activités, nous utilisons divers types de garanties, dont voici les principaux :

### Lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires

Les lettres de crédit de soutien et les cautionnements bancaires, dont traite la note 5, sont considérées comme des garanties. Le montant maximum à payer en vertu des lettres de crédit de soutien et des cautionnements bancaires était de 11 170 millions de dollars au 31 octobre 2003. Les sûretés exigées relativement aux lettres de crédit de soutien et aux cautionnements bancaires sont conformes aux sûretés que nous exigeons pour les prêts. Dans la plupart des cas, ces engagements viennent à échéance à l'intérieur de trois ans, sans que nous ayons dû y donner suite. Au 31 octobre 2003, aucun montant n'a été inclus dans

Le montant contractuel de nos autres instruments de crédit représente le risque de crédit non actualisé maximum lié à la possibilité que la contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations conformément aux conditions du contrat, avant tout montant qui pourrait être recouvré en vertu de dispositions prévoyant un recours ou la constitution d'une garantie. La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total ne représente pas notre risque de crédit probable ni nos besoins de liquidités relatifs à ces engagements.

Les valeurs équivalentes pondérées en fonction du risque de nos autres instruments de crédit sont déterminées d'après les règles de suffisance du capital édictées par le Surintendant des institutions financières du Canada. La valeur équivalente pondérée en fonction du risque est utilisée pour l'évaluation continue de nos ratios de suffisance du capital.

notre bilan consolidé relativement aux lettres de crédit de soutien et aux cautionnements bancaires.

### Crédit ferme

Le crédit ferme, dont traite la note 5, comprend les concours de trésorerie. Les concours de trésorerie sont fournis dans le cadre de programmes qui s'appliquent aux effets de commerce adossés à des créances mobilières et qui sont administrés par nous et par des tiers. Les concours de trésorerie constituent une source de financement de substitution pour les programmes en question lorsque ceux-ci ne peuvent accéder au marché des effets de commerce ou, dans certaines circonstances particulières, lorsque les actifs financiers détenus par ces programmes n'atteignent pas les objectifs de rendement prédéterminés. Les modalités des concours de trésorerie ne nous obligent pas à avancer des sommes aux programmes en question en cas de faillite. Les paiements maximum potentiels en vertu des concours de trésorerie s'élevaient à 36 560 millions de dollars au 31 octobre 2003. La durée des concours de trésorerie peut être de plusieurs années, mais elle ne dépasse habituellement pas une année. Aucune somme n'a été versée dans le cadre des concours de trésorerie que nous avons fournis. Au 31 octobre 2003, aucun montant n'a été inclus dans notre bilan consolidé relativement à ces concours.

## Soutien au crédit

Le soutien au crédit protège les investisseurs qui souscrivent des effets de commerce adossés à des créances mobilières, dans l'éventualité où les flux de trésorerie de l'entité qui détient les actifs seraient insuffisants pour rembourser les effets à échéance. Le montant et le type de soutien au crédit peuvent provenir de diverses parties, y compris de l'entité dont les actifs ont été achetés ou d'autres sources acceptables. Chaque transaction de l'entité qui détient les actifs est l'objet d'un soutien au crédit de manière à ce que le programme d'effets de commerce en cause reçoive une cote d'évaluation relative aux investissements. Lorsque cela est justifié, nous fournissons des facilités de soutien au crédit partiel pour des transactions effectuées dans le cadre de programmes qui s'appliquent aux effets de commerce adossés à des créances mobilières, et qui sont administrés par nous, afin de nous assurer qu'une cote d'évaluation élevée est atteinte quant aux effets émis par les programmes en question. Ces facilités peuvent, dans le cadre d'un programme, prendre la forme de lettres de crédit de soutien (240 millions de dollars sont inclus dans les lettres de crédit de soutien et les cautionnements bancaires au 31 octobre 2003) ou de concours de trésorerie (996 millions de dollars sont inclus dans des engagements de crédit ferme au 31 octobre 2003). La durée de ces facilités varie de un an à trois ans. Aucune somme n'a été utilisée dans le cadre des facilités de soutien au crédit que nous avons octroyées. Au 31 octobre 2003, aucun montant n'a été inclus dans notre bilan consolidé relativement à ces facilités.

## Instruments dérivés

Certains de nos instruments dérivés correspondent à la définition comptable d'une garantie lorsque nous sommes d'avis qu'ils sont reliés à un actif, à un passif ou à un titre de participation détenu par la partie visée par la garantie dès l'entrée en vigueur du contrat.

Le swap sur défaillance position vendeur exige que nous indemnisons une contrepartie par suite d'un incident de crédit relié à un engagement de référence, comme une obligation ou un prêt. Le montant maximum à payer en vertu de swaps sur défaillance position vendeur est égal à leur montant nominal de référence, qui était de 5 282 millions de dollars au 31 octobre 2003. À cette date, la juste valeur du passif lié à ces instruments dérivés était inférieure à un million de dollars et elle était incluse dans les montants relatifs aux instruments financiers dérivés inscrits à notre bilan consolidé.

Les options position vendeur comprennent les engagements contractuels par lesquels l'acheteur obtient le droit, mais non l'obligation, d'exiger

que nous achetions un montant déterminé de devises, de produits de base ou de titres de participation à un prix établi, à une date prédéterminée ou à n'importe quel moment dans un délai donné. Le montant maximum à payer en vertu de ces options position vendeur est égal à leur montant nominal de référence, qui était de 3 941 millions de dollars au 31 octobre 2003. À cette date, la juste valeur du passif lié à ces instruments dérivés était de 132 millions de dollars et elle est incluse dans les montants relatifs aux instruments financiers dérivés inscrits à notre bilan consolidé.

Les options position vendeur comprennent également les contrats en vertu desquels nous convenons de verser à l'acheteur, selon un montant nominal de référence donné, la différence entre le taux d'intérêt du marché et le prix de levée de l'instrument. Le montant maximum à payer en vertu de ces contrats n'est pas déterminable en raison de leur nature. Au 31 octobre 2003, la juste valeur du passif lié à ces instruments dérivés était de 56 millions de dollars et elle est incluse dans les montants relatifs aux instruments financiers dérivés inscrits à notre bilan consolidé.

Afin de réduire le risque lié à ces instruments dérivés, nous concluons des contrats qui couvrent le risque en question.

## Conventions d'indemnisation

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons diverses conventions prévoyant des indemnisations. Ces indemnisations sont habituellement en rapport avec la vente d'actifs, des offres de titres, des contrats de services, des contrats d'adhésion, des accords de compensation et des contrats de location. Ces conventions nous obligent, dans certains cas, à indemniser la contrepartie de divers frais résultant de manquements à l'égard de déclarations ou d'obligations liées à ces conventions, ou résultant de demandes de tiers présentées contre la contrepartie à la suite de la transaction. Nous indemnisons également les administrateurs et les dirigeants, dans les limites permises par la loi, s'ils font l'objet de certaines réclamations parce qu'ils sont, ou ont été, administrateurs ou dirigeants à la demande de la Banque. Les modalités des conventions d'indemnisation varient selon le cas; la nature des conventions nous empêche de faire une estimation raisonnable du montant maximum que nous pourrions devoir payer aux contreparties. Nous estimons qu'il y a très peu de risques que ces obligations nous occasionnent des frais importants. Par le passé, nous n'avons pas versé de sommes importantes en vertu de telles conventions d'indemnisation. Au 31 octobre 2003, aucun montant n'a été inclus dans notre bilan consolidé relativement à ces indemnisations.

## Note 7 Titrisation d'actifs

Nous titrisons périodiquement des prêts pour des fins de gestion de capital ou pour obtenir des sources de financement de substitution. La titrisation consiste à vendre des prêts à des entités hors bilan ou à des fiducies (entités de titrisation) qui achètent ces prêts et émettent ensuite des certificats portant intérêt.

Les contrats passés avec les entités de titrisation prévoient le paiement au fil du temps, en notre faveur, des intérêts et des frais recouvrés des clients, relativement aux prêts qui ont été vendus, en excédent du rendement versé aux investisseurs de l'entité de titrisation, moins les créances irrécouvrables et les autres coûts (le prix d'achat différé).

Lorsque les prêts sont considérés comme vendus à des fins comptables, nous les retirons de notre bilan consolidé.

Dans le cas des cessions effectuées depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2001, nous les comptabilisons comme des ventes lorsque nous abandonnons le contrôle effectif sur les actifs. Nous constatons les revenus de titrisation au moment de la vente, en nous fondant sur la meilleure estimation possible de la valeur actualisée nette des flux de trésorerie futurs prévus, principalement le prix d'achat différé, déduction faite de notre estimation de la juste valeur des obligations liées à la gestion. Le prix d'achat différé est inscrit à notre bilan consolidé dans les autres actifs. Une obligation de gestion est constatée seulement dans les cas de titrisation pour lesquels nous ne recevons aucune rémunération pour la gestion des prêts cédés. L'obligation de gestion est comptabilisée dans les revenus de titrisation sur la durée des prêts cédés.

Dans tous les cas de cessions antérieures au 1<sup>er</sup> juillet 2001, à l'exclusion de la titrisation de prêts assurés en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (prêts LNH), nous avons comptabilisé les opérations de

titrisation comme des ventes lorsque les risques et les avantages importants liés à la propriété des prêts avaient été transférés. Pour ces cessions, nous comptabilisons les revenus de titrisation sur la durée de la titrisation au fur et à mesure que le prix d'achat différé devient exigible par nous. Dans le cas de la cession de prêts LNH, nous avons constaté un gain ou une perte dans les revenus de titrisation à la date de la vente, en nous fondant sur la valeur actualisée nette estimative du prix d'achat différé à cette date.

Pour certaines de nos titrisations, nous avons l'obligation d'acquiescer un intérêt subordonné ou de maintenir des sommes en espèces déposées dans l'entité de titrisation. Cela permet à l'entité de titrisation de disposer de fonds au cas où la somme des intérêts et des frais perçus sur les prêts ne serait pas suffisante pour payer les intérêts dus aux investisseurs. Nous inscrivons ces montants à notre bilan consolidé dans les autres actifs. Ces intérêts représentent notre risque maximum en ce qui concerne ces titrisations. Les investisseurs n'ont aucun autre recours contre nous dans l'éventualité où les flux de trésorerie provenant des prêts cédés seraient insuffisants pour acquiescer les obligations liées aux certificats portant intérêt que détient les investisseurs.

Chaque trimestre, nous comparons la valeur comptable des actifs inscrits à notre bilan consolidé résultant des titrisations à leur juste valeur, qui est déterminée selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie. Lorsque nous constatons un moins-value, la valeur comptable en cause est ramenée à sa juste valeur. Toute dépréciation est inscrite à notre état consolidé des résultats comme une réduction des revenus de titrisation.

## Incidence des titrisations sur notre état consolidé des résultats pour les exercices terminés le 31 octobre :

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation			Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers			Prêts sur cartes de crédit			Prêts aux entreprises et aux administrations publiques			Total		
	2003	2002	2001	2003	2002	2001	2003	2002	2001	2003	2002	2001	2003	2002	2001
Gains provenant de la vente de prêts	39 \$	37 \$	38 \$	1 \$	14 \$	5 \$	117 \$	117 \$	39 \$	– \$	– \$	– \$	157 \$	168 \$	82 \$
Autres revenus de titrisation	14	37	58	20	10	–	43	70	172	–	39	19	77	156	249
Amortissement de l'obligation de gestion	10	5	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	10	5	–
<b>Total</b>	<b>63 \$</b>	<b>79 \$</b>	<b>96 \$</b>	<b>21 \$</b>	<b>24 \$</b>	<b>5 \$</b>	<b>160 \$</b>	<b>187 \$</b>	<b>211 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>39 \$</b>	<b>19 \$</b>	<b>244 \$</b>	<b>329 \$</b>	<b>331 \$</b>

## Flux de trésorerie reçus d'entités de titrisation pour les exercices terminés le 31 octobre :

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation			Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers			Prêts sur cartes de crédit			Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		
	2003	2002	2001	2003	2002	2001	2003	2002	2001	2003	2002	2001
Produit de nouvelles titrisations	– \$	– \$	1 197 \$	– \$	519 \$	1 037 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Produit de prêts vendus à des entités de titrisation à rechargement	2 662	2 737	2 117	59	–	–	7 351	10 795	11 549	–	–	–
Frais de gestion perçus	9	3	6	–	–	1	32	47	50	–	–	2
Encaissement du prix d'achat différé	80	92	83	18	10	–	138	134	136	–	–	37

## Incidence des titrisations sur notre bilan consolidé au 31 octobre :

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts sur cartes de crédit		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	
	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002
Participations retenues								
Investissements dans des entités de titrisation	– \$	– \$	45 \$	56 \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Prix d'achat différé	102	117	5	7	14	25	–	–
Dépôts en espèces dans des entités de titrisation	12	11	–	–	–	–	–	170
Obligation de gestion	21	14	–	–	–	–	–	–

## Données sur le crédit relatif à nos prêts titrisés :

(en millions de dollars canadiens)	2003		2002	
	Prêts titrisés	Créances irrécouvrables	Prêts titrisés	Créances irrécouvrables
Prêts hypothécaires à l'habitation	6 066 \$	1 \$	7 241 \$	– \$
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	960	7	1 271	4
Prêts sur cartes de crédit	1 450	34	1 950	53
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	–	–	402	70
<b>Total</b>	<b>8 476 \$</b>	<b>42 \$</b>	<b>10 864 \$</b>	<b>127 \$</b>

Au 31 octobre 2003, notre risque de crédit lié aux actifs titrisés se limitait à notre prix d'achat différé pour un montant de 121 millions de dollars (149 millions en 2002), à certains dépôts en espèces pour un montant de 12 millions de dollars (93 millions en 2002) et aux investissements dans les entités de titrisation pour un montant de 45 millions de dollars (56 millions en 2002).

Les pertes sur les lots statiques de créances irrécouvrables fournissent une mesure du risque de crédit lié à nos actifs titrisés. On les calcule en additionnant les pertes sur créances irrécouvrables réelles et prévues et en divisant le résultat par l'encours initial de chaque lot de créances. Les pertes sur les lots statiques de créances irrécouvrables pour les exercices terminés le 31 octobre s'établissent comme suit :

<b>Pertes sur les lots statiques de créances irrécouvrables</b>	2003	2002
Prêts hypothécaires à l'habitation	–	–
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	1,30 %	2,19 %
Prêts sur cartes de crédit	2,65 %	3,74 %
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	–	2,50 %

Le tableau ci-dessous présente les hypothèses économiques clés utilisées pour mesurer le prix d'achat différé, et la sensibilité de la valeur actualisée du prix d'achat différé, au 31 octobre 2003, à des variations défavorables immédiates de 10 % et 20 % par rapport aux hypothèses. L'analyse de sensibilité doit être utilisée avec prudence, car ses résultats sont hypothétiques et les variations de chacune des hypothèses clés pourraient ne pas être linéaires. La sensibilité de chaque variable clé a été calculée indépendamment des variations des autres variables clés. Dans les faits, des variations peuvent survenir dans plusieurs hypothèses clés simultanément. Les variations d'un facteur peuvent entraîner des variations d'un autre facteur, ce qui peut amplifier ou réduire certaines sensibilités.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Prêts hypothécaires à l'habitation	Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	Prêts sur cartes de crédit
Prix d'achat différé	102 \$	5 \$	14 \$
Durée moyenne pondérée (années)	2,72	1,49	0,16
Taux de remboursement anticipé (%)	16,22–21,35	5,0–8,0	33,0
Effet d'une : Variation défavorable de 10 %	2,0–0,6 \$	0,1 \$	0,04 \$
Variation défavorable de 20 %	3,9–1,2 \$	0,2 \$	0,09 \$
Taux d'intérêt (%)	0,74–2,32	1,81–3,17	8,78
Effet d'une : Variation défavorable de 10 %	12,1–3,1 \$	0,7 \$	1,5 \$
Variation défavorable de 20 %	24,3–6,2 \$	1,4 \$	3,0 \$
Pertes sur créances irrécouvrables prévues (%)	–	1,25–1,50	2,47
Effet d'une : Variation défavorable de 10 %	– \$	0,7 \$	0,5 \$
Variation défavorable de 20 %	– \$	1,5 \$	0,9 \$
Taux d'actualisation (%)	3,20–11,79	11,90–13,73	11,79
Effet d'une : Variation défavorable de 10 %	1,2–0,1 \$	0,1 \$	– \$
Variation défavorable de 20 %	2,4–0,2 \$	0,1 \$	0,1 \$

**Modification future de la convention comptable**

L'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a émis une note d'orientation sur la consolidation des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Les EDDV comprennent les entités dont le capital investi est considéré comme insuffisant compte tenu de la variabilité prévue des résultats d'exploitation et de la juste valeur des entités en question. En vertu de cette nouvelle note d'orientation, nous devons consolider ces EDDV si, en raison de nos investissements dans ces entités ou de nos liens avec elles, nous courons le risque de subir la majorité de leurs pertes prévues ou nous avons la possibilité de bénéficier de la majorité de leurs rendements résiduels prévus, selon une méthode de calcul déterminée par les organismes de normalisation. L'ICCA ayant reporté la date d'entrée en vigueur de cette nouvelle note d'orientation, nous l'appliquons aux EDDV existantes à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2004 (au lieu du 1<sup>er</sup> février 2004 comme il avait d'abord été prévu). L'ICCA étudie à l'heure actuelle la possibilité de ne plus considérer les fonds d'investissement et les fiducies personnelles comme des EDDV. Notre évaluation préliminaire de l'incidence de l'application de cette nouvelle note d'orientation et le risque maximum auquel nous exposent les EDDV sont expliqués ci-dessous.

**Entités de titrisation de la Banque**

Nous titrisons nos prêts à des fins de gestion de capital ou pour obtenir des sources de financement de substitution. Au 31 octobre 2003, notre risque maximum de perte relativement aux entités de titrisation de la Banque comprenait des dépôts en espèces de 12 millions de dollars dans ces entités et le prix d'achat différé total de 116 millions de dollars. Nous prévoyons actuellement que ces entités ne seront pas consolidées lorsque nous commencerons à appliquer la nouvelle note d'orientation. On trouvera de plus amples renseignements sur ces entités à la note 7.

**Entités de titrisation des clients**

Les entités de titrisation des clients (aussi appelées conduits multi-vendeurs) aident nos clients à titriser leurs actifs et à obtenir ainsi des sources de financement de substitution. Ces entités donnent à nos clients l'accès à des liquidités sur le marché des effets de commerce en achetant les actifs que ces clients leur vendent et en émettant alors des effets de commerce à l'intention des investisseurs afin de financer les achats. Les vendeurs continuent à gérer les actifs cédés et supportent les premières pertes sur les actifs. Nous percevons des frais d'expertise en structuration de titrisations ainsi que des frais administratifs pour le soutien continu que nous apportons au fonctionnement des entités de titrisation des clients. Nous prévoyons actuellement que la majorité des entités de titrisation de nos clients seront restructurées avant le 1<sup>er</sup> novembre 2004 et qu'elles ne seront donc pas consolidées.

Nous offrons également des services de crédit à ces entités, sous forme de concours de trésorerie, ou sous forme de lettres de crédit de soutien et de cautionnements bancaires. Notre risque maximum de perte relativement à ces entités s'élevait à 390 millions de dollars au 31 octobre 2003.

**Entités de gestion d'instruments de crédit**

Les entités de gestion d'instruments de crédit offrent aux investisseurs des portefeuilles de créances sur mesure et diversifiés dans plusieurs catégories d'actifs et de cotes. Nous percevons des frais pour la gestion de ces portefeuilles. Nous avons deux types d'entités de gestion d'instruments de crédit : les entités de gestion de titres adossés à des obligations à rendement élevé et les entités de gestion de placements structurés de premier ordre. Nous évaluons actuellement ces EDDV pour déterminer lesquelles respectent les critères de consolidation; nous prévoyons que certaines d'entre elles seront restructurées avant le 1<sup>er</sup> novembre 2004 et ne seront donc pas consolidées.

Notre risque maximum de perte est lié à nos investissements visant à commanditer ces entités. Nos investissements dans des entités de gestion de titres adossés à des obligations à rendement élevé ont été radiés au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2002. Quant à notre investissement dans des entités de gestion de placements structurés de premier ordre, il s'élevait à 97 millions de dollars au 31 octobre 2003 (109 millions au 31 octobre 2002). La variation de notre investissement est due aux fluctuations des taux de change. Ces montants sont inclus dans les titres de placement inscrits à notre bilan consolidé.

Le tableau ci-dessous présente l'actif total de ces EDDV potentielles au 31 octobre :

(en millions de dollars canadiens)	2003	2002
Entités de titrisation de la Banque	7 516 \$	9 091 \$
Entités de titrisation des clients	22 094	23 163
Entités de gestion d'instruments de crédit		
Placements structurés de premier ordre	17 651	16 539
Titres adossés à des obligations à rendement élevé	2 156	3 397
<b>Total</b>	<b>49 417 \$</b>	<b>52 190 \$</b>

Les entités de titrisation des clients comprennent des actifs de la Banque pour un montant de 960 millions de dollars (1 773 millions en 2002).

**Fiducies relatives à la rémunération**

Nous avons constitué une fiducie afin d'administrer le régime d'actionnariat de nos employés. En vertu de ce régime, lorsqu'un employé choisit d'affecter une partie de son salaire brut à l'achat de nos actions ordinaires, nous y ajoutons une somme égale à 50 % de sa cotisation. Les sommes que nous versons ainsi sont placées dans des fiducies qui achètent nos actions sur le marché libre en vue d'effectuer le versement aux employés lorsque ceux-ci y auront droit en vertu du régime. Il se pourrait que nous soyons obligés de consolider ces fiducies. Cependant, cette consolidation ne devrait pas avoir d'incidence importante sur nos états financiers consolidés puisque les actions détenues en fiducie et les obligations correspondantes envers les employés devraient se compenser dans l'avoir des actionnaires à notre bilan consolidé.

**Autres EDDV**

Nous avons des liens avec d'autres entités qui sont susceptibles d'être des EDDV. Il s'agit d'entités d'investissement et d'entités dans lesquelles les banques d'affaires investissent. Nous continuons à analyser notre participation dans de potentielles EDDV et à suivre de près les faits nouveaux qui pourraient nous amener à modifier notre interprétation actuelle de la nouvelle note d'orientation.

## Note 9 | Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats qui requièrent l'échange de flux de trésorerie, ou qui en fournissent la possibilité, tel que déterminé par l'application de certains taux, indices ou changements aux montants nominaux de référence stipulés aux contrats. Ils se négocient sur le marché hors cote directement entre deux contreparties ou sur les marchés boursiers réglementés.

### Types d'instruments dérivés

#### Swaps

Le swap est un contrat entre deux parties visant l'échange d'une série de flux de trésorerie. Les divers contrats de swaps que nous concluons sont les suivants :

Swap de taux d'intérêt – les contreparties s'échangent habituellement des versements d'intérêts à taux fixe et variable, fondés sur une valeur nominale de référence dans une même devise.

Swap de devises – les contreparties s'échangent des versements d'intérêts à taux fixe et des montants en capital dans des devises différentes.

Swap de taux d'intérêt et de devises – les contreparties s'échangent des versements d'intérêts à taux fixe et variable et des montants en capital dans des devises différentes.

Swap de produits de base – les contreparties s'échangent généralement des versements à taux fixe et variable, fondés sur la valeur nominale de référence d'un seul produit.

Swap d'actions – les contreparties s'échangent le rendement d'une action ou d'un groupe d'actions.

Swap sur défaillance – une contrepartie verse des frais à l'autre contrepartie pour que cette dernière fasse un paiement si un incident de crédit survient, comme une faillite ou un changement de cote de crédit.

Les principaux risques liés à ces instruments proviennent de l'exposition aux mouvements des taux d'intérêt, des taux de change, des cotes de crédit et des cours des titres ou des produits de base, selon le cas, ainsi que de la capacité des contreparties à respecter les modalités du contrat.

#### Contrats à terme de gré à gré et contrats à terme standardisés

Le contrat à terme de gré à gré et le contrat à terme standardisé sont des ententes contractuelles portant sur la vente ou l'achat d'un montant déterminé d'une devise, d'un produit de base ou d'un titre à un prix et à une date prédéterminés. Le contrat à terme de gré à gré est un contrat sur mesure négocié sur le marché hors cote. Le contrat à terme standardisé se négocie selon des montants standardisés sur des marchés réglementés et fait l'objet d'une marge de sécurité quotidienne.

Les risques proviennent de l'incapacité éventuelle des contreparties des marchés hors cote à respecter les modalités de leurs contrats, ainsi que des mouvements des prix des produits de base, de la valeur des titres, des taux d'intérêt et des taux de change.

#### Options

L'option est un contrat donnant à l'acheteur le droit mais non l'obligation d'acheter ou de vendre un montant déterminé d'une devise, d'un produit de base ou d'un titre à une date prédéterminée ou à n'importe quel moment dans une période préétablie.

Dans le cas d'une option que nous vendons, l'acheteur nous verse une prime pour que nous acceptions un risque de marché.

Dans le cas d'une option que nous achetons, une prime est versée pour le droit de lever l'option. Comme nous ne sommes pas tenus de lever l'option, le risque principal auquel nous sommes exposés est un risque potentiel de crédit dans l'éventualité où les vendeurs aux termes des contrats négociés sur le marché hors cote ne s'acquitteraient pas de leurs obligations contractuelles.

Les contrats assortis de taux plafond, fourchette et plancher sont des types particuliers d'options position vendeur et position acheteur. Il s'agit de contrats en vertu desquels le vendeur s'engage à verser à l'acheteur, selon un montant nominal de référence donné, la différence convenue entre le taux du marché et le taux stipulé au contrat. Le vendeur reçoit une prime pour la vente de cet instrument.

### Utilisations des instruments dérivés

#### Instruments dérivés liés à des activités de négociation

Les instruments dérivés liés à des activités de négociation sont des instruments conclus avec des clients afin d'aider ces derniers à gérer leur risque, ou des instruments contractés afin de permettre à la Banque de générer des revenus de négociation à partir de positions prises pour son propre compte, ou des instruments qui ne répondent pas aux conditions de la comptabilité de couverture.

Nous procédons au montage et à la commercialisation de produits dérivés pour les clients afin de permettre à ces derniers de transférer, de modifier ou de réduire les risques existants ou probables.

Les activités effectuées pour le compte de la Banque comprennent la tenue de marchés, le positionnement et les opérations d'arbitrage. La tenue de marché consiste à offrir des cours acheteurs et vendeurs à d'autres participants du marché dans le but de générer des revenus en fonction des écarts et des volumes. Le positionnement consiste à gérer des positions exposées au risque du marché, dans l'intention de profiter des mouvements favorables des cours, des taux ou des indices. Les opérations d'arbitrage consistent à détecter des différences de prix entre marchés et entre produits, et à en tirer profit.

Nous pouvons aussi effectuer, pour le compte de la Banque, des opérations portant sur divers instruments de marchés financiers et instruments dérivés qui, prises dans leur ensemble, sont conçues pour permettre à la Banque de tirer parti des changements prévus dans les facteurs du marché.

Les instruments financiers dérivés liés à des activités de négociation sont comptabilisés à la valeur marchande. Les gains et les pertes, matérialisés ou non, sont portés aux revenus de négociation. Une partie du revenu résultant de la réévaluation des instruments financiers dérivés à la valeur marchande reflète les risques en matière de crédit, de modèles et de liquidités ainsi que les coûts administratifs. Une estimation de ce montant est reportée et comptabilisée dans les revenus de négociation sur la durée des contrats. Les gains non matérialisés sur instruments dérivés liés à des activités de négociation sont comptabilisés dans l'actif de nos instruments financiers dérivés, et les pertes non matérialisées le sont dans le passif de nos instruments financiers dérivés.

Les revenus générés par les instruments dérivés liés à des activités de négociation sont inclus dans les revenus de négociation, qui sont présentés en détail à la page 24 de l'analyse de la direction.

#### Instruments dérivés de couverture

Conformément à notre stratégie de gestion du risque, nous concluons divers contrats sur instruments dérivés pour couvrir nos risques liés aux taux d'intérêt et aux devises.

Pour être considéré comme une couverture, l'instrument dérivé doit être désigné comme tel et dûment documenté lors de sa création. Les documents doivent faire état de l'objectif et de la stratégie de gestion du risque propre à la couverture, en précisant l'actif ou le passif, ou les flux de trésorerie faisant l'objet de la couverture, ainsi que la manière dont son efficacité est évaluée. Les variations de la juste valeur de l'instrument dérivé doivent être très efficaces pour compenser soit les variations de la juste valeur des éléments inscrits au bilan, soit celles du montant des flux de trésorerie futurs. L'efficacité de ces instruments de couverture est évaluée lors de leur création et régulièrement par la suite, de manière rétrospective et prospective, en utilisant des mesures statistiques quantitatives de corrélation. Si un instrument de couverture n'est plus efficace, l'instrument en question n'est plus désigné comme couverture; si l'élément couvert arrive à échéance ou s'il est vendu, éteint ou résilié, l'instrument de couverture est redésigné comme instrument lié à des activités de négociation. Les variations subséquentes de la juste valeur des instruments dérivés initialement désignés comme couvertures mais qui sont redésignés comme étant liés à des activités de négociation sont comptabilisées dans les revenus de négociation.

### Risques couverts

#### Risque de taux d'intérêt

Nous gérons le risque de taux d'intérêt au moyen de swaps de taux d'intérêt et d'options, qui sont liés, tout en l'ajustant, à la sensibilité aux taux d'intérêt d'un actif ou d'un passif spécifique, d'un engagement ferme spécifique ou d'un regroupement spécifique de transactions ayant les mêmes caractéristiques de risque.

Les couvertures de la juste valeur modifient le risque de variations de la juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêt. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable. Nos couvertures de la juste valeur comprennent des couvertures de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

Les couvertures de flux de trésorerie modifient le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable. Nos couvertures de flux de trésorerie, qui sont d'une durée maximale de 11 ans, sont principalement des couvertures de prêts aux particuliers et aux entreprises et de dépôts à taux variable.

Les swaps et les options qui répondent aux conditions de la comptabilité de couverture sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Le revenu et les frais d'intérêts relatifs aux swaps de taux d'intérêt sont comptabilisés comme rajustement du rendement de l'élément couvert sur la durée du contrat de couverture. Les primes payées sur les options achetées sont amorties par imputation aux frais d'intérêts sur la durée du contrat. Les intérêts courus à recevoir et à payer ainsi que les gains et les pertes reportés sont comptabilisés dans l'actif ou le passif de nos instruments financiers dérivés, selon le cas. Les gains et les pertes matérialisés au règlement ou à la résiliation anticipée des contrats ou des relations de couverture sont reportés et amortis sur le reste de la durée de vie initiale de l'élément couvert.

#### Risque de change

Nous gérons le risque de change au moyen de swaps de devises. Les swaps de devises sont comptabilisés à la valeur marchande et les gains et pertes, matérialisés ou non, sont portés au revenu autre que d'intérêts, conformément au traitement comptable des gains et pertes sur l'élément couvert.

Périodiquement, nous utilisons aussi des contrats de change à terme pour couvrir nos bénéfices en dollars américains, afin de réduire au minimum les fluctuations de ces bénéfices. Ces contrats sont comptabilisés à la valeur marchande et les gains et pertes matérialisés sont portés au revenu autre que d'intérêts, plus particulièrement aux revenus de change autres que de négociation.

Le tableau ci-dessous présente la juste valeur de nos instruments financiers dérivés :

(en millions de dollars canadiens)

	2003						2002			
	Négociation			Couverture			Négociation	Couverture	Total	
	Actifs bruts	Passifs bruts	Montant net	Actifs bruts	Passifs bruts	Montant net	Montant net	Montant net	Montant net	
<b>Contrats de taux d'intérêt</b>										
Swaps	11 491 \$	(11 131)\$	360 \$	640 \$	(372)\$	268 \$	628 \$	17 \$	348 \$	365 \$
Contrats à terme de gré à gré	96	(84)	12	3	(3)	—	12	(79)	—	(79)
Contrats à terme standardisés	13	(6)	7	—	—	—	7	15	—	15
Options achetées	1 890	—	1 890	16	—	16	1 906	2 515	4	2 519
Options vendues	—	(1 694)	(1 694)	—	—	—	(1 694)	(2 138)	—	(2 138)
<b>Contrats de change</b>										
Swaps de devises	517	(343)	174	—	—	—	174	(117)	—	(117)
Swaps de taux d'intérêt et de devises	2 392	(1 778)	614	168	(255)	(87)	527	(144)	(93)	(237)
Contrats à terme de gré à gré	2 278	(2 811)	(533)	32	(35)	(3)	(536)	(247)	(10)	(257)
Options achetées	486	—	486	—	—	—	486	801	—	801
Options vendues	—	(434)	(434)	—	—	—	(434)	(773)	—	(773)
<b>Contrats sur produits de base</b>										
Swaps	988	(1 028)	(40)	—	—	—	(40)	(88)	—	(88)
Options achetées	473	—	473	—	—	—	473	820	—	820
Options vendues	—	(476)	(476)	—	—	—	(476)	(776)	—	(776)
<b>Contrats sur titres de participation</b>	222	(555)	(333)	26	—	26	(307)	168	13	181
<b>Contrats de crédit</b>	32	(35)	(3)	—	—	—	(3)	—	—	—
Juste valeur totale	20 878 \$	(20 375)\$	503 \$	885 \$	(665)\$	220 \$	723 \$	(26)\$	262 \$	236 \$
Valeur comptable totale	20 878 \$	(20 375)\$	503 \$	338 \$	(340)\$	(2)\$	501 \$	(26)\$	8 \$	(18)\$
Juste valeur moyenne 1)	22 789 \$	(22 389)\$	400 \$	849 \$	(677)\$	172 \$	572 \$	(258)\$	131 \$	(127)\$

1) La juste valeur moyenne est calculée selon la méthode des moyennes mobiles sur cinq trimestres.

Les actifs sont présentés après déduction du passif envers les clients lorsque nous avons un droit exécutoire de compensation des montants et que nous avons l'intention de régler les contrats selon le solde net.

Le tableau ci-dessous présente les instruments financiers dérivés inscrits à notre bilan consolidé :

(en millions de dollars canadiens)

	Actifs		Passifs	
	2003	2002	2003	2002
Juste valeur des instruments dérivés liés à des activités de négociation	20 878 \$	21 932 \$	20 375 \$	21 927 \$
Valeur comptable des instruments dérivés liés à des activités de couverture	338	176	340	168
Total	21 216 \$	22 108 \$	20 715 \$	22 095 \$

**Montants nominaux de référence**

Les montants nominaux de référence de nos instruments dérivés représentent le montant auquel un taux ou un prix s'applique pour

calculer la somme qui doit être échangée en vertu du contrat. Les montants nominaux de référence ne constituent pas des actifs ni des passifs et ne sont donc pas inscrits à notre bilan consolidé.

(en millions de dollars canadiens)	2003			2002		
	Négociation	Couverture	Total	Négociation	Couverture	Total
<b>Contrats de taux d'intérêt</b>						
Marchés hors cote						
Swaps	681 369 \$	46 736 \$	728 105 \$	697 505 \$	50 494 \$	747 999 \$
Contrats à terme de gré à gré	274 024	2 901	276 925	226 140	–	226 140
Options achetées	77 559	3 165	80 724	95 860	1 460	97 320
Options vendues	116 129	–	116 129	118 067	–	118 067
	<b>1 149 081</b>	<b>52 802</b>	<b>1 201 883</b>	1 137 572	51 954	1 189 526
Marchés réglementés						
Contrats à terme standardisés	200 083	228	200 311	158 203	–	158 203
Options achetées	76 464	–	76 464	62 329	–	62 329
Options vendues	56 935	–	56 935	54 552	–	54 552
	<b>333 482</b>	<b>228</b>	<b>333 710</b>	275 084	–	275 084
Total des contrats de taux d'intérêt	<b>1 482 563</b>	<b>53 030</b>	<b>1 535 593</b>	1 412 656	51 954	1 464 610
<b>Contrats de change</b>						
Marchés hors cote						
Swaps de devises	17 935	–	17 935	18 348	–	18 348
Swaps de taux d'intérêt et de devises	38 659	5 932	44 591	39 156	5 511	44 667
Contrats à terme de gré à gré	105 812	14 211	120 023	143 396	8 050	151 446
Options achetées	28 136	–	28 136	87 766	–	87 766
Options vendues	28 636	–	28 636	93 413	–	93 413
	<b>219 178</b>	<b>20 143</b>	<b>239 321</b>	382 079	13 561	395 640
Marchés réglementés						
Contrats à terme standardisés	756	–	756	663	–	663
Options achetées	2 234	–	2 234	2 934	–	2 934
Options vendues	1 631	–	1 631	841	–	841
	<b>4 621</b>	<b>–</b>	<b>4 621</b>	4 438	–	4 438
Total des contrats de change	<b>223 799</b>	<b>20 143</b>	<b>243 942</b>	386 517	13 561	400 078
<b>Contrats sur produits de base</b>						
Marchés hors cote						
Swaps	16 338	–	16 338	16 956	–	16 956
Options achetées	7 464	–	7 464	10 262	–	10 262
Options vendues	7 111	–	7 111	9 767	–	9 767
	<b>30 913</b>	<b>–</b>	<b>30 913</b>	36 985	–	36 985
Marchés réglementés						
Contrats à terme standardisés	1 844	–	1 844	891	–	891
Options achetées	757	–	757	432	–	432
Options vendues	1 024	–	1 024	536	–	536
	<b>3 625</b>	<b>–</b>	<b>3 625</b>	1 859	–	1 859
Total des contrats sur produits de base	<b>34 538</b>	<b>–</b>	<b>34 538</b>	38 844	–	38 844
<b>Contrats sur titres de participation</b>						
Marchés hors cote	20 595	–	20 595	12 117	–	12 117
Marchés réglementés	5 291	–	5 291	1 692	–	1 692
Total des contrats sur titres de participation	<b>25 886</b>	<b>–</b>	<b>25 886</b>	13 809	–	13 809
<b>Contrats de crédit</b>						
Marchés hors cote	11 809	–	11 809	1 691	399	2 090
Total	<b>1 778 595 \$</b>	<b>73 173 \$</b>	<b>1 851 768 \$</b>	1 853 517 \$	65 914 \$	1 919 431 \$

Les montants nominaux de référence comprennent les montants de 48 millions de dollars au 31 octobre 2003 et de 743 millions au 31 octobre 2002 relatifs au programme de certificats de dépôts liés aux

contrats à terme gérés. Les risques liés à ces instruments sont négociés pour le compte des clients, tous les gains et les pertes étant ensuite affectés à leurs comptes.



### Risque de crédit lié aux instruments dérivés

Les instruments dérivés négociés sur le marché hors cote représentent un risque de crédit. Le risque de crédit découle de la possibilité que les contreparties ne s'acquittent pas de leurs obligations envers la Banque. Le risque de crédit lié à un instrument dérivé représente habituellement une petite fraction du montant nominal de référence de l'instrument en question. De façon générale, les instruments dérivés peuvent nous exposer à des pertes si l'évolution des taux du marché influe défavorablement sur la position d'une contrepartie et que cette contrepartie manque à ses obligations de paiement. Par conséquent, le risque de crédit est représenté par la juste valeur positive de l'instrument dérivé. Nous nous efforçons de limiter le risque de crédit en faisant affaire avec des contreparties que nous considérons solvables et nous gérons notre risque de crédit lié aux instruments dérivés selon le même processus de gestion du risque de crédit que nous appliquons aux prêts et aux autres formes de crédit.

Nous cherchons également d'autres moyens de réduire notre risque de crédit lié aux instruments dérivés. Ces moyens comprennent les contrats cadres de compensation des soldes. Ces contrats cadres permettent d'éliminer le risque de crédit lié aux contrats favorables, dans la mesure où les contrats défavorables passés avec la même contrepartie ne peuvent être réglés avant les contrats favorables.

Les instruments dérivés négociés sur les marchés boursiers réglementés ne comportent aucun risque de crédit, car ils sont réglés sur une base nette avec les bourses.

(en millions de dollars canadiens)

	2003			2002		
	Valeur de remplacement	Risque de crédit équivalent	Solde pondéré en fonction du risque	Valeur de remplacement	Risque de crédit équivalent	Solde pondéré en fonction du risque
<b>Contrats de taux d'intérêt</b>						
Swaps	12 131 \$	15 685 \$	3 777 \$	15 195 \$	18 768 \$	4 675 \$
Contrats à terme de gré à gré	99	147	29	211	244	49
Options achetées	1 879	2 273	541	2 470	2 939	774
Total des contrats de taux d'intérêt	14 109	18 105	4 347	17 876	21 951	5 498
<b>Contrats de change</b>						
Swaps de devises	517	1 136	383	287	1 324	461
Swaps de taux d'intérêt et de devises	2 560	4 650	860	817	2 845	551
Contrats à terme de gré à gré	2 310	3 611	1 027	1 493	3 094	868
Options achetées	469	759	202	775	1 694	406
Total des contrats de change	5 856	10 156	2 472	3 372	8 957	2 286
<b>Contrats sur produits de base</b>						
Swaps	988	2 762	1 107	860	2 829	1 230
Options achetées	423	1 270	556	738	2 731	1 125
Total des contrats sur produits de base	1 411	4 032	1 663	1 598	5 560	2 355
<b>Contrats sur titres de participation</b>						
	248	1 542	607	277	1 021	425
<b>Contrats de crédit</b>						
	32	500	104	6	126	26
Total des instruments dérivés	21 656	34 335	9 193	23 129	37 615	10 590
Incidence des contrats cadres de compensation des soldes	(11 512)	(15 345)	(3 690)	(12 105)	(17 714)	(4 596)
Total	10 144 \$	18 990 \$	5 503 \$	11 024 \$	19 901 \$	5 994 \$

Le total comprend des gains non matérialisés sur instruments de couverture, que nous avons inscrits au bilan consolidé selon la méthode de la comptabilité d'exercice plutôt qu'en fonction de la valeur marchande. La valeur marchande excédait la valeur comptable de ces éléments de 547 millions de dollars au 31 octobre 2003 et de 774 millions au 31 octobre 2002.

Les transactions sont effectuées avec des contreparties œuvrant dans des régions et des secteurs d'activité divers. Le tableau suivant fait état de la valeur de remplacement des contrats des clients par pays (avant l'incidence des contrats cadres de compensation des soldes), établie en fonction du pays où le risque est assumé en dernier ressort :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2003		2002	
Canada	5 769 \$	27 %	4 362 \$	19 %
États-Unis	8 922	41	10 789	47
Autres pays	6 965	32	7 978	34
Total	21 656 \$	100 %	23 129 \$	100 %

Les transactions sont effectuées avec des contreparties œuvrant dans divers secteurs d'activité. Le tableau suivant fait état de la valeur de remplacement des contrats par secteur d'activité :

(en millions de dollars canadiens)	Contrats de taux d'intérêt		Contrats de change		Contrats sur produits de base		Contrats sur titres de participation		Contrats de crédit	
	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002
Institutions financières	12 315 \$	15 324 \$	3 463 \$	2 496 \$	463 \$	842 \$	118 \$	115 \$	30 \$	6 \$
Autres secteurs d'activité	1 794	2 552	2 393	876	948	756	130	162	2	–
<b>Total</b>	<b>14 109 \$</b>	<b>17 876 \$</b>	<b>5 856 \$</b>	<b>3 372 \$</b>	<b>1 411 \$</b>	<b>1 598 \$</b>	<b>248 \$</b>	<b>277 \$</b>	<b>32 \$</b>	<b>6 \$</b>

### Terme à courir

Les échéances de nos instruments dérivés varient. Le tableau suivant présente les termes à courir, en vertu des contrats, relativement aux montants nominaux de référence de nos instruments dérivés :

(en millions de dollars canadiens)	Terme à courir					2003	2002
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	De 5 ans à 10 ans	Plus de 10 ans	Montant nominal de référence total	Montant nominal de référence total
<b>Contrats de taux d'intérêt</b>							
Swaps		272 604 \$	223 173 \$	107 782 \$	103 424 \$	21 122 \$	728 105 \$
Contrats à terme de gré à gré, contrats à terme standardisés et options		645 029	105 141	19 018	36 925	1 375	807 488
<b>Total des contrats de taux d'intérêt</b>		<b>917 633</b>	<b>328 314</b>	<b>126 800</b>	<b>140 349</b>	<b>22 497</b>	<b>1 535 593</b>
<b>Contrats de change</b>							
Swaps de devises		9 774	1 783	1 841	3 303	1 234	17 935
Swaps de taux d'intérêt et de devises		12 061	11 206	7 986	11 619	1 719	44 591
Contrats à terme de gré à gré, contrats à terme standardisés et options		174 675	5 759	938	24	20	181 416
<b>Total des contrats de change</b>		<b>196 510</b>	<b>18 748</b>	<b>10 765</b>	<b>14 946</b>	<b>2 973</b>	<b>243 942</b>
<b>Contrats sur produits de base</b>							
Swaps		10 911	4 505	824	98	–	16 338
Contrats à terme standardisés et options		14 976	3 181	43	–	–	18 200
<b>Total des contrats sur produits de base</b>		<b>25 887</b>	<b>7 686</b>	<b>867</b>	<b>98</b>	<b>–</b>	<b>34 538</b>
<b>Total des contrats sur titres de participation</b>							
		19 233	3 018	2 393	716	526	25 886
<b>Total des contrats de crédit</b>							
		2 051	3 833	5 175	573	177	11 809
<b>Total</b>		<b>1 161 314 \$</b>	<b>361 599 \$</b>	<b>146 000 \$</b>	<b>156 682 \$</b>	<b>26 173 \$</b>	<b>1 851 768 \$</b>

## Note 10 Bureaux et matériel

Nous comptabilisons l'ensemble des bureaux et du matériel au prix coûtant. Les immeubles, le matériel informatique et autre et les améliorations locatives sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'actif. Voici les durées de vie utile estimatives maximales que nous utilisons pour amortir nos actifs :

Immeubles	40 ans
Matériel informatique	5 ans
Autre matériel	10 ans
Améliorations locatives	Durée du bail, plus la première période de renouvellement jusqu'à un maximum de 10 ans

Les gains et les pertes sur aliénation sont inclus dans les autres revenus figurant à notre état consolidé des résultats.

(en millions de dollars canadiens)	2003			2002
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable	Valeur comptable
Terrains	251 \$	– \$	251 \$	269 \$
Immeubles	1 254	612	642	701
Matériel informatique et autre	2 737	1 814	923	950
Améliorations locatives	546	317	229	239
<b>Total</b>	<b>4 788 \$</b>	<b>2 743 \$</b>	<b>2 045 \$</b>	<b>2 159 \$</b>

Pour les exercices terminés le 31 octobre 2003, 2002 et 2001, la charge d'amortissement se chiffrait respectivement à 375 millions, à 396 millions et à 406 millions de dollars.

Le 12 septembre 2002, nous avons vendu notre participation indivise de 25 % dans le terrain situé à l'angle des rues King et Bay, à Toronto, pour un produit en espèces de 122 millions de dollars. Le gain de 112 millions de dollars (87 millions après impôts) provenant de cette vente a été reporté et sera comptabilisé comme une réduction de nos frais de location sur la durée de nos baux dans l'édifice, qui arrivent à échéance entre 2013 et 2023.

Nous ramenons les bureaux et le matériel à leur juste valeur lorsque nous prévoyons que les flux de trésorerie connexes non actualisés ne permettront pas de récupérer la valeur comptable. La juste valeur des actifs à long terme est déterminée par l'actualisation des flux de trésorerie connexes prévus. Au cours des exercices terminés le 31 octobre 2003 et 2002, aucun actif à long terme n'a été l'objet d'une dévaluation en raison d'une perte de valeur.

### Engagements sur bail

Nous avons signé un certain nombre de contrats non résiliables de location de bureaux et de matériel. Au 31 octobre 2003, nos engagements contractuels de location représentaient une somme totale de 1 143 millions de dollars. Les engagements pour chacun des cinq prochains exercices se répartissent comme suit : 204 millions de dollars pour 2004, 175 millions pour 2005, 135 millions pour 2006, 112 millions pour 2007, 86 millions pour 2008 et 431 millions par la suite. Au 31 octobre 2003, ces engagements tenaient compte des montants relatifs aux 681 succursales bancaires situées dans des locaux loués. Le loyer net des bureaux et du matériel constaté dans notre état consolidé des résultats s'établissait à 222 millions, à 223 millions et à 175 millions de dollars pour les exercices terminés le 31 octobre 2003, 2002 et 2001 respectivement.

## Note 11 | Acquisitions

Nous comptabilisons les acquisitions d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, le prix payé pour une entreprise doit être attribué aux actifs acquis, y compris les actifs incorporels identifiables, et aux passifs pris en charge selon leur juste valeur à la date d'acquisition. Tout excédent est alors comptabilisé comme un écart d'acquisition.

Nous comptabilisons les actifs acquis à leur juste valeur, y compris les actifs incorporels identifiables.

### Gerard Klauer Mattison & Co., Inc.

Le 3 juillet 2003, nous avons conclu l'acquisition de toutes les actions avec droit de vote en circulation de Gerard Klauer Mattison & Co., Inc. (GKM), une banque d'investissement qui a son siège social à New York et qui s'adresse à une clientèle de moyennes entreprises. Les résultats d'exploitation de GKM ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. Cette acquisition nous procure une plate-forme pour la recherche, la vente et la négociation de titres, dotée de bureaux à New York, Boston, Chicago, San Francisco et Los Angeles. Le prix d'achat de 40 millions de dollars était composé d'une somme de 18 millions de dollars en espèces et de 504 221 actions ordinaires de la Banque évaluées à 22 millions de dollars. Le nombre d'actions ordinaires émises a été déterminé selon une formule stipulée dans l'entente d'acquisition. L'écart d'acquisition relatif à cette acquisition n'est pas déductible à des fins fiscales. Les activités de GKM ont été intégrées à notre groupe Services d'investissement. De plus, 130 330 actions ordinaires de la Banque, évaluées à 5 millions de dollars, ont été placées en fidéicommiss pour être remises à des employés clés de GKM qui sont devenus des employés de la Banque. Ce montant a été comptabilisé au titre des actifs divers à notre bilan consolidé et sera comptabilisé comme frais de rémunération du personnel sur une période de trois ans.

### myCFO, Inc.

Le 1<sup>er</sup> novembre 2002, nous avons conclu l'acquisition, contre une somme totale en espèces de 61 millions de dollars, de certains actifs de myCFO, Inc., dont le siège social se trouve en Californie et qui offre des services

Le tableau ci-dessous résume les justes valeurs estimatives des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date des acquisitions :

(en millions de dollars canadiens)

	2003				2002
	GKM	myCFO, Inc.	Comptes de clients de Morgan Stanley	CSFBdirect, Inc.	
Encaisse	1 \$	– \$	– \$	– \$	51 \$
Valeurs mobilières	2	–	–	–	–
Bureaux et matériel	7	7	–	–	10
Actifs divers					
Relations d'affaires avec les clients	15	9	153	–	200
Autres actifs incorporels	–	7	–	–	9
Écarts d'acquisition	15	43	–	–	597
Autres actifs	41	5	–	–	6
Actifs divers	71	64	153	–	812
Total de l'actif	81	71	153	–	873
Passif	41	10	–	–	19
Prix d'achat	40 \$	61 \$	153 \$	–	854 \$

La répartition du prix d'achat de GKM demeure susceptible d'être établie de façon plus précise au terme de l'évaluation de l'actif acquis et du passif pris en charge.

## Note 12 | Écarts d'acquisition et actifs incorporels

### Écarts d'acquisition

Lorsque nous acquérons une filiale, une coentreprise ou des titres de placement, dans les cas où nous exerçons une influence notable, nous établissons la juste valeur des actifs corporels et incorporels nets acquis, et nous comparons le total au montant que nous avons payé pour les investissements. Tout excédent du montant payé par rapport à la juste valeur des actifs nets acquis est considéré comme un écart d'acquisition. Les écarts d'acquisition sont soumis à des tests de dépréciation au moins une fois par année afin de s'assurer que leur juste valeur demeure supérieure ou égale à leur valeur comptable. Tout excédent de la valeur comptable sur la juste valeur est imputé aux revenus de la période au cours de laquelle la dépréciation est déterminée.

d'investissement et de gestion de patrimoine personnalisés aux familles et aux particuliers fortunés. Les résultats d'exploitation de myCFO, Inc. ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. Cette acquisition permet à la Banque d'accéder à des marchés clés en Californie, au Colorado et en Géorgie. En effectuant cette transaction, nous avons acquis des relations d'affaires avec les clients constituant un actif incorporel qui sera amorti sur 14 ans selon la méthode de l'amortissement linéaire, un actif technologique incorporel, évalué à 6 millions de dollars, qui sera amorti sur cinq ans selon la méthode de l'amortissement linéaire, et une marque constituant elle aussi un actif incorporel, évalué à 1 million de dollars, dont la durée de vie est indéfinie. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction est déductible à des fins fiscales. Les activités de myCFO, Inc. ont été intégrées à notre groupe Gestion privée.

### Comptes de clients en ligne de Morgan Stanley

Le 26 juillet 2002, nous avons conclu l'acquisition, pour une somme totale en espèces de 153 millions de dollars, des comptes de clients autogérés en ligne de Morgan Stanley Individual Investor Group. Ces comptes sont inclus dans l'actif incorporel que constituent les relations d'affaires avec les clients et feront l'objet d'un amortissement accéléré sur 15 ans.

### CSFBdirect, Inc.

Le 4 février 2002, nous avons conclu l'acquisition de toutes les actions avec droit de vote en circulation de CSFBdirect, Inc., une entreprise d'investissement en direct du New Jersey qui appartenait auparavant à Credit Suisse First Boston, pour une somme totale en espèces de 854 millions de dollars. Les résultats de CSFBdirect, Inc. ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. L'acquisition de CSFBdirect, Inc. a considérablement accru notre clientèle sur le territoire américain et permet à nos services intégrés de gestion de patrimoine aux États-Unis de s'appuyer sur un réseau d'envergure nationale. En effectuant cette acquisition, nous avons acquis des relations d'affaires avec les clients constituant un actif incorporel qui fera l'objet d'un amortissement accéléré sur 15 ans, ainsi qu'une clause de non-concurrence qui sera amortie sur cinq ans selon la méthode de l'amortissement linéaire.

### Modification de la convention comptable

Nous avons cessé d'amortir les écarts d'acquisition le 1<sup>er</sup> novembre 2001. Avant cette date, nous amortissions les écarts d'acquisition provenant de toute acquisition faite avant le 1<sup>er</sup> juillet 2001 sur sa durée de vie utile. L'amortissement des écarts d'acquisition était comptabilisé, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable, dans notre état consolidé des résultats. L'amortissement d'écarts d'acquisition de 56 millions de dollars, déduction faite d'une économie d'impôts sur le revenu de 6 millions de dollars, a été porté au revenu pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001. Si nous n'avions pas amorti ces écarts d'acquisition au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2001, le résultat de base et le résultat dilué par action pour cet exercice se seraient accrus de 0,11 \$.

Les écarts d'acquisition liés à nos acquisitions, au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2003, sont répartis entre nos groupes d'exploitation, tel que l'illustre le tableau ci-dessous :

(en millions de dollars canadiens)	Particuliers et entreprises	Gestion privée	Services d'investissement	Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	Total
Écarts d'acquisition au début de l'exercice	455 \$	912 \$	58 \$	3 \$	1 428 \$
Acquisitions faites au cours de l'exercice	—	58	15	—	73
Incidence du taux de change et autres	(51)	(116)	—	—	(167)
Écarts d'acquisition à la fin de l'exercice	404 \$	854 \$	73 \$	3 \$	1 334 \$

Au cours des exercices terminés le 31 octobre 2003 et 2002, aucun écart d'acquisition n'a été l'objet d'une dévaluation découlant d'une perte de valeur.

#### Actifs incorporels

Les actifs incorporels liés à nos acquisitions sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Le tableau ci-dessous présente les actifs incorporels par catégorie :

(en millions de dollars canadiens)	2003			2002
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable	Valeur comptable
Relations d'affaires avec les clients	519 \$	145 \$	374 \$	489 \$
Dépôts de base	173	82	91	126
Réseau de distribution – Succursales	195	94	101	134
Autres	33	10	23	24
Total	920 \$	331 \$	589 \$	773 \$

Les actifs incorporels à durée de vie limitée sont amortis par imputation au revenu sur la période, ne dépassant jamais 15 ans, au cours de laquelle nous estimons que ces actifs nous seront bénéfiques, au moyen de la méthode de l'amortissement linéaire ou accéléré, selon l'actif acquis.

Nous ramenons les actifs incorporels à durée de vie limitée à leur juste valeur lorsque nous prévoyons que les flux de trésorerie connexes non actualisés ne permettront pas de récupérer la valeur comptable. La juste valeur des actifs incorporels est déterminée par l'actualisation des flux de trésorerie connexes prévus. Au cours des exercices terminés le 31 octobre 2003 et 2002, aucun actif incorporel n'a été l'objet d'une dévaluation en raison d'une perte de valeur.

Les actifs incorporels à durée de vie indéfinie ne sont pas amortis, mais sont soumis au moins une fois par année à des tests de dépréciation afin de s'assurer que leur juste valeur demeure supérieure ou égale à leur valeur comptable. Tout excédent de la valeur comptable sur la juste valeur est imputé au revenu de la période au cours de laquelle la dépréciation est déterminée. Au 31 octobre 2003, nous possédions des actifs incorporels à durée de vie indéfinie de 1 million de dollars (solde nul en 2002).

La charge d'amortissement estimative totale relative aux actifs incorporels, pour les cinq prochains exercices, s'élève à 100 millions de dollars pour 2004, 93 millions pour 2005, 84 millions pour 2006, 78 millions pour 2007 et 66 millions pour 2008.

#### Note 13 | Actifs divers

(en millions de dollars canadiens)	2003	2002
Comptes clients, charges payées d'avance et autres éléments	4 666 \$	4 295 \$
Intérêts courus à recevoir	636	723
Créances de clients, de négociants et de courtiers	3 885	7 645
Actif des régimes de retraite (note 18)	1 171	1 008
Actifs d'impôts futurs (note 20)	146	109
Total	10 504 \$	13 780 \$

#### Note 14 | Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue									
	productifs d'intérêts		non productifs d'intérêts		Dépôts à préavis		Dépôts à terme fixe		Total	
	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002
Catégorie de déposants										
Banques	299 \$	210 \$	410 \$	363 \$	93 \$	188 \$	23 953 \$	14 512 \$	24 755 \$	15 273 \$
Entreprises et administrations publiques	5 422	4 659	9 536	9 008	17 288	16 028	40 159	41 716	72 405	71 411
Particuliers	2 512	2 450	3 728	3 346	32 641	32 949	35 510	36 409	74 391	75 154
Total	8 233 \$	7 319 \$	13 674 \$	12 717 \$	50 022 \$	49 165 \$	99 622 \$	92 637 \$	171 551 \$	161 838 \$
Domiciliation										
Canada	7 442 \$	6 561 \$	10 187 \$	8 941 \$	34 449 \$	32 671 \$	63 656 \$	54 799 \$	115 734 \$	102 972 \$
États-Unis	696	730	3 481	3 766	15 042	16 102	18 732	28 595	37 951	49 193
Autres pays	95	28	6	10	531	392	17 234	9 243	17 866	9 673
Total	8 233 \$	7 319 \$	13 674 \$	12 717 \$	50 022 \$	49 165 \$	99 622 \$	92 637 \$	171 551 \$	161 838 \$

Les dépôts à vue sont constitués principalement des comptes de chèques de nos clients; certains de ces comptes sont productifs d'intérêts. Nos clients n'ont pas l'obligation de nous donner un préavis avant de retirer de l'argent de leurs comptes de chèques.

Les dépôts à préavis sont constitués principalement des comptes d'épargne de nos clients; ces comptes sont productifs d'intérêts.

Les dépôts à terme fixe sont constitués principalement des divers instruments de placement qui sont achetés par nos clients, notamment les dépôts à terme et les certificats de placement garanti, et qui sont productifs d'intérêts sur une période fixe. Les termes de ces dépôts peuvent varier de un jour à dix ans.

Les dépôts comprennent des fonds fédéraux achetés qui représentent des emprunts à un jour de fonds de réserve excédentaires d'autres banques auprès d'une banque fédérale de réserve américaine. Au 31 octobre 2003, le solde des fonds fédéraux achetés atteignait 4 481 millions de dollars, alors qu'il était de 4 096 millions au 31 octobre 2002.

Les dépôts comprennent des effets de commerce dont le total atteignait 179 millions de dollars au 31 octobre 2003 et 597 millions au 31 octobre 2002.

Au 31 octobre 2003, nos dépôts payables à terme fixe comprenaient 73 532 millions de dollars de dépôts individuels supérieurs à cent mille dollars, dont 40 687 millions de dollars étaient domiciliés au Canada et 32 845 millions à l'extérieur du Canada. Au 31 octobre 2002, nos dépôts payables à terme fixe comprenaient 65 304 millions de dollars de dépôts individuels supérieurs à cent mille dollars, dont 31 529 millions étaient

domiciliés au Canada et 33 775 millions à l'extérieur du Canada. Sur le total de ces dépôts domiciliés au Canada au 31 octobre 2003, le montant des dépôts dont l'échéance était de trois mois ou moins s'élevait à 27 356 millions de dollars, celui des dépôts dont l'échéance était de trois à six mois s'élevait à 1 996 millions, celui des dépôts dont l'échéance était de six à douze mois s'élevait à 3 208 millions et celui des dépôts dont l'échéance était de plus de douze mois s'élevait à 8 127 millions de dollars. Au 31 octobre 2002, le montant des dépôts dont l'échéance était de trois mois ou moins s'élevait à 20 054 millions de dollars, celui des dépôts dont l'échéance était de trois à six mois s'élevait à 1 642 millions, celui des dépôts dont l'échéance était de six à douze mois s'élevait à 3 708 millions et celui des dépôts dont l'échéance était de plus de douze mois s'élevait à 6 125 millions de dollars.

## Note 15 | Autres passifs

### Acceptations

Les acceptations représentent une forme de titre de créance négociable à court terme émis par nos clients, que nous garantissons en contrepartie de droits d'acceptation. Nous disposons d'un recours compensatoire, égal au montant des acceptations, contre nos clients à l'échéance des effets. Le montant dû aux termes des acceptations est comptabilisé comme un passif, et notre recours correspondant est comptabilisé comme un prêt dans notre bilan consolidé.

### Titres vendus à découvert

Les titres vendus à découvert représentent notre obligation de livrer des titres que nous ne possédions pas au moment de la vente. Ces obligations sont comptabilisées à leur valeur marchande. Les rajustements à la valeur marchande à la date du bilan et les gains et pertes au règlement de ces obligations sont inclus dans le revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions, au poste valeurs mobilières, de notre état consolidé des résultats.

### Titres mis en pension

Les titres mis en pension représentent des opérations de financement à court terme dans le cadre desquelles nous vendons des titres que nous possédons déjà et prenons simultanément l'engagement de racheter les mêmes titres à un prix et à une date prédéterminés. Ces titres sont inscrits au prix coûtant initial. Les frais d'intérêts relatifs à ces obligations sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

(en millions de dollars canadiens)	2003	2002
Acceptations	5 611 \$	6 901 \$
Titres vendus à découvert	8 255	7 654
Titres mis en pension	23 765	24 796
	<b>37 631 \$</b>	<b>39 351 \$</b>
Comptes créditeurs, charges à payer et autres éléments	8 184	10 479
Intérêts courus à payer	984	1 125
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 518	1 571
Passifs de filiales, autres que des dépôts	11	168
Passif découlant des régimes de retraite (note 18)	59	72
Passif découlant des autres avantages sociaux futurs (note 18)	503	477
Autres éléments	11 259 \$	13 892 \$
Total	<b>48 890 \$</b>	<b>53 243 \$</b>

Au 31 octobre 2002, le total des autres emprunts à court terme inclus dans les passifs de filiales autres que des dépôts atteignait 156 millions de dollars.

Au 31 octobre 2003 et 2002, la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales comprenait des titres d'une fiducie de capital d'une valeur totale de 1 150 millions de dollars, qui faisaient partie de notre capital réglementaire de première catégorie.

## Note 16 | Dette subordonnée

La dette subordonnée représente nos obligations directes non garanties envers les porteurs de nos titres d'emprunt et fait partie de notre capital réglementaire. Les droits des porteurs de nos billets et débetures sont subordonnés aux droits des déposants et de certains autres créanciers. Le rachat de notre dette subordonnée, en tout ou en partie, est assujéti à l'approbation préalable du Surintendant des institutions financières du Canada.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2003, nous avons racheté nos billets à taux variable de série B1 d'une valeur de 350 millions de

dollars US. Nos débetures de série 17 d'une valeur de 250 millions de dollars sont arrivées à échéance au cours de l'exercice. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2002, nous avons racheté nos débetures de série 24 d'une valeur de 250 millions de dollars et nos billets à moyen terme de série A d'une valeur de 450 millions de dollars. Nos débetures de série 14 d'une valeur de 150 millions de dollars sont arrivées à échéance au cours de l'exercice. Ces rachats n'ont entraîné ni gain ni perte.

Le tableau ci-dessous fait état du terme à courir et des remboursements relatifs à notre dette subordonnée pour les cinq prochains exercices et par la suite :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Valeur nominale	Échéance	Taux d'intérêt (%)	Rachetables à notre gré	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	Plus de 5 ans	Total
Série 12	140 \$	Décembre 2008	10,85	Décembre 1998	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	140 \$	140 \$
Série 16	100 \$	Février 2017	10,00	Février 2012	–	–	–	–	–	100	100
Série 18	250 \$	Septembre 2010	8,80	Septembre 2005	–	–	–	–	–	250	250
Série 19	125 \$	Mars 2011	7,40	Mars 2006	–	–	–	–	–	125	125
Série 20	150 \$	Décembre 2025 à 2040	8,25	–	–	–	–	–	–	150	150
Série 21	300 \$	Mai 2011	8,15	Mai 2006	–	–	–	–	–	300	300
Série 22	150 \$	Juillet 2012	7,92	Juillet 2007	–	–	–	–	–	150	150
Billets à 6,10 %	300 \$US	Septembre 2005	6,10	Septembre 1998 1)	–	396	–	–	–	–	396
Billets à 7,80 %	300 \$US	Avril 2007	7,80	Avril 2000 1)	–	–	–	395	–	–	395
Billets à moyen terme – Série A											
2 <sup>e</sup> tranche	150 \$	Février 2013	5,75	Février 2008	–	–	–	–	–	150	150
3 <sup>e</sup> tranche	400 \$	Décembre 2008	5,65	Décembre 2003 2)	400	–	–	–	–	–	400
Billets à moyen terme – Série B	300 \$	Juin 2010	6,60	Juin 2005	–	–	–	–	–	300	300
Total					400 \$	396 \$	– \$	395 \$	– \$	1 665 \$	2 856 \$

1) Rachetables à notre gré seulement si certains événements fiscaux se produisent.

2) Le 29 octobre 2003, nous avons annoncé notre intention de racheter, le 1<sup>er</sup> décembre 2003, nos billets à moyen terme de série A dont l'échéance est en décembre 2008.

**Note 17 | Capital-actions****En circulation**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2003			2002			2001		
	Nombre d'actions	Montant	Dividende déclaré par action	Nombre d'actions	Montant	Dividende déclaré par action	Nombre d'actions	Montant	Dividende déclaré par action
<b>Actions privilégiées</b>									
Catégorie B – Série 1	–	– \$	– \$	–	– \$	– \$	–	– \$	0,57 \$
Catégorie B – Série 2	–	–	–	–	–	–	–	–	1,28 \$US
Catégorie B – Série 3	16 000 000	400	1,39	16 000 000	400	1,39	16 000 000	400	1,39
Catégorie B – Série 4	8 000 000	200	1,20	8 000 000	200	1,20	8 000 000	200	1,20
Catégorie B – Série 5	8 000 000	200	1,33	8 000 000	200	1,33	8 000 000	200	1,33
Catégorie B – Série 6	10 000 000	250	1,19	10 000 000	250	1,19	10 000 000	250	1,19
Catégorie B – Série 10	12 000 000	396	1,49 \$US	12 000 000	467	1,39 \$US	–	–	–
<b>Actions ordinaires</b>	<b>499 632 368</b>	<b>1 446</b>	<b>1,34</b>		1 517			1 050	
		<b>3 662</b>		492 504 878	3 459	1,20	489 084 527	3 375	1,12
<b>Total du capital-actions en circulation</b>		<b>5 108 \$</b>			4 976 \$			4 425 \$	

**Actions privilégiées**

Nous sommes autorisés par nos actionnaires à émettre en série un nombre illimité d'actions privilégiées des catégories A et B sans valeur nominale, pour une contrepartie illimitée. Les actions privilégiées de catégorie B peuvent être émises en devises.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2002, nous avons émis 12 000 000 d'actions privilégiées de catégorie B, série 10, donnant droit à un dividende non cumulatif de 5,95 %, au prix de 25,00 \$ US l'action, ce qui représente un prix d'émission global de 300 millions de dollars US.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2001, nous avons racheté toutes nos actions privilégiées de catégorie B, série 1, au prix de 25,00 \$ chacune, soit une somme totale de 250 millions de dollars, ainsi que toutes nos actions privilégiées de catégorie B, série 2, au prix de 25,00 \$ US chacune, soit une somme totale de 250 millions de dollars US.

**Droits et privilèges afférents aux actions privilégiées**

Catégorie B – Les actions de série 3 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 août 2004, pour 25,00 \$ en espèces par action, plus une prime si nous les rachetons avant le 25 août 2006, ou pour la valeur équivalente en actions ordinaires de la Banque, et elles sont convertibles au gré de l'actionnaire, à compter du 25 mai 2007, en actions ordinaires de la Banque, sous réserve du droit de la Banque de les racheter pour 25,00 \$ en espèces par action. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,346875 \$ par action.

Catégorie B – Les actions de série 4 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 août 2005, pour 25,00 \$ en espèces par action, plus une prime si nous les rachetons avant le 25 août 2007, ou pour la valeur équivalente en actions ordinaires de la Banque, et elles sont convertibles au gré de l'actionnaire, à compter du 25 mai 2008, en actions ordinaires de la Banque, sous réserve du droit de la Banque de les racheter pour 25,00 \$ en espèces par action. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,30 \$ par action.

Catégorie B – Les actions de série 5 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 février 2013, pour 25,00 \$ en espèces par action, et elles ne sont pas convertibles. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,33125 \$ par action.

Catégorie B – Les actions de série 6 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 novembre 2005, pour 25,00 \$ en espèces par action, plus une prime si nous les rachetons avant le 25 novembre 2007, ou pour la valeur équivalente en actions ordinaires de la Banque, et elles sont convertibles au gré de l'actionnaire, à compter du 25 novembre 2008, en actions ordinaires de la Banque, sous réserve du droit de la Banque de les racheter pour 25,00 \$ en espèces par action. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,296875 \$ par action.

Catégorie B – Les actions de série 10 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 février 2012, pour 25,00 \$ US en espèces par action, et elles sont convertibles à notre gré, à compter du 25 février 2012, en actions ordinaires de la Banque. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,371875 \$ US par action.

**Actions ordinaires**

Nous sommes autorisés par nos actionnaires à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale, pour une contrepartie illimitée. Nos actions ordinaires ne sont pas rachetables ni convertibles. Nous

déclarons chaque trimestre un dividende dont le montant peut varier d'un trimestre à l'autre.

Le 8 août 2003, nous avons présenté une offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités, qui restera en vigueur pendant une année. En vertu de cette offre, nous pouvons racheter un maximum de 15 000 000 d'actions ordinaires, soit environ 3 % de nos actions ordinaires en circulation. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2003, nous avons racheté 282 800 actions à un prix moyen de 43,95 \$ l'action, pour une somme totale de 12 millions de dollars. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2001, nous avons racheté 52 000 000 d'actions au prix moyen de 39,06 \$ l'action, pour une somme totale de 2 031 millions de dollars, en vertu d'une offre publique de rachat faite dans le cours normal de nos activités et présentée plus tôt au cours de cet exercice.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2001, nous avons versé un dividende de une action ordinaire, sans valeur, pour chaque action ordinaire en circulation. Le versement de ce dividende en actions a eu le même effet qu'un fractionnement en deux de l'action ordinaire de la Banque. Tous les soldes relatifs aux actions ordinaires ont été retraités pour tenir compte de ce dividende.

**Options échangeables contre des actions ordinaires**

En 1996, nous avons consenti au Grupo Financiero BBVA Bancomer des options d'achat visant jusqu'à 19 914 570 de nos actions ordinaires, représentant une portion de la contrepartie payée pour notre investissement dans le Grupo Financiero BBVA Bancomer. Ces options ont été annulées le 18 décembre 2000. En conséquence, les 22 millions de dollars relatifs à la valeur des options qui avaient été inclus dans le capital-actions en 1996 ont été contrepassés, et un gain de 18 millions de dollars après impôts a été comptabilisé directement dans les bénéfices non répartis lors de l'annulation des options.

Une de nos filiales, la Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée, a émis diverses catégories d'actions sans droit de vote échangeables au gré de leurs détenteurs contre nos actions ordinaires, d'après une formule établie. Si toutes les actions de cette société avaient été converties en actions ordinaires de la Banque, jusqu'à concurrence de 771 212 et de 1 119 751 de nos actions ordinaires auraient été nécessaires pour conclure l'échange au 31 octobre 2003 et 2002 respectivement.

**Restrictions concernant le rachat d'actions et les dividendes**

Le Surintendant des institutions financières du Canada doit approuver tout plan de rachat en espèces portant sur l'une quelconque de nos catégories d'actions privilégiées en circulation.

Il nous est interdit de déclarer un dividende sur nos actions privilégiées ou ordinaires si ce dividende nous place en situation d'infraction à l'égard des règles sur la suffisance du capital et sur la liquidité ou de toute autre directive réglementaire publiée en application de la *Loi sur les banques*. En outre, nous ne pouvons verser de dividendes sur nos actions ordinaires à moins d'avoir versé, ou mis des fonds en réserve en vue de les verser, tous les dividendes déclarés et payables sur nos actions privilégiées.

De plus, nous avons convenu que si la Fiducie de capital BMO, une de nos filiales, ne peut payer une somme due en vertu de ses titres, nous ne déclarerons de dividende sur aucune de nos actions privilégiées ou ordinaires.

## Émissions éventuelles d'actions

Au 31 octobre 2003, nous avions réservé 7 026 019 actions ordinaires en vue de leur émission éventuelle dans le cadre de nos régimes de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

et 5 490 987 actions ordinaires en vue de l'échange de certaines actions de la Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée. Nous avons également réservé 41 146 052 actions ordinaires en vue de la levée éventuelle des options d'achat d'actions, tel que nous l'expliquons à la note 19.

## Note 18 | Rémunération du personnel – Avantages sociaux futurs

### Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs

Nous avons, au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni, divers régimes qui offrent des prestations de retraite et des avantages sociaux futurs à nos employés actuels et retraités. Les régimes de retraite comprennent les régimes de retraite prévus par la loi, ainsi que des régimes complémentaires qui offrent des prestations de retraite en sus des limites prévues par les dispositions législatives. De façon générale, nos régimes offrent des prestations de retraite fondées sur le nombre d'années de service et le salaire moyen au moment du départ à la retraite, et n'exigent pas de cotisations de la part des employés. Les employés peuvent cependant effectuer des cotisations volontaires. D'autres avantages sociaux futurs, y compris des avantages en matière de soins de santé et de soins dentaires, ainsi qu'un régime d'assurance-vie, sont également offerts aux employés actuels et retraités.

### Obligations au titre des régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs

Nous avons deux obligations découlant de nos régimes : une obligation au titre des prestations de retraite et une obligation au titre des autres avantages sociaux futurs. Ces obligations sont équivalentes au montant des prestations de retraite et des autres avantages sociaux futurs constitués à la fin de l'exercice par nos employés actuels et retraités.

Nos actuaires procèdent régulièrement à des évaluations de nos obligations aux titres des prestations de retraite et des autres avantages sociaux futurs constitués à la fin de chaque exercice. Ces évaluations sont fondées sur les hypothèses de la direction concernant les taux d'actualisation, la croissance des salaires, l'âge de la retraite, le taux de mortalité et l'évolution des coûts des soins de santé. Le taux d'actualisation est déterminé par la direction d'après les conditions du marché à la fin de l'exercice. D'autres hypothèses sont fondées sur des prévisions à long terme.

Les éléments de la variation annuelle de nos obligations au titre des prestations constituées et de notre charge de retraite sont les suivants :

**Les prestations constituées par les employés** représentent les prestations constituées au cours de l'exercice. Elles sont déterminées d'après le nombre d'employés actuels et la valeur des prestations auxquelles ils auront droit lorsqu'ils prendront leur retraite, compte tenu des dispositions de nos régimes.

**Les frais d'intérêts sur nos obligations au titre des prestations constituées** représentent l'accroissement de l'obligation avec le temps.

**Les gains ou pertes actuariels** peuvent survenir dans deux situations. Premièrement, chaque année, nos actuaires recalculent les obligations au titre des prestations constituées et les comparent à celles qui avaient été estimées à la fin de l'exercice précédent. Tous les écarts découlant de

changements dans les hypothèses ou de différences entre les résultats réels des régimes et les prévisions faites par la direction à la fin de l'exercice précédent sont considérés comme des gains ou des pertes actuariels. Deuxièmement, des gains et pertes actuariels peuvent découler des écarts entre le rendement réel de l'actif des régimes et le rendement prévu.

Au début de chaque exercice, nous déterminons si les (gains) ou les pertes actuariels non constatés sont supérieurs à 10 % du solde le plus élevé entre le solde des actifs des régimes et celui de notre obligation au titre des prestations constituées. Les (gains) ou les pertes actuariels non constatés qui excèdent ce seuil de 10 % sont constatés dans la charge sur la durée résiduelle d'activité des employés actifs. Les montants inférieurs au seuil de 10 % ne sont pas amortis.

**Les modifications aux régimes** sont les modifications de nos obligations au titre des prestations constituées qui découlent de changements apportés aux dispositions des régimes. Ces montants sont constatés dans la charge sur la durée résiduelle d'activité des employés actifs.

**Le rendement prévu des actifs** représente la meilleure estimation par la direction du taux de rendement à long terme des actifs, appliqué à la juste valeur des actifs des régimes. Les écarts entre le rendement prévu et le rendement réel des actifs sont inclus dans le solde de notre gain ou perte actuariels, tel que nous l'expliquons plus haut.

**Les règlements** se produisent lorsqu'une somme, provenant des fonds du régime de retraite, est versée aux participants du régime et qu'en conséquence notre obligation de verser des prestations en vertu du régime à ces participants est éteinte pour l'avenir.

### Actifs des régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs

Les actifs des régimes sont mis en réserve pour satisfaire à notre obligation découlant des régimes de retraite prévus par la loi. Un régime compensatoire a été mis en place en 2001 pour capitaliser partiellement des régimes de retraite complémentaires au Canada. Les prestations de retraite versées dans le cadre des autres régimes complémentaires sont tirées de nos fonds d'exploitation. Notre obligation relative aux autres avantages sociaux futurs de nos employés aux États-Unis est partiellement capitalisée, tandis que notre obligation relative aux autres avantages sociaux futurs de nos employés au Canada est sans capitalisation.

### Modification de la convention comptable

Le 1<sup>er</sup> novembre 2000, nous avons adopté une nouvelle norme pour la comptabilisation des prestations de retraite et des autres avantages sociaux futurs. L'incidence de l'adoption de cette norme sur le solde d'ouverture des bénéfices non répartis équivalait à une réduction de 250 millions de dollars (après impôts de 171 millions de dollars).

### Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs

Le tableau ci-dessous fait état des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs :

	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2003	2002	2001	2003	2002	2001
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)						
<b>Charge sociale annuelle</b>						
Prestations constituées par les employés	111 \$	105 \$	93 \$	17 \$	13 \$	13 \$
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	196	191	177	38	35	32
Perte actuarielle constatée dans la charge <sup>1)</sup>	62	27	–	–	3	1
Amortissement du coût des modifications aux régimes	3	2	1	–	–	–
Amortissement du montant de transition	–	–	(1)	–	–	–
Perte matérialisée au règlement d'une partie de l'obligation au titre des prestations constituées	4	–	–	–	–	–
Taux de rendement prévu des actifs des régimes	(217)	(235)	(252)	(4)	(5)	(5)
Charge sociale annuelle	159	90	18	51	46	41
Autres (notamment les cotisations au Régime de pensions du Canada, au Régime de rentes du Québec et aux régimes à cotisations déterminées)	54	45	49	–	–	–
<b>Total des charges annuelles liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs</b>	<b>213 \$</b>	<b>135 \$</b>	<b>67 \$</b>	<b>51 \$</b>	<b>46 \$</b>	<b>41 \$</b>

### Hypothèses utilisées pour déterminer la charge sociale – Moyennes pondérées :

Taux d'actualisation, en début d'exercice	6,5 %	6,7 %	8,1 %	6,7 %	6,6 %	6,6 %
Taux de rendement à long terme prévu pour les actifs des régimes	6,9 %	7,5 %	8,2 %	8,0 %	8,0 %	8,0 %
Taux de croissance présumé du coût global des soins de santé	s.o.	s.o.	s.o.	5,3 %	5,6 %	5,9 %

s.o. – sans objet

Le tableau suivant fait état des changements de la situation financière estimative de nos régimes de retraite et d'autres avantages sociaux futurs :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2003	2002	2001	2003	2002	2001
<b>Obligation au titre des prestations constituées</b>						
Obligation au titre des prestations constituées, en début d'exercice	3 157 \$	2 903 \$	2 211 \$	595 \$	537 \$	– \$
Rajustement découlant de la modification de la convention comptable	–	–	402	–	–	490
Prestations constituées par les employés	111	105	93	17	13	13
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	196	191	177	38	35	32
Prestations versées aux retraités et aux employés	(195)	(167)	(151)	(25)	(23)	(18)
Cotisations volontaires des employés	5	5	6	–	–	–
Perte actuarielle 1)	159	119	117	170	34	17
Modifications aux régimes	–	15	24	(66)	–	–
Réduction de l'obligation en raison d'un règlement partiel	(15)	–	–	–	–	–
Autres, principalement la conversion de devises	(118)	(14)	24	(18)	(1)	3
Obligation au titre des prestations constituées, en fin d'exercice	3 300 \$	3 157 \$	2 903 \$	711 \$	595 \$	537 \$
<b>Hypothèses utilisées pour déterminer l'obligation au titre des prestations constituées – Moyennes pondérées :</b>						
Taux d'actualisation, en fin d'exercice	6,2 %	6,5 %	6,7 %	6,4 %	6,7 %	6,6 %
Taux de croissance de la rémunération	4,2 %	4,1 %	4,2 %	4,1 %	3,7 %	4,2 %
Taux de croissance présumé du coût global des soins de santé	s.o.	s.o.	s.o.	8,4 %	5,3 %	5,6 %
<b>Juste valeur des actifs des régimes</b>						
Juste valeur des actifs des régimes, en début d'exercice	2 912 \$	2 816 \$	3 103 \$	55 \$	54 \$	– \$
Rajustement de transition pour tenir compte de la capitalisation antérieure par une filiale américaine	–	–	–	–	–	50
Rendement réel de l'actif des régimes	223	(188)	(285)	10	(3)	(3)
Cotisations versées par la Banque	333	454	122	25	27	5
Cotisations volontaires des employés	5	5	6	–	–	–
Prestations versées aux retraités et aux employés	(195)	(167)	(151)	(25)	(23)	–
Actifs versés aux participants en règlement de l'obligation au titre des prestations constituées	(17)	–	–	–	–	–
Autres, principalement la conversion de devises	(70)	(8)	21	(10)	–	2
Juste valeur des actifs des régimes, en fin d'exercice 2)	3 191 \$	2 912 \$	2 816 \$	55 \$	55 \$	54 \$
Situation de capitalisation des régimes 3)	(109)\$	(245)\$	(87)\$	(656)\$	(540)\$	(483)\$
Perte actuarielle non constatée 1)	1 192	1 148	633	219	63	25
Coût (économie) non constatés des modifications aux régimes 4)	29	33	20	(66)	–	–
Actif (passif) net au titre des prestations constituées, en fin d'exercice	1 112 \$	936 \$	566 \$	(503)\$	(477)\$	(458)\$
<b>Comptabilisation dans :</b>						
Autres actifs	1 171 \$	1 008 \$	669 \$	– \$	– \$	– \$
Autres passifs	(59)	(72)	(103)	(503)	(477)	(458)
Actif (passif) net au titre des prestations constituées, en fin d'exercice	1 112 \$	936 \$	566 \$	(503)\$	(477)\$	(458)\$

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2003, les régimes ont payé 4 millions de dollars (5 millions en 2002; 4 millions en 2001) à nous et à certaines de nos filiales pour la gestion de placements, la tenue de dossiers, la garde de titres et les services administratifs, aux mêmes conditions que celles que nous

offrons à nos clients. Au 31 octobre 2003, 2002 et 2001, les régimes ne détenaient directement aucune action de la Banque.  
s.o. – sans objet

1) Le tableau ci-dessous présente l'évolution de nos (gains) et pertes actuariels :

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2003	2002	2001	2003	2002	2001
(Gain) perte actuariels non constatés, en début d'exercice	1 148 \$	633 \$	(543)\$	63 \$	25 \$	– \$
Adoption d'une nouvelle norme comptable le 1 <sup>er</sup> novembre 2000	–	–	523	–	–	–
Perte sur l'obligation au titre des prestations constituées découlant des changements apportés aux hypothèses	159	119	117	170	34	17
(Excédent) déficit du rendement réel de l'actif des régimes par rapport au rendement prévu	(6)	423	537	(6)	8	8
Constataion dans la charge d'une partie de la perte actuarielle non constatée	(62)	(27)	–	–	(3)	(1)
Incidence du taux de change et autres	(47)	–	(1)	(8)	(1)	1
Perte actuarielle non constatée, en fin d'exercice	1 192 \$	1 148 \$	633 \$	219 \$	63 \$	25 \$

2) Le tableau ci-dessous présente la juste valeur des actifs des régimes en fin d'exercice :

	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2003	2002	2001	2003	2002	2001
Titres de participation	45 %	53 %	60 %	61 %	65 %	64 %
Placements à revenu fixe	42 %	39 %	35 %	30 %	30 %	36 %
Autres	13 %	8 %	5 %	9 %	5 %	–



3) Le tableau ci-dessous présente l'obligation au titre des prestations constituées et la juste valeur des actifs des régimes relativement aux régimes qui ne sont pas entièrement capitalisés :

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2003	2002	2001	2003	2002	2001
Obligation au titre des prestations constituées	883 \$	926 \$	763 \$	711 \$	595 \$	537 \$
Juste valeur des actifs des régimes	544	572	596	55	55	54
Obligation non capitalisée au titre des prestations constituées	339 \$	354 \$	167 \$	656 \$	540 \$	483 \$

4) Le tableau ci-dessous présente l'évolution du coût (économie) non constatés des modifications aux régimes :

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2003	2002	2001	2003	2002	2001
Coût non constaté des modifications aux régimes, en début d'exercice	33 \$	20 \$	78 \$	– \$	– \$	– \$
Adoption d'une nouvelle norme comptable le 1 <sup>er</sup> novembre 2000	–	–	(83)	–	–	–
Coût (économie) des modifications aux régimes entreprises au cours de l'exercice	–	15	24	(66)	–	–
Constataion dans la charge d'une partie du coût non constaté des modifications aux régimes	(3)	(2)	(1)	–	–	–
Incidence du taux de change	(1)	–	2	–	–	–
Coût (économie) non constatés des modifications aux régimes, en fin d'exercice	29 \$	33 \$	20 \$	(66)\$	– \$	– \$

### Sensibilité des hypothèses

Le tableau ci-contre présente les moyennes pondérées des hypothèses économiques clés utilisées pour mesurer l'obligation au titre des prestations de retraite, l'obligation au titre des autres avantages sociaux futurs et les frais connexes. L'analyse de sensibilité présentée dans le tableau doit être utilisée avec prudence, car ses résultats sont hypothétiques et les variations de chacune des hypothèses clés pourraient ne pas être linéaires. La sensibilité de chaque variable clé a été calculée indépendamment des variations des autres variables clés.

Dans les faits, des variations peuvent survenir dans plusieurs hypothèses clés simultanément. Les variations d'un facteur peuvent entraîner des variations d'un autre facteur, ce qui peut amplifier ou réduire certaines sensibilités.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Prestations de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	Obligation au titre des prestations constituées	Charge sociale	Obligation au titre des prestations constituées	Charge sociale
Taux de rendement prévu des actifs (%)	s.o.	6,9	s.o.	–
Effet d'une : hausse de 1 %	s.o.	(31)\$	s.o.	– \$
baisse de 1 %	s.o.	31 \$	s.o.	– \$
Taux d'actualisation (%)	6,2	6,5	6,4	6,7
Effet d'une : hausse de 1 %	(368)\$	(13)\$	(91)\$	(4)\$
baisse de 1 %	450 \$	16 \$	115 \$	4 \$
Taux de croissance de la rémunération (%)	4,2	4,1	4,1	3,7
Effet d'une : hausse de 0,25 %	26 \$	3 \$	1 \$	– \$
baisse de 0,25 %	(24)\$	(3)\$	(1)\$	– \$
Taux de croissance présumé du coût global des soins de santé (%)	s.o.	s.o.	8,4 1)	5,3 2)
Effet d'une : hausse de 1 %	s.o.	s.o.	91 \$	8 \$
baisse de 1 %	s.o.	s.o.	(73)\$	(6)\$

1) Le taux de croissance devrait diminuer pour se stabiliser à 4,5% en 2013 et pour les années subséquentes.

2) Le taux de croissance devrait diminuer pour se stabiliser à 4,3% en 2005 et pour les années subséquentes.  
s.o. – sans objet

## Note 19 | Rémunération du personnel – Rémunération à base d'actions

### Régime d'options d'achat d'actions

Nous avons un régime d'options d'achat d'actions pour certains dirigeants et employés. Les options consenties aux termes du régime de 1995 à 1999 sont acquises après une période de cinq exercices débutant le 1<sup>er</sup> novembre de l'année au cours de laquelle elles ont été consenties, si nous avons atteint certains objectifs de rendement. Les options consenties depuis 1999 sont acquises à raison de 25 % par année sur une période de quatre ans commençant à la date à laquelle elles ont été consenties. Certaines

des options consenties depuis 1999 sont assujetties à des objectifs de rendement. Toutes les options viennent à échéance dix ans après la date à laquelle elles ont été consenties.

Avant le 1<sup>er</sup> novembre 2002, lorsque des options étaient consenties, aucuns frais de rémunération n'étaient comptabilisés. À l'exercice des options d'achat d'actions, nous incluons le montant du produit dans le capital-actions.

Le tableau ci-dessous présente des renseignements sur notre régime d'options d'achat d'actions :

(en dollars canadiens, sauf indication contraire)	2003		2002		2001	
	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Options en cours au début de l'exercice	38 374 627	30,21 \$	32 997 743	28,31 \$	33 548 918	18,64 \$
Options consenties	2 244 800	40,90	7 485 500	35,70	6 774 750	38,45
Options exercées	5 325 916	23,45	1 923 115	18,87	6 177 235	17,72
Options éteintes/annulées	81 071	34,00	185 501	31,63	1 148 690	28,31
Options en cours à la fin de l'exercice	35 212 440	31,89	38 374 627	30,21	32 997 743	28,31
Options pouvant être exercées à la fin de l'exercice	13 337 147	28,29	11 955 097	23,95	7 443 288	21,92
Options pouvant être consenties	6 080 612		3 097 341		10 342 140	
Options en cours en pourcentage des actions en circulation	7,05 %		7,79 %		6,75 %	

Aucune option n'est arrivée à échéance au cours des exercices terminés le 31 octobre 2003, 2002 et 2001.

Le tableau ci-dessous présente les options en cours et les options pouvant être exercées au 31 octobre 2003, par fourchette de prix d'exercice :

(en dollars canadiens, sauf indication contraire)

Fourchette des prix d'exercice	Options en cours			Options pouvant être exercées	
	Nombre d'options d'achat d'actions	Durée de vie moyenne pondérée contractuelle résiduelle (années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré
20,00 \$ et moins	2 966 049	2,6	18,12 \$	2 966 049	18,12 \$
De 20,01 \$ à 30,00 \$	6 325 249	6,0	25,60 \$	3 957 706	25,60 \$
De 30,01 \$ à 35,00 \$	9 894 467	4,8	30,85 \$	3 458 248	32,09 \$
De 35,01 \$ à 42,62 \$	15 888 875	7,7	37,52 \$	2 859 344	37,47 \$
42,63 \$ et plus	137 800	5,5	42,87 \$	95 800	42,70 \$

### Modification de la convention comptable

Le 1<sup>er</sup> novembre 2002, nous avons modifié notre façon de comptabiliser les options d'achat d'actions consenties à cette date ou ultérieurement. En vertu de la nouvelle convention comptable, nous calculons la juste valeur des options à la date à laquelle elles ont été consenties et nous comptabilisons le montant dans les frais de rémunération sur la période d'acquisition des droits des options, en augmentant le surplus d'apport de la somme correspondante. Lorsque ces options sont exercées, nous comptabilisons le montant du produit, avec le montant inscrit au titre du surplus d'apport, dans le capital-actions. Au cours de l'exercice 2003, les frais de rémunération du personnel ont augmenté et le revenu net a diminué de 3 millions de dollars à la suite de cette modification de la convention comptable.

Nous déterminons la juste valeur des options consenties au moyen du modèle d'évaluation Rolfe-Geske. La moyenne pondérée de la juste valeur des options consenties au cours des exercices terminés le 31 octobre 2003, 2002 et 2001 s'élevait à 7,85 \$, 7,02 \$ et 8,17 \$ respectivement. Les moyennes pondérées estimatives ci-dessous ont été utilisées pour déterminer la juste valeur des options à la date à laquelle elles ont été consenties :

	2003	2002	2001
Rendement prévu des actions	3,2 %	3,6 %	2,9 %
Volatilité prévue du cours des actions	23,4 %	23,4 %	22,1 %
Taux de rendement sans risque	4,8 %	5,5 %	6,1 %
Période prévue jusqu'à l'exercice	7,1 ans	7,0 ans	7,0 ans

Nous ne comptabiliserons aucuns frais de rémunération relativement aux options consenties au cours des exercices précédents. Lorsque ces options auront été exercées, nous inclurons le montant du produit dans le capital-actions. Le tableau ci-dessous montre quelle aurait été l'incidence sur notre revenu net et sur nos résultats par action, si nous avions comptabilisé les frais de rémunération du personnel au cours de cet exercice et des exercices précédents en nous fondant sur la juste valeur de toutes nos options d'achat d'actions en cours à la date à laquelle elles ont été consenties :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2003	2002	2001
Frais liés aux options d'achat d'actions inclus dans les frais de rémunération du personnel	3 \$	– \$	– \$
Revenu net, selon les états financiers	1 825 \$	1 417 \$	1 471 \$
Frais supplémentaires comptabilisés si nous avions passé en charges toutes les options d'achat d'actions en cours consenties avant le 1 <sup>er</sup> novembre 2002	43	47	40
Revenu net pro forma	1 782 \$	1 370 \$	1 431 \$
Résultat par action (en dollars canadiens)			
De base, selon les états financiers	3,51 \$	2,73 \$	2,72 \$
De base, pro forma	3,43	2,63	2,64
Dilué, selon les états financiers	3,44	2,68	2,66
Dilué, pro forma	3,35	2,59	2,59

### Autres régimes de rémunération à base d'actions

#### Régime d'achat d'actions

Nous offrons à nos employés la possibilité d'affecter une partie de leur salaire brut à l'achat de nos actions ordinaires. Lorsqu'un employé verse à ce régime une cotisation représentant au plus 6 % de son salaire brut, nous y ajoutons une somme égale à 50 % de cette cotisation.

Nous comptabilisons notre cotisation au régime comme frais de rémunération du personnel lors du versement de cette cotisation.

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ce régime s'élevaient, pour les exercices terminés le 31 octobre 2003, 2002 et 2001, respectivement à 29 millions, à 26 millions et à 26 millions de dollars.

#### Régime d'intéressement à moyen terme

Nous offrons un régime d'intéressement à moyen terme aux dirigeants et à certains employés de haut niveau. En vertu de ce régime, nous versons une prime en espèces à la fin de chaque période de trois ans. Le montant de cette prime est rajusté pour tenir compte des dividendes et de l'évolution de la valeur marchande de nos actions ordinaires. Dans le cas des dirigeants et de la majorité des employés de haut niveau, une partie de la prime est également liée à des objectifs de rendement établis d'après une comparaison entre le rendement total annualisé de l'avoire de nos actionnaires et de celui de nos concurrents.

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ce régime sont comptabilisés sur les trois années du cycle de rendement utilisé pour ce régime. Les frais de rémunération sont rajustés tout au long de chaque cycle de rendement de trois ans pour tenir compte de la valeur marchande de nos actions ordinaires ainsi que de notre rendement total de l'avoire des actionnaires, comparativement à ceux de nos concurrents.

Au cours de l'exercice 2003, nous avons conclu une entente avec un tiers pour l'acquittement de notre obligation relative au régime d'intéressement à moyen terme pour l'exercice 2003, contre un paiement en espèces de 105 millions de dollars. Une entente similaire avait été conclue en 2002 relativement au régime d'intéressement à moyen terme pour l'exercice 2002, pour un montant de 58 millions de dollars. Ces sommes seront comptabilisées comme frais de rémunération du personnel sur le cycle de rendement de trois ans du régime, selon la méthode d'amortissement linéaire. Tous les versements futurs requis aux termes de ces régimes seront la responsabilité du tiers.

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ce régime s'élevaient, pour les exercices terminés le 31 octobre 2003, 2002 et 2001, respectivement à 97 millions, à 47 millions et à 51 millions de dollars.

#### Régimes de participation différée aux bénéficiaires

Nous offrons des régimes de participation différée aux bénéficiaires à certains hauts dirigeants et employés clés de nos groupes Services d'investissement et Gestion privée. En vertu de ces régimes, le versement de primes annuelles peut être différé sous forme de droits à la valeur de nos actions ordinaires. Le montant des primes différées est rajusté pour tenir compte des dividendes et de l'évolution du cours de nos actions ordinaires.

Selon le régime, les primes différées peuvent être versées lorsque leurs bénéficiaires prennent leur retraite ou résignent leurs fonctions, de façon uniforme à la fin de chacune des trois années suivant l'année au cours de laquelle elles ont été gagnées, ou encore sous forme de montant forfaitaire à la fin de la période de trois ans. Les primes peuvent être versées en espèces ou en actions ordinaires ou être une combinaison des deux.

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ces régimes sont comptabilisés l'année où les primes sont gagnées. Les changements aux montants des primes payables découlant des dividendes et de l'évolution du cours des actions sont constatés comme frais de rémunération du personnel dans la période des changements en question.

Nous avons utilisé des instruments dérivés pour couvrir nos risques relatifs à ces régimes. Les changements dans la juste valeur de ces instruments dérivés sont comptabilisés comme frais de rémunération du personnel dans la période où ils se produisent.

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ces régimes s'élevaient à 26 millions, à 18 millions et à 25 millions de dollars pour les exercices terminés respectivement le 31 octobre 2003, 2002 et 2001, compte tenu de l'incidence des opérations de couverture.

## Note 20 | Impôts sur le revenu

Nous présentons notre provision pour impôts sur le revenu dans notre état consolidé des résultats, en fonction des opérations comptabilisées dans nos états financiers consolidés, quelle que soit la date à laquelle elles sont constatées aux fins de l'impôt sur le revenu, sauf dans le cas du rapatriement des bénéfices non répartis de nos filiales à l'étranger, tel qu'il est mentionné ci-dessous.

En outre, nous portons la charge ou l'avantage fiscal directement aux bénéficiaires non répartis en ce qui a trait aux incidences fiscales des éléments constatés dans l'avoir des actionnaires.

Le solde net des actifs d'impôts futurs inclus dans les autres actifs représente le montant cumulatif d'impôt applicable aux écarts temporaires entre la valeur de nos actifs et de nos passifs aux fins comptables et leur valeur aux fins fiscales. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont calculés aux taux d'imposition qui, selon les prévisions, seront applicables au moment de la résorption des écarts. Les variations du solde des actifs et passifs d'impôts futurs découlant d'un changement de taux d'imposition sont comptabilisées dans les revenus de la période où le changement de taux est survenu.

Nous prévoyons réaliser nos actifs d'impôts futurs dans le cours normal de nos activités.

### Composantes du solde des impôts futurs

(en millions de dollars canadiens)	2003	2002
<b>Actifs d'impôts futurs</b>		
Réserve pour créances irrécouvrables	500 \$	508 \$
Avantages sociaux futurs des employés	159	165
Rémunération du personnel différée	148	140
Autres	136	119
Total des actifs d'impôts futurs	943	932
<b>Passifs d'impôts futurs</b>		
Bureaux et matériel	(307)	(394)
Charge de retraite	(360)	(290)
Amortissement des actifs incorporels	(80)	(81)
Autres	(50)	(58)
Total des passifs d'impôts futurs	(797)	(823)
Actifs d'impôts futurs (solde net)	146 \$	109 \$

Le tableau suivant établit un rapprochement entre, d'une part, nos taux d'imposition prévus par la loi et les impôts sur le revenu qui seraient exigibles à ces taux et, d'autre part, les taux d'imposition effectifs et la provision pour impôts sur le revenu que nous avons comptabilisée dans notre état consolidé des résultats.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2003		2002		2001	
Impôts sur le revenu aux taux d'imposition, prévus par la loi, combinés du Canada et des provinces	935 \$	36,2 %	727 \$	38,3 %	848 \$	41,0 %
Augmentation (diminution) en raison des motifs suivants :						
Revenu exonéré d'impôt	(112)	(4,4)	(99)	(5,2)	(93)	(4,5)
Activités à l'étranger assujetties à des taux d'imposition différents	(153)	(5,9)	(197)	(10,3)	(161)	(7,8)
Partie non imposable du gain provenant de la vente de l'investissement dans Bancomer	—	—	—	—	(83)	(4,0)
Impôt des grandes sociétés	7	0,3	15	0,8	15	0,7
Changement du taux d'imposition pour impôts futurs	10	0,4	9	0,4	38	1,9
Actifs incorporels non déductibles aux fins fiscales	14	0,6	16	0,8	11	0,5
Autres	(13)	(0,5)	(47)	(2,5)	(74)	(3,6)
Provision pour impôts sur le revenu et taux d'imposition effectifs	688 \$	26,7 %	424 \$	22,3 %	501 \$	24,2 %

Le revenu que nous gagnons à l'étranger, par l'entremise de nos succursales ou de nos filiales, est généralement assujetti aux impôts des pays concernés. Le revenu provenant de nos succursales à l'étranger est également assujetti à l'impôt canadien. Le Canada accorde un crédit pour l'impôt étranger payé sur ce revenu. Si nous devions rapatrier les bénéfices de certaines filiales à l'étranger, nous serions tenus de payer de l'impôt sur certains de ces bénéfices. Comme le rapatriement de tels

### Provision pour impôts sur le revenu

(en millions de dollars canadiens)	2003	2002	2001
<b>État consolidé des résultats</b>			
Provision pour impôts sur le revenu	688 \$	424 \$	501 \$
Impôt sur le revenu (avantage fiscal) relatif à l'amortissement des écarts d'acquisition	—	—	(6)
<b>Avoir des actionnaires</b>			
Charge fiscale (avantage fiscal) découlant de :			
Gains (pertes) de change provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	601	81	(178)
Autres	—	(4)	(172)
Total	1 289 \$	501 \$	145 \$
<b>Composantes du total des impôts sur le revenu</b>			
Au Canada : Impôts exigibles de l'exercice			
Palier fédéral	752 \$	207 \$	95 \$
Palier provincial	294	46	32
	1 046	253	127
Au Canada : Impôts futurs			
Palier fédéral	7	132	(108)
Palier provincial	2	44	(36)
	9	176	(144)
Total des impôts canadiens	1 055	429	(17)
À l'étranger : Impôts exigibles de l'exercice	280	(35)	198
Impôts futurs	(46)	107	(36)
Total des impôts à l'étranger	234	72	162
Total	1 289 \$	501 \$	145 \$

bénéfices n'est pas prévu dans un proche avenir, nous n'avons pas comptabilisé le passif d'impôts futurs correspondant. Les impôts canadiens et les impôts étrangers qui seraient exigibles si les bénéfices de toutes nos filiales étrangères étaient rapatriés sont estimés à 490 millions de dollars au 31 octobre 2003, à 530 millions au 31 octobre 2002 et à 501 millions au 31 octobre 2001.

**Note 21 | Résultat par action****Résultat de base par action**

Nous obtenons notre résultat de base par action en divisant notre revenu net, déduction faite du total des dividendes sur les actions privilégiées, par le nombre moyen quotidien des actions ordinaires entièrement payées et en circulation au cours de l'exercice.

**Résultat de base par action**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2003	2002	2001
Revenu net avant amortissement des écarts d'acquisition	1 825 \$	1 417 \$	1 527 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(82)	(79)	(80)
Revenu net afférent aux actions ordinaires avant amortissement des écarts d'acquisition	1 743	1 338	1 447
Amortissement des écarts d'acquisition	—	—	(56)
Revenu net afférent aux actions ordinaires	1 743 \$	1 338 \$	1 391 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	496 208	490 816	511 286
(en dollars canadiens)			
Résultat de base par action avant amortissement des écarts d'acquisition	3,51 \$	2,73 \$	2,83 \$
Résultat de base par action	3,51	2,73	2,72

**Résultat dilué par action**

Le résultat dilué par action représente ce que notre résultat par action aurait été si les instruments convertibles en actions ordinaires avaient été convertis au cours de l'exercice.

**Actions convertibles**

Nous ajoutons au revenu net avant amortissement des écarts d'acquisition les dividendes versés aux détenteurs d'actions convertibles, car ces dividendes n'auraient pas été versés si les actions avaient été converties au début de l'exercice. De la même façon, nous ajoutons au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre d'actions qui auraient été émises si la conversion avait eu lieu au début de l'exercice.

Dans certains cas, nos actions privilégiées de catégorie B des séries 3, 4, 6 et 10 sont convertibles en actions ordinaires. Nous n'avons pas tenu compte de ces conversions dans le calcul du résultat dilué par action, puisque nous avons la possibilité de régler au comptant plutôt qu'en actions ordinaires.

**Options d'achat d'actions des employés**

Nous ajoutons au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre d'actions qui auraient été émises si toutes les options dont le prix d'exercice était inférieur au cours moyen de l'action pour l'exercice avaient été exercées. De plus, nous soustrayons du nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre de nos actions ordinaires que nous aurions pu racheter si nous avions utilisé le produit de l'exercice des options d'achat d'actions pour les racheter sur le marché libre au cours moyen de l'action pour l'exercice. Notre rajustement ne tient pas compte des options d'achat d'actions dont le prix d'exercice est supérieur au cours moyen de l'action pour l'exercice, parce que cela aurait pour effet d'augmenter notre résultat par action plutôt que de le diluer.

**Résultat dilué par action**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2003	2002	2001
Revenu net afférent aux actions ordinaires avant amortissement des écarts d'acquisition	1 743 \$	1 338 \$	1 447 \$
Dividendes sur actions convertibles	1	1	2
Revenu net avant amortissement des écarts d'acquisition, rajusté pour l'effet de dilution	1 744	1 339	1 449
Amortissement des écarts d'acquisition	—	—	(56)
Revenu net rajusté pour l'effet de dilution	1 744 \$	1 339 \$	1 393 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	496 208	490 816	511 286
Actions convertibles	996	1 278	2 213
Options d'achat d'actions pouvant être exercées 1)	36 608	30 575	31 742
Actions pouvant être rachetées 2)	(26 803)	(23 205)	(21 680)
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation après dilution (en milliers)	507 009	499 464	523 561
(en dollars canadiens)			
Résultat dilué par action avant amortissement des écarts d'acquisition	3,44 \$	2,68 \$	2,77 \$
Résultat dilué par action	3,44	2,68	2,66

1) En calculant le résultat dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen d'options d'achat d'actions en cours de 455 282, 7 884 526 et 1 763 506, dont le prix d'exercice moyen pondéré était de 41,21 \$, de 38,11 \$ et de 38,70 \$, pour les exercices terminés le 31 octobre 2003, 2002 et 2001 respectivement.

2) Le nombre des actions pouvant être rachetées est déterminé par le calcul du nombre moyen pondéré des actions pouvant être rachetées chaque trimestre.

**Note 22 | Segmentation opérationnelle et géographique**

Nous menons nos activités dans le cadre de segments opérationnels pour chacun desquels le marché et les produits sont bien définis. Notre groupe Particuliers et entreprises offre des services financiers aux particuliers et aux entreprises. Notre groupe Gestion privée offre des services de gestion de patrimoine. Notre groupe Services d'investissement offre une gamme complète de services financiers aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques, y compris des services-conseils et des services d'investissement et d'exploitation.

En outre, les Services d'entreprise, y compris le groupe Technologie et solutions, procurent des services de soutien à l'ensemble de la Banque, notamment en matière de technologie et de gestion des risques.

Les renseignements portant sur les revenus, les frais, le revenu net et le solde moyen de l'actif, des prêts et des dépôts de ces segments opérationnels sont présentés dans les tableaux des pages 27, 31, 35, 39 et 40 de l'analyse de la direction.

**Note 23 | Opérations entre apparentés**

Nous fournissons des services bancaires à nos coentreprises et à nos sociétés satellites selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients.

Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1999, la Banque n'accorde aucun nouveau prêt hypothécaire ou autre prêt à taux réduit aux dirigeants, autre que les prêts hypothécaires aux dirigeants mutés à la demande de la Banque et les prêts sur cartes de crédit aux employés. La Banque offre maintenant un ensemble sélectionné de prêts hypothécaires et autres prêts à ses employés aux taux qu'elle accorde normalement à ses clients privilégiés. Les prêts hypothécaires et autres prêts existants qui bénéficient d'un taux réduit seront éliminés graduellement d'ici le 1<sup>er</sup> septembre 2004.

Avant le 1<sup>er</sup> septembre 1999, les prêts consentis aux dirigeants à des fins personnelles, principalement pour des achats de consommation, des améliorations domiciliaires et des placements divers, leur étaient offerts à un taux d'intérêt équivalant à la moitié du taux préférentiel de la Banque jusqu'à un maximum de 25 000 \$. Les prêts d'un montant supérieur étaient offerts au taux préférentiel.

Les intérêts gagnés sur ces prêts sont comptabilisés dans le revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions, au poste valeurs mobilières,

de notre état consolidé des résultats. Le solde des prêts à taux réduit consentis en vertu de tels contrats de prêt s'établit comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2003	2002
Prêts hypothécaires	155 \$	223 \$
Prêts aux particuliers	73	106
Total	228 \$	329 \$

Depuis l'exercice 2002, nous offrons un régime d'options d'achat d'actions aux administrateurs qui ne sont pas membres de la direction. Les conditions de ce régime sont les mêmes que celles de nos régimes destinés à certains dirigeants et employés, décrits à la note 19. Au cours de l'exercice 2003, nous avons consenti 42 000 options d'achat d'actions au prix d'exercice de 43,25 \$ l'action. Au cours de l'exercice 2002, nous avons consenti 105 000 options d'achat d'actions au prix d'exercice de 36,01 \$ l'action.

Le régime du Conseil d'administration de la Banque requiert qu'au moins 50 % de la rémunération annuelle des administrateurs leur soit versée sous forme d'actions ordinaires de la Banque (achetées sur le marché libre) ou de droits différés. Les administrateurs peuvent choisir

de recevoir 100 % de leur rémunération annuelle et de tous autres honoraires de cette manière. Les droits différés à la valeur des actions ordinaires octroyés en vertu du régime sont rajustés pour tenir compte des dividendes et de l'évolution du cours de nos actions ordinaires. La valeur de ces droits est versée lorsqu'un administrateur résigne ses

fonctions au Conseil d'administration de la Banque. Les frais relatifs à ces droits différés se sont établis à 2 millions, 2 millions et 1 million de dollars pour les exercices terminés le 31 octobre 2003, 2002 et 2001 respectivement, et ont été inscrits dans les autres frais de notre état consolidé des résultats.

## Note 24 | Gestion du risque

Nos activités font intervenir la gestion de plusieurs catégories de risques, dont les risques de crédit, de marché, de liquidité et d'exploitation. Certaines informations relatives à notre exposition à ces risques figurent aux notes 3, 4, 9 et 26. Un sommaire de la sensibilité de notre portefeuille aux

taux d'intérêt et des taux d'intérêt effectifs de nos instruments financiers faisant partie de l'actif et du passif est présenté à la page 64 de l'analyse de la direction.

## Note 25 | Passif éventuel

### a) Poursuites judiciaires

Au cours de l'exercice, des poursuites ont été intentées contre la Banque relativement à la cessation de certaines positions de produits dérivés. Selon l'information actuellement disponible, les avocats de la Banque de Montréal ne sont pas en mesure d'exprimer une opinion quant au résultat probable de l'une quelconque de ces poursuites. La direction estime que la Banque a une défense solide, y compris des demandes reconventionnelles compensatoires.

BMO Nesbitt Burns Inc., filiale indirecte de la Banque de Montréal, fait l'objet de plusieurs recours collectifs et individuels au Canada, et d'un recours collectif aux États-Unis, intentés au nom d'actionnaires de Bre-X Minerals Ltd. (Bre-X). Parmi les autres défendeurs nommés dans l'un ou plusieurs de ces recours figurent Bre-X, des dirigeants et des administrateurs de Bre-X, une firme de conseil en exploitation minière engagée par Bre-X, le conseiller financier de Bre-X, les firmes de courtage qui ont vendu des actions ordinaires de Bre-X et une grande entreprise de production aurifère. Ces recours sont fondés en grande partie sur des allégations de négligence, d'informations trompeuses ou frauduleuses et de violation de la *Securities Exchange Act of 1934* (États-Unis seulement), relativement à la vente des titres de Bre-X. Au Canada, deux des recours collectifs proposés ont été rejetés en ce qui concerne BMO Nesbitt Burns Inc. Toutes les autres poursuites en sont à un stade préliminaire. Selon l'information actuellement disponible, les avocats de BMO Nesbitt Burns Inc. ne sont pas en mesure d'exprimer une opinion quant au résultat probable de l'une quelconque de ces poursuites. La direction estime que BMO Nesbitt Burns Inc. a une défense solide et qu'elle se défendra avec vigueur contre toutes lesdites poursuites.

Dans le cas de la faillite d'Adelphia Communications Corporation (Adelphia), les Official Committees of Unsecured Creditors and Equity Holders ont demandé l'autorisation de déposer des plaintes contre la Banque, Harris Nesbitt Corp. et environ 380 institutions financières. Les plaintes invoquent plusieurs motifs de poursuite liés à la relation entre la Banque et sa filiale, Adelphia et plusieurs de ses filiales, et la famille Rigas, y compris certaines entités possédées ou contrôlées par cette famille. Les poursuites relatives à ces plaintes en sont à un stade préliminaire et les avocats ne sont pas en mesure d'exprimer une opinion

quant au résultat éventuel. La direction estime que la Banque et Harris Nesbitt Corp. ont une défense solide relativement à ces plaintes.

La Banque et ses filiales sont parties à d'autres poursuites judiciaires dans le cours normal de leurs activités. La direction ne prévoit pas que le résultat de ces autres poursuites, individuellement ou globalement, aura un effet défavorable important sur la position financière ou les résultats d'exploitation consolidés de la Banque.

### b) Nantissement d'actifs

Dans le cours normal de nos activités, nous cédon des actifs en garantie de divers passifs que nous contractons. Les tableaux suivants font état de nos actifs cédés en garantie, des parties à qui ils ont été cédés et des activités dans le cadre desquelles ils ont été cédés :

(en millions de dollars canadiens)	2003	2002
Encaisse	10 \$	78 \$
Valeurs mobilières		
Émises ou garanties par le Canada	4 799	5 606
Émises ou garanties par les provinces, municipalités ou commissions scolaires canadiennes	1 457	886
Autres valeurs mobilières	12 055	12 032
Autres actifs	18 204	18 816
<b>Total des actifs cédés en garantie</b>	<b>36 525 \$</b>	<b>37 418 \$</b>

Ce tableau ne tient pas compte de l'encaisse assujettie à des restrictions présentée à la note 2.

(en millions de dollars canadiens)	2003	2002
<b>Parties à qui les actifs ont été cédés :</b>		
Systèmes de compensation, systèmes de paiement et dépositaires	1 096 \$	1 509 \$
<b>Activités relatives aux actifs cédés :</b>		
Obligations relatives à des titres mis en pension	23 748	24 324
Emprunts et prêts de titres	8 997	8 810
Transactions sur instruments dérivés	1 052	695
Autres	1 632	2 080
<b>Total</b>	<b>36 525 \$</b>	<b>37 418 \$</b>

Exclut l'encaisse cédée aux banques centrales et présentée comme faisant l'objet de restrictions à la note 2.

## Note 26 | Juste valeur des instruments financiers

En tant qu'institution financière, nous comptabilisons nos titres de négociation à la valeur marchande et les autres actifs et passifs au coût non amorti d'origine, déduction faite des réserves ou des dévaluations. La juste valeur est subjective par nature, étant déterminée en fonction de diverses techniques d'évaluation et de diverses hypothèses. Les valeurs sont fondées sur des estimations des divers actifs et passifs individuels et ne comprennent pas d'estimation de la juste valeur de l'une quelconque des entités juridiques ou des opérations sous-jacentes s'inscrivant dans nos activités.

Les montants de juste valeur indiqués dans le présent rapport représentent des estimations ponctuelles qui sont susceptibles de changer dans d'autres périodes, en raison des conditions du marché ou d'autres facteurs. La juste valeur représente généralement notre estimation des sommes contre lesquelles nous pourrions échanger les instruments financiers avec des tiers désireux de les acquérir. Cependant, dans la plupart des cas, les instruments financiers ne sont pas échangeables ou échangés, si bien qu'il est difficile d'en déterminer la juste valeur. Dans de tels cas, nous avons estimé la juste valeur en supposant que nous ne vendrions pas les actifs ou les passifs, et en tenant compte seulement des changements qui sont survenus dans les taux d'intérêt et le risque de

crédit depuis que nous avons acquis ces éléments, ou depuis que nous avons conclu un contrat. Ces calculs représentent les meilleures estimations que la direction puisse faire en se basant sur un certain nombre de méthodes et d'hypothèses. Cependant, comme ils comportent des incertitudes, les résultats peuvent ne pas se matérialiser dans la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments.

Les changements de taux d'intérêt sont la principale cause de changement de la juste valeur de nos instruments financiers.

Les bureaux, le matériel, les écarts d'acquisition et les actifs incorporels ne constituant pas des instruments financiers, ils ont été exclus de notre estimation de la juste valeur. Les montants nets exclus totalisaient 3 968 millions de dollars au 31 octobre 2003 et 4 360 millions au 31 octobre 2002.

### Détermination de la juste valeur

Nous supposons que la juste valeur est égale à la valeur comptable dans le cas des acceptations (actif et passif), des titres vendus à découvert et des titres mis en pension. Cette hypothèse est fondée sur le fait qu'il s'agit d'actifs et de passifs à court terme. Nous supposons également que la juste valeur est égale à la valeur comptable de notre encaisse et de nos actifs et passifs divers.

**Prêts**

Nous établissons la juste valeur de nos prêts en nous fondant sur les hypothèses suivantes :

- Dans le cas des prêts productifs à taux fixe, nous actualisons le solde des flux de trésorerie contractuels aux taux du marché actuels qui s'appliquent à des prêts ayant les mêmes termes et les mêmes caractéristiques de risque.
- Dans le cas des prêts productifs à taux variable, les changements de taux d'intérêt n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces prêts s'ajustent fréquemment aux taux du marché. C'est pourquoi nous supposons que la juste valeur est égale à la valeur comptable.

Nous soustrayons ensuite le montant de la réserve pour créances irrécouvrables du montant des soldes des prêts rajusté en fonction des hypothèses décrites ci-dessus pour établir la juste valeur de notre portefeuille de prêts.

**Dépôts**

Nous établissons la juste valeur de nos dépôts en nous fondant sur les hypothèses suivantes :

- Dans le cas des dépôts à taux et à échéance fixes, nous actualisons le solde des flux de trésorerie contractuels aux taux du marché actuels qui s'appliquent à des dépôts ayant les mêmes termes et les mêmes caractéristiques de risque.
- Dans le cas des dépôts à taux variable et à échéance fixe, les changements de taux d'intérêt n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces dépôts s'ajustent fréquemment aux taux du marché. C'est pourquoi nous supposons que la juste valeur est égale à la valeur comptable.
- Dans le cas des dépôts sans échéance définie, nous considérons que la juste valeur est égale à la valeur comptable, en nous fondant sur le fait que la valeur comptable est équivalente au montant payable à la date des états financiers.

**Dettes subordonnées**

La juste valeur de la dette subordonnée est déterminée d'après les cours actuels du marché de titres de créances semblables.

Le tableau ci-dessous présente une comparaison des montants qui seraient présentés si la totalité de nos actifs et de nos passifs qui sont des instruments financiers étaient comptabilisés à leur juste valeur (les actifs et les passifs qui ne sont pas des instruments financiers sont exclus de ce tableau) :

	2003				2002			
	Valeur comptable	Juste valeur – actifs et passifs	Juste valeur des couvertures 1)	Écart positif (négatif)	Valeur comptable	Juste valeur – actifs et passifs	Juste valeur des couvertures 1)	Écart positif (négatif)
<b>Actif</b>								
Encaisse	19 860 \$	19 860 \$	– \$	– \$	19 305 \$	19 305 \$	– \$	– \$
Valeurs mobilières (note 3)	54 790	55 102	(170)	142	43 715	44 036	(344)	(23)
Prêts et engagements de clients aux termes d'acceptations, déduction faite de la réserve pour créances irrécouvrables	146 156	146 686	9	539	149 596	149 872	48	324
Instruments financiers dérivés – négociation (note 9)	20 878	20 878	–	–	21 932	21 932	–	–
Actifs divers	10 504	10 504	–	–	13 780	13 780	–	–
	<b>252 188 \$</b>	<b>253 030 \$</b>	<b>(161)\$</b>	<b>681 \$</b>	<b>248 328 \$</b>	<b>248 925 \$</b>	<b>(296)\$</b>	<b>301 \$</b>
<b>Passif</b>								
Dépôts	171 551 \$	172 431 \$	(389)\$	491 \$	161 838 \$	162 628 \$	(546)\$	244 \$
Instruments financiers dérivés – négociation (note 9)	20 375	20 375	–	–	21 927	21 927	–	–
Acceptations	5 611	5 611	–	–	6 901	6 901	–	–
Titres vendus à découvert	8 255	8 255	–	–	7 654	7 654	–	–
Titres mis en pension	23 765	23 765	–	–	24 796	24 796	–	–
Passifs divers	11 259	11 259	–	–	13 892	13 892	–	–
Dettes subordonnées	2 856	3 165	6	315	3 794	4 145	(4)	347
	<b>243 672 \$</b>	<b>244 861 \$</b>	<b>(383)\$</b>	<b>806 \$</b>	<b>240 802 \$</b>	<b>241 943 \$</b>	<b>(550)\$</b>	<b>591 \$</b>
Total				<b>(125)\$</b>				<b>(290)\$</b>

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

1) Se reporter à la note 9.

**Note 27 | Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis**

Nous dressons nos états financiers consolidés en conformité avec les PCGR du Canada, y compris les interprétations qu'en donne l'organisme qui réglemente nos activités, le Surintendant des institutions financières

du Canada. Les écarts les plus importants qui résulteraient de l'application des PCGR des États-Unis dans la préparation de nos états financiers consolidés sont présentés ci-dessous.

**Bilan consolidé condensé**

au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2003			2002		
	PCGR du Canada	Augmentation (diminution)	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Augmentation (diminution)	PCGR des États-Unis
<b>Actif</b>						
Encaisse	19 860 \$	– \$	19 860 \$	19 305 \$	– \$	19 305 \$
Valeurs mobilières	54 790	1 558 5)	56 348	43 715	2 779 5)	46 494
Prêts et engagements de clients aux termes d'acceptations, déduction faite de la réserve pour créances irrécouvrables	146 156	(4)	146 152	149 596	3	149 599
Autres actifs	35 688	32	35 720	40 248	256	40 504
Total de l'actif	<b>256 494 \$</b>	<b>1 586 \$</b>	<b>258 080 \$</b>	<b>252 864 \$</b>	<b>3 038 \$</b>	<b>255 902 \$</b>
<b>Passif et avoir des actionnaires</b>						
Dépôts	171 551 \$	(14)\$	171 537 \$	161 838 \$	66 \$	161 904 \$
Autres passifs	69 605	1 232 5)	70 837	75 338	2 582 5)	77 920
Dettes subordonnées	2 856	58	2 914	3 794	87	3 881
Avoir des actionnaires 1)	12 482	310 6)	12 792	11 894	303 6)	12 197
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	<b>256 494 \$</b>	<b>1 586 \$</b>	<b>258 080 \$</b>	<b>252 864 \$</b>	<b>3 038 \$</b>	<b>255 902 \$</b>

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

## État consolidé condensé des résultats

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)  
pour l'exercice terminé le 31 octobre

	2003			2002			2001		
	PCGR du Canada	Augmen- tation (diminution)	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Augmen- tation (diminution)	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Augmen- tation (diminution)	PCGR des États-Unis
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions	8 927 \$	– \$	8 927 \$	9 135 \$	– \$	9 135 \$	13 000 \$	– \$	13 000 \$
Frais d'intérêts	4 028	–	4 028	4 306	–	4 306	8 501	–	8 501
Revenu net d'intérêts	4 899	–	4 899	4 829	–	4 829	4 499	–	4 499
Provision pour créances irrécouvrables	455	–	455	820	–	820	980	–	980
Revenu net d'intérêts après provision pour créances irrécouvrables	4 444	–	4 444	4 009	–	4 009	3 519	–	3 519
Revenu autre que d'intérêts	4 220	(47) 2)	4 173	3 924	(77) 2)	3 847	4 222	45 2)	4 267
Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts	8 664	(47)	8 617	7 933	(77)	7 856	7 741	45	7 786
Total des frais autres que d'intérêts	6 087	(1) 3)	6 086	6 030	1 3)	6 031	5 671	56 3)	5 727
Revenu avant provision pour impôts sur le revenu, part des actionnaires sans contrôle dans des filiales et amortissement des écarts d'acquisition	2 577	(46)	2 531	1 903	(78)	1 825	2 070	(11)	2 059
Impôts sur le revenu	688	(3) 4)	685	424	(21) 4)	403	501	1 4)	502
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 889	(43)	1 846	1 479	(57)	1 422	1 569	(12)	1 557
Revenu net avant amortissement des écarts d'acquisition	64	–	64	62	–	62	42	–	42
Revenu net avant amortissement des écarts d'acquisition	1 825	(43)	1 782	1 417	(57)	1 360	1 527	(12)	1 515
Amortissement des écarts d'acquisition, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable	–	–	–	–	–	–	56	(56) 3[iv])	–
Revenu net	1 825 \$	(43)\$	1 782 \$	1 417 \$	(57)\$	1 360 \$	1 471 \$	44 \$	1 515 \$
Résultat par action – de base	3,51 \$	(0,08)\$	3,43 \$	2,73 \$	(0,12)\$	2,61 \$	2,72 \$	0,09 \$	2,81 \$
– dilué	3,44	(0,09)	3,35	2,68	(0,11)	2,57	2,66	0,09	2,75

## État consolidé du résultat global

(en millions de dollars canadiens)  
pour l'exercice terminé le 31 octobre

	2003	2002	2001
Revenu net (selon les PCGR des États-Unis)	1 782 \$	1 360 \$	1 515 \$
Autres composantes du résultat global, déduction faite des impôts :			
Gain (perte) non matérialisés provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger, déduction faite des opérations de couverture a)	(597)	(79)	179
Pertes de conversion non matérialisées à la cession d'un investissement dans un établissement à l'étranger	–	–	18
Gains (pertes) de détention non matérialisés sur valeurs mobilières disponibles pour la vente, déduction faite des opérations de couverture b)	76	(45)	3
(Gains) pertes matérialisés et dévaluations sur valeurs mobilières disponibles pour la vente, constatés dans le revenu net c)	(25)	94	(57)
Gain net d'ajustement de transition sur instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie d)	–	–	13
Gains (pertes) non matérialisés sur instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie e)	(37)	(22)	258
(Gains) pertes nets sur instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, constatés dans le revenu net f)	21	15	(22)
Obligation minimale au titre des régimes de retraite g)	(45)	–	–
Total des autres composantes du résultat global (perte)	(607)	(37)	392
Résultat global	1 175 \$	1 323 \$	1 907 \$

- a) Déduction faite d'impôts sur le revenu de 601 millions de dollars (81 millions en 2002, 178 millions en 2001).  
b) Déduction faite d'impôts sur le revenu de 37 millions de dollars (30 millions en 2002, 2 millions en 2001).  
c) Déduction faite d'impôts sur le revenu de 14 millions de dollars (59 millions en 2002, 41 millions en 2001).  
d) Déduction faite d'impôts sur le revenu nuls (montant nul en 2002, 9 millions de dollars en 2001).

1) Le total cumulatif des autres composantes du résultat global est inscrit comme un élément distinct inclus dans l'actif des actionnaires en vertu des PCGR des États-Unis. La notion de résultat global n'existe pas dans les PCGR du Canada.

Les soldes cumulatifs liés à chacune des autres composantes du résultat global, déduction faite des impôts, sont les suivants :

(en millions de dollars canadiens)	2003	2002
Gain (perte) non matérialisés provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger, déduction faite des opérations de couverture	(176)\$	421 \$
Gains nets non matérialisés sur valeurs mobilières disponibles pour la vente i)	129	78
Gains non matérialisés sur instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie ii)	226	242
Obligation minimale au titre des régimes de retraite iii)	(45)	–
Total cumulatif des autres composantes du résultat global	134 \$	741 \$

i) Selon les PCGR des États-Unis, nous avons désigné comme valeurs mobilières disponibles pour la vente tous nos titres de placement autres

e) Déduction faite d'impôts sur le revenu de 19 millions de dollars (14 millions en 2002, 182 millions en 2001).

f) Déduction faite d'impôts sur le revenu de 12 millions de dollars (9 millions en 2002, 16 millions en 2001).

g) Déduction faite d'impôts sur le revenu de 30 millions de dollars.

que ceux qui sont comptabilisés à la valeur de consolidation. Ces valeurs mobilières sont comptabilisées à leur juste valeur, tout gain ou perte non matérialisé étant constaté dans les autres composantes du résultat global. Selon les PCGR du Canada, les titres de placement sont comptabilisés au coût ou au coût non amorti.

ii) Selon les PCGR des États-Unis, les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie sont comptabilisés à leur juste valeur, tout gain ou perte non matérialisé étant constaté dans les autres composantes du résultat global, dans la mesure où la couverture est efficace. Selon les PCGR du Canada, les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les gains ou pertes étant reportés et constatés dans le revenu de la même manière que l'élément couvert sous-jacent.

iii) Selon les PCGR des États-Unis, nous devons constater un passif supplémentaire au titre des régimes de retraite égal à l'excédent de l'obligation relative aux prestations de retraite, calculée sans tenir compte des augmentations de salaire, sur le coût non constaté des modifications aux régimes. Cet excédent est comptabilisé dans les autres composantes du résultat global. Les PCGR du Canada ne comportent pas d'exigence similaire.

## 2) L'incidence de l'application des PCGR des États-Unis au total du revenu autre que d'intérêts se traduit comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2003	2002	2001
Augmentation (diminution)			
Revenus de titrisation i)	(44)\$	(40)\$	(17)\$
Comptabilisation des instruments dérivés ii)	(3)	(37)	(19)
Conversion de devises iii)	—	—	81
Total	(47)\$	(77)\$	45 \$

i) Selon les PCGR des États-Unis, les gains sur tous les actifs titrisés sont constatés à la date de titrisation. Selon les PCGR du Canada, avant le 1<sup>er</sup> juillet 2001, les gains sur les ventes de prêts LNH étaient constatés à la date de la titrisation et les gains sur la vente des autres prêts titrisés devaient être constatés sur la durée de vie des prêts titrisés. Le 1<sup>er</sup> juillet 2001, nous avons adopté une nouvelle norme comptable canadienne portant sur les titrisations, qui supprime cette différence entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis. Un rajustement demeurera inscrit à notre état consolidé des résultats jusqu'à ce que les gains relatifs aux prêts titrisés avant le 1<sup>er</sup> juillet 2001 aient tous été constatés au revenu.

ii) Conformément aux PCGR des États-Unis, nous avons adopté une nouvelle norme comptable portant sur les instruments dérivés et les activités de couverture que nous appliquons depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2000. Selon cette norme, tous les instruments dérivés sont constatés à notre bilan consolidé à leur juste valeur. Les changements à la juste valeur des instruments dérivés non utilisés comme couvertures sont constatés dans notre état consolidé des résultats lorsqu'ils se produisent. Si un instrument dérivé sert de couverture, selon la nature de la couverture, les changements à la juste valeur de cet instrument sont portés, dans notre état consolidé des résultats, en déduction du changement à la juste valeur de l'actif, du passif ou de l'engagement ferme couvert, ou ils sont constatés dans les autres composantes du résultat global jusqu'à ce que l'élément couvert soit constaté dans notre état consolidé des résultats. Si le changement à la juste valeur de l'instrument dérivé n'est pas entièrement compensé par le changement à la valeur de l'élément qu'il couvre, la différence est immédiatement constatée dans notre état consolidé des résultats.

L'adoption de cette nouvelle norme comptable des États-Unis le 1<sup>er</sup> novembre 2000 a eu pour effet d'augmenter notre actif consolidé de 163 millions de dollars, notre passif consolidé de 149 millions, les autres composantes de notre résultat global de 13 millions et notre revenu net de 1 million de dollars. Comme l'incidence du rajustement de transition sur notre revenu net consolidé n'était pas considérable, nous avons inclus ce rajustement dans le revenu autre que d'intérêts avant impôts plutôt que de le présenter séparément comme l'effet cumulatif d'un changement de méthode comptable.

Selon les PCGR du Canada, les instruments dérivés servant de couverture sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les gains et les pertes étant reportés et constatés au revenu de la même manière que l'est l'élément couvert sous-jacent.

iii) Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2001, nous avons vendu notre investissement dans le Grupo Financiero BBVA Bancomer et nous avons porté des pertes de conversion de 99 millions de dollars au revenu autre que d'intérêts, conformément aux PCGR du Canada. Selon les PCGR des États-Unis, nous avons porté des pertes de conversion de 18 millions de dollars au revenu net, déduction faite du montant de 81 millions déjà porté au revenu net, au cours des exercices terminés le 31 octobre 1999, 1998 et 1997.

## 3) L'incidence de l'application des PCGR des États-Unis au total des frais autres que d'intérêts se traduit comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2003	2002	2001
Augmentation (diminution)			
Options d'achat d'actions i)	43 \$	47 \$	40 \$
Frais de développement de logiciels ii)	(39)	(40)	(44)
Prestations de retraite et avantages sociaux connexes iii)	2	4	8
Amortissement des écarts d'acquisition iv)	—	—	62
Amortissement des écarts d'acquisition et d'autres actifs v)	(7)	(10)	(10)
Total	(1)\$	1 \$	56 \$

i) Selon les PCGR des États-Unis, la juste valeur des options d'achat d'actions consenties est constatée comme charge de rémunération

pendant la période au cours de laquelle les options deviennent acquises. Avant le 1<sup>er</sup> novembre 2002, en vertu des PCGR du Canada, nous incluons le montant du produit dans l'avoir des actionnaires lorsque les options étaient levées et nous ne constatons aucuns frais de rémunération. Le 1<sup>er</sup> novembre 2002, nous avons adopté une nouvelle norme comptable canadienne sur la rémunération à base d'actions qui a supprimé cette différence pour les options d'achat d'actions consenties après le 1<sup>er</sup> novembre 2002. Par conséquent, un rajustement demeurera inscrit à notre état consolidé des résultats jusqu'à ce que les frais liés aux options d'achat d'actions aient été entièrement constatés pour les options consenties avant l'exercice 2002 conformément aux PCGR des États-Unis.

ii) Conformément aux PCGR des États-Unis, certains frais liés au développement interne de logiciels doivent être capitalisés et amortis sur la durée de vie utile estimative de ces logiciels. Selon les PCGR du Canada, seuls certains frais externes liés à des logiciels développés à l'intérieur de l'entreprise sont capitalisés et amortis sur la durée de vie utile estimative de ces logiciels.

iii) Selon les PCGR des États-Unis, les prestations de retraite et les autres avantages sociaux futurs sont constatés dans notre état consolidé des résultats dans la période au cours de laquelle les services sont rendus par nos employés. Les obligations correspondantes sont évaluées selon les taux en vigueur sur le marché. Selon les PCGR du Canada, avant le 1<sup>er</sup> novembre 2000, les prestations de retraite étaient comptabilisées dans notre état consolidé des résultats dans la période au cours de laquelle les services étaient rendus par nos employés, les obligations correspondantes étant alors évaluées selon la meilleure estimation par la direction du taux de rendement à long terme de l'actif, alors que les autres avantages sociaux futurs étaient passés en charge à mesure que les frais correspondants étaient engagés. À compter du 1<sup>er</sup> novembre 2000, nous avons adopté une nouvelle norme canadienne pour la comptabilisation des prestations de retraite et des autres avantages sociaux futurs, qui supprime cette différence entre les PCGR du Canada et des États-Unis. Lors de l'adoption de cette nouvelle norme, nous avons comptabilisé le changement qui en a découlé comme une charge imputée aux bénéficiaires non répartis. Par conséquent, un rajustement demeurera inscrit à notre état consolidé des résultats jusqu'à ce que les sommes auparavant reportées en vertu des PCGR des États-Unis soient entièrement amorties par imputation au revenu.

iv) Le 1<sup>er</sup> novembre 2001, nous avons adopté une nouvelle norme comptable sur les écarts d'acquisition, qui est identique selon les PCGR du Canada et ceux des États-Unis. Auparavant, nous présentions la charge d'amortissement des écarts d'acquisition nette d'impôts, à un poste distinct de notre état consolidé des résultats, conformément aux PCGR du Canada. Ce mode de présentation n'était pas permis selon les PCGR des États-Unis.

v) Selon les PCGR des États-Unis, notre acquisition de Suburban Bank Corp. aurait été comptabilisée au moyen de la méthode de la fusion d'intérêts communs. En vertu des PCGR du Canada, nous avons plutôt comptabilisé cet achat au moyen de la méthode de l'acquisition, ce qui a entraîné la constatation et l'amortissement d'un écart d'acquisition et d'autres actifs incorporels correspondant à cette transaction. Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2001, conformément aux PCGR du Canada et des États-Unis, nous n'amortissons plus les écarts d'acquisition par imputation au revenu.

4) En plus des incidences fiscales découlant des différences signalées ci-dessus, mentionnons qu'en vertu des PCGR des États-Unis, les changements de taux d'imposition n'ont aucune incidence sur le calcul des soldes de nos impôts futurs tant que les changements proposés ne sont pas devenus lois. Selon les PCGR du Canada, les changements de taux d'imposition sont pris en compte dans le calcul des soldes de nos impôts futurs lorsqu'ils sont pratiquement en vigueur.

5) Selon les PCGR des États-Unis, une garantie non liquide obtenue dans le cadre d'un prêt de titres, qu'un contrat nous autorise à vendre ou à remettre en nantissement, est comptabilisée comme un actif dans notre bilan consolidé; un passif correspondant à l'obligation de remettre la garantie est aussi comptabilisé. Selon les PCGR du Canada, ni la garantie ni l'obligation correspondante ne sont constatées dans notre bilan consolidé. En raison de cette différence, les valeurs mobilières et les autres passifs ont été respectivement augmentés de 1 220 millions et de 2 399 millions de dollars au 31 octobre 2003 et 2002.

6) Comprend un rajustement cumulatif de l'avoir des actionnaires découlant des différences dans les PCGR de l'exercice courant et des exercices antérieurs.



### Modifications futures des principes comptables des États-Unis

Selon les PCGR des États-Unis, nous devons nous conformer à une nouvelle norme comptable sur la consolidation des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) à compter du 31 janvier 2004. En vertu de cette nouvelle norme, nous devons consolider les résultats financiers des EDDV si, en raison de nos investissements dans ces entités ou de nos liens avec elles, nous courons le risque de subir la majorité de leurs

pertes prévues ou nous avons la possibilité de bénéficier de la majorité de leurs rendements résiduels prévus, selon une méthode de calcul déterminée par les organismes de normalisation. Une norme similaire sera intégrée aux PCGR du Canada, tel que nous l'expliquons à la note 8. Les organismes de normalisation des États-Unis étudient à l'heure actuelle la possibilité de ne plus considérer les fonds d'investissement et les fiducies personnelles comme des EDDV.

## Filiales de la banque

Sociétés dans lesquelles la Banque détient plus de 50 % des actions avec droit de vote, émises et en circulation	Siège social	Pourcentage des actions avec droit de vote détenues par la Banque	Valeur comptable des actions ordinaires et privilégiées détenues par la Banque (en millions de \$ CA)
Bank of Montreal Assessoria e Serviços Ltda.	Rio de Janeiro, Brésil	100	–
Bank of Montreal Capital Markets (Holdings) Limited	Londres, Angleterre	100	87
BMO Nesbitt Burns Limited (U.K.)	Londres, Angleterre	100	
Bank of Montreal Holding Inc.	Calgary, Canada	100	13 888
Bank of Montreal Insurance (Barbados) Limited	Bridgetown, La Barbade	100	
Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée	Toronto, Canada	100	
Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée et filiales	Montréal, Canada	100	
BMO Holding Finance, LLC	Wilmington, États-Unis	100	
BMO Investments Limited et filiales	Hamilton, Bermudes	100	
BMO Nesbitt Burns Trading Corp. S.A.	Münsbach, Luxembourg	100	
BMO Service Inc.	Calgary, Canada	100	
Bank of Montreal Ireland plc	Dublin, Irlande	100	1 235
Bankmont Financial Corp.	Wilmington, États-Unis	100	5 221
BMO Financial, Inc.	Wilmington, États-Unis	100	
BMO Global Capital Solutions, Inc.	Wilmington, États-Unis	100	
BMO Nesbitt Burns Equity Group (U.S.), Inc. et filiales	Chicago, États-Unis	100	
BMO Nesbitt Burns Financing, Inc.	Chicago, États-Unis	100	
EFS (U.S.), Inc. et filiales	Chicago, États-Unis	100	
Harris Bancorp Insurance Services, Inc.	Chicago, États-Unis	100	
Harris Bankcorp, Inc. et filiales	Chicago, États-Unis	100	
Harris Investor Services, LLC	Wilmington, États-Unis	100	
Harris Nesbitt Corp.	Chicago, États-Unis	100	
Harris Nesbitt Gerard, Inc.	Wilmington, États-Unis	100	
Harris RIA Holdings, Inc. et filiales	Wilmington, États-Unis	100	
BMO Compagnie d'assurance-vie	Toronto, Canada	100	18
BMO Corporation d'investissement en capital	Toronto, Canada	100	66
BMO Investments Inc.	Toronto, Canada	100	69
BMO Ireland Finance Company	Dublin, Irlande	100	570
BMO Ligne d'action Inc.	Toronto, Canada	100	42
BMO (N.S.) Holdings Co.	Halifax, Canada	100	1 209
BMO (U.S.) Finance, LLC	Wilmington, États-Unis	100	
dealerAccess Inc.	Wilmington, États-Unis	100	–
autoAccès Canada Inc.	Toronto, Canada	100	
Groupe de Fonds Guardian Ltée	Toronto, Canada	100	191
MyChoice Inc.	Toronto, Canada	80	–
Partenaires en capital BMO-Nesbitt Burns Inc.	Toronto, Canada	100	73
Société de fiducie BMO	Toronto, Canada	100	18
Société de financement Banque de Montréal Ltée	Toronto, Canada	50,01	23
Société hypothécaire Banque de Montréal	Calgary, Canada	100	1 995
Solutions-crédit internationales Banque de Montréal Ltée	Calgary, Canada	100	14

La liste ci-dessus fait état des sociétés que nous détenons directement et des sociétés que chaque filiale détient directement, donc de toutes nos principales sociétés en exploitation. La valeur comptable de chacune des sociétés précitées représente la valeur totale des actions ordinaires et des actions privilégiées que nous détenons.

Nous détenons 100 % des actions sans droit de vote en circulation de nos filiales, à l'exception de la Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée, dont nous détenons 96,94 % des actions sans droit de vote en circulation.

# Conseil d'administration

**Stephen E. Bachand**

Ponte Vedra Beach, Floride  
Administrateur et ancien président  
et chef de l'administration  
La Société Canadian Tire Limitée

**David R. Beatty, O.B.E.**

Toronto, Ontario  
Président du conseil  
et chef de la direction  
Beatinvest Limited

**Robert Chevrier, F.C.A.**

Montréal, Québec  
Président  
Société de gestion Roche inc.

**F. Anthony Comper**

Toronto, Ontario  
Président du conseil  
et chef de la direction  
BMO Groupe financier

**Ronald H. Farmer**

Markham, Ontario  
Directeur général  
Mosaic Capital Partners  
Toronto

**David A. Galloway**

Toronto, Ontario  
Administrateur  
et ancien président  
et chef de la direction  
Torstar Corporation

**Eva Lee Kwok**

Vancouver, Colombie-Britannique  
Présidente du conseil  
et chef de la direction  
Amara International  
Investment Corp.

**J. Blair MacAulay**

Oakville, Ontario  
Conseiller  
Fraser Milner Casgrain s.r.l.  
Toronto

**L'honorable**

**Frank McKenna, C.P., c.r.**  
Cap Pelé, Nouveau-Brunswick  
Conseiller, McInnes Cooper  
Moncton

**Bruce H. Mitchell**

Toronto, Ontario  
Président du conseil  
et chef de la direction  
Permian Industries Limited

**Philip S. Orsino, F.C.A.**

Caledon, Ontario  
Président et  
chef de la direction  
Masonite International Corporation  
Mississauga

**J. Robert S. Prichard, O.C., O.Ont.**

Toronto, Ontario  
Président et  
chef de la direction  
Torstar Corporation

**Jeremy H. Reitman**

Montréal, Québec  
Président  
Reitmans (Canada) Limitée

**Joseph L. Rotman, O.C., LL.D.**

Toronto, Ontario  
Président du conseil  
et chef de la direction  
Roy-L Capital Corporation

**Guylaine Saucier, C.M., F.C.A.**

Montréal, Québec  
Administratrice

**Nancy C. Southern**

Calgary, Alberta  
Présidente et  
chef de la direction  
ATCO Ltd. et  
Canadian Utilities Limited

## Membres honoraires du Conseil

**Charles F. Baird**

Bethesda, Maryland, É.-U.

**Ralph M. Barford**

Toronto, Ontario

**Matthew W. Barrett, O.C., LL.D.**

Londres, Angleterre

**Peter J.G. Bentley, O.C., LL.D.**

Vancouver, Colombie-Britannique

**Claire P. Bertrand**

Montréal, Québec

**Frederick S. Burbidge, O.C.**

Frelighsburg, Québec

**Pierre Côté, C.M.**

Québec, Québec

**C. William Daniel, O.C., LL.D.**

Toronto, Ontario

**Nathanael V. Davis**

Osterville, Massachusetts, É.-U.

**Graham R. Dawson**

Vancouver, Colombie-Britannique

**Louis A. Desrochers, C.M., c.r.**

Edmonton, Alberta

**A. John Ellis, O.C., LL.D., O.S.L.**

Vancouver, Colombie-Britannique

**John F. Fraser, O.C., LL.D.**

Winnipeg, Manitoba

**Thomas M. Galt**

Toronto, Ontario

**J. Peter Gordon, O.C.**

Burlington, Ontario

**Richard M. Ivey, C.C., c.r.**

London, Ontario

**L'honorable**

**Betty Kennedy, O.C., LL.D.**

Campbellville, Ontario

**Ronald N. Mannix**

Calgary, Alberta

**Robert H. McKercher, c.r.**

Saskatoon, Saskatchewan

**Eric H. Molson**

Montréal, Québec

**William D. Mulholland, LL.D.**

Georgetown, Ontario

**Jerry E.A. Nickerson**

North Sydney, Nouvelle-Écosse

**Lucien G. Rolland, O.C.**

Montréal, Québec

**Mary Alice Stuart, C.M., O.Ont., LL.D.**

Toronto, Ontario

**Lorne C. Webster, C.M.**

Montréal, Québec

# Membres du Conseil de gestion

au 1<sup>er</sup> décembre 2003

---

## **F. Anthony Comper\***

Président du conseil  
et chef de la direction

---

## **William A. Downe\***

Président du conseil délégué  
BMO Groupe financier  
Chef de la direction  
BMO Nesbitt Burns  
Chef du groupe  
Services d'investissement

---

## **Groupe Services d'investissement**

### **Yvan J.P. Bourdeau\***

Président et chef de l'exploitation  
BMO Nesbitt Burns

### **Ellen M. Costello**

Vice-présidente du conseil  
BMO Nesbitt Burns  
Directrice de succursale  
New York

### **David R. Hyma**

Vice-président du conseil  
BMO Nesbitt Burns  
Chef des marchés financiers

### **Marnie J. Kinsley**

Première directrice générale  
et co-chef  
Services de gestion de trésorerie

### **L. Jacques Ménard**

Président du conseil  
BMO Nesbitt Burns  
Président  
BMO Groupe financier, Québec

### **Tom V. Milroy**

Vice-président du conseil  
BMO Nesbitt Burns  
Chef du secteur Investissements  
et services aux grandes entreprises

### **Eric C. Tripp**

Vice-président du conseil  
BMO Nesbitt Burns  
Chef des Opérations sur actions

---

## **Groupe Gestion privée**

### **Gilles G. Ouellette\***

Président et chef de la direction

### **Barry M. Cooper**

Président du conseil et chef  
de la direction, Jones Heward  
Chef des activités liées  
aux fonds d'investissement

### **Sherry S. Cooper**

Vice-présidente à la direction  
Stratégie d'économie mondiale

### **Dean Manjuris**

Chef du secteur Services  
de courtage traditionnels  
Président et administrateur  
Direction de la Gestion privée  
BMO Nesbitt Burns

### **Graham T. Parsons**

Vice-président à la direction  
Services bancaires privés

### **William E. Thonn**

Vice-président à la direction  
BMO Harris Private Banking

---

## **Harris Bankcorp, Inc.**

### **Franklin J. Techar\***

Président et chef de la direction  
Harris Bankcorp, Inc.  
Harris Trust & Savings Bank  
(Chicago)

### **Edward W. Lyman, Jr.**

Vice-président du conseil

---

## **Robert W. Pearce\***

Président et chef de la direction  
Groupe Particuliers et entreprises

---

## **Groupe Particuliers et entreprises**

### **Maurice A.D. Hudon**

Premier vice-président  
à la direction  
Expansion du groupe

### **Kathleen M. O'Neill**

Vice-présidente à la direction  
Développement de produits  
et services et chef,  
Marché de la PME

### **Pamela J. Robertson**

Vice-présidente à la direction  
Offre clientèle des Ventes  
et service

### **Robert J. Tetley**

Vice-président à la direction  
Services de distribution

---

## **Ronald G. Rogers\***

Président du conseil délégué  
Gestion globale des risques  
et du portefeuille

---

## **Gestion globale des risques et du portefeuille**

### **Neil R. Macmillan**

Vice-président à la direction  
et chef de la gestion des risques  
Groupe Services d'investissement

### **Michel G. Maila**

Vice-président à la direction  
et chef de la gestion des risques  
de marché et d'exploitation

### **Robert L. McGlashan**

Vice-président à la direction  
et chef de la gestion globale  
des risques

### **Colin D. Smith**

Vice-président à la direction  
et chef de la gestion des risques  
Groupe Particuliers et entreprises  
et groupe Gestion privée

---

## **Lloyd F. Darlington\***

Président et chef de la direction  
Technologie et solutions  
et chef des Affaires électroniques

---

## **Technologie et solutions**

### **Barry K. Gilmour**

Chef d'entité délégué  
et chef de l'exploitation

---

## **Karen E. Maidment\***

Première vice-présidente  
à la direction et chef des finances

---

## **Finances et Services juridiques**

### **Timothy J. O'Neill**

Vice-président à la direction  
et économiste en chef

### **Ronald B. Sirkis**

Vice-président à la direction  
Fiscalité et conseiller général

### **Penelope F. Somerville**

Vice-présidente à la direction  
et trésorière

---

## **Rose M. Patten\***

Première vice-présidente  
à la direction  
Ressources humaines  
et chef du Bureau de gestion  
stratégique

---

## **Ressources humaines et Bureau de gestion stratégique**

### **Joan T. Dea†**

Première vice-présidente  
Stratégie  
Bureau de gestion stratégique

\* Membres du Comité directeur du Conseil de gestion  
† Secrétaire du Comité directeur du Conseil de gestion

# Glossaire de termes financiers

## Acceptation bancaire

Lettre de change ou autre effet négociable tiré par un emprunteur pour paiement à l'échéance et qui est accepté par une banque. L'acceptation constitue une garantie de paiement de la banque et l'effet ainsi accepté peut être négocié sur le marché monétaire. La banque qui offre cette garantie perçoit une commission d'acceptation.

## Actif sous administration et actif sous gestion

Actif administré ou géré par une institution financière et appartenant effectivement à des clients; cet actif n'est donc pas inscrit au bilan de l'institution financière qui l'administre ou le gère.

## Couverture

Technique de gestion des risques utilisée pour neutraliser ou gérer les risques qui sont liés aux taux d'intérêt, aux devises, aux titres de participation, aux produits de base ou au crédit, et qui découlent d'activités bancaires normales.

## Évaluation par référence au marché

Valeur, à la date du bilan, des titres et des instruments financiers dérivés détenus à des fins de négociation, calculée au prix du marché.

## Instrument financier dérivé

Contrat dont la valeur est « dérivée » de taux d'intérêt ou de change, ou de cours d'actions ou de produits de base. L'instrument financier dérivé est utilisé pour transférer, modifier ou réduire les risques existants ou prévus résultant de fluctuations des taux ou des cours, et peut aussi être utilisé pour des activités de négociation.

## Instrument financier hors bilan

Élément d'actif ou de passif non inscrit au bilan mais pouvant éventuellement produire des flux de trésorerie positifs ou négatifs dans l'avenir. Divers produits offerts aux clients peuvent être classés comme étant hors bilan. Ils appartiennent à deux catégories générales : i) les dispositions relatives au crédit, qui fournissent une protection de liquidité aux clients, et ii) les instruments financiers dérivés utilisés à des fins de couverture.

## Instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie

Le BSIF autorise les banques à émettre des instruments qui se qualifient comme instruments « novateurs » inclus dans le capital de première catégorie. Pour se qualifier, ces instruments doivent être émis par l'entremise d'une entité à détenteurs de droits variables; ils doivent être de nature permanente et être exempts de toute charge fixe. En outre, la banque doit en éponger toutes les pertes et doit les comptabiliser dans la part des actionnaires sans contrôle. Les instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie ne doivent pas constituer plus de 15 % du capital net de première catégorie, et la somme de ces instruments et des actions privilégiées perpétuelles à dividende non cumulatif ne peut excéder 25 % du capital net de première catégorie.

## Montant nominal de référence

Capital utilisé pour calculer les intérêts et autres paiements des instruments financiers dérivés. Le montant de capital ne change pas de main selon les modalités des instruments dérivés, sauf dans les cas de swaps de devises.

## Moyenne de l'actif productif

Solde moyen quotidien ou mensuel des dépôts à d'autres banques, des prêts et des valeurs mobilières, pour une période de un an.

## Point de base

Le point de base équivaut à un centième de point.

## Prêts douteux

Prêts pour lesquels il n'est plus raisonnable de croire qu'il sera possible de recouvrer le capital ou les intérêts dans les délais prévus.

## Provision pour créances irrécouvrables

Charge imputée aux revenus, d'un montant jugé adéquat par la direction pour couvrir toute insuffisance dans les portefeuilles de prêts et acceptations et d'autres instruments de crédit, vu la composition de ces portefeuilles, la probabilité de défaut des emprunteurs, la conjoncture économique et la réserve pour créances irrécouvrables déjà établie.

## Ratios de capital réglementaire

Pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques par rapport au capital, tel qu'il est défini par le BSIF, conformément aux normes de la Banque des règlements internationaux (BRI) régissant le niveau des fonds propres à risque. Ces ratios sont appelés ratio de capital de première catégorie et ratio de capital de deuxième catégorie. Le ratio de capital de première catégorie est considéré comme étant de nature plus permanente. Il comprend les actions ordinaires et toutes les actions privilégiées admissibles à dividende non cumulatif, moins les écarts d'acquisition non amortis. Le capital de deuxième catégorie comprend les autres actions privilégiées, les débetures subordonnées et la réserve générale, dans certaines limites prescrites. Le ratio de l'actif au capital est l'actif rajusté, soit l'actif plus les lettres de crédit et les cautionnements, divisé par le capital total.

## Réserve pour créances irrécouvrables

Montant jugé adéquat par la direction pour éponger les pertes sur les créances irrécouvrables liées aux prêts et acceptations, et aux autres instruments de crédit. Les réserves pour créances irrécouvrables peuvent être spécifiques ou générales et sont comptabilisées au bilan en déduction des prêts et acceptations ou, si elles sont liées aux autres instruments de crédit, dans les autres passifs.

## Titres mis en pension

Titres vendus, avec l'engagement par le vendeur de les racheter à un prix et à une date ultérieure déterminés. Ces titres permettent un financement à faible coût.

## Titres pris en pension

Titres achetés, notamment des obligations d'État, avec l'engagement par l'acheteur de les revendre au vendeur d'origine à un prix et à une date ultérieure déterminés. Ces titres constituent des prêts dont le coût et le risque sont peu élevés.

## Autres définitions page

Base d'imposition comparable	22
Contrats à terme de gré à gré et contrats à terme standardisés	82
Marge nette d'intérêts	22
Options	82
Profit économique net	17
Ratio de capital de première catégorie (voir Ratios de capital réglementaire)	
Ratio de productivité (voir Ratio des frais au revenu)	
Ratio de productivité avant amortissement	25
Ratio des frais au revenu (ou Ratio de productivité)	25
Ratio du capital total (voir Ratios de capital réglementaire)	
Rendement de l'avoir des actionnaires (RAA)	17
Rendement total de l'avoir des actionnaires (RTAA)	15
Réserve générale	77
Réserves spécifiques	77
Résultat par action (RPA)	16
Revenu net d'intérêts	22
Revenus de négociation	24
Swaps	82
<b>Définitions relatives au risque</b>	
Capital à risque (CaR)	46
Risque de crédit et de contrepartie	47
Risque de liquidité et de financement	50
Risque de marché	48
Risque d'entreprise lié à la volatilité du revenu net	52
Risque d'exploitation	51
Risque environnemental	52
Risque lié à la valeur marchande	48
Risque lié à l'émetteur	48
Risque social et éthique	52
Valeur à risque (VAR)	48
Volatilité du revenu net	48

# Sommaire à l'intention des actionnaires

## Renseignements sur les actions ordinaires négociées en 2003

Bourses – marché primaire	Symbole	Cours au 31 octobre 2003	Haut	Bas	Volume total
Toronto	BMO	49,33 \$	50,26 \$	37,79 \$	315,1 millions
New York	BMO	37,44 \$US	38,43 \$US	23,95 \$US	11,8 millions

## Dividendes par action déclarés au cours de l'exercice

Émission ou catégorie	Symbole	Actions en circulation au 31 octobre 2003	2003	2002	2001	2000	1999
Actions ordinaires a)	BMO	499 632 368	1,34 \$	1,20 \$	1,12 \$	1,00 \$	0,94 \$
Actions privilégiées, catégorie A							
Série 4 b)		–	–	–	– \$	– \$	1,87 \$
Série 5 c)		–	–	–	– \$	– \$	522,26 \$
Actions privilégiées, catégorie B							
Série 1 d)		–	–	–	0,57 \$	2,25 \$	2,25 \$
Série 2 e)		–	–	–	1,28 \$US	1,69 \$US	1,69 \$US
Série 3	BMO F	16 000 000	1,39 \$	1,39 \$	1,39 \$	1,39 \$	1,39 \$
Série 4 f)	BMO G	8 000 000	1,20 \$	1,20 \$	1,20 \$	1,20 \$	1,20 \$
Série 5 f)	BMO H	8 000 000	1,33 \$	1,33 \$	1,33 \$	1,33 \$	1,33 \$
Série 6 f)	BMO I	10 000 000	1,19 \$	1,19 \$	1,19 \$	1,19 \$	1,19 \$
Série 10 g)	BMO V	12 000 000	1,49 \$US	1,39 \$US	–	–	–

- a) Les dividendes sur les actions ordinaires ont été retraités pour faire état de la distribution d'actions à raison de deux contre une, effectuée en mars 2001.  
 b) Les actions privilégiées de catégorie A de la série 4 ont été rachetées le 24 septembre 1999.  
 c) Les actions privilégiées de catégorie A de la série 5 ont été rachetées le 5 décembre 1998.  
 d) Les actions privilégiées de catégorie B de la série 1 ont été rachetées le 26 février 2001.  
 e) Les actions privilégiées de catégorie B de la série 2 ont été rachetées le 27 août 2001.  
 f) Les séries 4 et 5 des actions privilégiées de catégorie B ont été émises en février 1998, et la série 6, en mai 1998.  
 g) Les actions privilégiées de catégorie B de la série 10 ont été émises en décembre 2001.

## Dates relatives aux dividendes de 2004

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

Actions ordinaires et privilégiées – Date d'inscription pour les dividendes	Actions privilégiées – Date de versement	Actions ordinaires – Date de versement
6 février	25 février	26 février
7 mai	25 mai	28 mai
6 août	25 août	30 août
5 novembre	25 novembre	29 novembre

La Loi sur les banques interdit à une banque de déclarer ou de verser un dividende qui contrevient ou contreviendrait aux règlements sur la suffisance du capital. À l'heure actuelle, cette restriction n'empêche pas le versement de dividendes sur les actions ordinaires ou privilégiées de la Banque.

## Services administratifs aux actionnaires

La Société de fiducie Computershare du Canada, qui compte des bureaux à Halifax, Montréal, Toronto, Winnipeg, Calgary et Vancouver, fait office d'agent des transferts et d'agent comptable des registres dans le cas des actions ordinaires et privilégiées. Par ailleurs, la Computershare Investor Services PLC et la Computershare Trust Company of New York font office d'agents des transferts et d'agents comptables des registres dans le cas des actions ordinaires négociées à Londres et à New York, respectivement.

Les actionnaires qui désirent obtenir des renseignements sur les dividendes, modifier leurs données d'inscription, signaler un changement d'adresse, une perte

de certificat ou un transfert de succession, ou nous aviser de l'envoi de documents en double sont priés de communiquer avec l'agent des transferts et agent comptable des registres, par téléphone au 1 800 340-5021 (Canada et États-Unis) ou au (514) 982-7800 (international), par écrit à l'adresse suivante : Société de fiducie Computershare du Canada, 100 University Avenue, 9th Floor, Toronto, Ontario M5J 2Y1, par courrier électronique à : [caregistryinfo@computershare.com](mailto:caregistryinfo@computershare.com) ou par télécopieur au 1 888 453-0330 (Canada et États-Unis) ou au (416) 263-9394 (international).

Pour toute autre question touchant les actionnaires, veuillez vous adresser aux Relations avec les actionnaires du Secrétariat général de la Banque, 1 First Canadian Place, 21st Floor, Toronto,

Ontario M5X 1A1; adresse électronique : [corp.secretary@bmo.com](mailto:corp.secretary@bmo.com), téléphone : (416) 867-6785, télécopieur : (416) 867-6793.

## Marché des titres de la Banque

Les actions ordinaires de la Banque sont cotées aux bourses de Toronto et de New York. Les actions privilégiées de la Banque sont cotées à la Bourse de Toronto.

## Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Le Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions permet aux titulaires d'actions ordinaires et d'actions privilégiées de réinvestir les dividendes au comptant dans des actions ordinaires de la Banque sans commission ni frais de gestion.

Il leur offre en outre la possibilité d'acheter au comptant d'autres actions ordinaires, jusqu'à concurrence de 40 000 \$ par exercice. La Société de fiducie Computershare du Canada et le Service des relations avec les actionnaires sont à la disposition des intéressés pour les renseigner sur ce régime.

## Dépôt direct des dividendes

Les actionnaires peuvent faire déposer directement leurs dividendes à un compte domicilié dans n'importe quelle institution financière du Canada dotée d'un système de transfert électronique de fonds.

## Investisseurs institutionnels et analystes de recherche

Les investisseurs institutionnels et les analystes de recherche qui désirent obtenir des renseignements financiers peuvent faire parvenir leur demande par écrit au premier vice-président, Relations avec les investisseurs, 1 First Canadian Place, 18th Floor, Toronto, Ontario M5X 1A1. Ils peuvent aussi faire leur demande par courrier électronique au : [investor.relations@bmo.com](mailto:investor.relations@bmo.com), par téléphone (416) 867-6656 ou par télécopieur (416) 867-3367, ou visiter notre site [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs).

## Renseignements généraux

Pour connaître les nouvelles concernant la Banque de Montréal et ses initiatives ou pour vous procurer d'autres exemplaires du Rapport annuel, veuillez communiquer avec le groupe Communications, 105, rue Saint-Jacques, Édifice de Maisonneuve, 1<sup>er</sup> étage, Montréal (Québec) H2Y 1L6, ou visiter le site [www.bmo.com](http://www.bmo.com). (English edition of the Annual Report available on request.)

## Assemblée annuelle

L'Assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mardi 24 février 2004, à 9 h 30 (heure normale de l'Est), au Carlu, 444, rue Yonge, 7<sup>e</sup> étage, à Toronto, Ontario, Canada.

## Rémunération des vérificateurs nommés par les actionnaires

Pour connaître la rémunération des vérificateurs nommés par les actionnaires, veuillez vous reporter à la page 5 de la circulaire de sollicitation de procurations pour l'Assemblée annuelle qui aura lieu le 24 février 2004.



## [www.bmo.com/rapportannuel2003](http://www.bmo.com/rapportannuel2003)

### Renseignements

Le présent Rapport annuel 2003 de BMO Groupe financier est publié sur notre site Web, à l'adresse [www.bmo.com](http://www.bmo.com). Pour en obtenir une version imprimée, veuillez vous adresser au groupe Communications, à l'adresse suivante :

105, rue Saint-Jacques  
Édifice de Maisonneuve  
1<sup>er</sup> étage  
Montréal (Québec)  
H2Y 1L6  
(English edition available on request)

### Renseignements généraux

Pour connaître les nouvelles concernant l'organisation et ses initiatives, veuillez communiquer avec le groupe Communications. Les communiqués de BMO Groupe financier sont publiés sur son site Web, à l'adresse [www.bmo.com](http://www.bmo.com).

### Services aux actionnaires

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes, modifier des données d'inscription, signaler un changement d'adresse, une perte de certificat ou un transfert de succession, ou nous aviser de l'envoi de documents en double, veuillez communiquer par téléphone avec l'agent des transferts et agent comptable des registres de la Banque de Montréal, au 1 800 340-5021 (Canada et États-Unis) ou au (514) 982-7800 (international), ou par écrit à l'adresse suivante :

### Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 9th Floor  
Toronto, Ontario M5J 2Y1

### Assemblée annuelle

L'Assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mardi 24 février 2004, à 9 h 30 (heure normale de l'Est), au Carlu, 444, rue Yonge, 7<sup>e</sup> étage, à Toronto, Ontario, Canada.

MC/MD Marque de commerce et marque déposée de la Banque de Montréal  
MD<sup>®</sup> Nesbitt Burns est une marque déposée de la Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée  
MC1/MD1 Marque de commerce et marque déposée de la Harris Trust and Savings Bank  
MD2 Marque déposée de MasterCard International Inc.  
MD3 Marque déposée de Sobeys Capital Incorporated  
MD4 Marque déposée de Canada Safeway Limited

MC2 Marque de commerce de Les Supermarchés A&P Limitée  
MD5 Marque déposée de Standard & Poor's Corporation  
MD6 Marque déposée de Moody's Investors Services Inc.  
MD7 Marque déposée de Société en commandite Téléglobe Canada  
MD8 Marque déposée d'AIR MILES International Trading B.V.